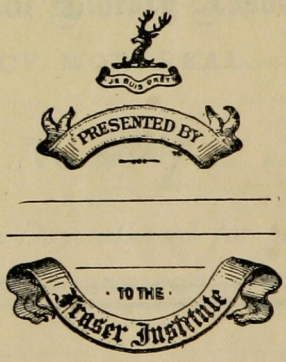
2392
6-14



6-14

Mercantile Library Association
No 714

OEUVRES

POSTHUMES

DE

FRÉDERIC II,

ROI DE PRUSSE.

TOME IV.

A BERLIN:

Et ſe trouve à LONDRES
CHEZ G. G. J. & J. ROBINSON.
1789.

TABLE DES MATIÈRES

CHAP. I.

De la Politique depuis 1763 juſqu'à 1775. Page 11

CHAP. II.

Des Finances. 100

CHAP. III.

Du Militaire. 125

CHAP. IV.

De ce qui s'eſt paſſé de plus important depuis 1774 juſqu'à 1778. 144

Mémoires de la guerre de 1778. Page 171

Correſpondance de l'Empereur & de l'Impératrice Reine avec le Roi, au ſujet de la ſucceſſion de la Bavière, & négociation de Braunau. 227

Conſidérations ſur l'état préſent du corps politique de l'Europe. 281

Eſſai ſur les formes de gouvernement, & ſur les devoirs des ſouverains. 321

MÉMOIRES

DEPUIS

LA PAIX DE HUBERTSBOURG 1763
JUSQU'A LA FIN DU PARTAGE
DE LA POLOGNE 1775.

AVANT-PROPOS.

J'AVOIS eu lieu de croire que les derniers ouvrages politiques & militaires que je donnerois à la poſtérité ſeroient ceux qui contiennent ce qui s'eſt paſſé en Europe depuis l'année 1756 juſqu'à l'année 1763, où la paix de Hubertſbourg fut conclue. Après tant de campagnes laborieuſes qui avoient uſé mon tempérament, mon âge avancé commençoit à me faire reſſentir les infirmités qui en étoient les ſuites néceſſaires, me laiſſoit entrevoir comme prochaine la fin de ma carrière, & me faiſoit augurer que les ſeuls ſervices que je pourrois encore rendre à l'Etat, ſeroient d'effacer par une adminiſtration ſage & active les maux infinis que la guerre avoit cauſés

dans toutes les provinces de la domination pruſſienne. On devoit ſe flatter, après les violentes ſecouſſes que l'Europe avoit éprouvées durant la dernière guerre, qu'à tant d'orages ſuccéderoit un temps calme & ſerein. Les puiſſances prépondérantes étoient fatiguées des efforts prodigieux qu'elles avoient été obligées de faire. L'épuiſement de leurs finances leur inſpira des ſentimens de modération qui bannirent ceux de l'animoſité auxquels elles ne s'étoient que trop abandonnées. Laſſes enfin de tant de travaux inutiles, elles ne déſirèrent que l'affermiſſement de la tranquillité publique. Cette tranquillité étoit plus néceſſaire encore à la Pruſſe qu'au reſte de l'Europe, par ce qu'elle avoit porté preſque ſeule tout le fardeau de la guerre. On ne peut ſe repréſenter cet Etat que ſous l'image d'un homme criblé de bleſſures, affoibli par la perte de ſon ſang, & près de ſuccomber ſous le poids de ſes ſouffrances ; il lui falloit du régime pour ſe remettre, des toniques pour lui rendre ſa vigueur, & des baumes pour conſolider ſes plaies. Dans ces conjonctures le gouvernement n'avoit d'autre exemple à ſuivre que celui d'un ſage médecin, qui à l'aide du temps & par des remèdes doux rétablit les forces d'un corps exténué. Ces conſidérations étoient ſi puiſſantes, que le gouverne-

ment intérieur de l'Etat abſorba toute mon attention. La nobleſſe étoit dans un état d'épuiſement, le petit peuple ruiné, nombre de villages avoient été brûlés, beaucoup de villes détruites, ſoit par des ſiéges, ſoit par des incendiaires apoſtés par l'ennemi; une anarchie complète avoit bouleverſé tout l'ordre de la police & du gouvernement; les finances étoient dans la plus grande confuſion; en un mot la déſolation étoit générale. Ajoutez à tant d'embarras, que les vieux conſeillers & miniſtres des finances étoient morts durant le cours de cette guerre, & qu'iſolé, pour ainſi dire, & manquant d'aides, je fus obligé de choiſir de nouveaux ſujets, & de les former en même temps aux emplois auxquels je les deſtinois. L'armée ne ſe trouvoit pas dans une meilleure ſituation que le reſte du pays; dix-ſept batailles avoient fait périr la fleur des officiers & des ſoldats; les régimens étoient délabrés, & compoſés en partie de déſerteurs, ou de priſonniers de l'ennemi. L'ordre avoit preſque diſparu, & la diſcipline étoit relâchée au point, que nos vieux corps d'infanterie ne valoient pas mieux qu'une nouvelle milice. Il fallut donc penſer à recruter les régimens, à y rétablir l'ordre & la diſcipline, ſurtout à ranimer les jeunes officiers par l'aiguillon de la gloire,

pour rendre à cette maſſe dégradée ſon ancienne énergie. Le tableau que préſentoit la politique n'étoit pas plus flatteur que ceux que nous venons d'expoſer. La conduite de l'Angleterre ſur la fin de la dernière guerre avoit rompu notre alliance avec elle; la paix ſéparée qu'elle fit avec la France, les négociations qu'elle entama en Ruſſie pour me brouiller avec l'Empereur Pierre III, les avances qu'elle avoit faites à la cour de Vienne pour lui ſacrifier mes intérêts, toutes ces infidélités ayant diſſous les liens qui m'avoient uni à la Grande Bretagne, me laiſſoient après la paix générale iſolé & ſans alliés en Europe. Cette ſituation critique ne fut pourtant pas de durée, & ſur la fin de l'année 1763 les affaires prirent une face plus favorable. La cour de Ruſſie avoit été comme étourdie par la révolution ſubite qui s'y étoit faite; il lui falloit du temps pour reprendre ſes eſprits. A peine la nouvelle Impératrice eut-elle aſſuré l'intérieur de ſon gouvernement, qu'elle porta ſes vues plus loin; elle ſe rapprocha de la Pruſſe: d'abord ce ne furent que des explications; bientôt le beſoin mutuel de s'unir ne parut plus problématique. Dans le temps que cette négociation commençoit à s'échauffer, mourut Auguſte III, Roi de Pologne, & cet événement inattendu fut ſuffiſant

pour accélérer la concluſion d'une alliance défenſive entre la Ruſſie & la Pruſſe. L'Impératrice voulut diſpoſer à ſon choix de ce trône vacant ; la Pruſſe étoit l'alliée qui pour cette fin lui convenoit le mieux ; auſſi bientôt après Staniſlas Poniatowſky fut-il élu Roi de Pologne. Cette élection n'auroit point eu de ſuites fâcheuſes, ſi l'Impératrice s'en étoit tenue là ; mais elle exigea de plus que la république accordât des priviléges conſidérables aux diſſidens. Ces prétentions nouvelles ſoulevèrent toute la Pologne ; les grands du royaume implorèrent le ſecours des Turcs ; bientôt la guerre s'alluma, & les armées ruſſes n'eurent qu'à ſe montrer pour vaincre les muſulmans dans toutes les rencontres. Cette guerre changea tout le ſyſtème politique de l'Europe ; une nouvelle carrière venant à s'ouvrir, il falloit être ſans adreſſe, ou enſeveli dans un engourdiſſement ſtupide, pour ne point profiter d'une occaſion auſſi avantageuſe. J'avois lu la belle allégorie du Boyardo ; je ſaiſis donc aux cheveux l'occaſion qui ſe préſentoit, & à force de négocier, je parvins à indemniſer notre monarchie de ſes pertes paſſées, en incorporant la Pruſſe polonoiſe dans mes anciennes provinces. Cette acquiſition étoit une des plus importantes que nous puſſions faire, parce qu'elle joignoit la

Poméranie à la Pruſſe orientale, & qu'en nous rendant maîtres de la Viſtule, nous gagnions le double avantage de pouvoir défendre ce royaume, & de tirer des péages conſidérables de la Viſtule, tout le commerce de la Pologne ſe faiſant par cette rivière. Cette acquiſition de la Pomérellie, qui fait époque dans les annales de la Pruſſe, m'a paru aſſez remarquable pour qu'on dût en tranſmettre les détails à la poſtérité, d'autant plus que j'ai été témoin & acteur dans cet événement. Les négociations dont je fais l'expoſé dans cet ouvrage, ſe trouvent toutes en original dans le dépôt des archives des affaires étrangères. J'ai diviſé ces mémoires en trois chapitres ; le premier traite des négociations & des affaires de la politique depuis la paix de Hubertſbourg juſqu'à la pacification de la Pologne ; le ſecond embraſſe les affaires de finances, les nouvelles branches de commerce qui ont été établies, les défrichemens faits dans différentes provinces, les produits de la Pruſſe occidentale, & les améliorations dont elle eſt ſuſceptible ; le troiſième contient tous les objets qui ont rapport à l'armée, ſon rétabliſſement, ſon augmentation, le nombre des nouveaux corps levés depuis l'acquiſition de la Pomérellie, l'état des troupes fixé en temps de paix à 186,000 hommes, l'artillerie, tous les

arrangemens néceſſaires pour mouvoir cette maſſe. Je dois en même temps avertir le lecteur, qu'ayant ſenti quelque répugnance à parler toujours de moi-même durant une longue narration, j'ai préféré à cet égoïſme révoltant le parti de parler des faits en tierce perſonne. Je me borne donc ſimplement à l'office d'un hiſtorien qui veut décrire avec vérité & avec clarté les choſes qui ſe ſont paſſées de ſon temps, ſans exagérer ni falſifier les moindres circonſtances. Je n'ai jamais trompé perſonne durant ma vie, encore moins tromperai-je la poſtérité.

De la Politique depuis 1763 *juſqu'à* 1775.

POUR nous faire une juſte idée de la ſituation politique de l'Europe après la paix de Hubertſbourg, il faut ſe rappeler que toutes les puiſſances étoient preſque également épuiſées. La France avoit fait la paix avec l'Angleterre, faute de fonds ſuffiſans pour la campagne de l'année 1763. L'Impératrice Reine n'auroit pas fait non plus la paix de Hubertſbourg, ſi les reſſources pécuniaires ne lui euſſent totalement manqué. Le Roi de Pruſſe étoit le ſeul qui eût encore de l'argent comptant, parce qu'il avoit eu la prudence d'avoir toujours une année d'avance dans ſes coffres. Cependant ce manque de numéraire influoit dans les vues politiques, & chaque puiſſance déſiroit le maintien de la tranquillité pu-

blique, pour avoir le temps de regagner des forces. C'eſt probablement une des cauſes qui contribuèrent le plus à maintenir le traité que l'Empereur, la France & l'Eſpagne avoient conclu à Verſailles ; la maiſon d'Autriche en retiroit ſans doute le plus grand avantage, parce qu'étant aſſurée de la France, elle n'avoit rien à craindre ni pour la Flandre ni pour l'Italie, & qu'ainſi elle étoit maîtreſſe d'employer toutes ſes forces contre la Pruſſe, ſi le beſoin le requéroit. D'autre part la France n'ayant rien à redouter de la maiſon d'Autriche, voyoit ſes frontières à l'abri de toute inſulte ; & comme on n'entrevoyoit point la poſſibilité d'une guerre de terre ferme, elle pouvoit donner toute ſon attention à rendre formidable ſa flotte, qui jointe un jour à celle de l'Eſpagne devoit en impoſer à la marine angloiſe. Ces vues de prévoyance étoient fondées ſur de bonnes raiſons ; on avoit précipité la concluſion de la paix d'Aix-la-Chapelle ; bien des points qui devoient être clairement énoncés, n'étoient qu'effleurés, comme celui de la pêche accordée aux François ſur les bancs de Terre neuve, la rançon de la Manille que l'Angleterre demandoit à l'Eſpagne, & autres choſes, à la vérité de peu d'importance, mais qui ſuffiſent & fourniſſent des prétextes à des têtes inquiètes qui veulent embrouiller les affaires. Ces raiſons de convenance réciproque n'étoient pas les ſeules qui uniſſoient les deux maiſons de Bourbon à la maiſon de Habſpourg renouvelée ; le caractère & la façon de penſer des Miniſtres qui gouvernoient à Vienne & à

Verſailles n'y contribuoit pas moins : le Prince Kaunitz, d'un caractère haut & impérieux, enviſageoit le traité de Verſailles comme le chef-d'œuvre de ſa politique ; il s'applaudiſſoit d'avoir déſarmé les anciens ennemis de la maiſon d'Autriche, & de les avoir engagés aſſez avant pour ſervir l'Empereur contre le Roi de Pruſſe : le Duc de Choiſeul étoit né Lorrain ; ſon père, le Comte de Stainville, avoit été Ambaſſadeur de la cour de Vienne à Paris, de ſorte que Mr de Choiſeul ſe croyant encore vaſſal de l'Empereur, étoit intérieurement plus attaché à l'Autriche qu'à la France. Il n'eſt donc pas étonnant que la prévention de ces deux premiers Miniſtres pour cette alliance la maintînt, & qu'elle continue à durer tant que ſes promoteurs conſerveront leur crédit ſur l'eſprit de leurs maîtres. Si d'un autre côté nous tournons nos regards vers la Pruſſe, nous la trouvons comme iſolée & ſans alliance aucune ; en voici la raiſon. Lorſque le Sr Pitt quitta le miniſtère, ſa place fut donnée à l'Ecoſſois Bute ; ce miniſtre Anglois rompit toutes les liaiſons qui ſubſiſtoient entre nos deux cours ; l'Angleterre, comme nous l'avons rapporté, ayant fait ſa paix avec la France, lui avoit ſacrifié les intérêts de la Pruſſe, & avoit offert la conquête de la Siléſie à la maiſon d'Autriche, pour renouveler à la faveur de ce ſervice les anciennes liaiſons de la cour impériale avec celle d'Angleterre ; & comme ſi ce n'en étoit pas aſſez de tous ces procédés, le Sr Bute avoit mis tout en œuvre à Péterſbourg pour brouiller le Roi

avec l'Empereur Pierre III ; en quoi cependant il ne put réuſſir. Tant de mauvaiſe foi avoit rompu tous les liens formés entre la Pruſſe & l'Angleterre ; à cette alliance que l'intérêt réciproque avoit produite, ſuccéda l'inimitié la plus vive & la haine la plus violente, de ſorte que le Roi demeura ſeul ſur le champ de bataille, ſans à la vérité que perſonne l'attaquât, mais auſſi ſans que perſonne ſe préſentât pour le défendre. Cette ſituation, ſoutenable tant qu'elle étoit paſſagère, ne devoit pas durer ; auſſi changea-t-elle bientôt. Vers la fin de 1763 l'on commença de négocier en Ruſſie, pour conclure avec cette puiſſance une alliance défenſive ; il n'y avoit alors à Péterſbourg que le Comte Panin qui fût favorable à la Pruſſe ; l'ancien ennemi du Roi, le Chancelier Beſtuchew, ce promoteur de toutes les brouilleries qu'il y eut entre les deux cours, s'oppoſoit ſourdement à la négociation, & il étoit ſoutenu auprès de l'Impératrice par le Comte Orlow. Les cours de Vienne & de Dreſde intriguèrent ſous main autant qu'elles purent pour traverſer le Comte de Solms. Les Autrichiens repréſentoient à l'Impératrice de Ruſſie que leur puiſſance étoit la ſeule dont l'alliance pût être avantageuſe aux Ruſſes, parce que la cour de Vienne étoit l'unique qui pût les aſſiſter contre les Turcs, leur commun ennemi. Les Saxons avoient d'autres raiſons pour faire manquer les négociations du Comte Solms ; ils ſollicitoient l'appui & la protection de l'Impératrice, afin de ſe frayer le chemin à la ſucceſſion du

trône de Pologne, au cas qu'Auguſte III vînt à décéder. Les Saxons, gouvernés par le Comte de Bruhl, de tout temps ennemi des Pruſſiens, étoient d'ailleurs diſpoſés à joindre leurs intrigues à celles de toute autre puiſſance, pour contrecarrer ou diminuer toutes les choſes qui pouvoient donner au Roi de l'influence dans les affaires de l'Europe. Il falloit un événement inattendu pour terminer cette criſe ; il arriva à point nommé ; Auguſte III, Roi de Pologne, mourut à Dreſde le 4 Octobre de la même année. Son fils, l'Electeur de Saxe, ſuivit de près ſon père au tombeau ; le petit-fils d'Auguſte, qui devint alors Electeur, n'avoit pas encore atteint l'âge de majorité. Ces deux morts ſi promptes, & ce jeune Prince en tutelle, changèrent ſubitement la face des affaires ; depuis, les intrigues & les cabales des François, des Saxons & des Autrichiens ne purent rien effectuer à Péterſbourg. Le Comte Panin gagna le deſſus & devint premier Miniſtre ; & par une ſuite de l'aſcendant qu'il avoit ſur l'eſprit de l'Impératrice, il lui perſuada de placer un Piaſte ſur le trône de Pologne ; pour aller au plus ſûr, Catherine communiqua ſes projets au Roi de Pruſſe. Ce prince promit de les appuyer, & ſans attendre la ſignature du traité qu'il négocioit à Péterſbourg, ſon miniſtre à Varſovie fut chargé d'aſſiſter celui de la Ruſſie qui ſe trouvoit dans cette capitale, & de faire au ſujet de l'élection future les inſinuations les plus fortes & les plus nerveuſes tant au Primat qu'aux plus grands ſeigneurs de la Pologne. Cette

démarche bien calculée décida enfin l'irréſolution de la cour de Péterſbourg ; les miniſtres de Ruſſie marquèrent à leur ſouveraine combien l'aſſiſtance du Roi de Pruſſe avoit facilité leurs négociations ; ce qui acheva de déterminer cette princeſſe à conclure l'alliance que le Roi lui avoit propoſé. Au mois de Janvier 1764 le contreprojet fut envoyé de Berlin au Comte de Solms, & après que quelques difficultés eurent été levées touchant le concours & l'aſſiſtance que l'Impératrice exigeoit du Roi, ce traité important fut ſigné dans le courant du mois de Mars.

Pour ne pas être trop long, je me contenterai d'en rapporter en peu de mots la ſubſtance. Le traité étoit limité, & ne devoit durer que huit années ; on y ſtipuloit la garantie mutuelle pour les poſſeſſions des deux puiſſances contractantes ; on ne devoit faire ni trève ni paix ſans un conſentement mutuel ; on ſe promettoit réciproquement l'aſſiſtance d'un corps de 10,000 hommes d'infanterie & de 2,000 chevaux ; par un article ſecret on avoit ſtipulé qu'on évalueroit ce ſecours, au cas que le Roi fût attaqué vers le Rhin, ou l'Impératrice vers la Crimée, à une ſomme annuelle de 400,000 roubles ou 480,000 écus de notre monnoie. Quant à la Pologne, on s'engageoit à s'oppoſer à ce que ce royaume devînt héréditaire, & à ne pas ſouffrir les entrepriſes de ceux qui tenteroient, en changeant la forme du gouvernement, d'y introduire le pouvoir monarchique. On promettoit de plus de protéger

les

les diſſidens contre l'oppreſſion de l'égliſe dominante. Enfin, par une convention ſecrète, ſignée le même jour, on s'engagea de faire en ſorte que l'élection tombât ſur un Piaſte, & ce Piaſte fut Staniſlas Poniatowſky, Stolnic de Lithuanie, dès long-temps connu de l'Impératrice de Ruſſie, & dont la perſonne lui étoit agréable. Bientôt dix mille Ruſſes s'approchèrent de Varſovie, tandis que ſur les frontières de la Pologne les troupes Pruſſiennes faiſoient des démonſtrations qui pouvoient convaincre ces républicains, ainſi que les puiſſances étrangères, que ceux qui voudroient s'ingérer dans cette élection contre la volonté de la Ruſſie & de la Pruſſe, trouveroient à qui parler, & feroient bien d'y penſer plus d'une fois. Le temps approchoit où devoit s'aſſembler la diète d'élection ; il étoit de la dignité des deux cours d'y envoyer un Miniſtre titré & du premier ordre ; le Roi deſtina cette ambaſſade au Prince de Carolath Shœnaich, qui ſe rendit auſſitôt à Varſovie. L'on changea la forme de la diète : * elle fut aſſemblée ſous le nom de Confédération, afin d'annuller le *Liberum veto*, ou le *Nie Pos vallum* du parti contraire, & afin que la pluralité des voix fût ſuffiſante pour donner la ſanction aux réſolutions qu'on feroit prendre aux députés des palatinats. A cette diète en ſuccéda une autre au mois d'Août, qui prit également la forme d'une confédération ; ce fut celle qui par les fortes recommandations & l'appui des Am-

* Mai.

baſſadeurs ruſſe & pruſſien élut unanimement le 7 Septembre Staniſlas Poniatowſky Roi de Pologne; & ce prince fut reconnu pour tel par toutes les puiſſances de l'Europe.

Il fallut encore une troiſième diète pour le couronnement. Les Czartorinſky, oncles du nouveau Roi, ſe prévalurent de la confédération qui ſubſiſtoit encore, pour abolir entièrement le *Liberum veto*; ce qui les auroit rendus les maîtres abſolûs des délibérations de cette république. Le Roi de Pruſſe craignit que ces mouvemens ne tiraſſent à conſéquence, en introduiſant un changement conſidérable dans le gouvernement d'une république auſſi voiſine de ſes Etats que la Pologne; il en avertit la cour de Péterſbourg, qui entra dans ſes vues; toutefois on laiſſa ſubſiſter la forme de la confédération juſqu'à la prochaine diète.

1765.—Ce ne furent enſuite que négociations infructueuſes pour l'abolition d'une douane générale que la diète de convocation avoit ſubſtituée à la douane de la nobleſſe; ce nouvel établiſſement étant contraire au traité antécédent de Wélau, autoriſoit le Roi à uſer de repréſailles envers la république. Le Sr de Goltz fut envoyé à Varſovie, pour concilier ce différent; on s'en remit à l'arbitrage de l'Impératrice de Ruſſie, & les nouvelles douanes furent abolies de part & d'autre.

La cour de Péterſbourg, mécontente de la conduite du Roi de Pologne, & encore plus de la conduite des Czartorinſky ſes oncles, qui le gouver-

noient, envoya à Varſovie le Sr de Saldern, pour les obſerver, & pour leur faire les remontrances convenables, afin qu'ils miſſent plus de modération & de ſageſſe dans leurs procédés. De Varſovie ce négociateur paſſa par Berlin, chargé de vaſtes projets; le Comte Panin les avoit formés, & ſon goût le portoit à l'oſtentation & à l'éclat. Le Sr de Saldern, qui n'avoit ni manières, ni ſoupleſſe dans l'eſprit, prit le ton d'un dictateur romain, pour obliger le Roi à conſentir à l'acceſſion de l'Angleterre, de la Suède, du Danemarck & de la Saxe au traité de Péterſbourg. Ce projet étant entièrement contraire aux intérêts de la Pruſſe, le Roi n'y pouvoit donner les mains. Comment en effet prétendre que le Roi prît des arrangemens avec l'Angleterre, après tout ce qu'il avoit éprouvé de ſa part? L'aſſiſtance de la Suède, du Danemarck & de la Saxe étoit nulle, parce qu'on ne pouvoit les faire agir qu'en leur payant de gros ſubſides; & de plus, étant unies avec la Ruſſie, elles pouvoient trop partager l'influence que le Roi eſpéroit de gagner dans ce pays-là. Il valoit donc mieux les en éloigner à temps, d'autant plus qu'il ne faut pas multiplier les êtres ſans néceſſité. Toutes ces raiſons portèrent le Roi à décliner les propoſitions du Sr de Saldern. Ce Miniſtre prit feu, ſe croyant le préteur Popilius, & prenant S. M. pour Antiochus, Roi de Syrie; il voulut preſcrire des lois à un ſouverain; le Roi, qui ne ſe croyoit pas du tout Antiochus, congédia le Miniſtre avec tout le ſang froid poſſible, en l'aſ-

ſurant qu'il ſeroit toujours l'ami des Ruſſes, mais qu'il ne ſeroit jamais leur eſclave. Mr de Saldern, mécontent d'avoir trouvé un prince ſi peu ſoumis à ſes commandemens, ſe rendit de Berlin à Coppenhague, où étalant tout à ſon aiſe ſon deſpotiſme, & ſes prétentions illimitées, il ſubjugua tellement l'eſprit du Roi de Danemarck, qu'il chaſſa les miniſtres & les généraux qui lui déplaiſoient, & les remplaça par ſes créatures; après quoi il conclut un traité éventuel d'échange du duché de Holſtein Gottorp, qui revenoit au Danemarck pour les comtés d'Oldenbourg & de Delmenhorſt, que les princes de Holſtein recevoient à la place de ce qu'ils perdoient.

Sur la fin de cette année on aſſembla encore une diète en Pologne. L'Impératrice de Ruſſie s'étoit déclarée la protectrice des diſſidens, dont un certain nombre étoit Grec; elle demanda qu'on leur accordât le libre exercice de leur religion, & qu'ils puſſent poſſéder des charges tout comme leurs compatriotes. Cette propoſition fut la ſemence de tous les troubles & des guerres qui s'enſuivirent. L'Envoyé de Pruſſe préſenta un mémoire à la diète, pour lui inſinuer que ſon maître ne pouvoit voir d'un œil indifférent l'abolition du *Liberum veto*, l'établiſſement des nouveaux impôts, & l'augmentation des troupes de la couronne; & la république eut égard à cette repréſentation. Elle n'eut pas la même complaiſance pour les priviléges qu'on avoit demandés en faveur des diſſidens; bien loin d'y déférer, la diète con-

firma par une eſpèce d'enthouſiaſme fanatique les conſtitutions dont les diſſidens avoient le plus à ſe plaindre. Tout ce que la cour de Ruſſie put obtenir de plus favorable fut de diſſoudre cette diète & la confédération qui l'avoit formée *. L'Impératrice, piquée au vif de la groſſièreté inſolente dont les Polonois uſoient envers elle, prit la réſolution de ſoutenir la cauſe des diſſidens à force ouverte; tout de ſuite elle invita le Roi à co-opérer pour ſa part aux meſures qu'elle vouloit prendre; à quoi ce prince étoit déjà engagé en vertu de ſon traité d'alliance.

Pendant toutes ces agitations de la Pologne ſe conclut le mariage du Prince de Pruſſe avec la Princeſſe Eliſabeth, quatrième fille du Duc de Bronſwic. La ſucceſſion ne rouloit que ſur quatre têtes, le Prince de Pruſſe, le Prince Henri, qui fut enlevé par la petite vérole peu de temps après, le Prince Henri, frère du Roi, & le Prince Ferdinand, qui n'avoit alors aucun ſucceſſeur mâle.

1767.—Mais revenons à la Pologne dont nous nous ſommes écartés. Le deſpotiſme avec lequel la cour de Péterſbourg agiſſoit dans cette république, révoltoit les Sarmates ainſi qu'une partie de l'Europe contre la Ruſſie. La cour de Vienne avoit peine à cacher ſa jalouſie & ſon mécontentement. La France, qui conſervoit encore des reſtes de cet eſprit de grandeur qui s'étoit tant manifeſté du temps de Louis XIV, ne pouvoit digérer qu'il arrivât un

* 1766.

grand événement en Europe ſans qu'elle y eût aucune part. Le Duc de Choiſeul, qui jouiſſoit de la puiſſance royale ſans en avoir le titre, étoit l'homme le plus inquiet & le moins endurant qui fût jamais né en France ; il enviſageoit l'élection d'un Roi de Pologne ſans le concours de ſon maître comme une avanie faite au royaume ; pour venger cet affront idéal, il auroit inceſſamment engagé la France dans une nouvelle guerre, s'il n'avoit été retenu par l'épuiſement des finances & par l'éloignement de Louis XV pour de pareilles entrepriſes. Il ſe dédommageoit de l'impuiſſance d'agir dans laquelle il étoit, en chicanant les Ruſſes dans toutes les occaſions ; ainſi, pour refuſer à l'Impératrice le titre de Majeſté impériale, il eut recours à l'Académie françoiſe, qui fut obligée de décider que cette expreſſion n'étoit pas françoiſe ; ce ſont-là de petites vengeances, indignes de grands cœurs ; auſſi ne rapporterois-je point ces miſères, ſi elles ne peignoient le caractère des hommes.

Dès l'année 1765 l'Empereur François I étoit décédé à Inſpruck. Son fils Joſeph, qui avoit été couronné Roi des Romains, lui ſuccéda ſans obſtacle. Ce jeune prince fit une tournée en Bohème & en Saxe, pour examiner les terrains qui avoient ſervi de théâtre à la dernière guerre. Comme il devoit paſſer par Torgau, le Roi lui fit propoſer une entrevue, à laquelle l'Impératrice ſa mère & le Prince Kaunitz s'oppoſèrent. L'Empereur reſſentit quelque chagrin de ce refus, & fit inſinuer au Roi

de Pruſſe qu'il trouveroit bien moyen de réparer la groſſièreté que ſes pédagogues lui faiſoient commettre.

Cependant le mécontentement des Polonois devenoit preſque général; toute la nation jetoit les hauts cris; à les en croire, c'étoit la religion catholique que les Ruſſes vouloient détruire, & tout prince né dans le ſein de l'égliſe apoſtolique & romaine étoit obligé en conſcience de les aſſiſter. Ces clameurs, ſouvent répétées, commençoient à faire impreſſion ſur la cour de Vienne. L'humeur qu'avoit priſe l'Impératrice occaſionna quelque mouvement des troupes dans les provinces autrichiennes; on commençoit à travailler à des arrangemens militaires, non pas tels qu'ils ſont néceſſaires pour entrer inceſſamment en campagne, mais de la nature de ceux qui ſervent à l'achéminement d'un grand deſſein qu'on médite; le bruit de cet armement qui ſe répandit promptement partout, cauſa quelques alarmes à la cour de Péterſbourg; & les inquiétudes où ſe trouvoit l'Impératrice de Ruſſie, donnèrent lieu à une convention ſecrète entre cette puiſſance & la Pruſſe, qui fut promptement conclue. * Elle portoit en ſubſtance, que l'Impératrice feroit entrer un corps de troupes en Pologne, pour ſoutenir le parti des diſſidens, & que pour éviter de donner de nouveaux ombrages à la cour de Vienne, le Roi ſe borneroit à appuyer les entrepriſes des Ruſſes par des

* 23 Avril.

déclarations vigoureuſes & capables d'intimider les mécontens ; on ſtipula toutefois que ſi la cour de Vienne faiſoit entrer des troupes en Pologne pour agir hoſtilement contre les Ruſſes, en ce cas S. M. ſe déclareroit & agiroit ouvertement contre les Autrichiens, en faiſant même une puiſſante diverſion dans leurs Etats ; & de plus, qu'en conſidération de cette guerre que le Roi auroit à ſoutenir uniquement pour les intérêts de la Ruſſie, l'Impératrice aſſiſteroit ce prince par un corps de ſes troupes, & lui procureroit un dédommagement convenable après la concluſion de la paix. Les liaiſons qui de jour en jour devenoient plus intimes entre le Roi & la Ruſſie en imposèrent à la cour de Vienne, & parce que les hazards auxquels elle s'expoſeroit, étoient plus conſidérables que les avantages qu'elle pouvoit ſe procurer, elle prit le parti de demeurer tranquille ſpectatrice des événemens.

Cette même année le mariage de la Princeſſe Wilhelmine, nièce du Roi, fut conclu avec le Prince d'Orange ; cela ne pouvoit influer en rien dans la politique, & ce mariage ſe bornoit à procurer un établiſſement honnête à une Princeſſe de la maiſon.

Mais retournons aux affaires de la Pologne. En ſuivant les inſtigations de la Ruſſie les diſſidens formèrent une confédération, protégée par les troupes ruſſes qui venoient d'entrer dans ce royaume. En même temps le miniſtre pruſſien, réſident à Varſovie, y déclara que le Roi regardoit le rétabliſſement des diſſidens comme une clauſe du traité d'Oliva & de

ſon alliance avec l'Impératrice de Ruſſie, & qu'il prioit la république d'avoir égard à leurs griefs. Le Roi de Pologne donna audience aux députés de ces diſſidens; ce qui produiſit un *ſenatus-conſilium*, * lequel convoqua une diète extraordinaire. Cette diète s'aſſembla ſous les auſpices des troupes ruſſes qui entouroient Varſovie. Le Prince Repnin, Ambaſſadeur de Catherine, n'employa que des moyens violens pour ſubjuguer la diète; il fit enlever l'Evêque de Cracovie, celui de Kiovie, & le petit Général de la couronne Rezewuſky, tous ennemis déclarés des diſſidens, leſquels furent envoyés en exil au delà de Moſcau vers la Sibérie; les autres nonces furent obligés de limiter la durée de la diète au 1 de Février 1767, & l'on nomma des commiſſaires de pouvoirs pour conclure les affaires définitivement au nom de la république. † Le miniſtre de Ruſſie, celui de Pruſſe & ceux des cours proteſtantes, ainſi que les maréchaux des diſſidens aſſiſtèrent aux ſéances de cette commiſſion; là ſe ſigna un acte en vertu duquel les diſſidens furent rétablis dans tous leurs droits. Peu de temps après on procéda à la ſignature des lois cardinales du royaume, par leſquelles le pouvoir des premières charges de la république fut limité, nommément de celle du grand général; la diète fut obligée de confirmer ces lois nouvelles, après quoi elle ſe ſépara.

Tant d'actes de ſouveraineté qu'une puiſſance

* 5 Octobre. † 1768.

étrangère exerçoit dans cette république, ſoulevèrent à la fin tous les eſprits ; la fierté du Prince Repnin ne les radouciſſoit pas ; ceux qui occupoient les premières charges, le cœur ulcéré de la diminution de leur pouvoir, ne pouvoient digérer des changemens auſſi préjudiciables à leur autorité qu'aviliſſans. Les évêques dont la moitié du diocèſe étoit compoſée de diſſidens, & qui ſe flattoient d'augmenter leurs dixmes par leur converſion, voyoient par ces nouvelles lois leurs eſpérances anéanties ; ils ſe lièrent d'intérêt, & prévoyant que le peuple ne s'enflammeroit pas pour quelques torts dont ils ſe plaignoient, ils réſolurent d'employer le fanatiſme pour exciter ces ames ſtupides à la défenſe de leurs pontifes. Les évêques & les magnats, qu'un mécontentement égal réuniſſoit, répandirent dans le public que la Ruſſie d'accord avec le Roi de Pologne vouloit abolir la religion catholique apoſtolique & romaine ; que tout étoit perdu ſi l'on ne prenoit les armes, & que s'il ſe trouvoit encore des catholiques zélés & fervens, ils devoient tous accourir pour défendre & pour ſauver leurs autels. Le peuple, vexé dans différentes contrées où les troupes ruſſes étoient diſtribuées, avoit déjà commencé à s'impatienter, & à diverſes repriſes il avoit manifeſté ſon mécontentement. Cette maſſe imbécille, & faite pour être menée par ceux qui ſe donnent la peine de la tromper, ſe laiſſa facilement ſéduire par les prêtres ; la cauſe de la religion fut le ſignal, & le mot de

ralliement; le fanatiſme s'empara de tous les eſprits, & les grands profitèrent de l'enthouſiaſme de leur ſerfs, pour ſecouer un joug qui commençoit à leur devenir inſupportable. Déjà s'échappoient des étincelles de ce feu qui couvoit encore ſous la cendre; peut-être que la prépondérance des cours alliées l'auroit étouffé, ſi la France, qui par jalouſie vouloit diviſer & troubler le Nord à force d'exciter ce feu, n'eût cauſé l'embraſement général qui s'enſuivit. Le Duc de Choiſeul étoit dévoré d'ambition, & vouloit donner de l'éclat à ſon miniſtère; trop prévenu d'un ſoi-diſant teſtament du Cardinal de Richelieu, il avoit toujours préſente à l'eſprit la promeſſe du Cardinal à Louis XIII, qu'il feroit reſpecter ſa monarchie à l'Europe entière; & lui ſe propoſoit de faire reſpecter Louis XV. Mais les temps & la ſituation des affaires étoient en tout diſſemblables. Premièrement la France n'étoit point du temps du Cardinal accablée de dettes: en ſecond lieu depuis le 17me ſiècle l'Europe avoit tout à fait changé; la Ruſſie, à laquelle nous voyons jouer un ſi grand rôle maintenant, étoit inconnue; la Pruſſe & le Brandebourg étoient ſans énergie; la Suède brilloit & à préſent elle eſt éclipſée: & d'ailleurs quels projets peut former un miniſtre, quand les moyens de les exécuter lui manquent, & que la crainte d'une banqueroute générale l'obligent à ſe borner aux intrigues, & à écarter toutes les entrepriſes hardies qui pourroient le tirer de ſon inaction? Ces obſtacles qu'on ne pouvoit lever, ſans calmer l'inquiétude de

Mr de Choiſeul reſſerroient ſon génie ; & ne pouvant mettre en action les grands reſſorts de la politique, il ſe contentoit de tracaſſer. Outre la jalouſie que donnoit à la France l'élection d'un Roi de Pologne à laquelle elle n'avoit aucune part, à Verſailles on ne pouvoit pardonner à l'Impératrice de Ruſſie d'avoir abandonné la grande alliance, & d'avoir fait une paix ſéparée avec le Roi de Pruſſe. Mr de Choiſeul, pour s'en venger, excita contre Catherine les Polonois & les Turcs ; il vouloit qu'en même temps les Suédois fiſſent une diverſion en Finlande & dans l'Eſtonie, & il eſpéroit par ces différens moyens d'allumer une guerre contre la Ruſſie, dont il lui ſeroit difficile de ſortir avec avantage. Dès-lors les émiſſaires françois ſe répandirent partout ; les uns encourageoient les Polonois à défendre leur liberté ; les autres couroient à Conſtantinople exciter la Porte à ne pas voir avec des yeux indifférens le deſpotiſme qu'une puiſſance voiſine exerçoit en Pologne ; d'autres ſe rendoient à Stockholm, pour cabaler à la diète, pour changer la forme du gouvernement, & rendre le Roi ſouverain, afin qu'en faveur des Turcs & des Polonois il fît une diverſion contre les Ruſſes. Mr de Choiſeul, non content de tant d'intrigues, vouloit encore détacher le Roi de Pruſſe d'une puiſſance qu'il eſpéroit d'écraſer d'autant plus facilement ; mais il n'y réuſſit pas ; & il échoua également en Suède, où à la diète le parti ruſſe l'emporta ſur celui de la France. Mais il en fut autrement en Pologne, ainſi qu'en Turquie. Dès

le mois de Mars il ſe forma dans la ville de Bar en Pologne une confédération contre la Ruſſie ; le Comte Kraſzinſky en fut élu Maréchal. Cette confédération en produiſit pluſieurs autres ; les confédérés ſignalèrent le premier acte de leur ſoulevement, en annullant toutes les nouvelles lois ; mais loin de ſe borner à ce premier eſſai de leur force, enivrés d'eſpérances & dans le délire des paſſions, ils n'aſpiroient pas à moins qu'à détrôner le Roi, & n'attendoient que l'occaſion pour exécuter leur deſſein. Le Roi de Pologne en fut inſtruit ; alarmé du danger qui le menaçoit, il aſſembla un *ſenatus-conſilium*, où l'on convint qu'on réclameroit l'aſſiſtance de la Ruſſie, pour protéger Poniatowſky qu'elle avoit placé ſur le trône ; ce fut le ſignal des hoſtilités ; les Ruſſes, qui n'avoient pas 10 mille hommes dans ce royaume, battirent cependant tous les confédérés qui leur réſiſtoient ; mais comme ils n'étoient pas aſſez nombreux pour les détruire, cet eſſaim de guêpes diſperſé d'un côté reparoiſſoit auſſitôt d'un autre. Dans une de ces rencontres qu'il y eut en Podolie, les Ruſſes, ſans le ſavoir, pourſuivirent les confédérés juſques ſur le territoire des Turcs ; la petite ville de Balta, où les Polonois s'étoient ſauvés, fut brûlée. Cette violation de territoire fut le prétexte dont les Turcs ſe ſervirent pour déclarer la guerre à la Ruſſie *.

Auſſitôt les Turcs firent prendre & tranſporter

* Octobre.

aux Sept Tours le Sr Obreſkow, Miniſtre de l'Impératrice de Ruſſie à Conſtantinople. Ces gens ne ſavoient faire ni la paix ni la guerre ; ils précipitèrent maladroitement cette déclaration ; c'étoit plutôt un avertiſſement qu'ils donnoient aux Ruſſes de ſe préparer pendant l'hiver à réſiſter aux forces ottomannes qui les attaqueroient le printemps d'après. Si cette déclaration avoit été remiſe à l'année ſuivante *, la foudre ſeroit tombée au même inſtant où l'on auroit entendu gronder le tonnerre, & les Ruſſes auroient été pris au dépourvu, puiſqu'il leur falloit ſix grands mois pour ſe préparer à la guerre, & raſſembler une armée aſſez formidable, pourvue de tout ce qui lui étoit néceſſaire pour s'oppoſer avec vigueur aux entrepriſes des ennemis.

Les troubles qui ſe manifeſtoient alors, causèrent de grands embarras à la cour de Berlin. Le Roi étoit à peine ſorti d'une guerre auſſi longue que ruineuſe : ſes provinces pouvoient ſe rétablir à l'ombre d'une paix durable ; mais il falloit du temps pour conſolider les anciennes plaies : l'armée étoit recrutée, on commençoit à la diſcipliner ; mais elle n'étoit pas encore parvenue à un état de maturité qui pût inſpirer une entière confiance dans ſes opérations. D'autre part la guerre déclarée entre la Porte & la Ruſſie mettoit le Roi dans l'obligation de remplir ſes engagemens envers l'Impératrice : il falloit payer les ſubſides ſtipulés par l'alliance, qui

* 1769.

montoient, comme nous l'avons dit, annuellement à 480,000 écus.

Pendant qu'on négocioit à Berlin, les Ruſſes & les Turcs en étoient déjà aux mains. Les armées ruſſes, ſous le commandement du Prince Gallizin, avoient battu les Ottomans auprès de Choczim, & la priſe de cette ville fut ſuivie de la conquête de la Moldavie. Les généraux de Catherine ignoroient la caſtrométrie & la tactique, ceux du Sultan avoient encore moins de connoiſſances ; de ſorte que pour ſe faire une juſte idée de cette guerre, il faut ſe repréſenter des borgnes, qui après avoir bien battu des aveugles, gagnent ſur eux un aſcendant complet. Des progrès auſſi rapides alarmoient également les alliés des Ruſſes, & les autres puiſſances de l'Europe. La Pruſſe avoit à craindre que ſon alliée, devenue trop puiſſante, ne voulût avec le temps lui impoſer des lois comme à la Pologne. Cette perſpective étoit auſſi dangereuſe qu'effrayante. La cour de Vienne étoit trop éclairée ſur ſes intérêts pour ne pas avoir des appréhenſions à peu près ſemblables. Ce danger commun fit oublier pour un temps les animoſités paſſées. Quoique les ſuccès étonnans des Ruſſes donnaſſent de l'ombrage à toute l'Europe, les impreſſions en étoient bien plus fortes ſur les puiſſances qui ſe trouvoient dans le voiſinage. Le péril rapprocha donc la cour de Vienne & celle de Berlin ; un pas en amena ſucceſſivement un autre. L'Empereur fâché, comme nous l'avons dit, que l'entrevue propoſée en 1766 n'eût pas eu lieu, pro-

poſa au Roi de lui rendre viſite en Siléſie ; le Prince Kaunitz ne s'oppoſa point à ſes volontés ; l'Impératrice Reine y conſentit également ; cette affaire fut miſe tout de ſuite en négociation *, & il fut convenu que l'entrevue ſeroit à Neiſſe.

L'Empereur voulut garder un incognito parfait ; il prit le nom de Comte de Falkenſtein, & l'on crut ne pouvoir lui rendre plus d'honneur qu'en déférant en tout à ſes volontés. Ce jeune prince affectoit une franchiſe qui lui ſembloit naturelle ; ſon caractère aimable marquoit de la gaieté jointe à beaucoup de vivacité ; mais avec le déſir d'apprendre il n'avoit pas la patience de s'inſtruire ; ce qui n'empêcha pas que des liaiſons d'amitié & d'eſtime ne ſe formaſſent entre les deux monarques. Le Roi dit à l'Empereur qu'il regardoit ce jour comme le plus beau de ſa vie, parce qu'il ſerviroit d'époque à l'union de deux maiſons trop long-temps ennemies, & dont l'intérêt mutuel étoit de s'entreſeconder plutôt que de ſe détruire ; l'Empereur répondit qu'il n'y avoit plus de Siléſie pour l'Autriche ; après quoi il laiſſa entrevoir aſſez adroitement, que tant que ſa mère vivroit, il n'oſoit ſe flatter d'avoir aſſez d'aſcendant ſur ſon eſprit pour pouvoir exécuter ce qu'il déſiroit ; toutefois il ne diſſimula point que vu la ſituation actuelle des choſes en Europe, ni lui ni ſa mère ne ſouffriroient jamais que les Ruſſes demeuraſſent en poſſeſſion de la Moldavie & de la Valachie. Il propoſa enſuite

* 25 Août.

qu'on

qu'on prît des meſures pour maintenir une exacte neutralité en Allemagne, au cas qu'il s'allumât une guerre entre l'Angleterre & la France. Ce cas paroiſſoit alors vraiſemblable & poſſible, parce qu'un vaiſſeau françois, enlevé par les Anglois auprès de Terre neuve, avoit donné lieu à d'aſſez vives altercations entre ces deux cours. Le Roi, pour marquer le déſir qu'il avoit d'entretenir la bonne intelligence entre la Pruſſe & l'Autriche, accepta les offres de l'Empereur, & ces deux princes s'engagèrent réciproquement par écrit de maintenir cette neutralité ; ce qui devenoit un acte auſſi inviolable qu'un traité dreſſé dans les formes & parafé de la ſignature des miniſtres : l'Empereur promettoit au nom de l'Impératrice & au ſien, & le Roi engageoit ſa parole d'honneur, que ſi la guerre éclatoit entre la France & l'Angleterre, ils maintiendroient avec fidélité la paix heureuſement rétablie entre la Pruſſe & l'Autriche, & que s'il ſurvenoit d'autres troubles, dont il étoit impoſſible de prévoir les cauſes, ils obſerveroient la plus exacte neutralité de part & d'autre à l'égard de leurs poſſeſſions reſpectives : cet engagement, dont le ſecret fut ſcrupuleuſement obſervé, fut ſigné à Neiſſe à la commune ſatisfaction des deux ſouverains *.

Il faut convenir qu'en politique ç'auroit été une faute impardonnable que de ſe fier aveuglément à la bonne foi des Autrichiens ; mais dans les con-

* 28 Août.

jonctures alors préſentes, où la prépondérance de la Ruſſie devenoit trop conſidérable, & lorſqu'il étoit impoſſible de prévoir quelles bornes elle mettroit à ſes conquêtes, il étoit très-convenable de ſe rapprocher de la cour de Vienne. La Pruſſe ſe reſſentoit encore des coups que la Ruſſie lui avoit portés dans la dernière guerre ; il n'étoit point de l'intérêt du Roi de travailler lui-même à l'accroiſſement d'une puiſſance auſſi redoutable que dangereuſe. Il y avoit deux partis à prendre, ou celui de l'arrêter dans le cours de ſes immenſes conquêtes, ou, ce qui étoit le plus ſage, d'eſſayer par adreſſe d'en tirer parti. Le Roi n'avoit rien négligé à cet égard ; il avoit envoyé à Péterſbourg un projet politique, qu'il attribuoit à un Comte de Lynar, connu dans la dernière guerre pour avoir négocié la convention de Cloſter Seven entre les Hanovriens commandés par le Duc de Cumberland & campés à Stade, & les François ſous les ordres du Duc de Richelieu. Mais les grands ſuccès des Ruſſes tant dans la Moldavie qu'en Valachie, & les victoires que leurs flottes remportèrent dans l'Archipel, avoient tellement enivré la cour de ſes proſpérités, qu'elle ne fit aucune attention au ſoi-diſant mémoire du Comte de Lynar. On crut donc, après ces eſſais manqués, devoir recourir à d'autres meſures. Il n'étoit pas de l'intérêt de la Pruſſe de voir la puiſſance ottomanne entièrement écraſée, par ce qu'en cas de beſoin elle pourroit être utilement employée à faire des diverſions, ſoit dans la Hongrie, ſoit en Ruſſie, ſelon

les puiſſances avec leſquelles on ſeroit en guerre. Le Roi jugea donc qu'en faiſant intervenir la cour de Vienne & en y joignant ſa médiation, on pourroit rétablir la paix entre les puiſſances belligérantes à des conditions acceptables des deux parts. * On commença par faire des ouvertures à la cour de Péterſbourg de même qu'à Conſtantinople, en repréſentant que les deux partis devoient déſirer également la fin de la guerre, & d'autant plus qu'il étoit à craindre qu'avec le temps cet embraſement ne devînt général; on ſouhaitoit de pouvoir leur propoſer quelque tempérament qui leur convînt à tous les deux, pour terminer leurs différens à l'amiable. Le Comte Panin, après avoir fait l'éloge de la modération & du déſintéreſſement de l'Impératrice, répondit que cette princeſſe étoit toute diſpoſée à écouter les propoſitions qu'on lui feroit. Cette réſerve cachoit ſous les dehors de la douceur des prétentions très-fortes. Avant d'entendre les demandes des Turcs, il vouloit préalablement que le Sr Obreſkow fût mis en liberté; il ajouta qu'au reſte l'Impératrice verroit avec plaiſir que le Roi employât ſes bons offices auprès de la Porte, pour lui inſpirer des ſentimens pacifiques, & que lorſque les choſes en ſeroient là, cette princeſſe ne demanderoit pas mieux que de parvenir par la médiation de Sa Majeſté pruſſienne au rétabliſſement de la tranquillité publique: d'autre part les Turcs commençoient à déſirer la fin d'une guerre dont les

* 1770.

ſuccès n'avoient pas répondu à leur attente ; le Roi, qui leur avoit fortement déconſeillé cette levée de bouclier, avoit par cela même acquis leur confiance. Les Turcs acceptèrent donc la médiation pruſſienne ; mais ils avoient quelque répugnance pour celle de la cour de Vienne ; on trouva pourtant moyen de la vaincre, à force de réitérer les mêmes repréſentations fondées ſur le poids déciſif qu'une auſſi grande puiſſance que celle de la maiſon d'Autriche pouvoit donner à la négociation, pour la faire réuſſir. Les Ruſſes, ſur l'eſprit deſquels les inſinuations pacifiques n'avoient guères fait d'impreſſion, continuoient en attendant de remporter les plus grands avantages ſur les armées ottomannes ; leur flotte, après avoir battu celle des Turcs *, la détruiſit preſque totalement, ſi bien que la plupart des vaiſſeaux ennemis furent brûlés ou coulés à fond. Un coup auſſi imprévu obligea la Porte à partager ſon attention ; elle ne ſavoit ſi elle devoit employer ſes forces à défendre les paſſages de Seſto & d'Abydo, ou s'il falloit penſer préférablement à la Moldavie. Cet état d'incertitude mêlée de terreur favoriſa les opérations du Maréchal Romanzow, & contribua certainement à lui faire remporter la victoire à Kiab ſur l'armée du grand Viſir. Il ajouta ainſi dans une campagne la conquête de la Valachie à celle de la Moldavie. En ce même temps le Comte Panin (frère du Miniſtre) qui faiſoit le ſiége de Bender, emporta cette place

* 10 Juillet.

après une vigoureuſe défenſe de la part de l'ennemi. Des ſuccès auſſi rapides & ſouvent multipliés, éblouiſſoient la cour de Péterſbourg & la rendoient très-entière ; mais ſi l'on penſoit à Péterſbourg à écraſer la puiſſance ottomanne, à Vienne les ombrages & les jalouſies augmentoient à proportion des avantages des Ruſſes ; les Autrichiens comparant la dernière guerre malheureuſe qu'ils avoient faite contre les Turcs aux ſuccès brillans des Ruſſes, ne pouvoient pas diſſimuler à quel point leur amour propre en étoit humilié ; outre cela ils craignoient qu'une auſſi grande puiſſance ne devînt leur voiſine, ſi elle conſervoit la conquête de la Moldavie & de la Valachie. Pour obvier à ces appréhenſions, ou plutôt pour s'oppoſer ouvertement à la Ruſſie, les Autrichiens venoient de renforcer les troupes qu'ils avoient en Hongrie ; ils y formèrent des magaſins, & préparèrent tout pour ſe mettre en état d'agir, ſi les circonſtances l'exigeoient. Ils ne s'en cachoient point & diſoient à qui vouloit l'entendre, que ſi la guerre ne finiſſoit pas promptement, l'Impératrice Reine ſeroit obligée d'y prendre part.

* La ſeconde entrevue du Roi & de l'Empereur fut au camp de Neuſtadt en Moravie. On ne rencontroit aucun Autrichien qui ne laiſſât échapper quelque trait d'animoſité contre la nation ruſſe. L'Empereur parut au Roi tel qu'il l'avoit jugé la première fois qu'il le vit à Neiſſe. Le Prince Kau-

* 3 Septembre.

nitz, qui ſe trouvoit auſſi à Neuſtadt, eut de longues conférences avec Sa Majeſté pruſſienne, dans leſquelles étalant avec emphaſe le ſyſtème de ſa cour, il le préſenta comme un chef-d'œuvre de politique dont il étoit l'auteur ; il inſiſta enſuite ſur la néceſſité de s'oppoſer aux vues ambitieuſes de la Ruſſie, & déclara que jamais l'Impératrice Reine ne ſouffriroit que les armées ruſſes paſſaſſent le Danube, ni que la cour de Péterſbourg fît des acquiſitions qui la rendiſſent voiſine de la Hongrie. Il ajouta que l'union de la Pruſſe & de l'Autriche étoit l'unique barrière que l'on pût oppoſer à ce torrent débordé qui menaçoit d'inonder toute l'Europe. Quand il eut achevé de parler, le Roi répondit qu'il tâcheroit toujours de cultiver l'amitié de Leurs Majeſtés impériales, dont il faiſoit un cas infini, mais que d'autre part il prioit le Prince Kaunitz de conſidérer les devoirs qu'impoſoit au Roi l'alliance qu'il avoit contractée avec la Ruſſie, à laquelle il ne pouvoit en aucune façon déroger, & que ces engagemens étoient comme autant d'entraves qui l'empêchoient d'entrer dans les meſures que le Prince Kaunitz venoit de lui propoſer : le Roi ajouta que ſon unique déſir étoit d'empêcher que la guerre entre les Ruſſes & les Turcs ne devînt générale ; que pour cet effet il s'offroit de bon cœur à réconcilier les deux cours impériales ; qu'il étoit même temps d'y penſer, pour empêcher que des mécontentemens réciproques ne dégénéraſſent enfin en brouilleries ouvertes. Cependant, pour maintenir la cour de Vienne dans ſes

diſpoſitions favorables, le Roi jugea à propos de réitérer les mêmes aſſurances qu'il avoit données à l'Empereur, lorſque ce Prince vint à Neiſſe ; de plus on promit de terminer à l'amiable les petites chicanes qui ont ſouvent lieu entre les employés des finances le long des frontières; de même le Roi voulut bien conſentir à ce que l'Empereur lui demandoit, ſavoir, de communiquer avec franchiſe à la cour de Vienne toutes les ouvertures que la France pourroit faire à celle de Berlin. Comme cependant tout ceci s'étoit paſſé entre le Roi & le Prince Kaunitz ſeul, le Roi trouva qu'il étoit décent de mettre l'Empereur au fait de ce qui s'étoit dit & fait, & il ſembla que ce monarque, peu accoutumé à de tels égards, tînt compte au Roi de l'attention qu'il avoit eue pour lui.

Le lendemain de cette conférence arriva à Neuſtadt un courrier de Conſtantinople avec des lettres du Caïmacan datées du 12 Août, par leſquelles le grand Seigneur invitoit les cours de Vienne & de Berlin à ſe charger de la médiation, pour accommoder les différens qui ſubſiſtoient encore entre la Porte & la Ruſſie : il étoit expreſſément marqué dans cette dépêche que les Turcs ne vouloient conſentir à aucune paix que par l'entremiſe des deux cours.

L'Empereur convint qu'il étoit uniquement redevable de cette médiation aux ſoins que le Roi de Pruſſe s'étoit donnés à Conſtantinople, & il lui en témoigna ſa reconnoiſſance. Ce même jour le Roi

eut un entretien avec le Prince Kaunitz ; il ne manqua pas de le féliciter de cet heureux événement, qui pouvoit le tranquilliſer en quelque ſorte, & même diminuer la jalouſie que les ſuccès des Ruſſes avoient fait naître dans ſon eſprit ; il lui diſoit que cette démarche de la Porte rendoit la cour de Vienne l'arbitre des conditions de paix qu'elle voudroit ſtipuler entre ces deux puiſſances. Le Miniſtre reçut ce compliment avec une indifférence affectée, diſant qu'il approuvoit la démarche que les Turcs venoient de faire ; mais dans le fond jamais médiation ne fut acceptée avec un plus vif empreſſement.

Pendant qu'on s'occupoit à pacifier le Nord, d'autres querelles & de nouveaux différens préſagoient de prochaines ruptures vers le Sud de l'Europe ; Mr de Choiſeul, dont l'eſprit inquiet ſe plaiſoit à répandre le trouble dans toutes les cours, étoit l'unique auteur de ces diſſentions ; il vouloit à toute force humilier les Anglois, & n'oſant agir ouvertement, de crainte de choquer Louis XV, il mit les Eſpagnols en avant, qui s'emparèrent de l'île de Falkland, où les Anglois avoient commencé à former quelques établiſſemens ; des vaiſſeaux de la flotte marchande des Anglois furent pris par ceux des Eſpagnols, en même temps que le chantier que les Anglois ont à Portſmouth fut conſumé par un incendie. Tant d'événemens fâcheux arrivés coup ſur coup firent une impreſſion d'autant plus vive ſur la cour de Londres, que le miniſtre prépoſé à la flotte avoit eu ſi peu de ſoin de ſon adminiſtration,

qu'alors à peine l'Angleterre pouvoit-elle mettre 20 vaiſſeaux de guerre en mer. Cependant les Anglois prirent feu, & la guerre s'en ſeroit enſuivie, ſi le Duc de Choiſeul fût reſté à la tête des affaires; mais ſes ennemis le culbutèrent. Mr de Meaupoux, qui étoit grand Chancelier de France, ſe flatta qu'en déplaçant ce miniſtre, il pourroit réunir tous les emplois que Mr de Choiſeul avoit poſſédés, & qu'en les joignant aux ſceaux qu'il avoit actuellement, il ſeroit réellement premier Miniſtre, ainſi qu'autrefois l'avoient été Richelieu & Mazarin ; pour former un parti il s'aſſocia les Ducs d'Aiguillon & de Richelieu. Ceux-ci captivèrent leur maître en lui procurant la connoiſſance d'une demoiſelle dont la réputation étoit plus qu'équivoque ; elle réuſſit par ſes charmes à devenir bientôt toute-puiſſante; le vieux Louis XV l'idolâtroit ; Mr de Choiſeul, trop fier pour s'abaiſſer vis-à-vis d'une perſonne pour laquelle il avoit un ſouverain mépris, lui refuſa les diſtinctions que les hommes en place accordent ordinairement aux favorites de leurs maîtres ; le mécontentement qu'en reſſentit la nouvelle maîtreſſe ſe communiqua promptement à ſon amant : les cabaleurs en profitèrent ſur le champ : ils aigrirent l'eſprit du Roi déjà mal diſpoſé à l'égard de Mr de Choiſeul, en lui dépeignant ce miniſtre comme un prodigue, qui avoit diſſipé mal à propos & en folles dépenſes les revenus du royaume, & qui pour ſe rendre néceſſaire avoit ſi bien embrouillé les affaires de la France & de l'Angleterre, que les querelles qui en naîtroient ne pou-

voient qu'entraîner la France dans une guerre pour le moins auſſi ruineuſe que la précédente. Ce dernier argument fut celui qui fit la plus forte impreſſion. Louis XV diſgracia tout de ſuite ſon miniſtre, & avec lui tombèrent tous les vaſtes projets qu'il avoit formés. Le Roi de France négocia lui-même avec l'Angleterre & l'Eſpagne, pour pacifier leurs différens. L'île de Falkland fut reſtituée aux Anglois; mais le Roi d'Eſpagne ayant le cœur ulcéré de ce que la France n'avoit pas dans cette occaſion ſoutenu ſes intérêts, en conſerva un reſſentiment ſecret. Aucune cour ne regretta plus la perte de Mr de Choiſeul que celle de Vienne * : elle avoit placé toute ſa confiance dans ce miniſtre, dont le dévouement lui étoit connu, pendant que Mr d'Aiguillon, auquel le Roi avoit donné le département des affaires étrangères, paſſoit pour n'être point auſſi attaché à la maiſon impériale. Le Chancelier fut également trompé dans ſes projets & dans ſes eſpérances. Il faut donc dater de la diſgrâce du Duc de Choiſeul les changemens qui depuis arrivèrent en France, tant la chaîne des événemens eſt liée, & tant il eſt difficile de prévoir les ſuites importantes qu'amènent ſouvent des bagatelles.

Mais tout ce qui ſe paſſoit alors dans cette partie de l'Europe nous intéreſſe moins que ce qui ſe traitoit en Orient & vers le Septentrion. Les propoſitions que la Porte avoit faites aux cours de Berlin & de Vienne furent communiquées à celle de Péterſbourg.

* 1771.

Sa Majeſté fit en même temps inſinuer en Ruſſie que ſi l'Impératrice refuſoit la médiation de l'Autriche & des Pruſſiens, il ſeroit à craindre que le grand Seigneur ne s'adreſſât à la France, pour implorer ſon ſecours. Cette réflexion pouvoit ſeule déterminer la cour de Péterſbourg à ne pas refuſer la médiation autrichienne, parce que l'éloignement qu'elle avoit pour la cour de Vienne n'approchoit pas de l'averſion qu'elle avoit pour celle de Verſailles. D'abord les Ruſſes répondirent qu'ils ne pouvoient accepter la médiation que leur offroient ces deux puiſſances, ſous prétexte qu'ils avoient refuſé celle des Anglois. Cependant par politeſſe, & par les bons offices des deux cours, ce qui au nom près revenoit à la même choſe, les Ruſſes, qui craignoient d'être gênés par l'intervention d'autres puiſſances dans les projets qu'ils avoient arrangés pour la paix, tâchèrent d'entamer avec les Turcs une négociation directe par le canal du Maréchal Romanzow, qui pouvoit traiter immédiatement avec le grand Vizir. Cette tentative ne leur ayant pas réuſſi, ils conſentirent aux propoſitions que leur avoient faites précédemment les cours de Berlin & de Vienne.

Le hazard fit que dans ce temps-là le Prince Henri, frère du Roi, rendit viſite à Stockholm à la Reine de Suède ſa ſœur ; l'Impératrice de Ruſſie, qui dans ſa jeuneſſe avoit connu ce Prince à Berlin, demanda qu'il eût la permiſſion de ſe rendre à Péterſbourg ; c'étoit une choſe qu'on ne pouvoit re-

ſuſer honnêtement. * Le Prince paſſa donc en Ruſſie, & avec l'eſprit qu'il a, il gagna bientôt de l'aſcendant ſur celui de l'Impératrice, & lui perſuada de s'ouvrir au Roi ſon frère. La lettre de l'Impératrice étoit accompagnée d'un long mémoire, lequel contenoit les conditions de paix qui devoient ſervir de baſe à la négociation qu'on vouloit entamer. Après un préambule qui annonçoit la plus grande modération, l'Impératrice demandoit aux Turcs la ceſſion des deux Cabardies, Aſof & ſon territoire, l'indépendance du Chan de la Crimée, le ſéqueſtre pour 25 années de la Valachie & de la Moldavie, pour l'indemniſer des frais de la guerre, la libre navigation ſur la mer Noire, une île dans l'Archipel, pour ſervir d'entrepôt au commerce des deux nations, une amniſtie générale pour les Grecs qui avoient embraſſé le parti des Ruſſes, & avant toutes choſes l'élargiſſement du Sr Obreſkow, qui étoit aux Sept Tours. Des conditions auſſi énormes auroient achevé de cabrer la cour de Vienne ; peut-être même l'auroient-elles portée aux réſolutions les plus violentes, ſi on les lui avoit communiquées. Cette raiſon empêcha le Roi de lui en donner la moindre connoiſſance. Ce prince préféra les voies de la douceur, les plus ſures pour ne choquer perſonne. Il s'expliqua amicalement avec l'Impératrice de Ruſſie, ſans la contredire ; mais pour qu'elle ſentît elle-même la difficulté qu'il y auroit à faire conſentir le

* 9 Décembre, 1770.

grand Seigneur à l'indépendance des Tartares, il lui repréſenta les obſtacles preſque invincibles que la cour de Vienne mettroit à ce que la Ruſſie, en poſſédant la Valachie & la Moldavie, devînt ſa voiſine, & que l'île dans l'Archipel donneroit de la jalouſie & de l'envie à toutes les puiſſances maritimes ; & il conſeilla à l'Impératrice de limiter ſes prétentions aux deux Cabardies, à la ville d'Aſof avec ſon territoire, & à la libre navigation dans la mer Noire; il ajouta que ce n'étoit par aucun ſentiment de jalouſie de l'agrandiſſement de l'Impératrice qu'il s'expliquoit ainſi, mais dans l'unique vue qu'au moyen de ces adouciſſemens l'on pût parvenir à éviter que d'autres puiſſances en prenant part à cette guerre ne la rendiſſent générale ; que d'ailleurs les Turcs étoient déjà convenus de deux points, celui d'accorder l'amniſtie aux Grecs & celui de relâcher le Sr Obreſkow. Ces repréſentations, quoique fort modérées, parurent faire quelque peine à l'Impératrice ; elle donna à connoître qu'elle ne s'étoit pas attendue à rencontrer des oppoſitions de la part de ſon meilleur allié ; & comme elle continuoit d'inſiſter ſur ſon projet, à quelques petites reſtrictions près, le Roi ſe vit dans la néceſſité de le communiquer à la cour de Vienne ; S. M. accompagna cette pièce de tous les adouciſſemens dont elle étoit ſuſceptible, & pour ne point effaroucher le Prince Kaunitz, il lui fit inſinuer que ce n'étoit pas le dernier mot de la cour de Ruſſie, qui ſans doute étoit diſpoſée à ſe relâcher ſur les articles qui rencontreroient le plus de difficulté *.

* 1771.

Les précautions que le Roi prenoit, étoient d'autant plus néceſſaires, que la cour impériale ne cachoit plus ſes projets, & que tous les mouvemens qu'on voyoit en Hongrie annonçoient une prochaine rupture avec la Ruſſie. La cour de Vienne étoit décidée à ne pas ſouffrir que le théâtre de la guerre s'établît au delà du Danube; elle eſpéroit même qu'à la faveur d'une médiation armée, elle pourroit forcer les Ruſſes à reſtituer aux Turcs la Moldavie & la Valachie, & de plus à les faire déſiſter de l'indépendance des Tartares qu'ils demandoient. Dans cette vue des troupes d'Italie, de la Flandre, & de l'Autriche avoient marché en Hongrie; l'envoyé de l'Empereur s'étoit même expliqué ſur ce chapitre aſſez poſitivement avec le Roi; il étoit allé juſqu'à demander qu'au cas que les Ruſſes fuſſent attaqués toute autre part qu'en Pologne, la Pruſſe demeurât neutre; ce qui lui fut nettement refuſé. Le Prince Kaunitz ſe flattoit, à la faveur de ce plan, d'agrandir la maiſon d'Autriche, ſans qu'elle eût la peine de faire des conquêtes; il comptoit bien que la Porte payeroit cette aſſiſtance, en cédant à l'Impératrice Reine les provinces qu'elle avoit perdues par la paix de Belgrad. En même temps que Vienne étoit remplie de projets & la Hongrie de troupes, un corps autrichien entra en Pologne & s'empara de la ſeigneurie de *Zips*, ſur laquelle la cour avoit des prétentions. Une démarche auſſi hardie étonna la cour de Péterſbourg, & ce fut ce qui achemina le plus le traité de partage qui ſe fit dans la ſuite entre

les trois puiſſances. La principale raiſon étoit celle d'éviter une guerre générale qui étoit près d'éclore ; il falloit outre cela entretenir la balance des pouvoirs entre de ſi proches voiſins ; & comme la cour de Vienne donnoit ſuffiſamment à connoître qu'elle vouloit profiter des troubles préſens pour s'agrandir, le Roi ne pouvoit ſe diſpenſer de ſuivre ſon exemple. L'Impératrice de Ruſſie, irritée de ce que d'autres troupes que les ſiennes oſoient faire la loi en Pologne, dit au Prince Henri, que ſi la cour de Vienne vouloit démembrer la Pologne, les autres voiſins de ce royaume étoient en droit d'en faire autant. Cette ouverture ſe fit à propos ; car après avoir tout examiné, c'étoit l'unique voie qui reſtât d'éviter de nouveaux troubles & de contenter tout le monde. La Ruſſie pouvoit s'indemniſer de ce que lui avoit coûté la guerre avec les Turcs, & au lieu de la Valachie & de la Moldavie qu'elle ne pouvoit poſſéder qu'après avoir remporté autant de victoires ſur les Autrichiens que ſur les Muſulmans, elle n'avoit qu'à choiſir une province de la Pologne à ſa bienſéance, ſans avoir de nouveaux riſques à courir ; on pouvoit aſſigner à l'Impératrice Reine une province limitrophe de la Hongrie, & au Roi ce morceau de la Pruſſe polonoiſe qui ſépare les Etats de la Pruſſe royale ; & par ce nivellement politique la balance des pouvoirs entre ces trois puiſſances demeuroit à peu près la même. Néanmoins, pour s'aſſurer davantage de l'intention de la Ruſſie, le Comte de Solms fut chargé d'examiner ſi ces paroles échappées

à l'Impératrice avoient quelque ſolidité, ou ſi elles avoient été proférées dans un moment d'humeur, & d'emportement paſſager. Le Comte de Solms trouva les ſentimens partagés ſur ce ſujet. Le Comte Panin, qui avoit fait déclarer au commencement des troubles de la Pologne que la Ruſſie maintiendroit l'indiviſibilité de ce royaume, ſentoit de la répugnance pour ce démembrement ; il promit néanmoins de ne s'y point oppoſer, ſi l'affaire paſſoit au conſeil ; mais l'Impératrice étoit flattée de l'idée qu'elle pourroit ſans danger étendre les limites de ſon empire ; ſes favoris & quelques miniſtres qui s'en apperçurent, ſe rangèrent de ſon ſentiment, de ſorte que le projet de partage paſſa à la pluralité des voix. On annonça au Roi de Pruſſe la réſolution qui venoit d'être priſe, comme un expédient qu'on avoit imaginé pour le dédommager des ſubſides qu'il avoit payés à la Ruſſie.

Le Comte Panin, en communiquant au Comte de Solms les choſes que nous venons de rapporter, exigea comme un préalable que le Roi fondât les ſentimens de la cour de Vienne au ſujet de ce partage. Sur cela le Roi en fit l'ouverture au Baron de Swieten, en l'aſſurant que la Ruſſie ne témoignoit aucun mécontentement de ce que les Autrichiens avoient pris poſſeſſion de Zips, & que ſa Majeſté, pour donner des preuves de ſon amitié à L. M. impériales, leur conſeilloit de s'étendre dans cette partie de la Pologne ſelon leur bienſéance, ce qu'elles pourroient faire avec d'autant moins de riſque que leur

leur exemple ſeroit imité par les autres puiſſances voiſines de ce royaume. Cette ouverture, toute cordiale qu'elle étoit, ne fut point accueillie par la cour de Vienne comme on s'en étoit flatté. Le Prince Kaunitz étoit trop pré-occupé du projet qu'il ſe préparoit à mettre en exécution ; il trouvoit plus d'avantage dans l'alliance des Turcs, qu'il ne croyoit en pouvoir eſpérer d'une alliance avec la Ruſſie ; il répondit donc ſèchement, que ſi ſa cour avoit fait occuper quelques parcelles de la Pologne ſur les confins de la Hongrie, ce n'étoit pas à deſſein de les garder, mais uniquement pour obtenir juſtice ſur quelques ſommes que la maiſon d'Autriche réclamoit de la république, & qu'il n'avoit pas imaginé qu'un objet d'auſſi peu de valeur pût faire naître l'idée d'un plan de partage dont l'exécution ſeroit hériſſée de difficultés inſurmontables, à cauſe qu'il étoit autant qu'impoſſible d'établir une égalité parfaite entre les différentes portions des trois puiſſances ; qu'enfin un tel projet ne pouvant ſervir qu'à rendre la ſituation de l'Europe plus critique encore qu'elle ne l'étoit, il déconſeilloit à S. M. pruſſienne d'entrer dans de telles meſures ; il ajouta d'un air d'indifférence que ſa cour étoit prête à évacuer les diſtricts que ſes troupes avoient occupés, ſi les autres puiſſances en vouloient faire autant. Ces dernières paroles étoient comme un reproche tacite aux Ruſſes qui avoient des armées en Pologne ; elles regardoient également le Roi, qui avoit tiré un cor-

don de troupes depuis le pays de Croſſen juſqu'au delà de la Viſtule, pour garantir ſes Etats de la peſte qui faiſoit alors en Pologne de grands ravages.

Dans une affaire de cette nature il ne falloit pas ſe laiſſer décourager par des bagatelles. On pouvoit prévoir que la cour de Vienne changeroit de ſentimens, ſitôt que la Ruſſie & la Pruſſe ſeroient bien d'accord, parce que les Autrichiens préféreroient d'avoir part à ce partage à tenter les hazards de la guerre contre auſſi forte partie. Ajoutez à cela que l'Impératrice Reine n'ayant d'allié que la France, ne pouvoit nullement alors compter ſus des ſecours. Pour profiter de combinaiſons auſſi favorables, le Roi réſolut de pouſſer l'affaire du partage; il obſerva le ſilence envers la cour de Vienne, pour lui laiſſer le temps de réfléchir. En même temps le Comte de Solms fut chargé d'avertir la cour de Ruſſie que les ouvertures du traité de partage avoient été faites à Vienne, & que quoique le Prince Kaunitz eût évité juſqu'alors de s'expliquer ſur ce ſujet, on pouvoit néanmoins prévoir qu'il y donneroit volontiers les mains, auſſitôt que les deux autres puiſſances ſeroient convenues de leurs intérêts réciproques; il ſe ſervit de ce motif pour accélérer la concluſion de cette affaire, parce qu'il n'y avoit pas un moment à perdre. Peut-être que la lenteur & la pareſſe habituelle des Ruſſes auroit encore traîné la choſe en longueur, ſi la cour de Vienne n'eût ſervi le Roi ſans le vouloir; tous les jours elle faiſoit naître par ſa médiation de nouvelles difficultés pour

la paix; ſouvent elle chicanoit avec aigreur les Ruſſes ſur leurs énormes prétentions, & s'expliquoit d'un ton deſpotique ſur les articles de la paix qu'elle rejetoit, favoriſant les Turcs en tout ce qui dépendoit d'elle. Mais les mouvemens qui ſe faiſoient dans l'armée de Hongrie achevèrent de rendre les Autrichiens ſuſpects à la cour de Péterſbourg. Dans ce même temps le bruit courut que les impériaux négocioient un traité de ſubſides à Conſtantinople; cette dernière nouvelle donna l'alarme au conſeil de Péterſbourg, & le Roi, qui communiquoit aux Ruſſes tous les avis propres à découvrir les intrigues des Autrichiens, parvint enfin à tirer la cour de Péterſbourg de la léthargie dans laquelle elle étoit plongée. L'Impératrice de Ruſſie ſentit le beſoin qu'elle avoit d'être aſſiſtée par Sa Majeſté: elle jugea que pour s'aſſurer de ce prince, il falloit lui procurer des avantages, de ſorte que le Comte de Panin déclara au Comte de Solms qu'il n'attendoit que le projet de partage, pour entrer avec lui en conférence ſur ce ſujet.

Ce projet s'expédia bien vîte à Péterſbourg *; il donnoit carte blanche à la Ruſſie, qui pouvoit choiſir en Pologne ſelon ſa convenance telle province dont elle jugeroit à propos de prendre poſſeſſion. Le Roi demanda pour ſa part la Pomerellie, le diſtrict de la grande Pologne en deçà de la Netze, l'évêché de Varmie, les palatinats de Marienbourg & de Culm, laiſſant les Autrichiens maîtres d'accéder à

* 14 Juin.

ce traité s'ils le jugeoient à propos. Tous les arrangemens qui ſe prenoient à Berlin comme à Péterſbourg n'empêchoient point le Prince Kaunitz d'aller ſon train ; il accrochoit, par mille difficultés que ſa médiation lui fourniſſoit, la négociation de la paix avec les Turcs ; il rejetoit ſurtout l'article des ceſſions de la Valachie & de la Moldavie, que les Ruſſes exigeoient de la Porte ; fier des offres que lui faiſoit le Sultan, & croyant que le nombre des troupes aſſemblées en Hongrie pouvoit en impoſer autant aux Pruſſiens qu'aux Ruſſes, il fit déclarer au Roi que les conditions de paix propoſées par la Ruſſie étoient diamétralement oppoſées aux intérêts de la monarchie autrichienne, qu'elles tendoient à renverſer l'équilibre de l'Orient, & que ſi la cour de Péterſbourg ne vouloit pas les modérer, Leurs Majeſtés impériales ſeroient forcées de prendre part à cette guerre ; qu'elles ſe flattoient que dans ce cas le Roi obſerveroit une parfaite neutralité, d'autant plus que ſes engagemens avec la Ruſſie ſe bornoient à la Pologne, dont les Autrichiens reſpecteroient le territoire.

On voyoit bien que la cour de Vienne ne vouloit abſolument pas que les Ruſſes devinſſent ſes voiſins ; d'une part elle craignoit que nombre de Grecs répandus en Hongrie ne s'attachaſſent à cette puiſſance par motif de religion ; d'autre part elle aimoit mieux être voiſine de l'empire affoibli des Turcs que de l'empire formidable de la Ruſſie. La ſituation où le Roi ſe trouvoit entre ces deux cours impériales étoit

embarraſſante ; s'il conſultoit ſes intérêts, il ne devoit ni ſouhaiter d'accroître la puiſſance des Ruſſes, qui n'étoit que trop formidable, ni employer à cela ſes forces. Ces raiſons étoient contrebalancées par des engagemens ſolennels, qui obligeoient ce Prince d'aſſiſter l'Impératrice ſon alliée dans toutes les occaſions où elle ſeroit attaquée par l'Impératrice Reine ; il falloit, ou remplir ces engagemens, ou renoncer aux fruits qu'on eſpéroit d'en recueillir. De plus, le parti de la neutralité étoit plus dangereux pour la Pruſſe que celui de ſoutenir ſon alliée ; les Autrichiens & les Ruſſes ſe ſeroient battus, puis en s'accommodant ils auroient pu faire la paix aux dépens du Roi ; ce Prince auroit perdu toute conſidération ; perſonne ne ſe ſeroit fié à ſa bonne foi, & après la paix il ſeroit demeuré iſolé ; ce qui ſeroit indubitablement arrivé, ſi le Roi avoit ſuivi un plan auſſi défectueux.

Sa Majeſté ne balança point ; elle ſe détermina à remplir fidèlement ſes engagemens avec la Ruſſie, & pour adoucir en même temps la cour de Vienne, elle la flatta de l'eſpérance qu'il ne ſeroit pas impoſſible de fléchir l'Impératrice de Ruſſie, & de faire changer les vues qu'elle avoit ſur la Valachie & ſur la Moldavie ; mais en ajoutant que ſi l'on en venoit à une rupture entre les deux Impératrices, Sa Majeſté ne pouvoit ſe diſpenſer d'aſſiſter celle de Ruſſie, avec laquelle elle étoit en alliance. Pour donner plus de poids à cette déclaration, l'on augmenta & remonta toute la cavalerie ; les ordres donnés pour

cet effet s'ébruitèrent promptement & partout. Ces meſures vigoureuſes, priſes ſi à propos, firent impreſſion ſur la cour de Péterſbourg ; on profita de ſon contentement, pour l'engager à ſacrifier une partie de ſes prétentions ſur la Valachie au bien commun de la paix.

Il étoit difficile de traiter avec les Ruſſes. Le contreprojet du traité de partage de la cour de Péterſbourg arriva alors à Berlin ; il étoit ſingulièrement conçu ; tout l'avantage en étoit pour la Ruſſie, tous les riſques pour la Pruſſe : on accordoit à la vérité la plus grande partie du terrain de la Pologne que le Roi avoit demandé ; mais l'acquiſition des Ruſſes étoit au moins du double plus étendue ; on avoit inféré ſurtout dans ce traité un article très-onéreux pour Sa Majeſté ; on demandoit que la Pruſſe aſſiſtât de toutes ſes forces la Ruſſie au cas qu'elle fût attaquée par les Autrichiens ; mais ſuppoſé que l'Impératrice Reine déclarât la guerre au Roi de Pruſſe, ce prince n'avoit aucun ſecours à attendre de la Ruſſie avant que la paix avec les Turcs fût conclue. Des conditions auſſi peu proportionnées n'étant pas acceptables, elles donnèrent lieu à quelques explications ; on fit un réſumé de tous les engagemens de la Pruſſe avec la Ruſſie ; il réſultoit de cet examen que tout étoit en faveur de l'Impératrice, & qu'il n'y avoit rien en faveur du Roi ; toutefois on ajouta que comme Sa Majeſté avoit réſolu de ſatisfaire à tout ce qu'on pouvoit prétendre d'elle raiſonnablement, elle ſe repoſoit auſſi

ſur l'équité comme ſur la modération de l'Impératrice de Ruſſie, qui voudroit bien ſacrifier quelques parties de ſes conquêtes, pour prévenir une guerre qui menaçoit dans peu de devenir générale, d'autant plus que la Moldavie & la Valachie ſervoient de prétexte aux Autrichiens pour embrouiller de plus en plus les affaires, & que dans des circonſtances auſſi critiques que les préſentes il étoit de la dignité d'une auſſi vaſte monarchie que celle de la Ruſſie, d'avoir moins d'égard à ſes intérêts qu'au bien public. On propoſa en même temps que pour indemniſer la Pruſſe de tous les dangers qu'elle pouvoit s'attirer par une nouvelle guerre, dont on ne pouvoit prévoir quelles ſeroient les ſuites, la Ruſſie voulût bien ajouter la ville de Danzic, ſituée au milieu de la Pomerellie, au partage de la Pologne dont le Roi devoit ſe mettre en poſſeſſion.

Ces repréſentations, comme il arrive d'ordinaire, ne firent pas tout l'effet qu'on en devoit attendre : cependant à force de réfléchir ſur les raiſons qu'on lui avoit expoſées ſi clairement, l'Impératrice de Ruſſie voulut bien reſtreindre les propoſitions de paix qui ne pouvoient compatir avec les intérêts d'autres puiſſances ; elle s'engagea donc en conſéquence à reſtituer aux Turcs, après la paix, les conquêtes qu'elle venoit de faire entre le Dnieſter & le Danube. La cour de Berlin communiqua promptement cette heureuſe nouvelle à celle de Vienne ; on vit pour la première fois paroître le Prince Kaunitz avec un viſage ſerein ; les eſprits ſe calmèrent, &

l'inquiétude & la jalouſie que les grands ſuccès des Ruſſes avoient données à la cour impériale, diſparurent du moment qu'elle n'eut plus à craindre d'avoir cette puiſſance pour voiſine de ſes Etats.

La Porte fut auſſitôt informée des bonnes diſpoſitions où ſe trouvoit la cour de Péterſbourg. Les Turcs, que leurs malheurs avoient dégoûtés de la guerre, inclinoient fortement à la paix. La dernière campagne des Ruſſes n'étoit qu'une ſuite de triomphes ; ils avoient conquis la Crimée, & une bataille déciſive qu'avoit gagnée le Maréchal de Romanzow ſur la fin de l'année, avoit mis le comble à la proſpérité de leurs armes. Dans des circonſtances auſſi déſeſpérées la nouvelle arriva à Conſtantinople que les plus grands obſtacles à la paix étoient levés ; les Turcs réſolurent alors de leur côté, pour faciliter la pacification générale, de rendre la liberté au Sr Obreſkow, détenu juſqu'alors aux Sept Tours ; c'étoit un préalable que l'Impératrice avoit exigé, ſans lequel elle ne vouloit entendre à aucune négociation.

* Quoique toutes les cours fuſſent en action, la lenteur & l'irréſolution des Ruſſes traînoient en longueur la concluſion du traité de partage ; la négociation s'accrochoit principalement à la poſſeſſion de la ville de Danzic : les Ruſſes prétendoient qu'ils avoient garanti la liberté de cette petite république ; mais ce n'étoient proprement que les Anglois, jaloux des Pruſſiens, qui protégeoient la liberté de cette

* 1772.

ville maritime, & qui encourageoient l'Impératrice de Ruſſie à ne pas conſentir aux demandes de Sa Majeſté pruſſienne. Il falloit néanmoins que le Roi ſe déterminât, & comme il étoit évident que le poſſeſſeur de la Viſtule & du port de Danzic aſſujettiroit cette ville avec le temps, on jugea qu'il ne falloit pas arrêter une négociation auſſi importante pour un avantage qui proprement n'étoit que différé ; ce qui fit que Sa Majeſté ſe relâcha de cette prétention. L'on reçut après bien des longueurs * l'*ultimatum* de la cour de Péterſbourg. Les Ruſſes inſiſtoient toujours ſur les ſecours conſidérables qu'ils demandoient aux Pruſſiens, en cas que les Autrichiens leur déclaraſſent la guerre ; quelques choquantes que fuſſent ces inégalités, quelques diſproportionnés que fuſſent des ſecours que deux alliés ſe doivent au fond réciproquement, comme on ſavoit que l'Impératrice Reine ſe trouvoit dans des diſpoſitions plus favorables & plus pacifiques que par le paſſé, on négligea des conſidérations qui ceſſoient d'être importantes, pour conclure un traité avantageux, & l'on promit aux Ruſſes les ſecours dont dès-lors il ne pouvoit plus être queſtion.

Après que tant d'obſtacles eurent été levés †, cette convention ſecrète fut enfin ſignée à Péterſbourg : les acquiſitions pruſſiennes furent telles que nous les avons rapportées, à l'exception des villes de Danzic, de Thorn, & de leur territoire : par ce partage la

* 12 Janvier. † 17 Février.

cour de Péterſbourg acquit en Pologne une liſière conſidérable le long de ſes anciennes frontières depuis la Dwina juſqu'au Dnieſter : on fixa le temps de la priſe de poſſeſſion au mois de Juin : on convint d'inviter l'Impératrice Reine à ſe joindre aux deux puiſſances contractantes, afin de participer à ce partage : la Ruſſie & la Pruſſe ſe garantirent leurs acquiſitions, & promirent d'agir de concert à la diète de Varſovie, pour obtenir pour tant de ceſſions le conſentement de la république : le Roi promit encore par un article ſecret d'envoyer 20,000 hommes de ſon armée en Pologne, pour ſe joindre aux Ruſſes au cas que la guerre devînt générale : de plus Sa Majeſté s'engageoit à ſe déclarer ouvertement contre la maiſon d'Autriche, ſuppoſé que ce ſecours ne fût pas ſuffiſant : on convint auſſi que les ſubſides pruſſiens ceſſeroient d'être payés auſſitôt que leur corps auxiliaire auroit joint l'armée ruſſe : on ajoutoit par un autre article, que Sa Majeſté ſeroit autoriſée à retirer ſes troupes auxiliaires, ſi au ſujet de ces ſecours elle étoit attaquée par les Autrichiens dans ſes propres Etats ; & dans ce cas la Ruſſie promettoit de lui envoyer 6,000 hommes d'infanterie & 4,000 Coſaques, & même de doubler ce nombre auſſitôt que les circonſtances le permettroient ; auſſi bien que d'entretenir une armée de 50,000 hommes en Pologne, afin de pouvoir aſſiſter le Roi de toutes ſes forces, après que la guerre avec les Turcs ſeroit terminée ; & enfin de continuer cette aſſiſtance juſqu'au moment où elle pourroit par une pacification générale

procurer aux Pruſſiens un dédommagement convenable : on joignit à tous ces articles une convention ſéparée, pour régler l'entretien réciproque des corps auxiliaires. Cet ouvrage, qui ſervoit de baſe aux projets qui devoient s'enſuivre, étant terminé, il reſtoit à perſuader la cour de Vienne de ſe joindre aux deux puiſſances contractantes. Trois partis ſe formoient dans cette cour, dont chacun penſoit différemment : l'Empereur auroit voulu regagner en Hongrie les provinces que ſa maiſon avoit perdues par la paix de Belgrad ; l'Impératrice ſa mère, qui n'avoit plus cette énergie & cette fermeté dont elle avoit tant donné de marques dans ſa jeuneſſe, & qui commençoit à s'adonner à une dévotion myſtique, ſe reprochoit le ſang que ſes guerres paſſées avoient fait répandre ; elle déteſtoit la guerre & vouloit conſerver la paix à quelque prix que ce fût : le Prince Kaunitz, doué d'un jugement droit, qui vouloit accorder les intérêts de la monarchie avec les penchans de ſa ſouveraine, ſe trouvoit par conſéquent dans l'embarras d'opter entre la guerre, ou le partage de la Pologne, & craignoit de plus que s'il prenoit ce dernier parti, l'union de la maiſon de Bourbon avec celle d'Autriche qu'il regardoit comme ſon chef-d'œuvre, n'en fût rompue ; d'un côté la cavalerie pruſſienne remontée ſi promptement lui donnoit à connoître que le Roi avoit pris un parti déciſif ; d'un autre il voyoit que ce prince déſiroit une pacification générale, & qu'il y travailloit avec ardeur. Enfin le Roi dit à l'envoyé d'Autriche dans une

conférence qu'il eut avec lui : que Sa Majeſté félicitoit l'Impératrice Reine d'avoir en ce moment le ſort de l'Europe en ſes mains, parce que réellement la paix ou la guerre dépendoit dans ces circonſtances du parti qu'elle alloit prendre : le Roi ajouta qu'il avoit une ſi grande confiance dans la ſageſſe reconnue de cette grande princeſſe, qu'il ne doutoit point qu'elle ne préférât la tranquillité générale de l'Europe aux troubles qui pouvoient ſurvenir, & dont il étoit impoſſible de prévoir les ſuites. Cet entretien, dont van Swieten rendit compte à ſa cour, produiſit tout l'effet qu'on en pouvoit eſpérer ; le Prince Kaunitz fut convaincu qu'il falloit renoncer à l'alliance des Turcs, comme à tous les projets qui étoient fondés ſur ce préalable : il comprit également qu'il ne pouvoit plus empêcher le partage de la Pologne, à moins d'attaquer ſans l'aſſiſtance d'aucun allié la Pruſſe & la Ruſſie en même temps. Cette chance étoit trop déſavantageuſe pour qu'un homme, pour peu qu'il fût prudent, voulût en courir les riſques : il ne lui reſtoit donc d'autre parti raiſonnable que celui de ſe joindre aux deux cours alliées, afin de participer au partage de la Pologne, & de maintenir par ce moyen l'équilibre entre ces trois puiſſances. Par une ſuite de cette réſolution, le Baron de Swieten fut chargé de propoſer au nom de ſa cour la ſignature d'un acte par lequel les trois cours promettoient d'obſerver une égalité parfaite dans le partage qui ſe feroit de la Pologne. Cette propoſition, qui étoit juſte, fut reçue ſans empêche-

ment, parce qu'elle devoit aplanir toutes les difficultés qui avoient juſqu'alors cauſé tant d'embarras, & que c'étoit l'unique moyen d'éviter la guerre générale, qu'on avoit eu de ſi fortes raiſons d'appréhender. * Cet acte fut ſigné ſans délai, & l'échange s'en fit tout de ſuite.

Ce traité entre les cours de Berlin & de Vienne fut inceſſamment communiqué à celle de Péterſbourg; l'Impératrice reçut avec plaiſir cette nouvelle importante; elle ſe voyoit par cette acceſſion de l'Autriche dégagée du fardeau d'une nouvelle guerre qu'elle auroit peut-être eu de la peine à ſoutenir: elle ſuivit les conſeils du Roi, qui l'exhortoit à diminuer autant qu'il ſe pourroit le nombre de ſes ennemis: auſſi, peu après, la même convention fut ſignée à Péterſbourg par les deux cours impériales. On ſe preſſa enſuite d'égaliſer le partage des trois cours; ce qui avoit été réglé entre la Pruſſe & la Ruſſie fut auſſitôt communiqué à l'Impératrice Reine; la cour de Vienne ne s'oublia pas dans ſon contreprojet: ſon avidité étendit ſes vues ſur quantité de palatinats qui rempliſſoient l'eſpace depuis la principauté de Teſchen juſqu'aux confins de la Valachie, & qui pouſſoient une pointe par Belcz à une petite diſtance de Varſovie. Les pays enclavés dans cette démarcation, & qui faiſoient à peu près le tiers de la Pologne, étoient évidemment oppoſés à la convention que cette cour venoit à peine de ſigner avec les autres puiſſances. On trouva cette portion

* 4 Mars.

que les Autrichiens vouloient s'approprier auſſi énorme à Péterſbourg qu'on l'avoit trouvée exorbitante à Berlin. Choqué de procédés auſſi indécens le Comte Panin remit un mémoire raiſonné au Prince Lobkowitz, qui réſidoit à Péterſbourg en qualité de Miniſtre d'Autriche, dans lequel il évaluoit avec préciſion les partages des trois cours, & concluoit que pour établir une égalité parfaite, il convenoit que la cour de Vienne voulût bien renoncer à la poſſeſſion de Léopol & des ſalines importantes de Wiliczka, afin que perſonne ne pût ſe plaindre d'être léſé.

La cour de Vienne continua d'inſiſter ſur la Ville de Léopol & ſur les ſalines de Wiliczka, qu'elle vouloit poſſéder à toute force, en même temps que pour faciliter cette convention elle ſe déſiſta des palatinats de Lublin, de Chelm, & de Belcz. Les choſes étant dans ces termes, il falloit ſe hâter de conclure, ſi l'on ne vouloit pas renoncer à tout partage ; dans cette occaſion trop d'exactitude à évaluer les différentes portions auroit fait naître des diſputes interminables : d'autres puiſſances auroient immanquablement profité de cette méſintelligence, & toutes les peines qu'on s'étoit données juſqu'alors auroient été perdues. Dans cette perſuaſion le Roi conſeilla à l'Impératrice de Ruſſie d'accepter les conditions que la cour de Vienne annonçoit être ſon *ultimatum* ; elle comprit combien les momens étoient précieux, & rien n'y mettant plus d'empêchement, la triple con-

vention des cours contractantes fut signée par leurs ministres à Péterſbourg *. Les acquisitions pruſſiennes & celles des Ruſſes furent articulées dans ce traité telles que nous les avons annoncées ; ce qui devoit tomber en partage aux Autrichiens fut marqué depuis la principauté de Teſchen juſqu'au delà de Sendomir & du confluent du San, en tirant une ligne droite au Bug & de cette rivière à celle du Dnieſter aux frontières de la Podolie & de la Moldavie. Les trois cours ſe garantirent leurs poſſeſſions reſpectives : elles promirent d'agir de concert pour engager la république de Pologne à donner ſon conſentement aux ceſſions qu'on lui demandoit. La cour de Vienne, radoucie par tant d'acquiſitions, promit d'employer ſes bons offices conjointement avec le Roi de Pruſſe, afin de diſpoſer la Porte à recevoir les conditions de paix que la Ruſſie lui avoit propoſées. Les trois cours fixèrent la priſe de poſſeſſion au premier jour du mois de Septembre. On convint de remettre vers ce temps au Roi de Pologne une déclaration concertée entre les trois cours, pour inſtruire la république des arrangemens qu'on venoit de prendre, & pour l'exhorter à la convocation d'une diète extraordinaire, afin qu'elle travaillât à l'entière pacification du royaume ; c'étoit à cette diète que la Ruſſie, l'Autriche, & la Pruſſe ſe propoſoient de préſenter une déduction qui devoit contenir les prétentions de chaque puiſſance, avec les

* 5 Août.

droits qu'elles croyoient avoir ſur ce dont elles avoient pris poſſeſſion.

Le Roi fondoit ſes prétentions ſur la Pomerellie, & ſur une partie de la grande Pologne ſituée en deçà de la Netze, ſur ce que ces provinces, autrefois annexées à la Poméranie & au Brandebourg, en avoient été démembrées par les Polonois : il revendiquoit la ville d'Elbing en vertu d'une prétention liquide, & de l'argent que ſes ancêtres avoient avancé ſur cette ville à la république ; on faiſoit des évêchés de Varmie & des palatinats de Marienbourg & de Culm un équivalent de la ville de Danzic capitale de la Pomerellie, laquelle demeuroit libre. Nous ne voulons pas détailler ici les droits de ces trois puiſſances ; il falloit des conjonctures ſingulières pour amener les eſprits à ce point & les réunir pour ce partage, par lequel ſeulement on pouvoit éviter une guerre générale.

Telle fut la fin de tant de négociations qui demandoient de la patience, de la fermeté & de l'adreſſe. L'on parvint cette fois à préſerver l'Europe d'une guerre générale qui étoit près d'éclater. Des intérêts auſſi contraires que ceux des Ruſſes & des Autrichiens étoient difficiles à concilier. Pour dédommager les Ruſſes des conquêtes que les Autrichiens vouloient qu'ils reſtituaſſent à la Porte, il n'y avoit d'autre moyen que de leur aſſigner des poſſeſſions en Pologne. L'Impératrice Reine en avoit donné l'exemple, en faiſant occuper par ſes troupes la ſeigneurie de Zips ; & pour que la balance ſe

ſoutînt

ſoutînt en quelque manière entre les puiſſances du Nord, il falloit de néceſſité que le Roi eût part à ce partage. C'eſt là le premier exemple que l'hiſtoire fourniſſe d'un partage réglé & terminé paiſiblement entre trois puiſſances ; ſans les conjonctures où l'Europe ſe trouvoit alors, les plus habiles politiques y auroient échoué ; tout dépend des occaſions & du moment où les choſes ſe font.

Le ſoin d'accorder ces divers intérêts n'abſorboit pas toute l'attention des trois puiſſances ; on n'en preſſoit pas moins les Turcs de conſentir à la tenue d'un congrès ; l'internonce d'Autriche qui réſidoit à Conſtantinople ne parloit plus des ſubſides qu'il avoit ſi vivement ſollicités, ni des diverſions que ſa cour alloit faire en faveur de la Porte ; & loin d'encourager les Turcs à la continuation de la guerre, il s'étoit joint au miniſtre pruſſien, pour engager le divan à choiſir ceux que le grand Seigneur enverroit au congrès de la pacification. Les plénipotentiaires furent nommés de la part des deux puiſſances belligérantes ; les miniſtres pruſſien & autrichien les joignirent à Foxſiani *, lieu où ſe tinrent les conférences. Le Comte Orlow, favori de l'Impératrice, y préſidoit de la part de la Ruſſie, & Oſman Effendi de la part des Turcs. Ces deux Miniſtres paroiſſoient d'accord ſur les articles eſſentiels du traité, & même ſur l'indépendance des Tartares ; mais lorſqu'on en vint au projet article par article, Oſman Effendi en préſenta un autre, par

* Premiers jours d'Août.

lequel le droit de confirmer le Chan des Tartares élu, & le droit d'adminiſtrer la juſtice en Crimée, étoit réſervés au grand Seigneur. Cette propoſition fut rejetée; Oſman en préſenta une plus modérée, mais qui fut auſſi peu admiſe que la première; ſur quoi il déclara qu'après avoir épuiſé tous les moyens qui lui étoient permis par ſes inſtructions, qu'après avoir modifié par des adouciſſemens les articles qui faiſoient le plus de peine aux Ruſſes, voyant néanmoins que ſans égard pour la modération du grand Seigneur on rejetoit toutes ſes propoſitions, il ne lui reſtoit qu'à demander des chevaux pour s'en retourner à Conſtantinople. Mr Orlow le prit au mot; ſes intérêts perſonnels le rappeloient à Péterſbourg, où ſes ennemis profitant de ſon abſence étoient parvenus à le ſupplanter; ainſi ce congrès qu'on avoit eu tant de peine à faire aſſembler, n'atteignit pas la fin du même mois.

Plus les affaires prenoient vers le Nord & l'Orient une tournure avantageuſe à la Ruſſie, plus la France, mécontente du peu de conſidération dont elle jouiſſoit, eſſayoit de ſe dédommager par ſes intrigues de l'aſcendant qu'elle avoit perdu; elle ſe flattoit de pouvoir le regagner en mettant la Suède en jeu. Le Prince royal de Suède, qui voyageoit alors en France, ſe trouva préciſément à Paris lorſqu'il apprit la mort du Roi ſon père. Les miniſtres de Louis XV, pour profiter de la conjoncture, prirent des engagemens ſecrets avec ce jeune Prince; ils lui promirent d'acquiter les arrérages de la dernière guerre, que la

France devoit à la Suède : la ſomme en montoit à 1,300,000 écus ; une partie lui en fut remiſe à Paris, & on lui fit eſpérer le reſte au cas qu'il voulût l'employer à changer la forme du gouvernement en Suède, en s'y rendant ſouverain. Dès-lors ce jeune Prince vif, ambitieux, mais léger, ſe livra ſans réſerve à l'exécution de ce projet, à laquelle la diète qui alloit s'aſſembler pour ſon couronnement, lui fourniſſoit une occaſion favorable. De retour à Stockholm on envoya des émiſſaires munis d'argent dans toutes les provinces du royaume, pour corrompre les députés, & une partie des troupes ; ſon frère, le Prince Charles, ſe mit à la tête d'un de ces corps, pour le conduire à la capitale au ſecours du Roi. Mais le jeune monarque n'attendit pas ſon arrivée ; il avoit gagné le régiment des gardes & celui de l'artillerie ; il s'empara par leur moyen de l'arſenal, fit braquer les canons ſur les places & dans les rues, aſſembla le ſénat intimidé par un appareil qui lui étoit ſi nouveau, & ſe fit déclarer ſouverain par ce corps, qui repréſentoit toute la nation *.

Cet événement inattendu cauſa quelques inquiétudes à la cour de Berlin ; le Roi s'étoit engagé par ſon traité avec la Ruſſie à ſoutenir la forme de gouvernement établie en Suède l'année 1720. Ce Prince n'ignoroit pas la vive impreſſion qu'une révolution auſſi ſubite feroit ſur l'Impératrice de Ruſſie. Le congrès de Foxſiani venoit à la vérité d'être rompu ; mais les Ruſſes & les Turcs étoient de nouveau en

* 18 Août.

pourparlers pour en aſſembler un autre à Buchareſt : ſi la paix venoit à ſe conclure entre ces deux puiſſances, il falloit s'attendre qu'inceſſamment la Ruſſie travailleroit à remettre le gouvernement ſuédois ſur l'ancien pied ; le jeune Roi de Suède, qui comptoit ſur l'appui de la France, ne ſe ſeroit jamais déſiſté de bon gré de la ſouveraineté à laquelle il venoit de parvenir ; c'étoient-là des matériaux pour une nouvelle guerre, dans laquelle le Roi auroit été obligé de combattre contre ſon propre neveu ; & la nature, qui parle aux cœurs des rois tout comme à ceux des particuliers, ſe révoltoit contre ce parti. D'autre part la politique & la foi des traités exigeoient qu'on le prît : dans cet embarras le Roi ſe ſervit de la cour de Vienne, afin que par ſes repréſentations à celle de Péterſbourg on pût parvenir à calmer la première efferveſcence de la Ruſſie. Les mouvemens de colère & de vengeance l'auroient cependant emporté dans l'eſprit de l'Impératrice de Ruſſie, ſi les Turcs n'avoient pas réſiſté avec beaucoup de fermeté aux conditions dures & fâcheuſes qu'on vouloit leur faire accepter ; en même temps que du côté de la Suède, le Roi concevant le danger dont il étoit menacé de la part de la Ruſſie, ſe propoſoit de mettre d'avance le Danemarck hors de jeu, pour n'avoir qu'un ennemi à combattre à la fois.

Ceci nous engage à reprendre les choſes de plus haut, pour expoſer avec préciſion les raiſons qu'avoit le Roi de Suède d'agir ainſi. Le Roi de Danemarck étoit monté trop jeune ſur le trône pour que

ſon expérience pût être formée : il étoit entouré d'anciens miniſtres rompus dans les intrigues de cour, qui plus intéreſſés que citoyens n'ambitionnoient que de gouverner leur maître ; & comme ces rivaux luttoient pour ſe ſupplanter mutuellement, cela donnoit lieu à de fréquentes diſgrâces ; chaque jour produiſoit de nouveaux miniſtres & de nouveaux projets de gouvernement. Le Sr de Saldern, qui ſe trouvoit alors à cette cour en qualité de miniſtre de Ruſſie, avoit, comme nous l'avons dit, moyenné l'échange du duché de Gottorp contre ceux d'Oldenbourg & de Delmenhorſt ; ce miniſtre d'une cour étrangère, mais trop puiſſant à Coppenhague, perſuada au Roi de faire un tour dans les pays étrangers, voulant le détourner de viſiter, comme il en avoit l'intention, le royaume de Norvège, où l'on craignoit qu'il n'introduiſît des nouveautés préjudiciables à ſes intérêts. Peu après ſon mariage avec la Princeſſe Mathilde, ſœur du Roi d'Angleterre, il partit de Coppenhague, ſe rendit à Londres, & de là à Paris : ſes courtiſans & ceux qui l'environnoient, fortifioient ſon penchant à la volupté & à la débauche ; de retour de ſes voyages, il en rapporta une maladie dont il n'avoit pris aucun ſoin ; la Reine ſon épouſe, ſous prétexte du rétabliſſement de ſa ſanté, s'empara de ſon eſprit, & lui propoſa un médecin nommé Struenſée, comme l'homme le plus capable de le guérir. L'accès que ce médecin eut à la cour, lui fit gagner imperceptiblement plus d'aſcendant ſur l'eſprit de la Reine qu'il n'étoit convenable à un

homme de cette extraction. Cette liaiſon, qui de jour en jour devenoit plus intime, obligeoit la Reine à prendre les plus grandes précautions pour que le Roi ne pût pas s'appercevoir de ce qui ſe paſſoit ; on prétendoit que pour en être ſûr, la Reine & le médecin avoient imaginé, ſous prétexte de donner des remèdes au Roi, de lui faire prendre de l'opium. L'uſage trop fréquent de ces ſoporifiques altéra conſidérablement l'eſprit de ce jeune prince : il eut des abſences & ſi fortes & ſi longues, que la Reine & le médecin s'emparèrent des rênes du gouvernement : Struenſée fut créé premier Miniſtre, & fut réellement Roi de Danemarck durant quelques mois. La nation danoiſe fut indignée. On découvrit enfin que le projet du Miniſtre étoit de faire déclarer le Roi incapable de régner, & ſous ce prétexte apparent de s'emparer de la tutelle du royaume ; ce qui acheva de révolter les eſprits. On auroit cru ſe couvrir d'opprobre, en expoſant le royaume à tomber ſous une ſemblable domination. Des gardes de la marine qu'on avoit voulu caſſer, parce que la cabale ſe défioit de leur fidélité, donnèrent le premier branle à la révolution. Les deux généraux d'Eickſtædt & de Cœller, tous deux Poméraniens de naiſſance, & le Miniſtre d'Etat d'Oſten ſe rendirent en ſecret chez la Reine Julie, belle-mère du Roi ; ils lui peignirent des couleurs les plus vives les périls auxquels ſa perſonne, celle de ſon beau-fils, & tout le royaume étoient expoſés, & la conjurèrent de prendre dans un moment auſſi critique un parti déciſif ; ils la dé-

terminèrent à ſe rendre, après un bal qui devoit durer avant dans la nuit, par un eſcalier dérobé dans la chambre du Roi, pour l'avertir du péril imminent qui le menaçoit, & l'obliger à ſigner inceſſamment un ordre par lequel les généraux étoient autoriſés, l'un à arrêter la Reine Mathilde, & l'autre à s'aſſurer du médecin premier Miniſtre. Ce projet s'exécuta comme il avoit été médité : on enferma la Reine dans une fortereſſe, & le médecin ainſi que ſes adhérens furent traduits devant les juges : la crainte des ſupplices leur fit avouer tous les attentats dont on les accuſoit ; le mariage de la Reine Mathilde fut caſſé ; le Roi d'Angleterre obtint qu'on permît à cette princeſſe de ſortir du Danemarck, pour ſe retirer dans l'électorat de Hanovre : elle s'établit à Zell, où elle fut traitée par ſon frère avec diſtinction. Le médecin, & le Baron de Brand, après qu'on leur eut fait le procès, furent décapités : la Reine Julie, belle-mère du Roi, prit le maniement des affaires. Tout fut foible dans les commencemens d'une telle adminiſtration, qui en effet n'étoit qu'une tutelle. L'aliénation d'eſprit du Roi équivaloit à une minorité. Les Norvégiens, qu'on avoit accablés d'impôts pour ſoutenir la banque, qui étoit ſur le point de faire faillite, les Norvégiens, dis-je, commencèrent à différentes repriſes à manifeſter leur mécontentement. Les révolutions que ſubit preſque en même temps le gouvernement ſuédois, donnèrent de vives alarmes à la cour de Coppenhague, qui craignoit les

entrepriſes d'un jeune prince voiſin, ennemi né des Danois ; la Reine Julie envoya le Général Huth avec quelques troupes en Norvège, afin de garantir ce royaume contre toute invaſion étrangère.

Ce mécontentement des Norvégiens, leurs diſpoſitions peu favorables à la cour, voilà ſur quoi le Roi de Suède fondoit ſes eſpérances. Quelques députés des payſans de ce royaume, qui ſe rendirent auprès de lui dans le bourg d'Eckholmſund, l'aſſurèrent qu'il n'avoit qu'à ſe montrer avec quelques troupes ſur leurs frontières, pour animer les payſans norvégiens, & pour leur faire à tous embraſſer ſon parti. Sans examiner ſi c'étoit la nation qui s'expliquoit par la bouche de ces députés, ou s'ils n'étoient que les organes de quelques mécontens obſcurs, le Roi partit bruſquement, ſous prétexte de faire ce qu'on appelle en Suède l'Eric Gatta : il fit la tournée de ſes provinces méridionales en Scanie & vers les frontières de la Norvège ; de là il envoya un mémoire à la cour de Danemarck *, conçu en termes menaçans, par lequel il demandoit raiſon des armemens extraordinaires que cette cour faiſoit en Norvège ; en même temps il préparoit tout de ſon côté pour entreprendre la guerre ; des troupes ſuédoiſes, munies d'artillerie, s'approchoient de la Norvège : ſes émiſſaires en foule rôdoient dans ce royaume, pour exciter le peuple à la ſédition ; il fit des tentatives infructueuſes pour brûler le chantier de Coppenhague ; enfin tout ſe préparoit à une rupture entre

* 9 Novembre.

ces deux royaumes, & peut-être s'en ſeroit-elle enſuivie, ſi la cour de Berlin par les repréſentations les plus fortes n'avoit engagé ces deux puiſſances à s'éclaircir mutuellement ſur leurs ſoupçons, & à ſe réconcilier; ſur ces répréſentations le Roi de Suède s'en retourna dans ſa capitale, & les Danois ſe raſſurèrent.

Si le changement du gouvernement en Suède avoit déplu à l'Impératrice de Ruſſie, ces mouvemens du Roi ſur les frontières de la Norvège la choquèrent encore davantage; elle craignoit qu'un jeune prince auſſi remuant, auſſi inquiet, que le Roi de Suède, n'entreprît avec la même légéreté de l'attaquer ſur les frontières de l'Eſtonie & de la Finlande. Ces deux provinces étoient alors dégarnies de troupes: les armées ruſſes étoient dans la Beſſarabie, dans la Crimée, & plus de 50,000 hommes inondoient la Pologne; l'Impératrice jugea que dans ces circonſtances, en faiſant des conquêtes en Orient & en ſubjuguant les Sarmates, elle ne devoit pas négliger d'aſſurer ſes anciennes poſſeſſions. Elle rappela dans cette intention 20,000 hommes des troupes qui étoient en Pologne, pour les employer à garnir & à défendre la Livonie & les provinces qu'elle croyoit expoſées aux inſultes des Suédois; d'autre part elle ſe montra plus diſpoſée à un nouveau congrès pour la paix avec les Turcs.

Ce congrès s'ouvrit à Buchareſt *; le Reis Effendi

* 26 Octobre.

étoit le plénipotentiaire de la Porte & le Sr Obreſkow celui des Ruſſes : les deux miniſtres plénipotentiaires de la Pruſſe & de l'Autriche ne s'y trouvèrent point, parce que les Ruſſes avoient été mécontens du Sr Thugut, qui avoit aſſiſté au premier congrès comme Miniſtre de l'Impératrice Reine. Les Ruſſes commencèrent par renouveler leurs prétentions exorbitantes ; enſuite ils ſe relâchèrent ſur pluſieurs articles ; mais la ceſſion des places de la Crimée Kerſch & Jenikala, ſituées ſur le détroit de Zabache, dont la poſſeſſion ouvroit aux Ruſſes le paſſage de la mer Noire, fut un obſtacle invincible à la concluſion de la paix ; le corps des Ulemas, ou gens de la loi, déclara au grand Seigneur qu'il ne conſentiroit jamais que par cette ceſſion on mît la Ruſſie en état d'équipper une flotte qui menaceroit Conſtantinople même du plus imminent danger ; la Ruſſie déclara de ſon côté que la poſſeſſion de ces deux places étoit une condition dont elle ne ſe départiroit jamais. Sur cela chacune des deux cours envoya ſon *ultimatum* à ſes plénipotentiaires : les Ruſſes offrirent de ſe relâcher ſur ce qu'ils avoient demandé en argent, à condition que les Turcs conſentiſſent au reſte, & les Turcs offrirent 21 millions de roubles aux Ruſſes, s'ils vouloient remettre les choſes ſur le pied où elles étoient avant le commencement de cette guerre. Après que les conditions eurent été refuſées de part & d'autre vers la fin du mois de Mars *, ce ſecond congrès fut rompu comme le premier.

* 1773.

Deux raiſons contribuèrent à rendre ce congrès infructueux : la première, les conditions onéreuſes, humiliantes & dures auxquelles Catherine vouloit ſoumettre Muſtapha ; l'autre, les intrigues de la France, qui non contente d'employer les corruptions pour gagner les principaux vizirs & ſeigneurs de la Porte, relevoit leur courage par l'eſpérance que le Roi de Suède porteroit la guerre en Finlande, pour faire une diverſion en leur faveur, & ils ajoutoient que la France armoit actuellement à Toulon une nombreuſe eſcadre, qu'on enverroit aux échelles du Levant, pour s'établir en croiſière dans l'Archipel. La cour de Verſailles ne ſe borna point à ces petites intrigues : elle déſapprouvoit la conduite de l'Impératrice Reine, qui étant ſon alliée s'étoit unie avec la Ruſſie & la Pruſſe, & avoit pris le parti des puiſſances que la France regardoit comme ſes ennemies. Pour ſe venger des Autrichiens, on projeta à Verſailles une quadruple alliance entre les cours de Verſailles, de Madrid, de Turin & de Londres. On commença par mettre en jeu toutes ſortes d'intrigues, afin d'indiſpoſer l'Angleterre contre la Pruſſe & contre la Ruſſie. Les émiſſaires françois répandoient nombre de pamflets ; dans les uns ils démontroient aux Anglois le tort conſidérable que ſouffroit leur commerce, depuis que le Roi de Pruſſe étoit en poſſeſſion du port de Danzic ; dans d'autres ils exagéroient les pertes que le commerce d'Angleterre feroit, ſi les Ruſſes obtenoient la libre navigation ſur la mer Noire. Ces écrits firent enfin quelque impreſ-

ſion : la fougue angloiſe fut promptement excitée, & ſans ſavoir pourquoi, la nation jeta les hauts cris, en diſant que le port de Danzic alloit ruiner le commerce de la Grande Bretagne. Il n'eſt pas néceſſaire de rapporter ici tous les déſagrémens auxquels ces clameurs donnèrent lieu ; mais il eſt indiſpenſable de rapporter que les Anglois s'adreſsèrent aux Ruſſes, & qu'ils exigèrent de l'Impératrice que ſon miniſtre conjointement avec celui d'Angleterre donnaſſent la loi au Roi de Pruſſe dans ſes propres Etats, qui lui appartenoient à auſſi bon droit que les provinces que les deux autres puiſſances venoient d'envahir, pour qu'il ſacrifiât ſon intérêt à leurs caprices. Les Ruſſes n'entrèrent pas entièrement dans ces idées extravagantes des Anglois ; la guerre avec les Turcs duroit encore ; le Roi payoit des ſubſides ; ils devoient donc le ménager. Il y eut quelques négociations vagues avec la cour de Péterſbourg touchant les douanes & les péages de la Viſtule & touchant le port de Danzic ; après quelques explications de part & d'autre, après qu'on eut remontré à cette cour que chacun étant maître chez ſoi, on ne devoit point être inquiété dans l'adminiſtration de ſes finances, les Ruſſes trouvèrent ces raiſons valables, & les choſes reſtèrent ſur le pied où elles étoient.

Le projet des François & des Anglois étoit plus artificieux que nous ne l'avons repréſenté ; leur vue étoit de brouiller la Pruſſe & la Ruſſie au ſujet du port de Danzic ; & quoique l'événement n'eût pas

répondu à leur attente, les Anglois ne laiſsèrent pas de témoigner à la cour de Péterſbourg à quel point ils étoient jaloux & envieux du commerce de la mer Noire que les Ruſſes avoient intention d'exercer; mais la rupture du congrès de Buchareſt les délivra pour lors de leurs appréhenſions.

Les troubles inteſtins de la cour de Péterſbourg, & les différens partis qui travailloient à perdre leurs antagoniſtes, influoient dans les affaires, & occaſionnoient de nouvelles conteſtations, tantôt pour le port de Danzic, tantôt ſur les péages, enfin ſur les limites des nouvelles acquiſitions: on pouſſa la mauvaiſe humeur juſqu'à chicaner le Roi ſur une banlieue ſituée au delà de la Netze, qu'il avoit inſérée dans ſa démarcation: on lui fit d'autres difficultés ſur le territoire de Thorn, qu'on prétendoit qu'il avoit trop rétréci, quoiqu'on l'eût réglé ſur les cartes géographiques les plus exactes qu'on avoit pu ſe procurer. Les Ruſſes firent des querelles ſemblables aux Autrichiens ſur un terrain qu'ils s'étoient approprié au delà du San, & qui étoit aſſez conſidérable. Le Roi promit d'avoir la complaiſance pour l'Impératrice de Ruſſie de s'accommoder à quelques égards à ſes déſirs, à condition toutefois que les Autrichiens fiſſent de même; mais la cour de Vienne affichant la hauteur, & étalant toute ſa dignité, déclara qu'elle ne céderoit pas un pouce de ſes poſſeſſions; cette déclaration fière & déterminée des Autrichiens fit que les Ruſſes gardèrent le ſilence, & qu'alors les choſes reſtèrent ſur le pied où elles

étoient. Toutes ces petites tracaſſeries tiroient leur origine de la haine que le Comte Orlow, devenu Prince, avoit contre le Comte Panin : il l'accuſoit d'avoir réglé trop avantageuſement les partages des alliés de la Ruſſie, & le Miniſtre, qui voyoit ſon crédit chanceler, n'avoit pas le courage de ſoutenir avec fermeté les points dont on étoit tombé d'accord dans la convention ſignée par l'Impératrice de Ruſſie & le Roi de Pruſſe. Dans ces temps-là les nôces du grand Duc ſe célébrèrent à Péterſbourg ; * le Comte Panin, qui avoit été ſon Gouverneur, le quitta alors ; & non ſeulement l'Impératrice le récompenſa généreuſement, mais détrompée des calomnies par leſquelles on avoit voulu le noircir dans ſon eſprit, elle lui rendit ſa confiance.

Ce fut le Roi qui parvint à fixer ſur la Princeſſe de Darmſtadt, propre ſœur de la Princeſſe de Pruſſe, le choix que l'Impératrice fit d'une belle-fille ; pour avoir du crédit en Ruſſie, il falloit y placer des perſonnes qui tinſſent à la Pruſſe. On devoit eſpérer que le Prince de Pruſſe, lorſqu'il parviendroit au trône, en pourroit tirer de grands avantages. Mr d'Aſſebourg, ſujet du Roi & qui avoit paſſé au ſervice de l'Impératrice, fut chargé de parcourir toutes les cours d'Allemagne où il y avoit des princeſſes nubiles, & d'en faire ſon rapport. Il choiſit la Princeſſe de Darmſtadt, qui fut déſignée pour épouſer le grand Duc.

Tandis que la ville de Péterſbourg célébroit par

* Juillet.

des fêtes ce mariage, la diète de Pologne s'aſſembloit à Varſovie ; les trois cours y publièrent un manifeſte avec une déduction de leurs droits ; on demanda au Roi & à la république de ſigner, 1. le traité de ceſſion pour les trois cours, 2. la pacification de Pologne, 3. une ſomme fixe pour l'entretien du Roi, 4. l'établiſſement du conſeil permanent, 5. un fonds aſſuré pour que la république pût entretenir 30,000 hommes. En même temps chaque puiſſance fit entrer en Pologne un corps de 10,000 hommes. Toutes envoyèrent également un général à Varſovie ; les Autrichiens, Richecourt ; les Ruſſes, Bibikow ; les Pruſſiens, Lentulus. Ils avoient ordre d'agir de concert & de ſévir contre les ſeigneurs qui voudroient cabaler, ou mettre des obſtacles aux nouveautés qu'on vouloit introduire dans leur patrie.

Au commencement les Polonois firent les revêches ; ils répugnoient à tout ce qu'on leur propoſoit ; les nonces des palatinats n'arrivoient point à Varſovie. Fatiguée de ces longueurs & de cette obſtination, la cour de Vienne propoſa de fixer un jour pour l'aſſemblée de la diète, avec menace que ſi les nonces manquoient de s'y trouver, les trois cours ſans différer partageroient entr'elles tout le royaume ; mais on ajoutoit auſſi, que par égard pour eux, & s'ils donnoient des marques de leur docilité, auſſitôt après que l'acte de ceſſion auroit été ſigné, les trois puiſſances retireroient leurs troupes du territoire de la république. A peine cette déclaration fut-elle publiée que tout s'arrangea comme de ſoi-

même. La diète s'aſſembla le 19 Avril : le traité de ceſſion fut approuvé, & ſigné premièrement avec les Autrichiens, enſuite avec les Ruſſes, & celui des Pruſſiens le 18 Septembre. On convint que des commiſſaires ſeroient envoyés pour régler les frontières. La république renonça en faveur de Sa Majeſté à la réverſibilité du royaume de Pruſſe & des fiefs de Lauenbourg, de Butow & de Draheim : on abolit pluſieurs articles du traité de Wélau : on garantit à la Pologne toutes les provinces qui lui reſtoient. Le Roi promit de plus de conſerver dans ſa portion la religion catholique ſur le pied où il l'avoit trouvée, & l'on renvoya à des actes ſéparés les articles dont on conviendroit pour le commerce. Ce traité, ainſi que ceux des autres cours, ne fut ſigné d'abord que par les deux Maréchaux de la confédération & par le Préſident de la délégation, ainſi que par les Miniſtres des trois cours. Ces Miniſtres commencèrent enſuite à traiter avec les membres de la délégation. On convint de la création d'un conſeil permanent, & l'on en renvoya la diſcuſſion, qui devoit être longue & détaillée, aux aſſemblées ſuivantes.

Les Polonois, qu'il faut conſidérer comme la nation la plus légère & la plus frivole de l'Europe, ſe flattoient, ſans le moindre fondement, d'anéantir dans peu l'ouvrage des trois puiſſances voiſines ; voici comme raiſonnoient ces têtes ſans dialectique. La campagne des Ruſſes n'a pas été heureuſe cette année-ci ; ils ſeront donc accablés l'année prochaine : les

les zélateurs de l'ancien gouvernement anarchique ajoutoient, en exagérant les choſes, que le grand Seigneur à la tête de ſes braves janiſſaires pénétreroit bientôt en Ruſſie, brûleroit Moſcau & Péterſbourg, détrôneroit l'Impératrice, & partageroit entre lui & les Polonois les débris de ce vaſte empire.

Pour juger combien leur mauvaiſe volonté outroit les mauvais ſuccès des Ruſſes, il ſera néceſſaire de rapporter ce qui ſe paſſa entre les armées dans cette campagne, & même de remonter un peu plus haut. Depuis la rupture du congrès de Buchareſt l'Impératrice de Ruſſie, accoutumée aux exploits inconcevables de ſes troupes, crut qu'au moyen d'une nouvelle victoire elle pourroit fléchir l'obſtination du Sultan, & le faire conſentir aux conditions de paix dont elle ne vouloit pas ſe déſiſter. Elle manda donc au Maréchal de paſſer le Danube avec ſon armée, & d'attaquer l'ennemi partout où il le trouveroit : le Maréchal avoit quelque répugnance à commettre ſa réputation dans une entrepriſe auſſi hazardeuſe ; il en repréſenta les difficultés, le Danube large d'un mille dans ces contrées, l'impoſſibilité d'y faire des ponts, le danger de débarquer à l'autre bord ſous le feu de l'ennemi ; il ajouta qu'on ne trouveroit aucun établiſſement dans la Romélie & qu'on devoit craindre d'expoſer l'armée dans des circonſtances pareilles à celles où Pierre I s'étoit trouvé au bord du Pruth. Ces repréſentations furent vaines : les raiſons de guerre cédèrent à l'impatience de l'Im-

pératrice; Mr de Romanzow fut contraint de paſſer le Danube avec ſon armée forte de 35,000 hommes * : il repouſſa & défit un corps d'obſervation que les Turcs avoient avancé vers les bords du fleuve : il marcha enſuite ſur Siliſtria, qu'il avoit intention de prendre; cette ville eſt ſituée dans une gorge; elle n'a point d'ouvrages qui la défendent, mais les montagnes qui l'environnent de deux côtés étoient bien fortifiées; trente mille Turcs y campoient, & l'armée du grand Vizir, poſtée ſur le mont Hémus, étoit à portée de la ſecourir. Le Maréchal Romanzow approchant de Siliſtria, réſolut de prendre cette ville d'emblée : il partagea ſon armée en différens corps, les uns pour ſoutenir les batteries qui tiroient ſur le camp des ennemis, d'autres pour attaquer la ville par l'endroit où la gorge des montagnes s'ouvroit le plus, & le reſte demeura comme en réſerve, ſoit pour ſoutenir les attaques, ſoit pour protéger la retraite. Les Turcs attaquèrent avec leurs ſpahis cette réſerve, & les corps qui couvroient les batteries, en même temps qu'ils prirent à dos les détachemens qui étoient à la vérité entrés dans Siliſtria, mais qui furent obligés enſuite de s'en retirer avec une perte aſſez conſidérable. Le grand Vizir, informé de ce qui ſe paſſoit, détacha promptement un gros corps de troupes à dos de l'armée ruſſe, pour garnir un défilé par lequel il falloit qu'elle repaſſât pour pouvoir regagner les bords du Danube. Si le grand Vizir avoit ſu profiter de l'occaſion, il auroit engagé ſans

* 13 Juin.

perdre de temps une affaire d'arrière-garde avec l'armée de Mr de Romanzow qui ſe retiroit, & il y a toute apparence qu'il auroit détruit cette armée ruſſienne qui avoit paſſé le Danube. Mais les deſtinées n'avoient pas réſolu que les choſes tournaſſent ainſi; le grand Vizir demeura tranquillement dans ſon camp, & le Maréchal Romanzow ayant été averti qu'un corps de Turcs s'étoit poſté ſur ſes derrières, envoya le Général Weiſſmann à la tête d'un détachement, pour déloger les troupes ennemies de leur embuſcade: ce brave Général, après des efforts de valeur incroyables, réuſſit, mais en y perdant la vie. Cet important avantage donna à l'armée ruſſe la facilité de regagner le Danube: il n'y avoit pas aſſez de barques pour tranſporter ces troupes tout à la fois; il fallut y employer trois jours, ſans qu'il vînt en penſée aux Turcs d'attaquer les portions de l'armée qui attendoient le retour de leurs bateaux, ou d'apporter le moindre obſtacle à leur paſſage.

L'Impératrice de Ruſſie fut très-mécontente de cette expédition; il fallut tirer des troupes de l'Ingrie, de l'Eſtonie & de la Pologne, pour renforcer l'armée de la Valachie; cependant on ne ſe découragea point. On forma de nouveaux projets, & l'on réſolut à Péterſbourg de les exécuter ſur la fin de l'automne de la même année. Il faut ſavoir que chez les Turcs c'eſt l'uſage que les troupes aſiatiques retournent chez elles au commencement de l'arrière-ſaiſon. Les Ruſſes, qui en étoient inſtruits, vou-

lurent profiter de l'affoibliſſement de l'armée du grand Vizir après le départ d'une auſſi grande multitude de combattans ; par ordre de l'Impératrice Mr de Romanzow envoya différens détachemens de ſes troupes au delà du Danube, & le Maréchal avec le gros de l'armée, conſiſtant en 20,000 hommes à peu près, couvrit derrière les fleuves les provinces conquiſes de la Valachie & de la Moldavie. Il détacha le Général Ungern, le Prince Dolgorouki & le Général Soltikow, chacun à la tête de 3,000 hommes. Ungern & Dolgorouki donnèrent ſur une troupe de Turcs qu'ils mirent en fuite : ils prirent le Seraſquier qui les commandoit & quelques canons ; leur ordre portoit de marcher de là ſur Warna, pour s'emparer de ce poſte important & du port, par lequel les troupes du Vizir tiroient leurs magaſins ſur la mer Noire. Le malheur voulut que ces deux généraux ſe brouillèrent ; Ungern s'avança ſeul vers Warna ; il trouva la ville bien fortifiée, entourée d'un foſſé profond rempli d'eau ; une forte garniſon la défendoit, & le port étoit rempli de frégattes turques, dont l'artillerie fouettant tout le rivage, incommodoit beaucoup les troupes ruſſes. Mr d'Ungern comprit qu'il lui étoit impoſſible de forcer cette place ; ayant abandonné ce deſſein, il fut dans ſa retraite vivement harcelé par les Turcs : il y perdit ſon canon, ſans compter une partie aſſez conſidérable de ſon monde. Il regagna cependant le Danube, tandis que de leur côté les Turcs s'emparèrent du magaſin que les Ruſſes avoient raſſem-

blé pour cette expédition ; ce qui les obligea tous à repaſſer le Danube, & ils rejoignirent leur armée haraſſés, affamés, & conſidérablement fondus.

Il ſembloit alors que la fortune, par un effet de ſes caprices, laſſe d'avoir ſi conſtamment favoriſé les Ruſſes, alloit paſſer dans le parti contraire ; déjà deux expéditions conſécutives en Romélie avoient manqué ; & comme ſi ce n'étoit pas aſſez, les Coſaques du Don & ceux qui ſont ſur le Jayck dans le voiſinage d'Orenbourg ſe révoltèrent : ils ſe plaignoient principalement de ce que la cour avoit violé leurs priviléges en les enrégimentant comme des troupes régulières ; de ce qu'on avoit tiré 20,000 hommes d'entre leurs compatriotes pour les envoyer contre les Turcs, & de ce qu'on épuiſoit leur province, en lui faiſant livrer plus d'hommes & de chevaux qu'elle n'en pouvoit fournir. Un vagabond ſe mit à leur tête : il leur perſuada qu'il menoit avec lui l'Empereur Pierre III, qui vouloit détrôner ſa femme l'Impératrice, pour placer ſur le trône ſon fils le grand Duc. Quelques provinces voiſines ſe joignirent à ces rebelles : leur nombre, qui augmentoit chaque jour, contraignit l'Impératrice à retirer ce qu'elle put de troupes de l'Eſtonie, de l'Ingrie & de la Pologne, pour les oppoſer aux mutins ; le Général Bibikow fut mis à la tête de ce corps qu'on avoit ainſi aſſemblé à la hâte ; mais quelque diligent qu'il fût, il ne put arriver au royaume de Caſan qu'au mois de Mars de l'année 1774.

Tous ces contretemps, qui étonnoient une cour

accoutumée à des proſpérités continuelles, inſpirèrent à l'Impératrice des ſentimens plus pacifiques ; elle craignit avec raiſon que le grand nombre des recrues qu'on exigeoit des provinces, & qui occaſionnoit déjà des murmures, ne fît paſſer les Ruſſes de la mauvaiſe volonté à une révolte ouverte. Ajoutez à ces conſidérations que les ſuccès qui avoient, pour ainſi dire, ébloui les yeux de l'Europe au commencement de cette guerre, avoient beaucoup perdu de leur éclat dans le cours de cette dernière campagne. Comme la cour avoit une envie ſincère de rétablir la paix, le Comte Panin requit le Comte de Solms de mander au Sr de Zegelin, Miniſtre du Roi à la Porte, qu'on le prioit de faire en ſon propre nom les propoſitions ſuivantes au Cadileſker qui géroit les emplois du grand Vizir pendant ſon abſence : 1. que la Porte ſe déſiſtât de la poſſeſſion de Kerſch & de Jenikala : 2. que la Crimée fût gouvernée par ſon Chan, ſans que la Ruſſie ni les Turcs s'en mêlaſſent : 3. que la libre navigation de la mer Noire ſe bornât aux vaiſſeaux marchands, dont aucun ne pourroit avoir plus de 4 à 5 canons, & qu'on interdît aux vaiſſeaux ruſſes armés en guerre l'entrée de tous les ports qui ſont ſous la domination du grand Seigneur : 4. qu'Oczakow au lieu de Kinburn demeurât aux Ruſſes, pour qu'ils euſſent au moins une place forte avec un port ſur la mer Noire ; & qu'en conſidération de cet accord les Ruſſes rendiſſent aux Turcs Bender & toutes les autres conquêtes qu'ils avoient faites ſur eux.

Pour ménager la délicateſſe de l'Impératrice Catherine, qui répugnoit à faire la première des propoſitions de paix à ſes ennemis, le Roi ſe chargea d'autant plus volontiers de les faire paſſer à Conſtantinople, qu'il étoit intéreſſé lui-même à mettre fin à cette guerre, qui pouvoit produire par ſa continuation des événemens déſagréables & fâcheux. Cette nouvelle tentative de pacification ne réuſſit pas mieux que les précédentes. Ces deux puiſſances étoient trop hautes & trop fières pour qu'on pût les accommoder. Sur ces entrefaites mourut à Conſtantinople Muſtapha *, qui avoit régné durant le cours de cette guerre. Son frère Achmet occupa le trône après lui. Ce prince ne connoiſſoit que la priſon du ſérail, dans laquelle il avoit été élevé ; ignorant, d'un eſprit auſſi borné que foible, il remit les ſoins du gouvernement entre les mains de ſa ſœur & de ſon grand Vizir, & l'on ne s'apperçut pas d'un changement de règne. Cependant, malgré la fierté qu'affectoient ces deux cours, ſentant également le beſoin de rétablir la paix, & dégoûtées de tant de congrès inutilement aſſemblés, elles tentèrent un nouveau moyen de conciliation ; elles renouèrent une négociation directe entre le grand Vizir & le Maréchal Romanzow. Mais elle fut accrochée de même & par l'indépendance de la Crimée & par la ceſſion des places que la Ruſſie demandoit : cette affaire languit ainſi juſques au mois de Juin, où la campagne s'ouvrit.

* Février, 1774.

Pour éviter un engagement général, le grand Vizir avoit choiſi ſon camp ſur les montagnes de la Bulgarie, & il n'oppoſoit à Mr de Romanzow que de gros détachemens. Celui-ci déſirant de rétablir ſa réputation, qui avoit ſouffert par les opérations malheureuſes de ſa dernière campagne, après avoir paſſé le Danube avec ſon armée, trouva le moyen de tourner celle du grand Vizir avec des corps détachés qui battirent toutes les troupes qu'ils rencontrèrent; alors Mr de Romanzow fortifia ces corps, dont l'un fut aſſez heureux pour défaire & pour enlever un convoi conſidérable, deſtiné pour la grande armée turque: bientôt le Vizir ſe vit comme affamé dans ſon propre camp. Le Général Kamenſki lui coupa la communication avec Adrianople. Si ce Turc avoit eu de la hardieſſe, il ſe ſeroit rouvert cette communication l'épée à la main, d'autant plus que la plus grande partie de ſes troupes manquant de nourriture, l'abandonnèrent après avoir pillé ſon propre camp. Cela fit tourner la tête à ce malheureux grand Vizir, & il ſe crut obligé de ſigner toutes les propoſitions de paix que le Maréchal Romanzow voulut lui preſcrire.

Cette paix produiſit l'indépendance de la Crimée; elle valut aux Ruſſes la ceſſion des places d'Aſow, de Kinburn, & de Jenikala; les Turcs leur accordèrent encore la libre navigation dans l'Helleſpont, dans la Propontide, & dans l'Archipel, & une ſomme de 4 millions & demi de roubles en forme d'indemniſation pour les frais de la guerre. Ces

préliminaires ſi glorieux pour l'Impératrice Catherine furent ſignés le 10 Juillet 1774 dans le camp du Maréchal Romanzow. Le grand Vizir ramena ſans différer le peu de troupes qui lui reſtoient à Adrianople, où il mourut de douleur. La proſpérité dont jouiſſoit l'empire de Ruſſie par les avantages qu'il acquéroit ſur les Turcs, étoit contrebalancée par l'inquiétude que la révolte des Coſaques lui cauſoit. Ce Pugatſchef qui étoit à la tête des rebelles eut l'adreſſe d'attirer dans ſon parti les peuples qui habitent les bords du Jayck juſqu'à ceux qui habitent les environs de Moſcau; la nobleſſe même commençoit à ſe laiſſer ſéduire, & il ne manquoit à ce chef de parti que l'aſſiſtance de la fortune pour conſommer la révolution qu'il ſe propoſoit de faire dans cet empire. Mais la paix qui venoit d'être conclue avec les Turcs fit avorter toutes ſes entrepriſes; les troupes que l'Impératrice retiroit de la Romélie, furent employées contre le rebelle; elles l'entourèrent de tous côtés, diſſipèrent ſon parti, & lui coupèrent la retraite; enfin trahi par un de ſes adhérens, il fut livré aux Ruſſes, & condamné au ſupplice qu'il avoit mérité.

Pendant tout ce temps-là la diète de Pologne & la délégation travailloient à ce qu'on nommoit la réforme du gouvernement. Tout ce qui concernoit le conſeil permanent fut réglé: on aſſigna des fonds pour l'entretien du Roi, que l'on fixa à la ſomme de 1,200,000 écus. On deſtina d'autres fonds pour l'entretien de l'armée. L'article qui regardoit les

diſſidens étant regardé comme le plus délicat à cauſe de la fermentation qu'il pouvoit cauſer dans les eſprits, fut réſervé pour la fin de la diète. Une nouvelle rumeur ſe répandit alors en Pologne : la nation ſe plaignoit hautement ſur ce qu'on diſoit que les Autrichiens & les Pruſſiens ne mettoient point de bornes à l'extenſion de leurs limites. Ces plaintes n'étoient pas tout à fait dépourvues de fondement ; car les Autrichiens en abuſant d'une carte peu exacte de la Pologne, comme elles l'étoient toutes, ayant confondu le nom de deux rivières, la Sbruze & la Podhorze, avoient ſous ce prétexte étendu leurs limites bien au delà de ce qui leur étoit aſſigné par le traité de partage. Or on étoit convenu que les différens partages ſe feroient avec une ſi parfaite égalité, que les portions échues aux trois puiſſances ne ſeroient pas plus conſidérables les unes que les autres. Comme donc les Autrichiens avoient enfreint cette condition, le Roi ſe crut autoriſé à faire de même : il étendit en conſéquence ſes limites & enferma la vieille & la nouvelle Netze dans la partie de la Pomerellie qu'il poſſédoit déjà. La cour de Péterſbourg intervint dans cette affaire, & le Roi s'engagea de reſſerrer les limites de ſon cordon, à condition que la cour de Vienne en feroit autant. Les Polonois, informés de ces altercations entre les trois cours, crurent que c'étoit le moment, par le moyen de leurs intrigues, de parvenir à ſemer la diviſion, l'aigreur & l'envie entre ces puiſſances. Dans cette intention le Comte Branicky, grand Général

de la Pologne, fut envoyé à Péterſbourg, ſous prétexte de plaider la cauſe de la république, mais plus encore pour aigrir l'eſprit de l'Impératrice contre la Pruſſe & l'Autriche. Avant que d'être grand Général il avoit accompagné à Péterſbourg Poniatowſky, qui n'étoit pas Roi encore. Quoique cet envoyé ne remplît pas le grand but de la république, qui étoit d'annuller tout ce qui s'étoit fait, il parvint pourtant à irriter la vanité ruſſienne, en repréſentant à l'Impératrice que ſon honneur étoit engagé à ne pas ſouffrir que les Pruſſiens & les Autrichiens étalaſſent leur deſpotiſme en Pologne : on expédia d'abord des lettres déhortatoires au Roi, ainſi qu'à l'Impératrice Reine, pour les engager à ne point abuſer des complaiſances que l'Impératrice avoit eues à l'égard de leurs intérêts. Le Roi répondit avec politeſſe à cette exhortation, en priant l'Impératrice Catherine de ſe rappeler l'article fondamental du traité de partage, qui portoit ſur l'égalité des portions, & il ajouta que pourvu que les Autrichiens vouluſſent preſcrire de juſtes bornes à leurs acquiſitions, il ſe déſiſteroit volontiers de l'étendue des limites qu'on trouvoit équivoque, n'ayant point d'intérêt qu'il ne ſacrifiât à l'avantage de conſerver l'amitié de l'Impératrice. La réponſe de l'Impératrice Reine étoit toute différente de celle-là : elle ſe reſſentoit du ſtyle de celui qui l'avoit dictée ; sèche & fière, elle annonçoit la ferme réſolution des Autrichiens de conſerver ce dont ils étoient en poſſeſſion.

Tous ces détails dans leſquels nous ſommes entrés

ne doivent pas nous occuper aſſez pour que nous ne jetions pas les yeux ſur le reſte de l'Europe : toutes les puiſſances tiennent à la chaîne générale qui lie les intérêts politiques, & l'on ne doit omettre aucun des événemens qui peuvent influer plus ou moins ſur ce qui arrive dans le monde. * Louis XV venoit de terminer ſa carrière au commencement de cette année : il mourut de la petite vérole. Les évêques qui l'aſſiſtèrent dans ſes derniers momens agirent avec une cagoterie révoltante ; ils l'obligèrent à demander publiquement pardon au public de ſes foibleſſes. Ce prince étoit bon, mais ſans fermeté : il n'avoit de défaut que celui d'être Roi. La nation françoiſe, inſatiable de nouveautés, ennuyée de ſon long règne, déchira impitoyablement ſa mémoire. Enfin ce ſucceſſeur impatiemment attendu prit la place de ſon grand père. Louis XVI, parce qu'il ne faiſoit que de devenir Roi, fut d'abord applaudi : ſon règne étoit l'âge d'or, perſonne ne ſeroit mécontent ſous ſon gouvernement, il ramenoit les temps de Saturne & de Rhéa. C'étoit-là le langage de l'enthouſiaſme ; la vérité ſe borne à dire que ce jeune prince choiſit pour ſon Mentor Mr de Maurepas, ancien Miniſtre diſgracié ſous le règne de Louis XV. L'âge avancé de ce premier Miniſtre ne permettoit pas d'eſpérer que ſous ſon adminiſtration la France pût regagner la conſidération qu'elle avoit perdue ; ſa politique devoit ſe borner à maintenir les choſes dans l'état où il les trouvoit ; comment ſe ſeroit-il engagé dans de grandes entre-

* Mai.

priſes ? Un octogénaire n'en pouvoit voir la fin. Il devoit ſans doute travailler au rétabliſſement des finances, mais par quels moyens ? en modérant les dépenſes ? il s'attiroit la haine de tous les grands du royaume ; en trouvant de nouveaux fonds ? tous les moyens étoient épuiſés : il ne reſtoit d'expédient ſage que celui de faire une banqueroute raiſonnée, pour prévenir une banqueroute totale, & il craignoit que ſi cela arrivoit de ſon temps, ce ne fût une tache pour ſon adminiſtration. La ſeule choſe qui ſignala ſa rentrée dans le miniſtère, fut qu'il rétablit l'ancien parlement, & qu'il contribua à l'exil de Mr de Meaupoux, de quoi il fut loué par les gens de robe, & déſapprouvé par les politiques. La France craignoit alors que les brouilleries entre l'Eſpagne & le Portugal au ſujet du fort St Sacrement en Amérique n'occaſionnaſſent une rupture entre ces deux puiſſances : l'Angleterre ne le craignoit pas moins, parce qu'elle-même avoit envoyé des troupes en Amérique à Boſton & dans d'autres colonies, pour appaiſer le mécontentement que ces provinces eſſuyoient de la part du gouvernement de la mère-patrie. Si la guerre s'allumoit entre le Portugal & l'Eſpagne, le Roi d'Angleterre étoit obligé de ſecourir celui de Portugal ; ce qui ne pouvoit manquer de le commettre avec les Eſpagnols, qui pour ſe venger, auroient aſſiſté les colonies angloiſes, & auroient par conſéquent mis la nation en danger de perdre les poſſeſſions importantes de l'Amérique. Afin de ſe tirer de ce pas embarraſſant, la cour de

Londres gagna l'Empereur de Maroc, & le diſpoſa tout de ſuite à déclarer la guerre à l'Eſpagne ; en fourniſſant une occupation auſſi ſérieuſe à la cour de Madrid, les Anglois ſe flattèrent de différer les hoſtilités entre l'Eſpagne & le Portugal, & de gagner également le temps de ſoumettre leurs propres colonies. Tant d'intérêts importans firent alors perdre l'Europe de vue aux Anglois.

Ces conjonctures favoriſoient les intérêts du Roi ; pendant que les Anglois & les autres puiſſances ſe trouvoient dans une ſituation embarraſſante, & que ſongeant à leurs propres intérêts ils donnoient moins d'attention à ce qui paſſoit dans le reſte de l'Europe, le Roi avoit moins à craindre de la jalouſie importune des Anglois, qui ſe ſeroient à coup ſûr mêlés de ce qui regardoit le traité de partage. On eſſaya donc, à l'aide de la cour de Ruſſie, de terminer les différens qu'on avoit avec les Danzicois : les miniſtres de Pruſſe & de Ruſſie négocièrent avec les maires & les ſyndics de cette ville, mais infructueuſement ; ceux-ci étoient ſi entêtés d'une eſpèce de deſpotiſme en fait de commerce qu'ils s'étoient arrogé ſur les autres villes ſituées le long de la Viſtule, qu'ils auroient cru flétrir leur dignité en cédant ſur la moindre bagatelle. Le miniſtre de Ruſſie s'apperçut que par les voies de la douceur il ne feroit pas avancer ſa négociation : il leur déclara donc que puiſqu'ils n'avoient aucun égard aux remontrances de l'Impératrice, il les abandonnoit à leur ſort ; ſur quoi il s'en retourna tout de ſuite à Péterſ-

bourg rendre compte de ſa miſſion. Le miniſtre de Pruſſe partit également pour Berlin. Si la déclaration des Ruſſes avoit été plus vigoureuſe, les Danzicois ſe ſeroient ſans doute accommodés ; mais Catherine aimoit mieux laiſſer cette épine au pied de ſon allié, que de l'arracher, parce que les différens de la Pruſſe avec cette ville fourniſſoient un ſujet de chicane tout préparé, dont la Ruſſie pouvoit ſe ſervir au moment où la bonne intelligence entre ces deux puiſſances s'altéreroit. L'harmonie entre les deux Impératrices étoit bien plus dérangée encore qu'entre la Pruſſe & la Ruſſie. Les difficultés de la cour de Ruſſie au ſujet des liſières des acquiſitions autrichiennes commençoient à choquer la hauteur de l'Impératrice Reine, & dans le temps que les eſprits s'aigriſſoient, on reçut la copie d'un traité ſigné de la cour de Vienne & de celle de Conſtantinople ; la date en étoit de l'année 1771. Quoique la pièce ait été imprimée, nous croyons pourtant devoir en rapporter le ſommaire. L'Impératrice Reine s'engage (voici les termes) d'obliger la Ruſſie, ſoit par la négociation, ſoit par les armes, à reſtituer toutes les conquêtes qu'elle a faites ſur la Porte, à raiſon de quoi le grand Seigneur lui payera un ſubſide de 10 millions de piaſtres, pour l'indemniſer des frais de la guerre ; de plus il lui cédera une partie de la Valachie & quelques diſtricts du territoire de la Moldavie. Quoique ce traité n'eût pas été ratifié, le Prince Kaunitz fut aſſez habile pour faire payer d'avance à ſa cour une ſomme conſidérable ; & bien

que depuis il ſignât le traité de partage des trois couronnes, il n'en ſuivit pas moins ſon plan : il ne voyoit que l'intérêt de ſa cour, peu délicat ſur les moyens qu'il employoit : auſſi s'apperçut-on que le Miniſtre impérial le Sr de Thugut, qui aſſiſta aux différens congrès qui ſe tinrent entre les puiſſances belligérantes, traverſoit autant qu'il le pouvoit les intérêts de la Ruſſie, mais non aſſez adroitement pour que les cours de Péterſbourg & de Berlin ne s'en apperçuſſent point & ne découvriſſent pas ſes manœuvres. Cette conduite de la cour de Vienne lui fit perdre le peu de confiance qu'on avoit encore en elle. L'Impératrice Catherine & le Roi de Pruſſe y furent ſenſibles ; l'on s'appercevoit à Péterſbourg que les Ruſſes n'avoient gagné tant de batailles, n'avoient fait tant de conquêtes que pour l'avantage de la cour de Vienne, qui n'avoit obligé les Ruſſes à rendre aux Turcs la Moldavie & la Valachie, que pour en ſaiſir enſuite elle-même une partie ; on ſentoit que ces uſurpations, qui touchoient preſque à Choczim, rendroient la cour impériale, à la première guerre que les Ruſſes auroient avec les Turcs, arbitre des événemens, parce que ſes poſſeſſions nouvelles lui donnoient le moyen de couper par le Dnieſter les Ruſſes de la Pologne, d'où ils doivent tirer leurs magaſins. Le Roi avoit auſſi des ſujets de plainte contre la cour de Vienne, parce qu'elle étoit cauſe qu'il avoit fait déſiſter les Ruſſes de leurs conquêtes. Ces menées découvroient l'avidité de s'agrandir des Autrichiens, leur ambition déméſurée,

méſurée, & devoient avertir les autres puiſſances d'être en garde contre ce qu'ils pourroient vouloir entreprendre à l'avenir. L'on ſavoit que le jeune Empereur déſiroit la conquête du Frioul vénitien, qu'il avoit formé des projets ſur la Bavière, qu'il méditoit de s'emparer de la Boſnie, ſans compter la Siléſie, l'Alſace & la Lorraine, dont il n'avoit pas oublié la perte. Ce Prince étant ainſi diſpoſé, il falloit par principe s'oppoſer à ſon agrandiſſement. Les Ruſſes auroient voulu que le Roi ſe chargeât de tout, & que comme un vaillant champion il provoquât l'Autriche au combat. Mais les Turcs, qui étoient léſés, gardoient un morne ſilence; comment aſſiſter qui ne ſe plaint pas? Les Ruſſes étoient épuiſés par la guerre dont ils ſortoient, ſans avoir les moyens ni la volonté de ſe joindre au Roi. La France ne s'étoit point expliquée ſur le ſujet de ces événemens, & l'Angleterre étoit engagée dans une guerre civile avec ſes colonies, entrepriſe par eſprit de deſpotiſme, conduite avec maladreſſe; & l'on pouvoit s'attendre qu'elle ne ſe termineroit pas dans les premières années. Ces conſidérations réunies firent que la cour de Berlin demeura dans l'inaction, & le Roi écrivit à Péterſbourg qu'il ne lui convenoit pas de faire le Don Quichotte des Turcs.

1775.—Dans le temps que l'animoſité étoit la plus vive entre ces trois cours, la délégation devoit envoyer des députés pour régler avec ceux des trois puiſſances les limites de leurs poſſeſſions. Ceux des

Autrichiens & des Pruſſiens ne purent convenir de rien, pas même des lieux qui devoient fixer les limites des frontières. Le Prince Kaunitz demanda la médiation de la Ruſſie & de la Pruſſe ; mais les eſprits dans ces cours étoient trop aigris pour qu'elle pût lui être accordée, & quoique l'Impératrice Thérèſe & le Roi gardaſſent leurs extenſions, ils n'en purent obtenir de la république la ceſſion légale.

Il réſulte donc de tout ce que nous venons d'expoſer, que l'Europe n'étoit pas dans une ſituation ſtable & ne jouiſſoit pas d'une paix aſſurée ; partout le feu couvoit ſous la cendre. Au Sud de l'Europe on pouvoit prévoir que la guerre civile des Anglois avec leurs colonies deviendroit générale, pour peu que la France & l'Eſpagne y priſſent part. Il en étoit de même du traité de partage, qui pouvoit occaſionner de nouveaux troubles, ſi la ſanction de la république de Pologne ne le confirmoit. A l'égard de la paix entre les Ruſſes & les Turcs, les conditions en avoient paru ſi révoltantes à Conſtantinople, que l'intérêt du bien public ſembloit devoir rompre ce que la néceſſité avoit fait conclure. La révolution en Suède laiſſoit également des germes de mécontentement dans le Nord. Mais ſurtout que ne devoit-on pas attendre de l'ambition d'un jeune Empereur, ſecondée par les artifices d'un Miniſtre habile & adroit? Toutes ces conſidérations obligeoient les ſouverains prudens à demeurer ſur leurs gardes, à reſter bien armés, & à ne pas détourner les yeux d'affaires qui pouvoient s'embrouiller au moment où

l'on s'y attendroit le moins. Il ſemble, en parcourant l'hiſtoire, que les viciſſitudes & les révolutions ſoient une des lois permanentes de la nature : tout dans ce monde eſt ſujet au changement, & cependant des fous s'attachent aux objets de leur ambition & les idolâtrent, & ils ne ſe détrompent point des illuſions de cette lanterne magique, qui ſans ceſſe ſe reproduit à leurs yeux. Mais il eſt des hochets pour tout âge ; l'amour pour les adoleſcens, l'ambition pour l'âge mûr, les calculs de la politique pour les vieillards.

CHAPITRE II.

Des Finances.

LES princes doivent être comme la lance d'Achille, qui faiſoit le mal & qui le guériſſoit ; s'ils cauſent des maux aux peuples, leur devoir eſt de les réparer. Sept années de guerre contre preſque toutes les puiſſances de l'Europe avoient à peu près épuiſé les finances de l'Etat ; la Pruſſe, les provinces du Rhin, & celles de la Weſtphalie, de même que l'Oſtfriſe n'ayant pu être défendues, étoient tombées au pouvoir des ennemis. Leur perte cauſoit un déficit de trois millions 400 mille écus dans les caiſſes royales, tandis que la Poméranie, l'électorat, & les confins de la Siléſie étoient occupés pendant une partie de la campagne par les Ruſſes, les Autrichiens & les Suédois ; ce qui les mettoit hors d'état d'acquitter leurs contributions. Cette ſituation embarraſſante obligea le Roi d'avoir recours pendant cette guerre à l'économie la plus exacte, & à ce que la valeur la plus déterminée peut ſuggérer pour parvenir à une fin heureuſe. Les reſſources dont on avoit un beſoin urgent, ſe trouvoient dans les contributions de la Saxe, dans les ſubſides de

l'Angleterre, & dans l'altération des monnoies, remède auſſi violent que préjudiciable, mais unique dans ces conjonctures pour ſoutenir l'Etat. Ces moyens bien ménagés fournirent tous les ans aux caiſſes royales les avances des frais de la campagne & de la paye de l'armée. * Tel étoit l'état des finances, lorſque la paix de Hubertſbourg fut conclue; les caiſſes étoient en fonds, les magaſins formés pour la campagne étoient remplis, & les chevaux pour l'armée, l'artillerie & le train des vivres, tout étoit complet & en bon état. Ces reſſources deſtinées pour la continuation de la guerre, devinrent encore plus utiles pour le rétabliſſement des provinces.

Afin de ſe faire une idée de la ſubverſion générale du pays, & de ſe repréſenter la déſolation & le découragement des ſujets, il faut ſe figurer des contrées entièrement ravagées, où l'on découvroit à peine les traces des anciennes habitations, des villes ruinées de fond en comble, d'autres à demi conſumées par les flammes, treize mille maiſons dont il ne paroiſſoit plus de veſtiges, les terres non enſemencées, les habitans dépourvus de grains pour leur nourriture, les cultivateurs manquant de 60 mille chevaux pour le labourage, & dans les provinces une diminution de 500,000 ames en comparaiſon de l'année 1756; ce qui eſt conſidérable ſur une population de 4,500,000 ames. La nobleſſe & le payſan

* 1763.

avoient été pillés, rançonnés, fourragés par tant de différentes armées, qu'il ne leur reſtoit que la vie, & de miſérables haillons pour couvrir leur nudité ; point de crédit pour ſatisfaire ſeulement aux beſoins journaliers que la nature exige ; plus de police dans les villes ; à l'eſprit d'équité & d'ordre avoit ſuccédé un vil intérêt & un déſordre anarchique ; les colléges de juſtice & de finances avoient été réduits à l'inactivité par les fréquentes invaſions de tant d'ennemis ; le ſilence des lois produiſit dans le public le goût du libertinage & de là naquit une avidité du gain déſordonnée ; le noble, le marchand, le fermier, le laboureur, le manufacturier, tous rehauſſoient à l'envi le prix de leurs denrées & marchandiſes, & ne ſembloient travailler que pour leur ruine mutuelle. Tel étoit le ſpectacle funeſte que tant de provinces naguères floriſſantes préſentoient après la guerre ; quelque pathétique qu'en pût être la deſcription, elle n'approcheroit jamais de l'impreſſion touchante & douloureuſe qu'en produiſoit la vue même.

Dans une ſituation auſſi déplorable il falloit oppoſer le courage à l'adverſité, ne point déſeſpérer de l'Etat, mais ſe propoſer de l'améliorer plus que de le rétablir ; c'étoit une création nouvelle qu'il falloit entreprendre. On trouva dans les caiſſes les fonds pour rebâtir les villes & les villages : on tira des magaſins d'abondance les grains qu'il falloit pour la nourriture du peuple & pour l'enſemencement des terres : les chevaux deſtinés pour l'artillerie, le ba-

gage & les vivres, furent employés au labourage. La Siléſie fut déchargée de contributions pour ſix mois, la Poméranie & la nouvelle Marche pour deux ans. Une ſomme de 2 millions 339,000 écus ſoulagea les provinces, & acquitta les contributions qu'elles avoient empruntées, pour ſatisfaire aux impoſitions que les ennemis en avoient exigées. Quelque grande que fût cette dépenſe, elle étoit néceſſaire, ou plutôt indiſpenſable. La ſituation de ces provinces après la paix de Hubertſbourg rappeloit celle où ſe trouva le Brandebourg après la fameuſe guerre de trente ans. L'Etat alors manqua de ſecours par l'impuiſſance où étoit le grand Electeur d'aſſiſter ſes peuples; & qu'en arriva-t-il? qu'un ſiècle entier s'écoula avant que ſes ſucceſſeurs parvinſſent à rétablir les villes & les campagnes dévaſtées. Un exemple auſſi frappant détermina le Roi à ne pas perdre un moment dans des conjonctures auſſi fâcheuſes, & à réparer par des ſecours prompts & ſuffiſans les calamités publiques. Des largeſſes multipliées rendirent le courage aux pauvres habitans, qui commençoient à déſeſpérer de leur ſort; avec les moyens qu'on leur fournit l'eſpérance ſe réveilla; les citoyens reprirent une nouvelle vie; le travail encouragé produiſit l'activité; l'amour de la patrie ſe réchauffa; & dès-lors toutes les terres furent de nouveau cultivées, les manufactures ſe ranimèrent, & la police rétablie corrigea ſucceſſivement les vices qui s'étoient enracinés durant l'anarchie.

Pendant cette guerre les conſeillers les plus âgés & tous les miniſtres du grand directoire étoient morts ſucceſſivement; & dans ce temps de troubles il avoit été impoſſible de les remplacer. L'embarras étoit de trouver des ſujets capables de gérer ces différens emplois: on chercha dans les provinces, où les bons ſujets étoient auſſi rares que dans la capitale; enfin Mr de Blumenthal, Mr de Maſſow, Mr de Hagen & le Général de Wédel furent choiſis pour remplir ces poſtes importans; quelque temps après Mr de Horſt eut le cinquième département.

Les premiers temps de l'adminiſtration furent durs & fâcheux; toutes les recettes avoient des non-valeurs, & néanmoins il falloit acquitter exactement les charges de l'Etat. Quoiqu'après la réduction l'armée eût été fixée pendant la paix à 150,000 hommes, on étoit embarraſſé à fournir l'argent néceſſaire pour les payer. Pendant la guerre on avoit payé en billets tout ce qui n'étoit pas militaire: c'étoit encore une dette qu'il falloit acquitter, & qui outre les autres payemens néceſſaires incommodoit beaucoup. Cependant, le Roi parvint, dès la première année après la paix, à contenter tous les créanciers de l'Etat, & à ne pas devoir un ſol de ce que lui avoit coûté la guerre. On auroit dit que les dévaſtations cauſées par la guerre n'étoient pas ſuffiſantes pour ruiner & abymer l'Etat; elle fut à peine terminée que de fréquens incendies firent preſque autant de mal que ceux que les enne-

mis avoient cauſés. * La ville de Kœnigſberg fut deux fois réduite en cendres ; en Siléſie un même ſort détruiſit les villes de Freyſtædtel, Ober Glogau, Parchwitz, Haynau, Naumbourg am Queis & Goldberg ; dans l'électorat, Nauen ; dans la nouvelle Marche, Calies & une partie de Landſberg ; en Poméranie, Belgard & Tempelbourg. Ces malheurs exigeoient ſans ceſſe de nouvelles dépenſes pour les réparer. Afin de ſuffire à tant de beſoins extraordinaires, il fallut imaginer de nouvelles reſſources ; car outre ce qu'exigeoit le rétabliſſement des provinces, les fortifications nouvelles & la refonte des canons emportoient des ſommes conſidérables ; ce dont nous parlerons en ſon temps. On uſa d'induſtrie. Les revenus des péages & des acciſes n'étoient pas exactement adminiſtrés, à cauſe que les commis manquoient de ſurveillans ; afin d'établir ſur un pied ſolide cette partie importante des revenus de la couronne, & ceux qui avoient été à la tête de cette branche d'adminiſtration étant morts pendant la guerre, le Roi ſe trouva obligé d'avoir recours à des étrangers, & prit à ſon ſervice quelques François routinés de longue main à cette partie. On n'établit point des baux à forfait, mais une régie, comme le parti le plus convenable, moyennant lequel on pouvoit empêcher les commis de fouler les peuples, ainſi qu'on ne voit que trop de pareils abus en France. Les impôts ſur les grains furent rabaiſſés, & le prix de

* De 1765 juſqu'à 1769.

la bierre tant ſoit peu rehauſſé, pour qu'il y eût une compenſation. Par ce nouvel arrangement les produits augmentèrent, ſurtout ceux des péages, qui faiſoient entrer dans le royaume de l'argent étranger; mais le plus grand bien qui en réſulta, fut celui de diminuer la contrebande, ſi préjudiciable aux pays où il y a des manufactures. Lorſqu'un pays a peu de productions à exporter, & qu'il eſt dans la néceſſité d'avoir recours à l'induſtrie de ſes voiſins, la balance du commerce lui doit être défavorable; il paye plus d'argent à l'étranger qu'il n'en reçoit; & ſi cela continue, après un certain nombre d'années il doit ſe trouver dépourvu d'eſpèces: ôtez tous les jours de l'argent d'une bourſe, & n'en remettez point, elle ſera bientôt vide. Voilà de quoi la Suède peut ſervir d'exemple. Pour obvier à cet inconvénient, il n'y a d'autre moyen que celui d'augmenter les manufactures; on gagne tout ſur ſes propres productions, & on gagne au moins la main-d'œuvre ſur les étrangères. Ces aſſertions auſſi vraies que palpables ſervirent de principes au gouvernement; ce fut d'après elles qu'il dirigea toutes ſes opérations de commerce. Auſſi dès l'année 1773 il y eut 264 fabriques nouvelles dans les provinces. Entr'autres on établit une fabrique de porcelaine à Berlin, qui faiſant ſubſiſter 500 perſonnes, ſurpaſſa bientôt celle de Saxe. On établit une fabrication de tabac, dont une compagnie ſe chargea: elle avoit des établiſſemens dans toutes les provinces qui fourniſſoient à la conſommation de ces provinces, & gagnoit par

ce qu'elle vendoit à l'étranger l'achat des feuilles de la Virginie. Les revenus de la couronne en furent augmentés, & les actionnaires retirèrent 10 pour cent de leurs capitaux. La guerre avoit rendu le change déſavantageux au commerce des Pruſſiens, quoique d'abord après la paix la mauvaiſe monnoie eût été refondue, & remiſe ſur l'ancien pied : il n'y avoit que l'établiſſement d'une banque qui pût obvier à cet inconvénient. Des perſonnes remplies de préjugés, pour n'avoir pas aſſez approfondi cette matière, ſoutenoient qu'une banque ne pouvoit ſe ſoutenir que dans un Etat républicain, mais que jamais perſonne n'auroit de confiance en une banque établie dans une monarchie. Cela étoit faux ; car il y a une banque à Coppenhague, il y en a une à Rome, & une autre à Vienne. On laiſſa donc au public la liberté de raiſonner à ſa guiſe, & l'on procéda à l'exécution. Des différens genres de ces comptoirs, après les avoir bien comparés, pour juger de celui qui s'adapteroit le mieux à la nature du pays, on trouva que la banque de giro, en y ajoutant un lombard, ſeroit la plus convenable. Pour l'établir la cour débourſa 800,000 écus, comme devant ſervir de fonds à ſes opérations. Au commencement la banque fit quelques pertes, & ſouffrit, ſoit par l'ignorance, ſoit par la friponnerie de ceux qui en avoient l'adminiſtration. Mais depuis que Mr de Hagen la dirigea, l'exactitude & l'ordre s'y établirent. On ne créa de billets qu'autant qu'il y avoit de fonds pour les réaliſer. Outre l'avantage

que cet établiſſement procuroit pour la facilité du commerce, il en réſulta encore un autre bien pour le public. Dans les temps précédens c'étoit l'uſage que l'argent des pupilles fût dépoſé à la juſtice, & ces pupilles, qui ne tiroient pendant la durée des procès aucun revenu de leurs capitaux, devoient encore en payer un pour cent par année; depuis, ces ſommes furent dépoſées à la banque, qui en donna trois pour cent aux pupilles, de ſorte qu'effectivement, en comptant ce qu'ils payoient autrefois à la juſtice, ils en gagnoient quatre. Enſuite la banqueroute de Neuville & d'autres marchands étrangers occaſionna la faillite de quelques marchands pruſſiens : le crédit auroit ſouffert, ſi par l'intervention de la banque il n'avoit été ſoutenu & relevé. Bientôt le change ſe mit au pair; les marchands furent alors convaincus par les effets, que cet établiſſement étoit utile, & néceſſaire à leur commerce. Déjà la banque avoit des comptoirs dans toutes les grandes villes du royaume; mais elle avoit de plus des maiſons dans toutes les places commerçantes de l'Europe; cela facilitoit la circulation des eſpèces, les payemens des provinces, en même temps que le lombard empêchoit les uſuriers de ruiner les manufacturiers pauvres, qui ne pouvoient pas aſſez promptement débiter leur ouvrage. Outre le bien qui en revenoit au public, la cour ſe préparoit par le crédit de la banque des reſſources pour les grands beſoins de l'Etat.

Les princes ſont comme les particuliers dans le cas d'amaſſer d'un côté s'ils ont d'un autre des dé-

penſes à faire. Les bons agriculteurs conduiſent des ruiſſeaux, & s'en ſervent pour arroſer les terroirs arides, qui faute d'humidité ne ſeroient d'aucun rapport; par le même principe le gouvernement augmentoit ſes revenus, pour les employer aux dépenſes néceſſaires au bien public. Il ne ſe borna point à rétablir ce que la guerre avoit détruit; il voulut perfectionner tout ce qui étoit ſuſceptible de perfection. Il ſe propoſa donc de tirer parti de toute ſorte de terrain, en défrichant les marais, en améliorant les terres par l'augmentation des beſtiaux, & même en rendant le ſable utile par les bois qu'on y pouvoit planter. Quoique nous entrions dans de petits détails, nous nous flattons néanmoins qu'ils pourront intéreſſer la poſtérité. La première entrepriſe de cette eſpèce regarde la Netze & la Warthe, dont on défricha les bords, après avoir ſaigné les eaux croupiſſantes par différens canaux qui menoient diverſement ces eaux vers l'Oder; il en coûta 750,000 écus, & 3,500 familles furent établies dans ces contrées. La nobleſſe & les villes dans le voiſinage de ces rivières augmentèrent conſidérablement leurs revenus. L'ouvrage fut achevé en 1773, & dès-lors la population y montoit à 15,000 ames. On ſaigna enſuite les marais qui vont à Friedberg, où l'on établit 400 familles étrangères. En Poméranie on ſaigna les Lacs de la Madue & de Leba, au moyen de quoi la nobleſſe gagna trente mille arpens en prairies. De pareils établiſſemens eurent également lieu aux environs de Stargard, de Cam-

min, de Treptow, de Rugenwalde, & de Colberg. Dans la Marche on ſaigna les marais de la Havel, ceux du Rhin vers Fehrbellin, ceux du Finow entre Ratenow & Zieſar, ſans compter l'argent employé à l'amélioration des terres de la nobleſſe, qui montoit à des ſommes conſidérables. En même temps on élevoit en Friſe dans le Dollart des digues par le moyen deſquelles on regagnoit pied à pied le terrain que la mer avoit ſubmergé en 1724. On établit dans le pays de Magdebourg 2,000 familles nouvelles ; leurs bras y étoient d'autant plus néceſſaires, qu'auparavant les payſans de la Thuringe y venoient aider à faire la récolte ; depuis on ſe paſſa d'eux. La couronne poſſédoit trop de métairies ; plus de 150 furent changées en villages, & ce qu'elle y perdit de revenus, ſe trouva richement compenſé par l'augmentation de la population. Une métairie ne contient guères plus de 6 perſonnes, & dès qu'elles furent converties en villages, elles eurent 30 habitans chacune pour le moins. Quelque ſoin que ſe fût donné le feu Roi pour repeupler la Pruſſe, qui en l'année 1709 avoit été déſolée par la peſte, il n'étoit point parvenu à la remettre dans l'état floriſſant où elle étoit avant que ce fléau l'eût abymée ; mais le Roi ne voulut pas que cette province le cédât à d'autres, & depuis la mort de ſon père il y avoit placé 13,000 familles nouvelles ; & ſi dans la ſuite on ne la néglige point, ſa population pourra s'accroître de plus de 100,000 ames. La Siléſie ne méritoit pas moins d'attention & de ſoins pour ſon rétabliſſement

que les autres provinces : on ne ſe contenta pas de remettre les choſes ſur l'ancien pied, on voulut les perfectionner ; on rendit les prêtres utiles, en obligeant tous les riches abbés d'établir des manufactures ; ici c'étoient des ouvriers qui faiſoient du linge de table, là des moulins à huile, en d'autres lieux des tanneurs, ou des ouvriers en cuivre ou en fer d'archal, ſelon que cela convenoit aux lieux, ainſi qu'aux productions du pays. De plus on augmenta le nombre des cultivateurs de la baſſe Siléſie de 4,000 familles. On ſera ſurpris ſans doute qu'on ait pu multiplier à ce point ceux qui vivoient de l'agriculture, dans un pays où aucun champ ne demeure inculte. La raiſon en eſt que bien des ſeigneurs, pour augmenter leurs domaines, s'étoient imperceptiblement approprié les terres de leurs ſujets ; ſi l'on avoit toléré cet abus, avec le temps pluſieurs cenſes ſeroient demeurées vacantes, & la terre manquant de bras pour la travailler, auroit diminué de rapport ; à la fin chaque village auroit eu ſon ſeigneur, ſans avoir de cenſiers : or les poſſeſſions font des citoyens attachés à leur patrie, ceux qui n'ont aucune propriété ne pouvant s'attacher à un pays où ils n'ont rien à perdre. Toutes ces choſes ayant été repréſentées aux ſeigneurs, leur propre avantage les fit conſentir à remettre leurs payſans ſur l'ancien pied. En revanche le Roi ſecourut la nobleſſe par des ſommes conſidérables, pour rétablir ſon crédit entièrement tombé ; bien des familles endettées avant ou par la

guerre étoient ſur le point de faire faillite ; la juſtice leur accorda des lettres de répit pour deux ans, afin qu'ayant le temps de remettre leurs terres en valeur, ils ſe trouvaſſent en ſituation de payer au moins les intérêts. Ces lettres de répit achevèrent de perdre le crédit de la nobleſſe. Le Roi, qui ſe faiſoit un plaiſir & un devoir d'aſſiſter le premier & le plus brillant ordre de l'Etat, paya 300,000 écus de dettes de la nobleſſe ; mais la ſomme dont les terres étoient chargées montoit à 25 millions d'écus, & il fallut recourir à des remèdes plus efficaces. On aſſembla la nobleſſe, qui ſous la forme d'Etats s'engagea ſolidairement pour les dettes contractées. On créa pour 20 millions des billets, qui mis en circulation, avec 200,000 écus que le Roi y ajouta pour réaliſer les payemens les plus preſſés, rétablirent dans peu le crédit, & 400 des familles les plus diſtinguées durent leur conſervation à ces meſures ſalutaires. En Poméranie & dans la nouvelle Marche la nobleſſe étoit auſſi ruinée qu'en Siléſie. Le gouvernement paya pour elle 500,000 écus de dettes, en ajoutant autres 500,000 écus pour remettre leurs terres en valeur. Les villes qui avoient le plus ſouffert de la guerre furent également ſoulagées : Landſhut reçut 200,000 écus, Striegau 40,000, Halle 40,000, Croſſen 24,000, Reppen 6,000, Halberſtadt 40,000, Minden 20,000, Bielefeld 15,000, & celles du comté de Hohenſtein 13,000 écus. Toutes ces dépenſes étoient néceſſaires ; il falloit ſe hâter de répandre de l'argent dans les provinces,

vinces, pour les rétablir d'autant plus vîte. Si dans ces conjonctures on avoit uſé d'une économie rigide, il ſe ſeroit peut-être écoulé cent années avant que le pays fût redevenu floriſſant; mais par la célérité dont on uſa, plus de cent mille perſonnes revinrent dans leur patrie. Auſſi, dès l'année 1773, la population, comparée à ce qu'elle étoit en 1756, avoit augmenté de plus de 200,000 mille ames. On ne s'en tint pas là; conſidérant que le nombre des habitans fait la richeſſe des ſouverains, on trouva moyen d'établir dans la haute Siléſie 213 nouveaux villages, dont les habitans montoient à 23,000; & l'on forma le plan d'augmenter le nombre des cultivateurs en Poméranie de 50,000 & de 12,000 dans la Marche électorale; ce qui fut exécuté vers l'année 1780. Pour connoître le réſultat de ces opérations, il n'y a qu'à comparer la population de l'année 1740 avec celle de 1779; en voici l'expoſé :

Pruſſe - - - - - -	1740 - - -	370,000 habitans.
	en 1779 - - -	780,000 - -
Electorat - - - - -	1740 - - -	480,000 - -
	en 1779 - - -	710,000 - -
Magdebourg & Halberſtadt	1740 - - -	220,000 - -
	en 1779 - - -	280,000 - -
Siléſie - - - - - -	1740 - - -	1,100,000 - -
	en 1779 - - -	1,520,000 - -
	Augmentation -	1,120,000 - -

On croiroit que d'auſſi énormes largeſſes devoient épuiſer les fonds & les revenus de la couronne; ce-

pendant il faut ajouter encore les dépenſes qu'occaſionnèrent les fortereſſes, tant celles qu'on perfectionnoit que les nouvelles que l'on conſtruiſit, & l'argent qu'il falloit pour rétablir l'artillerie ; le total de cette ſomme montoit à 5 millions 900,000 écus. Toutefois le gouvernement fit face à tout. Le Roi ne faiſoit point de ces dépenſes d'oſtentation ſi communes dans les grandes cours : il vivoit comme un particulier, pour ne pas manquer à ſes principaux devoirs. Au moyen d'une économie rigide, le grand & le petit tréſor furent remplis ; le premier, pour fournir aux dépenſes de la guerre, le ſecond, pour acheter les chevaux & tout ce qu'il faut pour mettre l'armée en mouvement. De plus, 900,000 écus furent dépoſés à Magdebourg & 4,200,000 écus à Breſlau pour l'achat des fourrages. Cet argent étoit en caiſſe lorſque la guerre s'alluma entre l'Impératrice Catherine & Muſtapha. Selon les traités il fallut tous les ans fournir 500,000 écus de ſubſides aux Ruſſes, tant que durèrent les troubles de la Pologne & ceux de la Turquie. *Le bien de l'Etat & la foi des traités exigeoient cette dépenſe, qui d'ailleurs venoit mal à propos, ſurtout à cauſe des grandes entrepriſes de finance dont on étoit occupé, & qui abſorboient ſeules des ſommes conſidérables. Il convenoit donc à la politique d'indemniſer l'Etat de ces ſommes qu'on envoyoit en Ruſſie, & qui ſans les circonſtances où l'on ſe trouvoit,

* 1769.

auroient pu s'employer d'une manière plus utile pour les provinces de la domination pruſſienne. * Il ſurvint l'année ſuivante une ſtérilité générale dans tout le Nord de l'Europe, cauſée par des gelées tardives qui firent périr toutes les productions de la terre ; nouvelle misère à craindre pour le peuple, nouvelle néceſſité de lui donner des ſecours. On donna aux pauvres du blé gratis ; mais comme la conſommation des denrées diminuoit, il y eut dans les produits des acciſes une non-valeur de 500,000 écus. Le Roi avoit formé de grands magaſins d'abondance tant en Siléſie que dans ſes pays héréditaires ; 76,000 winſpels pour nourrir l'armée pendant douze mois, 9,000 winſpels deſtinés uniquement aux beſoins de la capitale. † D'auſſi ſages arrangemens préſervèrent le peuple de la diſette dont il étoit menacé : l'armée fut nourrie des magaſins ; outre les grains donnés au peuple, on en fournit pour les ſemailles. ‡ La récolte manqua encore l'année d'après ; mais ſi le boiſſeau de ſeigle ſe vendoit dans les Etats du Roi deux écus & quelques gros, chez les voiſins la misère étoit encore plus grande. En Saxe & en Bohème le boiſſeau ſe vendoit cinq écus. La Saxe perdit plus de 100,000 habitans que la famine emporta, ou qui s'expatrièrent. La Bohème perdit 180,000 ames au moins ; plus de 20,000 payſans de Bohême & autant de Saxe cherchèrent un aſyle contre la misère dans les Etats du Roi ; ils furent reçus à

* 1770. † 1771. ‡ 1772.

bras ouverts, & furent employés à peupler les nouveaux établiſſemens qu'on avoit formés.

Les malheurs que reſſentoient les ſujets des autres puiſſances, venoient de ce que dans aucun pays excepté ceux de la Pruſſe il n'y avoit des magaſins d'établis. Cependant ces calamités, auxquelles on avoit pourvu & que l'on pouvoit détourner par les précautions que la prudence avoit ſuggérées, n'empêchèrent pas le gouvernement de continuer avec la même activité les améliorations du pays, dont il avoit arrêté le projet. L'expérience démontroit que la mortalité des beſtiaux étoit plus fréquente dans le Brandebourg que dans la Siléſie ; on en trouva deux raiſons, ſavoir que dans les Marches & les autres provinces on ne ſe ſervoit pas comme en Siléſie de ce ſel pétrifié qu'on tire des ſalines de Wiliczka ; & que les habitans des Marches & de la Poméranie ne nourriſſoient pas leurs beſtiaux dans les étables, mais les menoient paître dans des temps où quelquefois la nielle avoit envenimé les herbes. Depuis qu'on eut introduit cette nouvelle façon de nourrir les beſtiaux, la mortalité devint viſiblement moins fréquente, & les poſſeſſeurs des terres eurent moins de malheurs à réparer qu'autrefois. Par l'attention qu'on mettoit à ſavoir tous les produits étrangers qui entroient dans le pays, on trouva, en dépouillant les régîtres de la douane, qu'il entroit pour 280,000 écus de beurre étranger ; afin de fournir ſoi-même une denrée auſſi néceſſaire, on calcula tout ce que

les nouvelles améliorations pourroient produire; une vache en convertiſſant ſon lait en beurre rapporte communément 5 écus, & par les défrichemens nouveaux auxquels on travailloit on calcula que l'entretien alloit à 48,000 vaches, ce qui répond à un produit de 240,000 écus. Mais il faut décompter la conſommation des propriétaires, & en ajoutant ce qu'il falloit, le nombre des vaches devoit monter à 62,000. Il reſtoit encore cette difficulté à lever; toutefois il étoit poſſible d'y parvenir, parce qu'il reſtoit après tout ce qui s'étoit entrepris des terrains moins étendus à défricher, & qui pouvoient ſuppléer au reſte.

Le gouvernement, qui ſe propoſoit de perfectionner tout ce qu'il y avoit de défectueux dans les anciens uſages, examinant avec attention les différentes parties de l'économie rurale, trouva qu'en général tout ce qu'on appelle communes portoit préjudice au bien public; ce ne fut qu'après la ſéparation des communes que l'agriculture des Anglois commença à proſpérer. Tout gouvernement monarchique qui imite les uſages introduits dans les républiques, ne mérite pas d'être accuſé de deſpotiſme. On imita donc un auſſi louable exemple; on envoya des commiſſaires de juſtice & d'économie pour ſéparer & les pâturages & les arpens qui étoient ou mêlés ou en commun. Dans les commencemens cela rencontra de grandes difficultés, parce que la coutume, reine de ce monde, règne impérieuſement ſur des eſprits

bornés ; mais quelques exemples de pareils partages exécutés à la ſatisfaction des propriétaires firent impreſſion ſur le public, & bientôt cela fut introduit généralement dans toutes les provinces. Dans une partie du Brandebourg & de la Poméranie ſe trouvent des terrains élevés, éloignés des rivières & des ruiſſeaux, qui par conſéquent manquent des pâturages & des engrais néceſſaires pour la culture des champs ; ce défaut tenoit plus au local qu'au manque d'induſtrie des propriétaires, & quoiqu'il ne ſoit pas donné aux hommes de changer la nature des choſes, on voulut hazarder quelques eſſais, pour apprendre par l'expérience ce qui ſeroit faiſable, ou ce qui ne pourroit pas réuſſir ; pour cet effet on eut recours à un fermier anglois, par le moyen duquel on fit un eſſai dans un des bailliages de la couronne. Sa méthode étoit de planter dans des champs ſablonneux des navets qu'on nomme *turnips* en anglois ; il les laiſſoit pourrir, après quoi il ſemoit ces champs de trèfle & d'autres herbages, qui les transformoient en prés artificiels, par le moyen de quoi l'on augmentoit la quantité du bétail d'un tiers ſur chaque terre. Cette épreuve ayant ſi bien réuſſi, on eut ſoin de généraliſer dans les provinces une économie auſſi avantageuſe.

Nous avons déjà dit que la guerre & les fréquentes invaſions des ennemis avoient introduit une pernicieuſe anarchie dans les provinces héréditaires ; elle s'étendoit non ſeulement ſur l'économie rurale & ſur les finances, mais encore ſur les bois, que les

grands maîtres des forêts avoient ruinés ſelon leur fantaiſie, faute d'être ſurveillés. Une guerre opiniâtre, dont les ſuccès ne pouvoient pas tous être heureux, fit juger à ces forêtiers & à quelques ſous-conſeillers des finances qui participèrent aux déprédations, que l'Etat étoit perdu ſans reſſource, qu'il alloit devenir dans peu la proie des ennemis, & que ce qu'ils pouvoient faire de mieux dans une ſituation auſſi déſeſpérée étoit de vendre à leur profit tout le bois qu'ils pourroient abattre, parce que perſonne ne leur demanderoit compte de leurs malverſations. En conſéquence de cette fauſſe idée ils avoient ſi bien dévaſté les forêts, qu'on n'y voyoit qu'à peine quelques arbres iſolés au lieu des bois touffus qui s'y trouvoient auparavant. L'on fut obligé de publier de nouvelles ordonnances, tant pour planter des bois que pour fixer une coupe proportionnelle ſelon les différentes eſpèces des arbres, afin d'y mettre une règle que perſonne ne pût enfreindre, & ſurtout pour en avoir ſuffiſamment, ſoit pour bâtir, ſoit pour chauffer, article qui ne doit point être négligé dans les pays du Nord. Avant la guerre on avoit retiré des Marches & de la Poméranie un revenu annuel en bois qui ſouvent paſſoit 150,000 écus; il fallut recourir aux expédiens pour réparer ce produit. Dans cette intention on établit un droit de tranſit ſur les bois des pays étrangers qu'on faiſoit flotter ſur l'Elbe & ſur l'Oder, & par ce moyen on pouvoit acheter à bon marché le bois de la Saxe, de la Bohême & de

la Pologne, & le revendre avec avantage aux nations qui avoient des flottes marchandes ou des vaiſſeaux de guerre de guerre à conſtruire ; on ſe mit ainſi en état de ménager les forêts, auxquelles il falloit donner le temps de recroître, & l'on remplaça la perte des revenus d'une manière durable.

Le gouvernement ne doit pas ſe borner à un ſeul objet ; l'intérêt ne doit pas être l'unique mobile de ſes actions ; le bien public qui a tant de branches diverſes, lui offre une foule de matières dont il peut s'occuper, & l'éducation de la jeuneſſe doit être conſidérée comme une des principales : elle influe ſur tout ; elle ne crée rien à la vérité, mais elle peut corriger des défauts. Cette partie ſi intéreſſante avoit peut-être été trop négligée auparavant, en particulier dans le plat pays & dans les provinces. Voici en quoi conſiſtoient les vices qu'il y avoit à réformer. Dans les villages des gentilſhommes des tailleurs faiſoient le métier de maîtres d'école, & dans les terres de la couronne les baillis les choiſiſſoient ſans diſcernement. Pour retrancher un abus auſſi pernicieux, le Roi fit venir de la Saxe de bons maîtres d'école ; il augmenta leurs gages, & l'on tint la main à ce que les payſans leur envoyaſſent leurs enfans pour les faire inſtruire. En même temps l'on publia une ordonnance qui enjoignoit aux eccléſiaſtiques de ne point admettre les jeunes gens à la communion, à moins que dans les écoles ils n'euſſent été inſtruits dans leur religion ; on ne jouit pas d'abord de ſem-

blables arrangemens & le temps ſeul peut en faire récueillir les fruits.

On donna les mêmes ſoins à la réforme de tous les colléges fondés pour l'inſtruction de la jeuneſſe ; les pédagogues ne s'appliquoient qu'à remplir la mémoire de leurs élèves, & ne travailloient point à former & à perfectionner leur jugement. Cet uſage, qui étoit une continuation de l'ancienne pédanterie tudeſque, fut corrigé, & ſans négliger ce qui eſt du département de la mémoire, les inſtituteurs furent chargés de familiariſer dès la jeuneſſe leurs élèves avec la dialectique, afin qu'ils appriſſent à raiſonner, en tirant des conſéquences juſtes des principes qu'ils avoient établis & prouvés.

Pendant que tout étoit en action dans l'Etat, que chacun y travailloit pour perfectionner ce qui étoit de ſon reſſort, le traité de partage entre les trois couronnes fut ſigné. La Pruſſe acquit, comme nous l'avons rapporté, la Pomerellie, les palatinats de Culm & de Marienbourg, l'évêché de Varmie, la ville d'Elbing, une partie de la Cujavie, & une partie de la Poſnanie. Cette nouvelle province avoit environ 500,000 habitans. Les bonnes terres ſont du coté de Marienbourg, le long de la Viſtule, aux deux bords de la Netze, en y ajoutant l'évêché de Varmie. Mais dans la Pomerellie & le palatinat de Culm en revanche il y a bien des contrées couvertes d'un ſable aride. L'avantage de cette acquiſition conſiſtoit principalement en ce que joignant la Poméranie à la

Pruſſe royale, elle rendoit le gouvernement maître de la Viſtule, par conſéquent du commerce de la Pologne ; & en ce que vu la quantité de blé que ce royaume exporte, les états pruſſiens n'avoient plus à craindre déſormais ni la diſette ni la famine.

Cette acquiſition étoit donc utile, & pouvoit devenir importante au moyen de ſages arrangemens ; mais lorſque cette province tomba ſous la domination pruſſienne, tout s'y reſſentoit de l'anarchie, de la confuſion & du déſordre qui doivent régner chez un peuple barbare, croupiſſant dans l'ignorance & dans la ſtupidité. On commença par le cadaſtre des terres, pour proportionner les charges : la contribution fut réglée ſur le même pied que dans la Pruſſe royale : les eccléſiaſtiques payèrent à l'inſtar des évêques & des abbés de la Siléſie : les ſtaroſties devinrent les biens de la couronne ; elles avoient été des fiefs donnés à vie comme ceux des Timariots chez les Turcs ; le Roi dédommagea les propriétaires par une ſomme de 500,000 écus, qui leur fut payée une fois pour toutes. On introduiſit des poſtes dans ce pays agreſte & barbare, ſurtout des colléges de juſtice, dont le nom avoit à peine été connu dans ces contrées. On réforma quantité de lois auſſi bizarres qu'extravagantes ; on en appeloit en dernier reſſort de la ſentence de ces colléges au tribunal ſupérieur de Berlin. Le Roi fit creuſer un canal qui coûta 700,000 écus *, pour joindre de Nakel à Bromberg

* 1773.

la Netze avec la Viſtule, au moyen duquel ce grand fleuve avoit une communication directe avec l'Oder, la Havel & l'Elbe. Ce canal avoit un double uſage; il faiſoit écouler les eaux croupiſſantes d'une grande étendue de terrain, où l'on pouvoit établir des colons étrangers. Tous les bâtimens économiques tomboient en ruine; il en coûta plus de 300,000 écus pour les rétablir. Les villes étoient dans l'état le plus pitoyable. Culm avoit de bonnes murailles, de grandes égliſes, mais au lieu de rues on ne voyoit que les caves des maiſons qui avoient exiſté autrefois; de 40 maiſons qui formoient la grande place, 28 ſans portes, ſans toit, ni fenêtres manquoient de propriétaires. Bromberg étoit dans le même état. Leur ruine datoit de l'année 1709, où la peſte avoit ravagé cette province; mais les Polonois n'imaginoient pas qu'il fallût réparer les malheurs. On aura peine à croire qu'un tailleur étoit un homme rare dans ces malheureuſes contrées; il fallut établir des tailleurs dans toutes les villes, de même que des apothicaires, des charrons, des menuiſiers & des maçons. Ces villes furent rebâties & peuplées. Culm eut une maiſon où 50 jeunes perſonnes de la nobleſſe ſont élevées par des maîtres conſacrés à leur inſtruction: 150 maîtres d'école tant proteſtans que catholiques furent placés dans différens endroits & payés par le gouvernement. On ne ſavoit ce que c'étoit que l'éducation dans ce malheureux pays; auſſi étoit-il ſans mœurs comme ſans connoiſſances. Enfin l'on renvoya en Pologne de 4,000 Juifs, qui mendioient,

ou voloient les payſans. Comme le commerce faiſoit la branche principale des produits de la Pruſſe occidentale, on rechercha ſoigneuſement tout ce qui pouvoit l'étendre ; la ville d'Elbing y gagna le plus en attirant à elle le commerce qui précédemment s'étoit fait par Danzic ; on forma pour le débit du ſel une compagnie, qui au moyen d'une rétribution annuelle de 70,000 écus qu'elle payoit au Roi de Pologne, eut le monopole de cette denrée dans tout le royaume, ce qui en obligeant les Autrichiens à lui vendre leur ſel de Wiliczka, rendit cette compagnie floriſſante. Les revenus de la Pruſſe occidentale furent portés en tout à deux millions d'écus ; qui joints à ce que la banque, l'acciſe, & le tabac rapportoient, produiſirent à l'Etat une augmentation de revenus de plus de cinq millions.

C'eſt ainſi qu'un ſyſtème de finance toujours perfectionné, & ſuivi de père en fils, peut changer un gouvernement, & le rendre, de pauvre qu'il étoit, aſſez riche pour ajouter ſon grain dans la balance des pouvoirs qu'ont les premiers monarques de l'Europe.

CHAPITRE III.

Du Militaire.

SEPT campagnes, qui avoient produit dix ſept batailles rangées & preſque autant de combats non moins ſanglans, trois ſiéges entrepris par l'armée & cinq à ſoutenir, ſans compter des entrepriſes ſur les quartiers d'hiver des ennemis, ou autres expéditions militaires à peu près ſemblables, avoient tellement ruiné l'armée, qu'une grande partie des meilleurs officiers & des vieux ſoldats avoient péri en combattant. Pour en juger, on n'a qu'à ſe rappeler que le gain de la bataille de Prague coûta ſeul 20,000 hommes; qu'on ajoute à ce calcul que nous avions 40,000 priſonniers des Autrichiens, qu'ils en avoient preſque autant des nôtres, au nombre deſquels il falloit compter au delà de 300 officiers; que les hôpitaux étoient tous remplis de bleſſés, & que dans les régimens d'infanterie on ne trouvoit guères au delà de cent hommes qui euſſent ſervi au commencement de cette guerre.

Plus de 1500 officiers péris dans différentes actions avoient extrêmement diminué la nobleſſe, & ce qui en reſtoit dans le pays étoient ou des vieillards ou des enfans, qui ne pouvoient ſervir. Le manque

de gentilshommes & le nombre de places d'officiers vacantes dans les régimens, firent qu'on eut recours à la roture pour les remplir. Il y avoit des bataillons auxquels il ne restoit que huit officiers pour le service ; les autres étoient ou morts, ou prisonniers, ou blessés. Il est facile de conclure de ces circonstances fâcheuses que les anciens corps mêmes étoient sans ordre, sans discipline, sans exactitude, & par conséquent manquoient d'énergie.

Voilà quel étoit l'état de l'armée, lorsqu'après la paix de Hubertsbourg elle rentra dans ses anciens quartiers. Les régimens se trouvoient alors plus composés de naturels du pays que d'étrangers : les compagnies étoient fortes de 162 hommes ; on en renvoya 40, qui devinrent utiles en remettant les terres en culture. Les bataillons francs servirent à compléter les régimens de garnison, qui congédièrent également ce qu'ils avoient de soldats nationaux de trop. La cavalerie réforma 150 hommes par régiment ; les housards chacun 400 ; ainsi les provinces gagnèrent par cette réforme 30,780 cultivateurs qui leur manquoient. On ne s'en tint point là ; autrefois le nombre des nationaux avoit été arbitraire ; on le fixa à 720 hommes pour chaque régiment, & ce qui manquoit pour compléter la compagnie fut levé chez l'étranger. Les soldats des cantons eurent la permission de se marier sans le consentement de leur capitaine ; peu se vouèrent au célibat, & le grand nombre aima mieux contribuer à l'accroissement de la population. Les effets de ces bons arrangemens ré-

pondirent à l'attente du gouvernement, & déjà en 1773 le nombre enrôlés ſurpaſſoit conſidérablement celui de l'année 1756.

Précédemment les capitaines recrutoient eux-mêmes leurs compagnies de l'argent qu'ils retiroient de la paye des ſemeſtres. Cette méthode avoit donné lieu à trop d'abus ; les officiers pour épargner l'argent enrôloient par force ; tout le monde crioit, aucun prince ne vouloit permettre de telles violences ſur ſon territoire. On changea donc cette économie de façon que le Général Wartenberg tira ſeul la paye des ſemeſtres, dont les capitaines recevoient outre leur paye 30 écus par mois ; on ſe ſervoit du ſurplus pour les enrôlemens, qui produiſoient par an 7 ou 8 mille ſoldats levés dans les pays étrangers, leſquels avec les femmes & les enfans qu'ils menoient avec eux, formoient une colonie militaire d'environ 10,000 perſonnes. Quoiqu'un fils unique de payſan ne devînt pas ſoldat, d'année en année l'armée gagnoit pour la taille, & en 1773 il n'y avoit plus de compagnie dans les régimens d'infanterie dont les ſoldats euſſent au deſſous de 5 pieds 5 pouces.

Les régimens tant d'infanterie que de cavalerie furent partagés en différentes inſpections, afin d'y faire renaître l'ordre, l'exactitude, la ſévérité de la diſcipline ; pour qu'il y eût une égalité parfaite dans l'armée, & que tant les officiers que les ſoldats euſſent les mêmes directions dans un régiment comme dans l'autre. Les régimens du Rhin & du Wéſer eurent pour Inſpecteur le Général During-

ſhofen ; ceux du duché de Magdebourg le Général Saldern ; ceux de l'électorat furent partagés entre Mr de Ramin, Mr de Steinkeller, & le Colonel Buttlar ; ceux de la Poméranie échurent au Général Mœllendorf ; ceux de la Pruſſe au Général Stutterheim, & ceux de Siléſie au Général d'infanterie Tauenzien ; le Lieutenant Général de Bulow eut l'inſpection de la cavalerie de la Pruſſe ; le Général Seidlitz de celle de Siléſie ; le Général Lœlhœffel de celle de Poméranie & de la nouvelle Marche, & celle de l'électorat & du pays de Magdebourg fut miſe ſous la direction du Général Kruſemarck.

Rien ne coûta plus de peines que de rétablir l'ordre & la diſcipline dans cette infanterie ſi fort déchue de ce qu'elle avoit été autrefois. Il fallut de la ſévérité pour rendre le ſoldat obéiſſant, de l'exercice pour le rendre adroit, & une longue habitude pour lui apprendre à charger ſon fuſil 4 fois en une minute, à marcher en ligne ſans flottement, & enfin à ſavoir ſe prêter à toutes les manœuvres que des occaſions différentes dans la guerre pouvoient exiger de lui. Mais lorſqu'on eut fait avec les ſoldats, il fut plus difficile encore de former les jeunes officiers, & de leur donner l'intelligence néceſſaire dans leur métier. Pour leur faire acquérir la routine de ces manœuvres, on les exerça dans le voiſinage de leurs garniſons aux différens déploiemens, aux attaques de plaine, aux attaques des poſtes fortifiés, ainſi qu'à celles des villages, aux manœuvres d'une avant-garde, à celles d'une retraite, aux quarrés, pour ſavoir comment ils

devoient attaquer, & comment ils devoient ſe défendre. Cela ſe pratiquoit pendant tout l'été, & chaque jour ils répétoient une partie de leur leçon. Pour rendre ces pratiques générales, les troupes s'aſſembloient deux fois, l'une au printemps & l'autre en automne; il ne ſe faiſoit alors que de grandes manœuvres de guerre, des défenſes ou des attaques de poſtes, des fourrages, des marches dans tous les genres, & des ſimulacres de bataille où les troupes en agiſſant déſignoient les diſpoſitions qui en avoient été faites. Ainſi, ſuivant l'expreſſion de Végèce, la paix devint pour les armées pruſſiennes une école & la guerre une pratique. On ne doit pas croire cependant que d'abord après la paix les premieres manœuvres fuſſent des plus brillantes: il faut du temps pour que la tactique miſe en pratique devienne une choſe habituelle, que les troupes exécutent ſans difficulté. La préciſion qu'on déſiroit d'établir, ne commença à devenir ſenſible que depuis l'année 1770. Dès-lors l'armée prenant une autre face, on auroit pu, ſans craindre de ſe tromper, la mener à la guerre avec beaucoup de confiance.

Pour parvenir à ce degré de perfection ſi intéreſſant pour le bien de l'Etat, on avoit dégagé le corps des officiers de tout ce qui tenoit à la roture; ces ſortes de ſujets furent placés dans des régimens de garniſon, où ils valoient au moins ceux auxquels ils ſuccédoient, qui étant trop infirmes pour ſervir furent penſionnés; & comme le pays même ne fourniſſoit

pas le nombre de gentilshommes que demandoit l'armée, on engagea des étrangers, de la Saxe, du Mecklenbourg, ou de l'Empire, parmi lesquels il se rencontroit quelques bons sujets. Il est plus nécessaire que l'on ne croit de porter cette attention au choix des officiers, parce que d'ordinaire la noblesse a de l'honneur. Il ne faut pas disconvenir cependant que quelquefois on rencontre du mérite & du talent chez des personnes sans naissance; mais cela est rare, & dans ce cas on fait bien de les conserver. Mais en général il ne reste de ressource à la noblesse que de se distinguer par l'épée; si elle perd son honneur, elle ne trouve pas même un refuge dans la maison paternelle; au lieu qu'un roturier, après avoir commis des bassesses, reprend sans rougir le métier de son père, & ne s'en croit pas plus deshonoré.

Un officier a besoin de diverses connoissances; mais une des principales est celle de la fortification. Y a-t-il des siéges? il trouve occasion de se distinguer; est-il dans une ville assiégée? il peut rendre de bons services; faut-il fortifier un camp? on profite de son intelligence; y a-t-il quelque village à fortifier dans les postes avancés de la chaîne des quartiers d'hiver? on l'emploie, & pour peu qu'il ait de génie, il trouve cent occasions de se faire connoître. Afin que les officiers ne manquassent point d'instruction dans une partie du génie aussi utile, le Roi avoit adjoint à chaque inspection un officier du génie, pour donner aux jeunes officiers les connoissances qui leur manquoient à cet égard. Après qu'ils avoient appris

les élémens de cet art, on leur faiſoit tracer des ouvrages adaptés aux différens terrains ; ils prenoient des camps, ils diſpoſoient la marche des colonnes, & ſur leurs plans ils n'oſoient pas même omettre les poſtes avancés de la cavalerie. Cette étude étendit la ſphère de leurs idées, & leur apprit à penſer en grand ; ils ſe firent des règles de caſtrométrie, & acquirent dès leur jeuneſſe les lumières que doivent avoir les généraux.

L'attention qu'on apportoit à perfectionner l'infanterie de campagne, n'empêcha pas d'avoir l'œil ſur les régimens deſtinés à ſervir en garniſon. Ceux qui défendent les places peuvent rendre d'auſſi grands ſervices que ceux qui gagnent des batailles. On purifia ces régimens de tout ce qui étoit ſuſpect, tant parmi les officiers que parmi les ſoldats ; on les diſciplina comme les régimens de campagne, & toutes les fois que le Roi faiſoit la revue des troupes dans les provinces, ces régimens de garniſon y figuroient également. Ces corps étoient moins grands que les autres pour la taille ; il ne s'y trouvoit cependant aucun ſoldat qui eût moins de 5 pieds 3 pouces, & quoiqu'ils ne chargeaſſent pas auſſi vîte que l'infanterie de campagne, aucun général dès l'année 1773 n'auroit été fâché de les avoir dans ſa brigade.

Quant à la cavalerie, il s'en falloit beaucoup qu'elle eût fait des pertes proportionnées à celles de l'infanterie ; comme elle avoit été victorieuſe dans toutes les occaſions, les vieux ſoldats & les vieux officiers s'étoient à peu de choſe près conſervés. Il arrive

toujours que plus la guerre dure & plus l'infanterie ſouffre ; & par un effet contraire plus la guerre dure & plus la cavalerie ſe perfectionne. On eut un ſoin particulier de fournir à ce corps reſpectable les meilleurs chevaux qu'on put trouver. Il y avoit pourtant quelques reproches à faire à quelques uns de nos généraux de cavalerie, qui ayant eu des détachemens à conduire, avoient mal-adroitement fait manœuvrer l'infanterie ; le même reproche pouvoit ſe faire auſſi à quelques officiers d'infanterie qui employèrent leur cavalerie avec peu de diſcernement. Afin d'empêcher que ces fautes groſſières n'euſſent lieu à l'avenir, le Roi compoſa un ouvrage de tactique & de caſtrométrie, qui contenoit des règles générales, tant pour la guerre défenſive que pour la guerre offenſive ; des ordonnances différentes pour les attaques & les défenſes s'y trouvoient déſignées avec toutes les diſpoſitions adaptées à des terrains connus de toute l'armée. Ce livre méthodique & plein de préceptes évidens, confirmés par toutes les expériences des guerres paſſées, fut dépoſé entre les mains des inſpecteurs. Ils le donnoient à lire aux généraux comme aux commandeurs des bataillons, ou des régimens de cavalerie ; mais d'ailleurs on eut la plus grande attention à empêcher que le public en eût aucune connoiſſance. Cet ouvrage produiſit plus d'effet qu'on ne l'eſpéroit : il ouvrit l'eſprit des officiers ſur des manœuvres dont ils n'avoient pas compris le ſens : leur intelligence fit des progrès viſibles ; & comme les ſuccès de la guerre roulent principalement ſur

l'exécution de la diſpoſition, & que plus on a de généraux habiles, plus on peut s'aſſurer de réuſſir, on avoit lieu de croire qu'après tant de peines pour inſtruire les officiers, les ordres ſeroient exactement ſuivis, & que les généraux ne feroient pas des fautes aſſez conſidérables pour cauſer la perte d'une bataille.

Selon les uſages qui s'étoient établis pendant la dernière guerre, l'artillerie étoit devenue une partie principale des armées : on avoit ſi prodigieuſement augmenté le nombre des canons, que cela dégénera en abus. Mais pour ne point perdre ſon avantage, il en falloit avoir tout autant que l'ennemi ; pour cet effet on commença par rétablir l'artillerie de campagne, & l'on eut 868 canons à refondre. On procéda enſuite aux canons des fortereſſes, qui en partie étoient évaſés. On inventa des eſpèces de tombereaux, afin que chaque bataillon d'infanterie eût toujours avec ſoi des charges de réſerve, qui étoient enfermées pour chaque peloton dans des ſacs ſéparés, ce qui en facilitoit la diſtribution. On doubla les moulins à poudre, qui en fabriquèrent ſix mille quintaux par année ; en même temps les forges travailloient à fondre des bombes, des boulets & des grenades royales.

Les fortereſſes furent pourvues de bois de charpente & de ſoliveaux pour l'uſage des batteries, & comme on vouloit avoir toute une artillerie de réſerve pour l'armée, on fondit en ſus 868 canons de campagne. Tous ces différens ouvrages, en y ajou-

tant 60,000 quintaux de poudre, furent fournis aux arſenaux vers la fin de 1777. Il en coûta pour l'artillerie, pour la réparation de ſes chariots & de ſon train, 1,960,000 écus; c'étoit beaucoup, mais la dépenſe étoit néceſſaire.

En commençant la guerre de 1756 la Pruſſe n'avoit que deux bataillons d'artillerie. Ce nombre étant trop inférieur à celui de l'ennemi, on le porta à ſix bataillons, chacun de 900 hommes, outre les compagnies détachées, & diſtribuées dans les différentes fortereſſes. Ce corps après la paix reſta ſur pied tel qu'il étoit, & l'on conſtruiſit de grandes caſernes à Berlin, pour qu'étant toujours aſſemblé, il fût mieux & plus également dreſſé à l'uſage auquel il étoit deſtiné. On fit inſtruire les officiers dans la fortification, afin qu'ils ſe perfectionnaſſent en l'art des ſiéges. Les canonniers & les bombardiers s'exerçoient tous les ans. Il falloit que dans une nuit ils euſſent conſtruit une batterie; ils apprenoient à démonter le canon de l'ennemi, à tirer à ricochet, & à bien jeter les bombes, malgré les différentes directions des vents qui les chaſſant de côté ou d'autre les détournent de leur direction; d'autre part on faiſoit avancer en ligne les canons de campagne, comme s'ils euſſent été diſtribués entre les bataillons; ils étoient obligés de profiter de la moindre butte de terre, pour ne négliger aucun de leurs avantages, & de viſer toutes les fois avant de tirer leur coup. Comme on raffinoit ſur tout, on avoit inventé une eſpèce nouvelle d'obuſiers, dont la grenade portoit

à 4,000 pas ; les bombardiers furent dreſſés à ſavoir s'en ſervir à diverſes diſtances, & l'on s'apperçut que pour donner aux canons de campagne le dernier degré d'agilité dont ils ſont ſuſceptibles, il faudroit encore augmenter l'artillerie d'un certain nombre de manœuvres, afin qu'à force de bras les canons demeuraſſent invariablement auprès des bataillons en avançant.

L'armée avoit fait bien des campagnes, mais ſouvent le quartier général avoit manqué de bons maréchaux de logis ; le Roi voulut former ce corps, & choiſit douze officiers qui avoient déjà quelque teinture de génie, pour les dreſſer lui-même ; dans cette vue on leur fit lever des terrains, marquer des corps, fortifier des villages, retrancher des hauteurs, élever ce qu'on appelle des palanques, marquer les colonnes des marches, & ſurtout on les ſtyla à ſonder eux-mêmes tous les marais & tous les ruiſſeaux, pour ne pas ſe méprendre par négligence, & donner à une armée pour appui une rivière guéable, ou bien un marais par lequel l'infanterie pût marcher ſans ſe mouiller la cheville du pied ; ces fautes ſont de très-grande conſéquence, puiſque les François n'auroient pas été battus à Malplaquet, ni les Autrichiens à Leuthen, s'ils n'en avoient commis de ſemblables.

L'éducation des jeunes gens de qualité qui ſe voue aux armes eſt une choſe qui mérite les plus grands ſoins : on peut les former dès leur jeuneſſe au métier auquel ils ſe deſtinent, & les avancer par

de bonnes études de manière que leur capacité ſoit comme un fruit qui n'en vaut que mieux pour être précoce. Durant la dernière guerre l'éducation des cadets avoit dégénéré au point, qu'à peine les jeunes gens qui ſortoient de ce corps ſavoient lire & écrire ; afin de couper le mal par la racine, le Roi mit à la tête de cette inſtitution le Général Buddenbrock, l'homme du pays ſans contredit le plus capable de vaquer à cet emploi. En même temps on choiſit de bons inſtituteurs, & on augmenta leur nombre à proportion des élèves qu'ils devoient inſtruire. Pour ſubvenir auſſi au manque d'éducation de la jeune nobleſſe poméranienne, dont les parens étoient trop pauvres pour y pourvoir eux-mêmes, le Roi inſtitua une école dans la ville de Stolpe, où 56 enfans de condition étoient nourris, vêtus & élevés à ſes dépens. Après qu'ils avoient paſſé les premiers élémens des connoiſſances & terminé leurs humanités, ils entroient dans l'inſtitut des cadets, où leur éducation étoit perfectionnée. Les inſtructions rouloient principalement ſur l'hiſtoire, la géographie, la logique, la géométrie, & l'art de la fortification, connoiſſances dont un officier peut difficilement ſe paſſer. Une accadémie fut fondée en même temps, dans laquelle entroient ceux des cadets qui annonçoient le plus de génie ; le Roi en régla lui-même la forme & fournit une inſtruction qui contenoit l'objet des études de ceux qu'on y placeroit & de l'éducation qu'ils y recevroient : on choiſit pour profeſſeurs les

perſonnes les plus habiles qu'on put trouver en Europe : 15 jeunes gentilſhommes y étoient élevés ſous les yeux de cinq gouverneurs. Toute leur éducation tendoit à leur former le jugement. L'académie proſpéra, & fournit depuis des ſujets utiles, qui furent placés dans l'armée.

Après la conquête de la Siléſie on y avoit conſtruit différentes places ; la plupart avoient beſoin d'être perfectionnées ; il fallut encore en bâtir une nouvelle à Silberberg, afin d'être maître des débouchés qui mènent vers Glatz à gauche, & vers Braunau à droite. Ces ouvrages différens avoient coûté en 1777 la ſomme de 4,146,000 écus, tandis qu'en Poméranie on fortifioit la ville de Colberg, qui coûta 800,000 écus. Lors de l'invaſion des Ruſſes on s'étoit apperçu qu'en des cas pareils cette place pouvoit devenir de la dernière importance. Quoiqu'on travaillât dans toutes les fortereſſes avec vigueur, il reſtoit encore en 1778 quelques dépenſes à faire, pour finir tout ce qui étoit près d'être achevé : le tout pouvoit monter à la ſomme de 200,000 écus.

Le Général de Wartenberg, qui dirigeoit l'économie militaire, étoit auſſi occupé dans ſon département que les autres officiers dans leurs parties différentes. On profitoit de la paix pour ſe préparer à la guerre. En 1777 on avoit fabriqué à Spandau 140,000 nouveaux fuſils ; on avoit fait des épées de rechange pour toute la cavalerie, des bandoulières, des ſelles, des brides, des ceinturons, des marmites,

des pioches, des haches, & une fourniture complète de tentes pour toute l'armée. Ces immenſes apprêts étoient dépoſés, les fuſils dans l'arſenal, & le reſte dans deux grands bâtimens qu'on appeloit les garderobes de l'armée. Outre tout cet appareil on avoit mis à part la ſomme de 3 millions, pour fournir en temps de guerre à la remonte de la cavalerie, ainſi que pour remplacer les uniformes qui ſe perdoient dans les batailles; une autre ſomme étoit deſtinée pour les frais de l'augmentation de 22 bataillons francs. Toutes ces choſes ainſi préparées d'avance allégeoient au moins pour quelques campagnes le poids de la guerre, ſi accablant pour les finances quand elle eſt de durée.

L'article des magaſins militaires ne fut point oublié ; on en forma deux, l'un à Magdebourg, l'autre dans les places de la Siléſie, chacun de 35,000 winſpels de ſeigle, pour entretenir durant une année deux armées de 70,000 hommes. Le premier étoit deſtiné aux troupes qui devoient agir vers la Bohème ou la Moravie, & le ſecond pour celles dont les opérations ſeroient dirigées vers la Saxe ou vers la Bohème. Le prix de ces magaſins étoit évalué à 1,700,000 écus. On les entama durant les trois années de diſette dont nous avons parlé précédemment ; mais dès l'année 1775 ils furent rétablis tels qu'ils avoient été précédemment.

Nous avons parlé des magaſins du Général Wartenberg & des grands magaſins d'abondance que

l'on avoit amaſſés ; mais cela n'étoit pas encore ſuffiſant pour que l'armée pût entrer en campagne auſſitôt que le beſoin le demanderoit. Un des articles les plus difficiles étoit de trouver & de raſſembler tous les chevaux néceſſaires au mouvement d'une auſſi grande machine. Cette multitude de canons introduite par l'uſage demandoit un nombre immenſe de chevaux pour les tranſporter ; il en falloit outre cela pour les tentes, pour les officiers & pour les vivres. On compta qu'en tout la ſomme en montoit à 60 mille.

Après la paix l'armée avoit été miſe ſur le pied de 151,000 hommes ; les troubles qui s'élevèrent en Pologne faiſant appréhender qu'une nouvelle guerre ne s'allumât, le Roi jugea à propos en 1768 d'augmenter de 40 hommes les compagnies de douze régimens d'infanterie ; pour les loger il fallut bâtir des caſernes, qui coûtèrent 360,000 écus. Les houſards & les Boſniaques, qui ne faiſoient que 1100 têtes, furent portés à 1400. Un bataillon de 1000 hommes fut levé aux ordres de Mr de Roſſières pour la défenſe de Silberberg. Ces différentes augmentations mirent l'armée en temps de paix ſur le pied de 161,000 hommes, dont elle étoit compoſée.

Ces efforts étoient néceſſaires : les conjonctures où l'on ſe trouvoit, obligeoient de ſe préparer a tout événement. Surtout durant le cours de l'année 1771, pendant que les négociations étoient les plus vives,

il étoit impoſſible de deviner quel parti prendroit la cour de Vienne, ſi ce ſeroit celui de la Porte ou celui de la Ruſſie ; mais comme les apparences étoient que la maiſon d'Autriche penchoit plus du côté des Turcs que de celui des alliés du Roi, il fut réſolu de remonter toute la cavalerie, en y joignant l'augmentation. Ce furent 8,000 chevaux qu'on acheta tout à la fois ; bientôt le bruit s'en répandit dans toute l'Europe ; la cour de Vienne comprit que le Roi de Pruſſe s'étoit déterminé à ſoutenir de toutes ſes forces ſon alliée l'Impératrice de Ruſſie.

Le concert de ces trois cours occaſionna le partage de la Pologne, comme nous l'avons déjà dit dans le chapitre qui traite de la politique ; ce chapitre-ci n'étant deſtiné qu'à ce qui regarde le militaire, nous n'enviſagerons cette acquiſition que ſous ce point de vue-là. Elle étoit d'une très-grande importance en ce qu'elle joignoit la Poméranie à la Pruſſe royale. On aura remarqué, en liſant l'hiſtoire de la dernière guerre, que le Roi avoit été obligé d'abandonner toutes les provinces qui étoient ſéparées ou trop éloignées du corps de l'Etat. Ces provinces étoient celles du bas Rhin & de la Weſtphalie, ſurtout la Pruſſe royale. Cette dernière ſe trouvoit non ſeulement ſéparée mais coupée de la Poméranie & de la nouvelle Marche par un fleuve d'une profondeur & d'une largeur conſidérables : il falloit être le maître de la Viſtule pour pouvoir ſoutenir la Pruſſe royale ; mais depuis le partage le Roi pouvoit élever

des places ſur les bords de ce fleuve, & s'aſſurer les paſſages ſelon qu'il le jugeoit convenable; & pouvoit non ſeulement défendre le royaume contre les ennemis, mais ſe ſervir en cas de malheur de la Viſtule & de la Netze, comme de bonnes barrières, pour empêcher l'ennemi de pénétrer ſoit en Siléſie, ſoit dans la Poméranie & la nouvelle Marche.

D'autre part cette nouvelle acquiſition fourniſſoit les moyens d'augmenter conſidérablement l'armée. Elle fut miſe en temps de paix ſur le pied de 186,000 hommes, & l'on réſolut de la porter en temps de guerre, avec les bataillons francs & autres corps pareils, au nombre de 218,000 combattans.

Voici en quoi conſiſta l'augmentation:

Quatre bataillons de garniſon & des compagnies de grenadiers, faiſant - - - - - - - - -	3,150	hommes
Deux nouveaux bataillons d'artillerie	2,510	- -
Six régimens d'infanterie ſur le pied de paix - - - - - - - - -	8,500	- -
Un régiment de houſards - - -	1,400	- -
Trente ſix régimens d'infanterie, la compagnie augmentée de 20 hommes - - - - - - - - - - -	8,640	- -
Les chaſſeurs augmentés de - - -	300	- -
Une nouvelle compagnie de mineurs	150	- -

Vingt cinq nouveaux majors avec autant d'aides de camp furent créés pour commander les bataillons de grenadiers; autrefois on les prenoit des régi-

mens en temps de guerre ; maintenant cette charge eſt devenue permanente. Outre cela les artilleurs qui ſervoient l'artillerie volante furent remontés, afin qu'exercés en temps de paix, ils devinſſent plus utiles en temps de guerre. Le total de cette nouvelle augmentation conſiſtoit en 25,220 hommes ; & 1,250,000 écus, aſſignés ſur la Pruſſe occidentale, furent deſtinés à l'entretien de ces nouvelles troupes.

Quelque changement qu'on faſſe dans l'Etat, il s'enſuit toujours des conſéquences auxquelles le gouvernement doit penſer à temps. Les forces de l'Etat s'étant accrues, il falloit faire un calcul nouveau de ce que coûteroit à l'avenir une campagne. En l'année 1773 l'armée conſiſtoit en 141 bataillons de campagne, 63 eſcadrons de cuiraſſiers, 70 de dragons, 100 de houſards, outre une artillerie de campagne compoſée de 9,600 canonniers & bombardiers, ſans compter 1200 artilleurs diſtribués pour le ſervice des fortereſſes, & 36 bataillons de garniſon. Sur ce tableau de l'armée tel qu'on vient de le repréſenter, en y ajoutant l'augmentation de 22 bataillons francs, on fit le devis de ce que coûteroient les premiers frais pour mettre cette machine en branle.

En ſuivant le même principe on calcula la dépenſe extraordinaire de cette armée pendant la durée d'une campagne, & pour ne s'y point tromper, on ſe régla ſur la campagne la plus coûteuſe de la dernière guerre, où s'étoient données les batailles

les plus ſanglantes, c'eſt à dire ſur l'année 1757. Il vaut mieux dans ces ſortes d'évaluations mettre les ſommes plus conſidérables que trop foibles, parce qu'on ne perd rien au ſuperflu, & qu'on riſque beaucoup s'il n'y a pas aſſez d'argent.

CHAPITRE IV.

De ce qui s'eſt paſſé de plus important depuis 1774 *juſqu'à* 1778.

1774. — ON ſe perſuadera bien que la jalouſie, la haine & l'envie qu'avoit excitées parmi les puiſſances de l'Europe le partage de la Pologne, ne ſe diſſipèrent pas tout d'un coup. La choſe étoit récente, & la ſenſation en avoit été trop forte, pour que les ſouverains regardaſſent avec les yeux de l'habitude un événement dont leur amour propre étoit choqué. La France ſe rappeloit avec un chagrin ſecret ſes efforts inutiles pour ſoutenir la confédération de Bar ; elle ne pouvoit ſe diſſimuler le mauvais ſuccès de la guerre qu'elle avoit conſeillé aux Turcs d'entreprendre contre la Ruſſie ; elle étoit en quelque façon humiliée de voir qu'une monarchie comme la ſienne eût eu ſi peu d'influence dans les troubles qui avoient déchiré la Pologne ; elle ne craignoit pas moins cette liaiſon qui commençoit à ſe former entre l'Impératrice Reine, l'Impératrice de Ruſſie & le Roi de Pruſſe. Une ſemblable union donnoit à ces puiſſances une prépondérance trop décidée

cidée en Europe, pour qu'à Verſailles on pût l'enviſager avec des yeux indifférens; mais ces apparences étoient trompeuſes, & il s'en falloit de beaucoup que l'amitié de ces trois puiſſances fût auſſi étroite que le public pouvoit ſe le figurer. Louis XVI venoit de monter ſur le trône; un évêque lui remit le teſtament politique que le Dauphin, père du Roi, lui avoit confié, pour le donner à ſon fils lorſqu'il parviendroit à la régence. Le Roi ſe fit une loi de ſuivre en tout les volontés de ſon père, & ce fut en conſéquence de ce teſtament que Mr de Maurepas, diſgracié par Louis XV, devint premier Miniſtre de Louis XVI, que Mr d'Aiguillon fut exilé, & que Mr de Choiſeul perdit à jamais l'eſpoir de rentrer en faveur. Mr de Maurepas touchoit à ſon ſeizième luſtre; il avoit été long-temps Miniſtre ſous le règne précédent; il poſſédoit la routine des affaires; il avoit l'eſprit orné, & une tête capable de vaſtes deſſeins; mais il n'étoit plus dans l'âge, comme nous l'avons remarqué, où l'ame remplie d'ardeur entreprend hardiment de grandes choſes. La mauvaiſe adminiſtration des finances ſous le règne précédent pouvoit conduire à une banqueroute générale. Il étoit d'autant plus atterré de cette idée, que cette banqueroute auroit au moins écraſé 40,000 familles, qui avoient placé tout leur bien dans les fonds publics; & quoique les miniſtres ne ſoient guères ſenſibles aux malheurs des peuples, ils le ſont pourtant au blâme qui en retombe néceſſairement.

ſur eux. Le traité de Verſailles, quoique peu avantageux à la France, ſubſiſtoit toujours. Mr de Maurepas avoit de plus à ménager la jeune Reine, ſœur de l'Empereur Joſeph, & fille de Marie Thérèſe, qui avec un peu de complaiſance pouvoit d'un jour à l'autre gagner aſſez d'aſcendant ſur l'eſprit du Roi ſon époux pour le gouverner entièrement; de ſorte que ce vieux Mentor d'un pupille qui n'avoit aucun caractère fixe, employoit tour à tour la prudence & la fermeté pour empêcher que le royaume ne tombât en quenouille. La France, d'un autre côté, toujours rivale de l'Angleterre, voyoit avec plaiſir les troubles qui s'élevoient en Amérique entre les colonies & la mère-patrie. Elle encourageoit ſous main l'eſprit de révolte qui s'y manifeſtoit, & animoit les Américains à ſoutenir leurs droits contre le deſpotiſme que le Roi George III vouloit y établir, en leur préſentant en perſpective les ſecours qu'ils pouvoient attendre de l'amitié du Roi très-Chrétien.

La cour de Londres nous préſente un tableau tout différent de celui que nous venons de crayonner. C'eſt l'Ecoſſois Bute qui gouverne le Roi & le royaume; ſemblable à ces eſprits malfaiſans dont on parle toujours & qu'on ne voit jamais, il s'enveloppe ainſi que ſes opérations des plus profondes ténèbres; ſes émiſſaires, ſes créatures ſont les reſſorts avec leſquels il meut cette machine politique ſelon ſa volonté. Son ſyſtème politique eſt celui des anciens Torys, qui ſoutiennent que le bonheur de l'Angleterre demande que le Roi jouiſſe d'un pouvoir

deſpotique, & que bien loin de contracter des alliances avec les puiſſances du continent, la Grande Bretagne doit ſe borner uniquement à étendre les avantages de ſon commerce. Paris eſt à ſes yeux ce qu'étoit Carthage à ceux de Caton le cenſeur. Bute détruiroit en un jour tous les vaiſſeaux françois, s'il en étoit le maître & s'il pouvoit les raſſembler. Impérieux & dur dans le gouvernement, peu ſoucieux ſur le choix des moyens qu'il emploie, ſa maladreſſe dans le maniement des affaires l'emporte encore ſur ſon obſtination. Ce Miniſtre, pour remplir ſes grandes vues, commença par introduire la corruption dans la chambre baſſe. Un million de livres ſterlings que la nation paye annuellement au Roi pour l'entretien de ſa liſte civile, ne ſuffiſoit qu'à peine pour contenter la vénalité des membres du parlement. Cette ſome deſtinée pour l'entretien de la famille royale, de la cour, & pour les ambaſſades, étant annuellement employée à dépouiller la nation de ſon énergie, il ne reſtoit au Roi George III, pour ſubſiſter & pour ſoutenir à Londres la dignité royale, que 500,000 écus qu'il tiroit de ſon électorat de Hanovre. La nation angloiſe, dégradée par ſon ſouverain même, n'eut depuis d'autre volonté que la ſienne; mais comme ſi ce n'en étoit pas aſſez de tant de prévarications, le Lord Bute voulut frapper un coup plus hardi & plus déciſif, pour établir plus promptement le deſpotiſme auquel il viſoit; il engagea le Roi à taxer par des impôts arbitraires les colonies américaines, autant pour augmenter ſes re-

venus, que pour donner un exemple qui par la ſuite des temps pût être imité dans la Grande Bretagne ; mais nous verrons que les ſuites qu'eut cet acte de deſpotiſme, ne répondirent point à ſon attente. Les Américains, qu'on n'avoit pas daigné corrompre, s'oppoſèrent ouvertement à cet impôt ſi contraire à leurs droits, à leurs coutumes, & ſurtout aux libertés dont ils jouiſſoient depuis leur établiſſement. Un gouvernement ſage ſe ſeroit hâté d'appaiſer ces troubles naiſſans ; mais le miniſtère de Londres agit d'après d'autres principes ; il ſuſcita de nouvelles brouilleries avec les colonies à l'occaſion des marchands qui avoient le monopole de certaines marchandiſes des Indes orientales *, qu'on voulut les forcer d'acheter. La dureté & la violence de ces procédés acheva de ſoulever les Américains ; ils tinrent un congrès à Philadelphie, où renonçant au joug anglois, qui déſormais leur devenoit inſupportable, ils ſe déclarèrent libres & indépendans. Dès-lors voilà la Grande Bretagne engagée dans une guerre ruineuſe avec ſes propres colonies : mais ſi le Lord Bute ſe montra mal-adroit dans la conduite de cette affaire, il le parut encore davantage dans l'exécution & lorſque la guerre commença. Il crut bonnement que 7,000 hommes de troupes réglées étoit un nombre ſuffiſant pour ſubjuguer l'Amérique ; & comme il n'avoit pas l'art de Newton dans les calculs, il s'y trompa toujours. Le Général Waſhington, qu'à Londres on appeloit le chef des rebelles,

* 1775.

remporta dès les premières hoſtilités quelques avantages ſur les royaliſtes aſſemblés près de Boſton. Le Roi, qui s'attendoit à des victoires, fut ſurpris de la nouvelle de cet échec, & le gouvernement ſe vit obligé de changer de meſures. Il étoit évident que le nombre des troupes en Amérique étoit trop foible pour remplir le deſſein qu'on vouloit exécuter; il falloit donc avoir une armée, quoiqu'on ſentît toutes les difficultés qu'il y avoit à trouver ce monde, & à le raſſembler. Les Anglois ont manqué de tout temps d'art & de ſoupleſſe dans leurs négociations; attachés avec acharnement à leurs intérêts, ils ne ſavent pas flatter ceux des autres; ils penſent qu'en offrant des guinées, ils peuvent tout obtenir. * Ils s'adreſsèrent d'abord à l'Impératrice de Ruſſie, & la choquèrent d'autant plus par leurs demandes, que la fierté de cette princeſſe regardoit comme bien au deſſous d'elle d'accepter des ſubſides d'une autre puiſſance. Enfin ils trouvèrent en Allemagne des Princes avides ou obérés, qui prirent leur argent; ce qui leur valut 12,000 Heſſois, 4,000 Bronſwicois, 1200 hommes d'Anſpach, autant de Hanau, ſans compter quelques centaines d'hommes que leur fournit le Prince de Waldeck. Outre cela la cour envoya 4,000 Hanovriens à Gibraltar & à Port-Mahon, pour en relever les garniſons angloiſes, leſquelles furent de là conduites en Amérique. Toutes ces troupes ſervirent ſous les auſpices du Lord Howe &

* 1776.

de ſon frère l'Amiral, comme nous le rapporterons en ſon temps. Chaque campagne coûta à l'Angleterre 6 millions de livres ſterlings, ou 36 millions d'écus. On comptoit alors que les dettes de la Grande Bretagne montoient déjà à 900 millions d'écus. Une campagne ne ſuffiſoit pas pour ſoumettre les colonies; ainſi l'on prévoyoit dès-lors que dans peu la dette nationale paſſeroit un milliard. La campagne ſuivante ne produiſit aucun événement déciſif, & les Américains ſe ſoutinrent contre le Lord Howe & tous les renforts qui l'avoient joint; mais vers la fin de l'année 1777 la fortune commença à ſe déclarer en faveur des colonies. Sur les ordres de la cour le Général Bourgoyne partit du Canada avec 13,000 hommes, pour ſe rendre à Boſton, ſelon le projet qu'on lui avoit donné à exécuter; tandis que le Lord Howe, qui n'étoit informé de rien, s'étoit emparé de Philadelphie. Ce défaut de concert acheva de gâter les affaires; Bourgoyne, qui manquoit de chevaux pour le tranſport de ſes vivres, & avoit entrepris une expédition impraticable relativement aux ſubſiſtances, fut obligé de ſe rendre priſonnier avec toutes ſes troupes aux Américains qu'il croyoit ſubjuguer. Un événement de cette nature auroit autrefois ſoulevé toute la nation contre le gouvernement, & cauſé même une révolution; il ne produiſit alors qu'un léger murmure, tant l'amour des richeſſes l'emportoit ſur l'amour de la patrie, & faiſoit préférer à ce peuple, autrefois ſi noble & ſi généreux, l'avantage perſonnel au bien général,

Le Roi d'Angleterre, qui ſoutenoit le ſyſtème de Bute par obſtination, ſe roidiſſoit contre les obſtacles qu'il voyoit naître ſous ſes pas. Peu ſenſible aux malheurs qui retomboient ſur ſon peuple, il n'en devenoit que plus ardent pour l'exécution de ſes projets, & afin de gagner la ſupériorité ſur les Américains, il faiſoit négocier dans toutes les cours de l'Allemagne, pour en tirer le peu de ſecours qu'elles pouvoient encore lui fournir. L'Allemagne ſe reſſentoit déjà de la quantité d'hommes qu'on en avoit tirée, pour les envoyer dans ces climats lointains, & le Roi de Pruſſe voyoit avec peine l'Empire dépourvu de tous ſes défenſeurs, ſurtout dans le cas où il ſurviendroit une nouvelle guerre; car dans les troubles de 1756 la baſſe Saxe & la Weſtphalie ſeules avoient aſſemblé une armée, avec laquelle on avoit arrêté & dérangé tous les progrès de l'armée françoiſe. Par cette raiſon il chicana le paſſage des troupes des princes qui en donnoient à l'Angleterre, lorſqu'elles ſe trouvoient obligées de paſſer par le pays de Magdebourg, celui de Minden, ou par le bas Rhin. Ce n'étoit qu'une foible revanche du mauvais procédé de la cour de Londres au ſujet de la ville & du port de Danzic; toutefois le Roi ne voulut pas pouſſer les choſes trop loin; une longue expérience lui avoit appris qu'on trouve une multitude d'ennemis dans le monde, & qu'il ne faut pas s'en ſuſciter ſoi-même de gaieté de cœur. Voilà en gros l'idée qu'on peut ſe faire de l'Angleterre pendant le peu d'années dont nous nous ſommes propoſé de

décrire les événemens. Nous la quitterons maintenant, pour préſenter le réſumé de ce que pendant la même époque il ſe paſſa de mémorable en Ruſſie.

1774.—L'Impératrice de Ruſſie ſortoit de la guerre qu'elle avoit faite aux Turcs, couverte de gloire par les ſuccès que ſes troupes avoient eus contre ſes ennemis ; mais l'Etat étoit preſque épuiſé d'hommes & d'argent, & la paix ſi mal aſſurée, que le grand Vizir déclara lui-même au Prince Repnin, Ambaſſadeur à la Porte, qu'à moins que le Chan de Crimée ne rentrât ſous la domination de la Porte, & que l'Impératrice de Ruſſie ne reſtituât Kerſch & Jenikala, la paix qu'on avoit extorquée aux Turcs ne ſeroit point de durée. Sur cette déclaration les troupes ruſſes occupèrent Perekop, & auſſitôt les hoſtilités recommencèrent en Crimée. Ce n'étoit pas une guerre dans les formes, où deux grandes armées ſe trouvaſſent en préſence l'une de l'autre, mais c'étoient des incurſions où des troupes turques débarquoient en différens parages, ce qui occaſionnoit de petits combats, dont toutefois les Ruſſes ſortirent toujours victorieux. Cependant cet état d'incertitude inquiétoit l'Impératrice, parce qu'elle étoit obligée d'aſſembler ſon armée ſur les frontières de la Tartarie, & de tenir un gros corps à Kiow, pour l'oppoſer en cas de néceſſité à un corps de 40,000 Turcs campés près de Bender, qui de là, en traverſant la Pologne, pouvoient facilement ſe porter vers la partie des provinces ruſſes ſituée à l'autre bord du Nieſter ; ainſi ſans avoir ni la paix ni la

guerre, les dépenſes de l'Impératrice étoient auſſi grandes que ſi la guerre avoit été déclarée entre les deux puiſſances. L'intérieur de la cour de Péterſbourg fourniſſoit des événemens d'une autre nature, mais qui tiennent également à l'hiſtoire de ce temps. * L'Impératrice voyant que ſon fils, le grand Duc, étoit en âge de ſe marier, délibéroit ſur le choix de l'épouſe qu'elle vouloit lui donner. Ce devoit être une princeſſe d'Allemagne, dont l'âge & la perſonne convinſſent à ſon fils. Ce choix n'étoit pas indifférent pour la cour de Berlin, cette nouvelle liaiſon pouvant devenir favorable ou contraire à ſes intérêts. L'Allemagne étoit alors ſtérile en princeſſes; il n'y en avoit que trois ou quatre, qui puſſent être propoſées, parce que les unes étoient trop âgées & les autres trop jeunes. Celles auxquelles on pouvoit penſer, étoient une ſœur de l'Electeur de Saxe, une Princeſſe de Wurtemberg trop jeune, & trois Princeſſes filles du Landgrave de Darmſtadt. La ſœur aînée de ces Princeſſes de Darmſtadt étoit mariée au Prince de Pruſſe; ainſi il y avoit tout à gagner, ſi une de ces Princeſſes devenoit grande Ducheſſe, parce que les nœuds de la parenté ſe joignant à ceux de l'alliance, ils ſembloient annoncer que l'union de la Pruſſe & de la Ruſſie ſeroit par là plus cimentée que jamais. Le Roi mit tout en œuvre pour arranger les choſes de la ſorte, & il fut aſſez heureux pour réuſſir entièrement. Les Princeſſes de Darmſtadt paſsèrent par Berlin; elles arrivèrent à Péterſ-

* 1773.

bourg ; la ſeconde des filles du Landgrave fut celle qui emporta la pomme, & le mariage fut ſolennellement célébré ; mais il ne réuſſit pas, & donna lieu à un grand nombre d'intrigues & de ſcènes fâcheuſes.

Il s'étoit élevé en même temps de nouvelles chicanes à Varſovie ſur les poſſeſſions que les puiſſances co-partageantes occupoient en Pologne. Les Sarmates, en ſe plaignant amèrement, accuſoient les Autrichiens & les Pruſſiens d'en avoir étendu les limites beaucoup au delà de ce qui leur avoit été accordé par les traités. Ces plaintes avoient fait impreſſion ſur l'Impératrice de Ruſſie, dont l'ambition s'applaudiſſant d'avoir donné des provinces à de grands ſouverains, étoit encore plus flattée d'en fixer les limites. Pour prévenir les ſuites que pourroit avoir le mécontentement de l'Impératrice, ſi on ne l'appaiſoit pas au plutôt, le Roi réſolut d'envoyer le Prince Henri à Péterſbourg, ſous prétexte de faire une viſite à l'Impératrice, laquelle l'avoit invité à ſe rendre à ſa cour. Il faut ajouter à ceci que le Roi s'étoit concerté avec la cour de Vienne pour que les deux puiſſances conſervaſſent leurs poſſeſſions intactes, en laiſſant crier les Polonois & en tâchant d'appaiſer la cour de Ruſſie ; mais le Prince Kaunitz, attaché à ſa politique, dans l'intention de brouiller les cours de Berlin & de Péterſbourg, fit déclarer à cette dernière que l'Impératrice Reine, par la ſeule envie d'obliger l'Impératrice de Ruſſie, avoit réſolu de rendre à la république de Pologne

une partie du palatinat de Lublin, toutes les terres qui ſe trouvent au delà de la rive droite du Bug, la ville de Caſimir & quelques autres morceaux encore qu'elle poſſédoit. Le Prince Henri arriva donc à Péterſbourg dans des conjonctures auſſi ſingulières que fâcheuſes. Il avoit à combattre les François, les Eſpagnols & les Autrichiens. A peine eut-il vu l'Impératrice que la grande Ducheſſe vint à mourir en mettant au monde un enfant mort. Le Prince, qui ſe trouva préſent à cette ſcène, aſſiſta l'Impératrice dans ces triſtes circonſtances autant qu'il dépendoit de lui; il prit un ſoin particulier du grand Duc, atterré par un ſpectacle auſſi nouveau pour lui que lugubre. Il ne l'abandonna point, & ayant non ſeulement contribué à rétablir ſa ſanté, ſon chef-d'œuvre fut en particulier de raccommoder entièrement la mère & le fils, dont la méſintelligence s'étoit beaucoup augmentée depuis le mariage de la grande Ducheſſe, & faiſoit appréhender qu'il n'en réſultât des ſuites fâcheuſes ou pour l'un ou pour l'autre. L'Impératrice fut vivement touchée du ſervice que le Prince Henri lui avoit rendu, & depuis ce temps ſon crédit s'accrut de jour en jour. Il en fit bientôt un très-bon uſage. L'Impératrice étoit dans l'intention de remarier promptement ſon fils; le Prince lui propoſa la Princeſſe de Wurtemberg, petite-nièce du Roi, qui fut auſſitôt agréée. Il fut outre cela réſolu que le Prince Henri mèneroit le grand Duc à Berlin, où il verroit cette Princeſſe, & où les promeſſes ſe feroient; après quoi il la ra-

mèneroit en Ruſſie, pour que les nôces ſe fiſſent à Péterſbourg. Le Prince trouva plus de difficultés pour éluder les reſtitutions que les Polonois exigeoient du Roi. La cour de Vienne avoit donné l'exemple de ces reſtitutions ; la Ruſſie inſiſtoit pour que le Roi imitât ſa conduite. Cette affaire fut donc remiſe à la médiation de Mr de Stackelberg, Ambaſſadeur de Ruſſie en Pologne, & après s'être arrangé le mieux que l'on put, la cour de Berlin rendit à la république une partie du lac de Goplo, la rive gauche de la rivière de Drevenza & quelques villages aux environs de Thorn.

Nous ne rapporterons point ici en détail la réception du grand Duc. Ce fut une fête perpétuelle depuis les frontières juſqu'à Berlin, où le luxe & le goût ſe diſputèrent les honneurs qu'on rendit à cet illuſtre étranger. On ne croyoit point à Vienne que le grand Duc viendroit à Berlin. Le Prince Kaunitz, comptant ſur le ſuccès de ſes manigances, étoit perſuadé que ſa cour ayant été la première à reſtituer quelques terrains aux Polonois, il avoit par cette complaiſance irrémiſſiblement brouillé les cours de Berlin & de Péterſbourg ; & au moment qu'il penſoit préparer ſon triomphe, il apprend que le grand Duc eſt à Berlin, qu'il épouſe la Princeſſe de Wurtemberg, & que l'intimité entre la Pruſſe & la Ruſſie eſt plus grande que jamais. Mais ſi ce Miniſtre avoit manqué ſon coup en Ruſſie, il s'en étoit dédommagé aux dépens des Turcs ; car la cour de Vienne, ſous prétexte de régler les limites qui ſé-

parent la Hongrie & la Valachie, s'étoit emparée du diſtrict de la Buckowina, qui s'étend juſqu'à un mille de Chotzim. Les Turcs avoient été aſſez ignorans, ou pour mieux dire aſſez ſtupides pour conſentir à ce démembrement de leurs Etats, ſans qu'il y eût une raiſon valable pour l'autoriſer & ſans ſe plaindre. Les autres puiſſances ne penſoient pas ainſi. La Ruſſie avoit raiſon d'être jalouſe de l'acquiſition de la cour de Vienne vers le Dnieſter, parce que cette poſſeſſion, en l'approchant ſi fort de Chotzim, mettoit les Autrichiens en état de diſputer aux Ruſſes le paſſage du Dnieſter toutes les fois qu'ils voudroient pouſſer leurs conquêtes ſoit en Moldavie, ſoit en Valachie; & même quand on auroit laiſſé paſſer leurs troupes, les Autrichiens, maîtres de la Buckowina, pouvoient les couper de leurs ſubſiſtances, ou du moins tenir la balance dans les guerres entre les Ruſſes & les Turcs ſelon qu'ils le jugeroient convenable à leurs intérêts. * D'autre part les Autrichiens intriguoient ſans relâche à Conſtantinople, afin d'entretenir l'aigreur que la dernière paix avoit laiſſée entre la Porte & la Ruſſie, & d'occaſionner de nouvelles brouilleries. Les François ſouffloient également le feu de leur côté. Ces manœuvres ſourdes animèrent enfin le grand Seigneur, & occaſionnèrent les déclarations au Prince Repnin dont il a été fait mention, & cette eſpèce de guerre dans la Crimée, qui fut appaiſée enſuite. Vienne étoit alors dans l'Europe le foyer des pro-

* 1774.

jets & des intrigues. Cette cour ſi altière, afin de parvenir à dominer ſur les autres, portoit ſes vues de tous côtés, pour étendre ſes limites & pour engloutir dans ſa monarchie les Etats qui ſe trouvoient ſitués à ſa bienſéance. Du côté de l'orient elle méditoit de joindre la Servie & la Boſnie à ſes vaſtes poſſeſſions. Au midi, tentée de ſe ſaiſir d'une partie des poſſeſſions de la république de Veniſe, elle n'attendoit que l'occaſion de joindre Trieſte & le Milanois au Tyrol par un démembrement qui étoit à ſa bienſéance. Ce n'en étoit pas aſſez ; elle ſe promettoit bien après la mort du Duc de Modène, dont un Archiduc avoit épouſé l'héritière, de revendiquer le Ferrarois, poſſédé par les papes, & de dépouiller le Roi de Sardaigne du Tortonois & de l'Alexandrin, comme ayant toujours appartenu aux ducs de Milan. Vers l'occident la Bavière lui préſentoit un morceau bien tentant. Voiſine de l'Autriche, elle lui ouvroit un paſſage vers le Tyrol. En la poſſédant la maiſon d'Autriche voyoit le Danube couler preſque toujours ſous ſa domination. On ſuppoſoit outre cela qu'il étoit contraire à l'intérêt de l'Empereur de laiſſer réunir la Bavière & le Palatinat ſous un même ſouverain, & comme cet héritage eût rendu l'Electeur palatin trop puiſſant, il valoit mieux que l'Empereur le prît pour lui-même. De là en remontant le Danube, on rencontre le duché de Wurtemberg, auquel la cour de Vienne penſoit avoir des prétentions bien légitimes. Toutes ces acquiſitions auroient formé comme une galerie, qui

de Vienne en ſe liant les unes aux autres la conduiſoit juſqu'aux bords du Rhin, où l'Alſace, qui avoit fait anciennement partie de l'Empire, pouvoit être répétée, ce qui menoit enfin à la Lorraine, qui naguères avoit été le domaine des ancêtres de Joſeph. En nous tournant vers le ſeptentrion, nous rencontrons cette Siléſie dont l'Autriche ne pouvoit oublier la perte, & qu'elle ſe propoſoit bien de recouvrer auſſitôt qu'elle en trouveroit l'occaſion. L'Empereur ne ſavoit pas cacher & voiler ſes vaſtes deſſeins. Sa vivacité le trahiſſoit ſouvent. Pour en rapporter un exemple, il ſuffit de dire que vers la fin de l'année 1775 le Roi de Pruſſe eut quelques forts accès de goutte conſécutifs. Van Swieten, Miniſtre de la cour impériale à Berlin, ſuppoſa que cette goutte étoit un hydropiſie formée, & flatté de pouvoir annoncer à ſa cour la mort d'un ennemi qui longtemps avoit été redoutable pour elle, il manda hardiment à l'Empereur que le Roi tiroit vers ſa fin, & qu'il ne paſſeroit pas l'année. Voilà toutes les troupes autrichiennes en marche; leur rendez-vous eſt marqué en Bohème, & l'Empereur attend plein d'impatience à Vienne la confirmation de cette nouvelle, pour pénétrer tout de ſuite en Saxe, & de là ſur les frontières du Brandebourg, afin de propoſer au ſucceſſeur du trône l'alternative, ou de rendre tout de ſuite la Siléſie à la maiſon d'Autriche, ou de ſe voir écraſé avant de pouvoir ſe mettre en défenſe. Toutes ces choſes, qui ſe firent ouvertement, s'ébruitèrent partout, & ne cimentèrent point l'amitié

des deux cours, comme on peut bien ſe l'imaginer. Cette ſcène parut d'autant plus ſingulière, que le Roi de Pruſſe n'ayant été atteint que d'une goutte ordinaire, en étoit déjà guéri avant que l'armée autrichienne fût raſſemblée. L'Empereur alors fit retourner toutes ſes troupes dans leurs quartiers ordinaires. L'année d'après, ſavoir en 1777, l'Empereur fit un voyage incognito en France. Le ſéjour qu'il fit à Paris & à Verſailles ne contribua pas à reſſerrer l'union des deux nations. Il avoit beaucoup plus de monde & d'aménité que Louis XVI. Cela cauſa des jalouſies au monarque françois, qui s'en cachoit à peine. Joſeph voulut enſuite parcourir les provinces de la France, & peut-être que s'obſervant moins que dans la capitale du royaume, il laiſſa échapper des marques trop ſenſibles du chagrin qu'il éprouvoit en voyant de bons établiſſemens de manufactures ou de commerce, ou d'autres choſes pareilles, qui étoient autant de preuves de l'induſtrie nationale. Ces choſes, quelque petites qu'elles fuſſent, n'échappèrent pas à la ſagacité françoiſe. L'Empereur s'étoit diſtingué par ſa politeſſe à la cour; mais ſe contraignant moins dans les provinces, il parut plutôt envieux qu'ami de la nation chez laquelle il ſe trouvoit, & perdit tout le crédit que ſa gentilleſſe lui avoit acquis. D'autre part ce voyage fit un effet tout différent ſur Joſeph. Il avoit parcouru la Normandie, la Bretagne, la Provence, le Languedoc, la Bourgogne & la Franche-comté; toutes provinces, qui autrefois gouvernées

par des ſouverains, quoique vaſſaux, avoient été par la ſuite des temps inſenſiblement incorporées dans la monarchie françoiſe. Ces objets, qui le frappoient vivement, occaſionnoient la comparaiſon humiliante, ſelon lui, qu'il faiſoit de cette maſſe réunie ſous un chef, & du gouvernement germanique, dont à la vérité il étoit l'Empereur, mais dans lequel il ſe trouvoit des rois & des ſouverains aſſez puiſſans pour lui réſiſter, même pour lui faire la guerre. S'il en avoit eu les moyens, il auroit voulu réunir inceſſamment toutes les provinces de l'Empire à ſes domaines, pour ſe rendre ſouverain de ce vaſte corps, & élever par ce moyen ſa puiſſance au deſſus de celle de tous les monarques de l'Europe. Ce projet l'occupoit ſans ceſſe, & il penſoit que la maiſon d'Autriche ne devoit jamais le perdre de vue. C'étoit de ces principes ambitieux que partoit l'ardeur avec laquelle il convoitoit la Bavière; & quoique la mort de l'Electeur de Bavière ne parût point devoir être prochaine, l'Empereur n'épargna rien pour mettre l'Electeur palatin & ſes miniſtres dans ſes intérêts. Le Roi de Pruſſe, toujours attentif aux démarches de la cour de Vienne, fut des premiers à découvrir ce myſtère. Cette cour étoit trop dangereuſe & trop puiſſante pour être négligée, & d'ailleurs il faut connoître les projets de ſon ennemi, ſi l'on veut s'y oppoſer. Il réſulte des faits différens que nous venons d'expoſer, que la paix de l'Europe étoit menacée de tous les côtés; le feu couvoit ſous la cendre,

un rien pouvoit en faire ſortir des flammes. La Ruſſie s'attendoit d'un moment à l'autre à être attaquée par les Turcs ; ſi la guerre n'étoit point déclarée, il ſe commettoit des hoſtilités de part & d'autre. La dernière guerre avoit occaſionné des dépenſes énormes à l'Impératrice ; la Ruſſie en étoit preſque épuiſée, ſurtout à cauſe des ravages de Pugatſchef dans la province de Caſan, & de la deſtruction des mines qui dans ces contrées ſont d'un rapport très-conſidérable.

A Vienne un jeune Empereur, dévoré d'ambition, avide de gloire, n'attendoit qu'une occaſion pour troubler le repos de l'Europe. Il avoit deux Généraux, Laſcy & Laudon, qui s'étoient acquis de la réputation dans la guerre précédente. Son armée étoit mieux entretenue & ſur un meilleur pied qu'elle ne l'avoit jamais été. Il avoit augmenté le nombre des canons de campagne & l'avoit porté juſqu'à deux mille. Ses finances, qui ſe reſſentoient encore des frais immenſes de la dernière guerre, n'étoient pas ſur un pied tout à fait ſolide. On évaluoit les dettes de l'Etat à 100 millions d'écus, dont on avoit réduit les intérêts à 4 pour cent ; mais le peuple étoit ſurchargé des plus durs impôts ; chaque jour on en ajoutoit de nouveaux ; & malgré tout l'argent qu'à force de preſſer les provinces on raſſembloit à Vienne, en déduiſant la dépenſe fixe & couchée ſur l'ordre du tableau il ne reſtoit à l'Impératrice Reine que deux millions dont elle pût diſpoſer ; ainſi il n'y avoit d'autre fonds que celui

de quatre millions d'écus que le Maréchal de Laſcy avoit épargnés ſur l'entretien de l'armée ; mais par l'exactitude de la banque de Vienne à payer les intérêts des capitaux que la cour avoit empruntés, elle avoit aſſuré & conſolidé ſon crédit tant en Hollande qu'à Gènes, de ſorte que ſi la cour jugeoit à propos de recourir à de nouveaux emprunts, elle pouvoit ſe flatter de trouver de nouvelles reſſources. Ajoutez à ce crédit ſi bien établi une armée de 170,000 hommes toujours entretenus, & tout lecteur conviendra que l'Autriche avoit alors une puiſſance plus formidable que ne l'avoit jamais été celle des Empereurs précédens, ſans en excepter Charles Quint même.

La France, telle que nous l'avons dépeinte, étoit bien déchue, ſi nous comparons ſon état politique préſent à ce qu'il étoit durant les belles années de Louis XIV. Il ſembloit que ſa fécondité épuiſée n'eût plus la force de produire d'auſſi grands génies que ceux qu'elle formoit alors. Ecraſée par le poids de dettes énormes, elle en étoit ſans ceſſe aux expédiens. Un contrôleur général des finances étoit regardé comme un adepte ; on vouloit qu'il fît de l'or, & quand il n'en fourniſſoit point à proportion des beſoins, on le chaſſoit auſſitôt. On fit enfin choix du Sr Necker, tout calviniſte qu'il étoit. On eſpéroit peut-être qu'un hérétique, maudit pour maudit, en faiſant un pacte avec le diable fourniroit les ſommes néceſſaires aux vues du gouvernement. L'Etat entretenoit 100,000 hommes de troupes ré-

glées & 60,000 de milices. Ses ports étoient dégarnis de vaiſſeaux. Mr de Maurepas ſe ſervit du temps où l'Angleterre faiſoit ſi mal à propos la guerre à ſes colonies, pour relever la marine françoiſe. On travailla dans tous les chantiers dès l'année 1776. Trente ſix vaiſſeaux de ligne étoient déjà conſtruits, & dès l'année 1778 le nombre en étoit augmenté & montoit à 66, ſans compter les frégattes & les autres bâtimens. Les îles & les colonies d'Amérique étoient toutes bien fournies de troupes. Peut-être n'avoit-on pas eu la même attention pour les poſſeſſions françoiſes des Indes orientales. Tant de meſures préalables auroient dû ouvrir les yeux aux Anglois ; elles leur pronoſtiquoient une prochaine rupture avec la France, s'ils avoient ſu prévoir. La ſituation de la France, quoique peu brillante, n'en méritoit pas moins l'attention des autres puiſſances. Ses dettes la mettoient dans l'impuiſſance de ſoutenir une longue guerre, mais forte de l'alliance de l'Eſpagne & de l'aſſiſtance qu'elle en pouvoit tirer, on la voyoit épier le moment pour tomber comme un faucon ſur ſa proie, & ſe venger ſur la Grande Bretagne des maux qu'elle lui avoit cauſés durant la guerre précédente ; & en général on ne pouvoit rien traiter d'important en Allemagne, ni dans le Sud de l'Europe, ſans ſe concerter ou s'entendre avec cette puiſſance.

L'Angleterre, comme nous l'avons dit, étoit ſous le joug des Torys, accablée de dettes, engagée dans une guerre ruineuſe, qui augmentoit les dettes na-

tionales de 36 millions d'écus par an ; pour frapper ſon bras droit de ſon bras gauche, elle épuiſoit toutes ſes reſſources & s'acheminoit à grands pas vers ſa décadence. Ses miniſtres accumuloient les fautes ; la principale conſiſtoit à porter en Amérique une guerre dont il ne pouvoit lui revenir aucun avantage. Elle ſe brouilloit auſſi ſans raiſon avec tout le monde ; nous en exceptons les François, perpétuels ennemis de l'Angleterre ; mais la cour de Londres étoit également mal avec l'Eſpagne au ſujet des chicanes qui s'étoient élevées entre ces nations pour l'île de Falkland ; & depuis la mort du dernier Roi de Portugal l'Angleterre avoit entièrement perdu l'influence qu'elle avoit dans ce royaume. Ses procédés hauts, durs & deſpotiques à l'égard du gouverneur de St Euſtache lui avoient fait perdre l'amitié & la confiance des Provinces unies. Le Roi d'Angleterre, en qualité d'Electeur de Hanovre, avoit mécontenté la cour de Vienne, en lui refuſant des paſſeports pour des chevaux de remonte, que l'on accorda toujours en pareils cas. Il avoit indiſpoſé l'Impératrice de Ruſſie. Depuis l'aventure de ſa ſœur la Reine Mathilde, l'inimitié du Danemarck étoit manifeſte. Le Roi de Pruſſe avoit encore plus de griefs que les autres. Il pouvoit reprocher au Roi d'Angleterre la paix conclue avec la France, par laquelle l'Angleterre abandonna la Pruſſe, & toutes les manigances miſes en jeu pour le dépoſſéder du port de Danzic. L'Angleterre ne pouvoit donc attribuer qu'à ſa pro-

pre inconduite le délaiſſement & l'abandon général où elle ſe trouvoit alors.

La Suède, quoiqu'elle eût changé ſa forme de gouvernement, n'avoit point gagné des forces nouvelles. La balance de ſon commerce lui étoit défavorable; elle ne recevoit point de ſubſides de la France; auſſi avoit-elle à peine les moyens de ſe défendre & ſe trouvoit-elle hors d'état d'attaquer perſonne. Le Danemarck avoit une bonne flotte & 30,000 ſoldats; mais ſa foibleſſe le mettoit preſque de niveau avec la Suède. Le Roi de Sardaigne ſe trouvoit comme garrotté par l'alliance de la France & de l'Autriche; il ne pouvoit rien par lui-même; il ne pouvoit figurer qu'avec le ſecours d'un allié puiſſant, de ſorte que dans l'état actuel des choſes on ne devoit pas le mettre au deſſus de la Suède & du Danemarck. La Pologne, pleine de têtes remuantes mais légères, n'éntretenoit que 14,000 hommes, & ſes finances n'étoient pas même ſuffiſantes pour mettre en action ce petit nombre de troupes. Le miniſtre de Ruſſie gouvernoit ce royaume au nom de l'Impératrice, à peu près comme autrefois les proconſuls romains gouvernoient les provinces de l'empire. Il ne s'agiſſoit donc point réellement de ce qu'on penſoit ou projetoit à Varſovie; il ſuffiſoit de ſavoir ce qu'on avoit réſolu à Péterſbourg, pour porter ſon jugement ſur la Pologne.

La Pruſſe avoit joui de quelque tranquillité pendant cette paix; attentive aux projets que forgeoient

ſes voiſins, mais ne ſe mêlant directement d'aucune affaire, elle s'étoit appliquée principalement à rétablir ſes provinces ruinées. La population avoit pris des accroiſſemens conſidérables ; les revenus de l'Etat ſe trouvoient augmentés de plus d'un quart de ce qu'ils étoient en 1756 ; l'armée étoit entièrement rétablie, & depuis l'année 1774 le Roi entretenoit 186,000 hommes, bien diſciplinés & qu'il pouvoit mettre en action d'un jour à l'autre. Ses forteresſes étoient pour la plupart achevées & en bon état, ſes magaſins remplis pour une campagne, & il avoit des ſommes aſſez conſidérables en réſerve pour ſoutenir ſeul la guerre pendant quelques années. La Ruſſie étoit l'unique alliée de la Pruſſe. Cette liaiſon auroit été ſuffiſante, ſi l'on n'avoit pas eu lieu de craindre qu'une nouvelle guerre en Crimée n'empêchât l'Impératrice de Ruſſie de fournir au Roi les ſecours qu'elle lui devoit ſelon les traités. D'ailleurs la cour de Berlin ayant ménagé toutes les puiſſances, n'étoit brouillée avec aucune ; mais les ſoupçons que donnoient les vues ambitieuſes de l'Empereur, faiſoient pronoſtiquer avec certitude qu'au premier événement inattendu l'exploſion de ce volcan auroit lieu. Il s'étoit déjà élevé des troubles dans l'Empire à l'occaſion de la viſitation de la chambre impériale à Wetzlar. Ce tribunal de juſtice ayant très-injuſtement rempli ſes fonctions, occaſionna les plaintes de nombre de princes qui ſouffroient de ſes prévarications. La cour de Vienne, loin de punir ou de chaſſer les coupables, (qui étoient ſes créatures,) s'obſtinoit à

les ſoutenir. Le Roi de Pruſſe & le Roi d'Angleterre, comme Electeurs, avec un parti conſidérable, contraignirent les Autrichiens à céder ſur pluſieurs points. Enfin de quelque côté qu'on jetât ſes regards, on voyoit la tranquillité de l'Europe ſur le point d'être troublée. Pour ne point agir inconſidérément pendant ces conjonctures critiques, il étoit néceſſaire que la Pruſſe s'entendît avec d'autres puiſſances, & qu'elle ſût au vrai dans quelles diſpoſitions ſe trouvoit la France. Les anciennes liaiſons de la cour de Berlin & de celle de Verſailles étoient rompues depuis l'année 1756. La guerre qui ſe faiſoit alors, l'enthouſiaſme des François pour l'Autriche, les efforts qu'ils firent pour écraſer le Roi de Pruſſe, (expreſſion qu'ils avoient ſouvent employée,) enfin l'animoſité qui s'en étoit enſuivie, n'avoient pas rapproché les eſprits. Ces ſortes de plaies ſont trop douloureuſes pour pouvoir ſe conſolider promptement. Après la paix de 1763 l'animoſité ſe tourna en froideur; enſuite la cour de Berlin s'unit par des traités à celle de Péterſbourg, & comme l'Impératrice de Ruſſie n'aimoit pas la France, le Roi de Pruſſe ne pouvoit alors, s'il vouloit ménager ſon unique alliée, ſe rapprocher trop des François. Ce fut par cette raiſon que Mr de Guines, créature de Choiſeul & Miniſtre de la cour de Verſailles à Berlin, put d'autant moins pouſſer avec ſuccès ſes négociations, que dès l'année 1770 les affaires de Pologne commençoient à s'agiter, & que le Roi ne pouvoit en même temps être du parti des Ruſſes, qui ſou-

tenoient le Roi Poniatowſky, & de celui des François, qui appuyoient la confédération de Bar. Bientôt après ſurvinrent les incidens qui produiſirent le partage de la Pologne dont nous avons parlé précédemment, & dès-lors plus que jamais toute intimité avec la cour de Verſailles fut interdite. Outre ces obſtacles que nous venons d'expoſer, il y avoit de plus l'alliance qui ſubſiſtoit entre la France & l'Autriche, qui mettoit des entraves encore plus conſidérables à toute liaiſon qu'on auroit pu contracter avec la France; vu qu'auſſi long-temps que ce traité ſubſiſtoit, elle ne pouvoit ſans l'enfreindre entrer dans les vues de la cour de Berlin. Mais comme vers l'année 1777 toutes les affaires de la Pologne furent terminées, & que le théâtre de la politique préſentoit des décorations nouvelles; qu'outre cela un nouveau Roi & d'autres miniſtres gouvernoient la France, il y eut dès-lors moyen de rapprocher les cours de Péterſbourg & de Verſailles, parce que les mêmes acteurs ne ſubſiſtoient plus. Le reſſentiment de l'Impératrice de Ruſſie ne pouvoit pas s'étendre ſur leurs ſucceſſeurs.

MEMOIRES

DE

LA GUERRE DE 1778.

MÉMOIRES

DE LA GUERRE DE 1778.

APRÈS avoir exposé comment se fit le partage de la Pologne entre la Russie, l'Autriche & la Prusse, nous crûmes que ce seroit le dernier événement remarquable du règne du Roi; cependant le destin, qui se joue de la prévoyance humaine, en ordonna autrement. La mort soudaine d'un Prince, qui ne paroissoit ni apparente, ni prochaine, troubla subitement la tranquillité dont jouissoit l'Europe. L'Electeur de Bavière prend la petite vérole, & la nouvelle de son décès arrive lors même que celle de sa guérison rendoit l'espérance à tous ceux qui s'intéressoient à sa conservation. Dès-lors la guerre devint presque inévitable; car l'on fut instruit que la cour impériale & le jeune Empereur Joseph avoient formé le projet d'envahir la Bavière à la mort de l'Electeur. Ce dessein avoit été conçu par l'Empereur François, qui pour y donner quelque apparence de justice, avoit fait épouser à son fils la sœur de l'Electeur de Bavière, pour acquérir le droit de revendiquer l'héritage allodial de cette succession; mais cette Princesse étant morte sans lignée, ce prétexte ne pouvoit plus servir. La cour impériale n'ayant de prétention ni légitime, ni apparente sur

cet électorat, ſe ſervit de certains anciens documens, & des droits de ſuzeraineté qu'elle croyoit avoir comme Roi de Bohème ſur les fiefs de la Bavière. Elle avoit d'avance gagné tous les miniſtres de l'Electeur palatin & ce Prince même, auquel elle promit des établiſſemens avantageux pour ſes enfans naturels, pourvu qu'il leur ſacrifiât ſes ſucceſſeurs légitimes, à la tête deſquels étoit le Duc de Deuxponts. A peine apprit-on à Vienne la mort de l'Electeur de Bavière que le conſeil s'aſſembla ; l'Empereur propoſa d'envahir la Bavière ; l'Impératrice Reine conſentit avec répugnance à une démarche auſſi violente, ou plutôt elle ſe laiſſa entraîner à la perſuaſion du Prince Kaunitz, qui l'aſſura que cet événement n'auroit point de ſuites, & que l'Europe conſternée ou léthargique n'oſeroit pas traverſer l'Empereur dans une entrepriſe auſſi hardie que déciſive. D'abord 16 bataillons, 20 eſcadrons & 80 canons ſe mettent en marche. L'Electeur palatin, qui étoit à Munich, pâlit à cette nouvelle ; & il ſigne une convention, en abandonnant les deux tiers de la Bavière aux déſirs des Autrichiens. Cette action violente ſe répandit partout. L'Empereur s'étoit trop découvert pour que l'Europe ne jugeât pas de ce qu'annonçoit de ſuites une ambition auſſi forte. Dans ce moment de criſe il falloit prendre un parti, ou celui de s'oppoſer avec vigueur à ce torrent, qui alloit ſe déborder ſi rien ne l'arrêtoit, ou il falloit que tout prince de l'Empire renonçât aux priviléges de ſa liberté, parce qu'en demeurant dans l'inaction, le

corps germanique ſembloit approuver tacitement le droit que l'Empereur vouloit s'arroger de diſpoſer deſpotiquement des ſucceſſions qui viendroient à vaquer ; ce qui tendoit au renverſement général des lois, des traités, des confraternités & des priviléges qui aſſuroient les poſſeſſions de ces princes. Toutes ces funeſtes conſéquences n'avoient point échappé à la pénétration du Roi ; mais avant que d'en venir aux remèdes violens, il y avoit des arrangemens préalables à prendre ; il falloit que le Prince de Deux-ponts proteſtât contre le traité de Munich ; que la Saxe réclamât l'aſſiſtance du Roi pour ſa ſucceſſion allodiale ; mais ſurtout que l'on preſſentît les cours de Verſailles & de Péterſbourg, afin de pénétrer leur façon de penſer, & d'être ſûr à quoi on pouvoit s'attendre de leur part. L'Electeur de Saxe s'adreſſa le premier au Roi, après s'être vainement adreſſé à la cour de Vienne, dont la hauteur ne daigna pas même l'honorer d'une réponſe, parce qu'ayant preſque entièrement dépouillé l'Electeur palatin, ce prince ſe trouvoit hors d'état de ſatisfaire la Saxe ſur ce qu'elle exigeoit de la ſucceſſion allodiale. La cour de Vienne, qui d'autre part agiſſoit avec plus de précipitation que de prudence, avoit négligé de s'aſſurer du Prince de Deuxponts, légitime ſucceſſeur de l'Electeur palatin, dont l'acceſſion étoit abſolument néceſſaire pour rendre le traité de Munich valable. Elle avoit de plus traité cette affaire avec ſi peu de ſecret & de ménagement, que toutes ſes démarches étoient connues depuis dix ans qu'elle

couvoit ce projet. C'eſt ce qui engagea le Roi à envoyer le Comte de Gœrtz incognito à Munich, où il arriva à point nommé, pour arrêter le Prince de Deuxponts au bord du précipice où il alloit s'abymer. Le Comte de Gœrtz lui repréſenta qu'il ne gagneroit rien en ratifiant le traité de ſon oncle, au lieu qu'en proteſtant contre l'illégalité de cet acte, il conſervoit l'eſpérance de ſe faire reſtituer une partie du cercle de Bavière, que l'Electeur palatin avoit abandonnée à l'Autriche. La force de la vérité ſe fit ſentir à ce jeune prince & ſa proteſtation parut peu de temps après ; il écrivit en même temps au Roi, pour lui demander ſon appui & ſon aſſiſtance. Dès-lors cette affaire commença à prendre une forme régulière. La cour de Berlin, chargée des intérêts de l'Electeur de Saxe & du Prince de Deuxponts, trouva des motifs ſuffiſans pour entamer une négociation avec la cour de Vienne touchant la ſucceſſion de la Bavière. C'étoient des eſcarmouches politiques, qui donnoient le temps de s'inſtruire foncièrement du parti que la France prendroit, & de ce qu'on penſoit à Péterſbourg. Sous prétexte d'une ignorance affectée, on demandoit à la cour de Vienne des éclairciſſemens ſur les droits qu'elle prétendoit avoir ſur la Bavière ; l'on expoſoit ſes doutes ; on alléguoit le droit public, & ce que les lois & les coutumes avoient d'oppoſé à ces prétentions ; l'on rappeloit les articles formels du traité de Weſtphalie qui régloient cette ſucceſſion ; enfin l'on mettoit la cour impériale dans des embarras d'autant plus grands,

grands, qu'étant ſurpriſe par la mort inopinée de l'Electeur de Bavière, elle avoit manqué de temps pour donner à ſon uſurpation des couleurs apparentes, qui puſſent en impoſer; auſſi ſes défenſes furent-elles ſi foibles & ſi mauvaiſes, qu'on les réfuta facilement. Dans ce conflit des plus grandes affaires, le Roi ſe trouvoit plus gêné par la poſition actuelle des puiſſances prépondérantes que par celle des Autrichiens. La France étoit liée à l'Autriche par le traité de Verſailles; s'étoit-elle arrangée ou non avec l'Empereur? Ce prince lui avoit-il promis des ceſſions en Flandre, pour qu'elle conſentît à l'uſurpation de la Bavière? Préféreroit-elle à la garantie du traité de Weſtphalie le traité de Verſailles? Enfin dans les démêlés qui s'annonçoient, demeureroit-elle neutre, ou bien aſſiſteroit-elle l'Autriche? Il étoit de la dernière importance d'avoir des notions ſûres ſur tous ces points, pour ne point ſe précipiter dans une enterpriſe, ſans en prévoir les ſuites. Tous ces points furent développés ſucceſſivement à Verſailles; l'on connut que le miniſtère déſapprouvoit intérieurement la conduite des Autrichiens; que par ménagement pour la Reine de France, fille de Marie Thérèſe, on ne ſe déclareroit point contre l'Empereur, mais auſſi qu'on ne ſe départiroit pas de la garantie de la paix de Weſtphalie. Cela vouloit dire que la France ſe propoſoit de conſerver la neutralité; ce qui paroiſſoit un bien petit rôle pour une auſſi grande puiſſance, qui du temps de Louis XIV avoit fixé

les yeux de l'Europe étonnée : mais bien des raiſons motivoient cette conduite. Le poids des dettes énormes dont le royaume étoit chargé, & qui en l'augmentant menaçoit d'une banqueroute générale ; l'âge de Mr de Maurepas, qui touchoit à ſon ſeizième luſtre ; l'éloignement que la nation françoiſe avoit pour une guerre en Allemagne, fortifié par le peu de réputation que les armées françoiſes avoient acquiſe dans leurs dernières campagnes contre les alliés que le Prince Ferdinand de Bronſwic commandoit ; les engagemens que la France avoit pris avec les colonies angloiſes de l'Amérique, qui l'obligeoient à ſoutenir leur indépendance, & cela dans un moment où elle avoit réſolu de déclarer par mer la guerre à la Grande Bretagne. Pour armer tant de vaiſſeaux l'on travailloit dans tous les chantiers. Tout l'argent que l'induſtrie pouvoit ramaſſer, étoit deſtiné pour la flotte, & il ne reſtoit rien pour d'autres opérations. Cet état d'impuiſſance n'empêchoit pas le miniſtère de voir avec chagrin les pas audacieux du jeune Empereur pour s'acheminer au deſpotiſme. Il faiſoit de la Bavière une galerie pour s'approcher de l'Alſace & de la Lorraine ; il ſe frayoit en même temps un chemin en Lombardie, projet dont le Roi de Sardaigne appréhendoit le contrecoup, & dont il portoit des plaintes amères en France. Toutes ces différentes idées, tous ces motifs réſumés mettoient le miniſtère de Verſailles dans ſentimens favorables pour le Roi de Pruſſe, parce qu'il étoit bien aiſe que quelque puiſſance que ce fût s'oppoſât à l'ambition demé-

ſurée d'un jeune Prince qui pouvoit pouſſer ſes projets d'agrandiſſement bien loin, s'il n'étoit arrêté au commencement de ſa courſe. La France demeuroit dans une eſpèce d'apathie, & elle voyoit en même temps les deux plus puiſſans princes d'Allemagne s'affoiblir réciproquement.

Telles étoient les diſpoſitions de la cour de Verſailles, ſur leſquelles on pouvoit compter. Il reſtoit à pénétrer avec le même ſoin quelles étoient les vues & les ſentimens de la cour de Péterſbourg. L'Impératrice de Ruſſie étoit l'alliée du Roi de Pruſſe; mais elle ſe trouvoit à la veille d'une nouvelle guerre avec la Porte, ce qui devoit la gêner, en lui ôtant les moyens de remplir ſes engagemens envers la Pruſſe. Il étoit facile de prévoir que les Autrichiens mettroient la ruſe en œuvre, pour accélérer les hoſtilités entre les Ruſſes & les Turcs; c'étoit une diverſion, qui en occupant ailleurs la cour de Péterſbourg, l'empêcheroit de fournir des ſecours aux Pruſſiens, & donneroit par conſéquent beau jeu aux vaſtes deſſeins de l'Empereur. Il étoit important pour les Pruſſiens de prévenir la cour de Vienne, & de contrecarrer les intrigues qu'elle ſe préparoit à mettre en œuvre à Conſtantinople. Ce fut à cette fin que le Roi eut recours aux bons offices de la France auprès de la Porte. La cour de Verſailles s'en chargea, & l'on verra par la ſuite de ces mémoires que ſes ſoins ne furent pas ſans effet. La négociation des François fut ſecondée par un fléau épouvantable; une peſte plus maligne qu'à l'ordinaire affligea la

ville de Conſtantinople, où elle fit de terribles ravages, & en pénétrant dans l'intérieur du ſérail, obligea le grand Seigneur à ſe réfugier dans une de ſes maiſons de plaiſance à quelque diſtance de la capitale. Une calamité auſſi générale inſpira à cette nation des ſentimens plus pacifiques; elle rallentit l'eſprit remuant & inquiet de Haſſan Bacha, grand Amiral de la Porte, qui étoit le vrai promoteur de la guerre que le grand Seigneur méditoit contre la Ruſſie; ce qui applaniſſoit le chemin aux inſinuations pacifiques des François. Quoique ces différentes meſures levaſſent bien des obſtacles, il reſtoit encore d'autres difficultés à ſurmonter, pour que tout fût applani. Ces difficultés venoient des miniſtres de Ruſſie, qui avoient peu ou point d'idée du ſyſtème germanique. Néanmoins la cour de Péterſbourg fut convaincue de l'injuſtice des procédés de l'Empereur, & comprit que ce prince, qui ne devoit être que le chef de l'Empire, aſpiroit à s'en rendre le deſpote.

On négocioit donc ainſi dans toutes les cours de l'Europe, tandis qu'à Vienne on s'appercevoit par les mémoires que le Baron de Riedeſel préſentoit au nom de la Pruſſe, que touchant la ſucceſſion de Bavière on raiſonnoit à Berlin ſur des principes tout oppoſés à ceux de la cour impériale. Cette cour en conçut des ſoupçons, & ſe doutant que les choſes pourroient en venir à une brouillerie ouverte, dès le commencement de Mars elle réſolut de raſſembler ſes forces en Bohème. Les ordres furent donnés aux

régimens d'Italie, à ceux de Hongrie & à ceux de la Flandre, de hâter leur marche pour s'y rendre. Or dès qu'une armée auſſi nombreuſe s'aſſemble ſur les frontières d'une province, la ſureté de l'Etat exige qu'on ſe mette également en force, pour ne pas recevoir la loi de ſon voiſin. Ces conſidérations engagèrent le Roi à mettre ſes troupes en mouvement, pour former deux armées, chacune de 80,000 hommes. L'une, ſous les ordres du Prince Henri, fut deſtinée à s'aſſembler aux environs de Berlin, pour être à portée de joindre promptement les Saxons, au cas que l'Empereur tentât de faire une invaſion en Saxe. L'autre armée, à la tête de laquelle le Roi avoit réſolu de ſe mettre, avoit ſon rendez-vous en Siléſie. Sa Majeſté partit de Berlin le 4 d'Avril pour Breſlau, d'où elle ſe rendit à Frankenſtein, où les troupes de Siléſie arrivèrent le même jour. Cela formoit un corps de 30,000 hommes, avec leſquels il falloit établir une défenſive, pour attendre que les Pruſſiens, les Poméraniens, & ceux de la Marche électorale euſſent le temps de les joindre. Dans cette vue on prépara un camp retranché dans le comté de Glatz ſur les hauteurs de Piſchkowitz, dont la gauche étoit flanquée par les canons de la forteresſe & couverte par le ruiſſeau de la Steina, duquel par le moyen d'une écluſe on avoit formé une inondation.

Tandis qu'on s'occupoit de ces préparatifs, arriva un courrier de l'Empereur, chargé de lettres pour le Roi *. Elles contenoient de ces lieux communs

* La copie de ces lettres ſe trouve à la fin de ces mémoires.

vagues ſur le déſir de maintenir la paix & de mieux s'entendre. Le Roi y répondit avec toute la politeſſe convenable, inſinuant à l'Empereur, qu'en limitant ſes prétentions ſur la Bavière il étoit maître de conſerver la paix, & que ſa modération lui feroit plus d'honneur que ne pourroient faire les plus brillantes conquêtes. Bientôt le courrier revint avec une autre lettre, dans laquelle l'Empereur voulut juſtifier ſes droits. Elle fut réfutée par des argumens tirés du droit féodal, des pactes de famille, & du traité de Weſtphalie; enfin un troiſième courrier ſuccéda aux précédens; l'Empereur, faiſant ſemblant de ſe relâcher, propoſoit une négociation qui fût confiée au Comte de Cobenzl, Miniſtre de Vienne à Berlin. Le Roi comprit bien que l'Empereur vouloit gagner du temps, pour aſſembler toutes ſes troupes en Bohème, pour fortifier tous les poſtes qu'il prétendoit occuper, & pour ramaſſer les chevaux d'artillerie, de bagage & de vivres, qui manquoient encore à ſon armée; mais comme il importoit de montrer de la modération dans cette affaire, pour ne point choquer la France & la Ruſſie, le Roi conſentit à cette négociation, quoiqu'il fût facile de prévoir quelle en ſeroit l'iſſue. Les Autrichiens étalèrent toutes leurs mauvaiſes preuves, qui furent réfutées d'une façon victorieuſe par les miniſtres pruſſiens, ſans que la cour de Vienne voulût ſe déſiſter le moins du monde de ſes uſurpations; enfin pour terminer cette plaidoirie infructueuſe, l'on déclara pour l'*ultimatum*, que ſi les Autrichiens ne conſen-

toient pas à reſtituer la plus grande partie de la Bavière à l'Electeur palatin, on prendroit ce refus pour une déclaration de guerre. C'étoit ce que déſiroit l'Empereur ; il aſpiroit à ſe rendre indépendant de l'Impératrice ſa mère, par le commandement des armées & par l'éclat qu'il eſpéroit d'obtenir par ſes ſuccès ; toutefois il a paru par la ſuite des événemens que ſes combinaiſons n'étoient ni juſtes ni exactes. Il étoit haï de la nobleſſe, laquelle l'accuſoit d'avoir le deſſein de la rabaiſſer.

Dès le 4 de Mai les armées, tant celle de Siléſie que celle de Saxe, étoient formées ; la négociation de Berlin ſe rompit le 4 Juillet, & le 6 toutes les troupes ſe mirent en marche. Pour mieux cacher ſes deſſeins, l'armée de la Siléſie cantonnoit dans une eſpèce de coude depuis Reichenbach, Frankenſtein juſqu'à Neiſſe. Par cette poſition il étoit impoſſible que l'ennemi pût deviner ſi les forces du Roi ſe porteroient vers la Moravie, ou en Bohème. L'armée impériale avoit un corps de 30,000 hommes en Moravie, commandé par le Prince de Teſchen. Ce corps étoit retranché près de Heydepiltſch ſur les bords de la Mora, pour couvrir Olmutz. L'armée de l'Empereur étoit derrière l'Elbe dans des fortifications inexpugnables, depuis Kœnigſgrætz juſqu'à la petite ville d'Arnau. Le corps du Maréchal de Laudon, de 40 à 50,000 hommes, garniſſoit les poſtes de Reichenberg, Gabel & Schlukenau vers la Luſace ; le gros de ſon monde étoit entre Leutmeritz, Lowoſitz, Dux & Tœplitz. Le projet de

campagne que le Roi avoit formé, étoit bien différent de celui qu'il lui fallut exécuter. Il ſe propoſoit de porter la guerre en Moravie, de laiſſer environ 20,000 hommes pour couvrir le comté de Glatz & les paſſages de Landſhut, de tourner le poſte de Heydepiltſch, (ce qui étoit faiſable,) d'engager une affaire avec les Autrichiens, & ſi le ſuccès en étoit heureux, d'envoyer un détachement de 20,000 hommes derrière la Morava droit à Preſbourg, par où l'on gagnoit le pont du Danube qui s'y trouve, l'on coupoit l'armée impériale de tous les vivres qu'elle tiroit de la Hongrie, & en faiſant de là des incurſions vers Vienne, on obligeoit la cour pour ſa propre ſureté d'attirer une partie de ſes troupes à l'autre côté du Danube pour couvrir la capitale, de ſorte que l'affoibliſſement des armées de Bohème auroit donné beau jeu au Prince Henri & auroit facilité toutes les opérations de ſa campagne.

Quelque avantageux que fût ce projet, le Roi fut obligé de s'en déſiſter par les raiſons ſuivantes : en premier lieu les Autrichiens ne laiſsèrent qu'environ 10,000 hommes en Moravie ; le reſte, commandé par le Prince de Teſchen, joignit l'Empereur auprès de Jaromirs. Il réſultoit de là que ſi le Roi entroit en Moravie avec 60,000 hommes, toute l'armée de l'Empereur, portée à 80,000 combattans, auroit tenté une diverſion dans la baſſe Siléſie, contre laquelle les troupes, dont on deſtinoit le commandement au Général Wunſch, auroient été trop inférieures en nombre pour y pouvoir réſiſter ; ce qui auroit mis

le Roi dans l'obligation d'abandonner l'offenſive dans la haute Siléſie, pour courir défendre le comté de Glatz ou les montagnes de Landſhut : en ſecond lieu, la raiſon principale qui détermina pour l'entrée en Bohème, fut que l'Electeur de Saxe craignoit que les Autrichiens ne fiſſent une invaſion dans ſes Etats, & ne priſſent Dreſde, avant que les Pruſſiens puſſent arriver à ſon ſecours. Il falloit empêcher l'Empereur d'exécuter ce deſſein au cas qu'il l'eût conçu ; car il en auroit réſulté que l'Electeur de Saxe accablé auroit pu être forcé à changer de parti, ou au moins qu'au lieu d'établir le théâtre de la guerre en Bohème, on l'auroit par mal-adreſſe établi en Saxe. Il fallut donc que le Roi entrât en Bohème avec ſes forces principales, pour ſe préſenter vis-à-vis de l'Empereur, & l'empêcher de renforcer le corps du Maréchal Laudon, qui ſans ſecours étoit trop foible pour s'oppoſer aux entrepriſes du Prince Henri ; mais d'autre part l'on ne pouvoit pas laiſſer la haute Siléſie ſans défenſe, & il falloit oppoſer des troupes au Général Ellerichſhauſen, qui ſe tenoit dans le camp de Heydepiltſch derrière la Mora. Ce furent Mrs de Stutterheim & de Werner que l'on chargea de ce commandement, avec environ 10,000 hommes. Voici comment le projet ſur la Bohème s'exécuta. L'armée de Siléſie entra dans le comté de Glatz ; l'avant-garde occupa le poſte important du Raſchberg, d'où elle ſe porta ſur Nachod, le reſte de l'armée ſuivant l'arrière-garde. Le 7 Juill. le Roi fit une reconnoiſſance à la tête de 50 eſcadrons de dragons & de houſards.

Pour qu'on ſe faſſe une idée nette de la poſition de l'ennemi, il faut ſavoir que les Autrichiens avoient aſſez bien fortifié la ville de Kœnigſgrætz pour qu'au moins elle pût ſoutenir un ſiége de quelques ſemaines ; à quoi contribuoit principalement le confluent de l'Adler & de l'Elbe, au moyen duquel ils avoient formé des inondations difficiles à ſaigner. Cette ville faiſoit l'appui de la droite de leur camp. Au delà de l'Elbe & près de Kœnigſgrætz campoit un corps de grenadiers & quelque cavalerie dans des ouvrages qui reſſembloient plutôt à une ville fortifiée qu'à des retranchemens de campagne. De Semonitz à Schurz s'étendoit un autre corps environ de 30,000 hommes, couverts par des foſſés de 8 pieds de profondeur, de 16 de large, bien fraiſés & paliſſadées, & par ſurcroît entourés de chevaux de friſe qui lioient enſemble les ouvrages ſéparés ; plus loin s'élevoit la hauteur de Kukus, qui commandant ces bords-ci de l'Elbe s'étend de colline en colline par Kœnigſſaal vers Arnau ; d'où cette chaîne de montagnes aboutit à Hohenelbe, où elle ſe joint & ſe confond avec les montagnes que l'on nomme le Rieſengeburge. Tous les paſſages de l'Elbe étoient défendus par de triples redoutes. L'ennemi avoit fait des abatis d'arbres aux ſommets de ces montagnes couvertes de bois, derrière leſquels campoient 40 bataillons de la réſerve, pour porter de prompts ſecours aux lieux que les Pruſſiens auroient la témérité d'attaquer, au cas qu'il fût poſſible d'emporter ſucceſſivement ce nombre de redoutes & d'ouvrages

munis de 1500 canons en batterie. Ajoutez à tant de difficultés la plus conſidérable, & qui empêchoit abſolument de tenter le paſſage de l'Elbe, c'eſt que depuis Jaromirs juſqu'aux hautes montagnes le lit de la rivière eſt bordé à chaque rive de rochers de douze & plus de pieds de hauteur; ce qui empêche d'y jeter des ponts & de la franchir en d'autres lieux que ceux où ſes ponts ſont déjà établis. L'ennemi s'étoit principalement attaché à fortifier ces paſſages, dont une ſurabondance d'ouvrages rendoit l'approche impraticable.

Quelque impoſant que fût l'aſpect de ce camp formidable, on ſe flatta pourtant durant les premiers jours de gagner par adreſſe ce qu'on ne pouvoit emporter par la force. L'on avoit deſſein d'oppoſer à la partie de l'armée autrichienne campée entre Jaromirs & Schurz un corps de troupes capable de la tenir en reſpect; on le deſtinoit en même temps à faire de fauſſes attaques d'un côté ſur le village de Hermannitz & de l'autre ſur Kœnigſſaal, tandis que le gros de l'armée ſe gliſſeroit par la vallée de Sylva, paſſeroit la nuit l'Elbe au village de Werdeck, enfileroit le chemin de Prauſnitz pour gagner les hauteurs de Schwitſchin, qui étant les plus hautes, dominoient toute la contrée, & le camp même de l'ennemi. S'il avoit été poſſible aux Pruſſiens de s'y établir, ils coupoient l'aile droite des impériaux de l'aile gauche, les obligeoient à combattre à leur déſavantage, ou bien à ſe retirer plus honteuſement

encore. En conſéquence de ce projet le Roi ſe campa à Welſdorf avec 25 bataillons ſeulement & 60 eſcadrons. C'étoit ce corps qui devoit maſquer les mouvemens de la grande armée. Celle-là demeura dans le poſte de Nachod, d'où il étoit plus facile de la faire manœuvrer, ſoit ſur la droite, ſoit à la gauche principalement de cette avant-garde. Comme il étoit néceſſaire de reconnoître exactement la poſition de l'ennemi, pour s'aſſurer ſi le plan dont nous avons parlé pouvoit s'exécuter, ou s'il étoit de nature à être rejeté, l'on déguiſa les reconnoiſſances ſous différens prétextes apparens ; tantôt on donnoit l'alarme à quelque quartier de l'ennemi, quelquefois on engageoit des eſcarmouches avec ſes poſtes avancés ; le plus ſouvent on fourrageoit ſous ſon canon. Ce fut dans les différentes occaſions que fournirent ces petites opérations de guerre, qu'en s'approchant de Kœnigſſaal & du village de Werdeck, on découvrit auprès de Prauſnitz un camp fort, à peu près de ſept bataillons, & derrière ce poſte ſur la croupe du mont de Schwitſchin un autre corps d'environ quatre bataillons. Ces précautions de l'ennemi mettant des obſtacles inſurmontables aux deſſeins qu'on avoit formés, mirent le Roi dans la néceſſité d'y renoncer, pour imaginer d'autres expédiens. La diſtribution des troupes étoit bonne autant qu'on pouvoit exécuter le premier projet ; elle pouvoit à la longue devenir vicieuſe, ſi l'on ſe contentoit d'un ſi foible corps pour l'oppoſer à toutes les forces de l'Empereur. La diſtribution de l'armée fut donc

changée; 40 bataillons formèrent le camp de Welſdorf; le Lieutenant Général Bulow fut placé avec quelques bataillons & 30 eſcadrons à Smirſitz; le Général Falkenhayn au défilé de Kowalkowitz, qui étoit derrière l'armée; le Général Wunſch avec 20 bataillons à Nachod, pour couvrir les convois de l'armée, & le Général Anhalt avec 12 bataillons & 20 eſcadrons tout à fait ſur la droite de l'armée à Pilnikau vis-à-vis d'Arnau & de Neuſchloſs; mais ſa communication étoit aſſurée avec l'armée du Roi par la forêt de Sylva, où les Pruſſiens avoient des poſtes.

Tandis que ces mouvemens ſe faiſoient en Bohème, & que l'armée de l'Empereur étoit ſi occupée d'elle-même, que la crainte d'être attaqué d'un moment à l'autre, écartoit toute penſée de détacher vers le Maréchal Laudon, le Prince Henri gagna Dreſde ſans oppoſition; de là il pouſſa des détachemens en Bohème à la rive gauche de l'Elbe; mais par une manœuvre aſſez leſte, quoique difficile, il ſe porta en Luſace, laiſſant le Général Platen à la tête d'environ 20,000 hommes pour couvrir Dreſde; & 18,000 Saxons s'étant joints à ſes troupes, ce Prince ſe porta en Bohème par différens corps, qui tournant & attaquant les détachemens que l'ennemi avoit à Schlukenau, Rumbourg & Gabel, les dépoſtèrent & leur prirent 1500 hommes & 6 canons. S. A. R. fit fortifier les environs de Gabel, dont la défenſe fut confiée aux Saxons, & s'avança avec le gros de l'armée à Nimes, où elle ſe poſta dans un camp d'une forte aſſiette. Ce coup, auquel les impériaux

n'étoient point préparés, dérangea tout le projet de leur défenſive. Le Maréchal Laudon abandonna avec précipitation les poſtes d'Auſſig & de Dux, mais ce qui doit ſurprendre d'avantage, ſes fortifications de Leutmeritz, avec le magaſin qui s'y trouvoit. Le Général de Platen profita avec célérité de cette faute ; il prit Leutmeritz, s'avança vers Budin ſur l'Egra, & pouſſa ſon avant-garde juſqu'à Welwarn, qui n'eſt qu'à trois milles de Prague. L'alarme & la conſternation ſe répandirent dans cette grande ville ; la première nobleſſe, qui s'y étoit raſſemblée, ſe ſauva, & la capitale reſta quelques jours comme déſerte. Le Maréchal Laudon ayant, comme nous l'avons rapporté, abandonné toute la rive gauche de l'Elbe, ne ſe crut en ſureté qu'à Munchengrætz auprès de Jung Bunzlau ; & comme les ennemis avoient tout à craindre pour l'armée de l'Empereur, le Maréchal Laudon garnit de gros détachemens tout le cours de l'Iſer, qui coule où entre des rochers, ou entre des marais. Dans la haute Siléſie les Pruſſiens avoient ſurpris dans leur camp de Heydepiltſch deux régimens de dragons impériaux & les avoient preſque ruinés.

Ce fut dans ces circonſtances, où la guerre étoit bien décidée, où les Pruſſiens avoient déjà quelques avantages, où dans le royaume de Bohème quatre grandes armées étoient en action les unes contre les autres, qu'arrive à Welſdorf un étranger, qui s'annonçant Secrétaire du Prince Gallizin, Miniſtre de Ruſſie à Vienne, demande à parler au Roi. Ce ſoi-

disant Secrétaire étoit le Sr Thugut, ci-devant Ministre de l'Empereur à Constantinople. Il étoit chargé d'une lettre de l'Impératrice Reine pour le Roi. Nous nous contentons d'en rapporter la substance : l'Impératrice témoignoit son chagrin des brouilleries & des troubles qui venoient de naître ; l'appréhension qu'elle avoit pour la personne de l'Empereur ; le désir de trouver des tempéramens propres à concilier les esprits, en priant le Roi d'entrer en explication sur ces différens sujets. Le Sr Thugut prit ensuite la parole, & dit au Roi qu'il seroit facile de s'entendre, si l'on y procédoit de bonne foi. L'intention des Autrichiens étoit de gagner ce prince par des offres si avantageuses, qu'elles le fissent désister de l'appui qu'il prêtoit à l'Electeur palatin. Pour cet effet Thugut l'assura que sa cour non seulement ne s'opposeroit point à sa succession éventuelle des margraviats de Bareuth & d'Anspach, mais qu'encore elle offroit son appui à la Prusse pour le troc de ces margraviats contre des provinces limitrophes du Brandebourg, comme la Lusace, ou le Mecklenbourg, si le Roi le jugeoit conforme à ses intérêts. Le Roi lui répondit que sa cour mêloit & confondoit ensemble des choses qui n'avoient aucune connexion, savoir sa succession légitime & inconteſtable sur ces margraviats avec l'usurpation de la Bavière, & l'intérêt de ses Etats avec l'intérêt de l'Empire, dont il embrassoit la cause ; que si l'on vouloit s'entendre, il étoit nécessaire que sa cour se désistât d'une partie de la Bavière, & qu'on prît des mesures pour qu'à

l'avenir des actes d'un despotisme aussi violent ne troublassent plus la sécurité du corps germanique, en ébranlant ses plus fermes fondemens; & qu'à l'égard de cette succession il étoit bien éloigné de forcer un prince quelconque à troquer ses Etats contre ces margraviats; enfin que si un troc pareil avoit lieu, il falloit que ce fût de bon gré qu'il s'arrangeât. Le Roi ajouta, que ceci ne s'étant traité que verbalement, il vouloit bien, pour donner à l'Impératrice des preuves évidentes de ses dispositions pacifiques, minuter quelques articles principaux, qui pourroient servir de base au traité qu'on se proposoit de faire. Thugut s'offrit pour secrétaire; mais le Roi, qui ne se fioit ni à son style, ni à ses intentions, les coucha lui-même par écrit. Certainement l'Impératrice Reine auroit bien gagné en les acceptant. La cour de Russie ne s'étoit point encore déclarée : la France conseilloit à l'Autriche de faire la paix; mais ses avis avoient peu d'influence sur l'esprit ardent du jeune Empereur, & sur le génie impérieux du Prince Kaunitz.

Voici le résumé de ce projet : l'Impératrice rendra la Bavière à l'Electeur palatin, à l'exception de Burghausen, des mines, & d'une partie du haut Palatinat; le Danube sera libre; Ratisbonne ne sera plus bloquée par la possession de Stadt am Hof; la succession de ce pays sera assurée aux héritiers légitimes de la Bavière; l'Electeur de Saxe obtiendra du Palatin une somme d'argent pour les allodiaux, & la cour impériale lui cédera les droits qu'elle prétend avoir sur

ſur tous les fiefs ſitués en Saxe ; le Duc de Mecklenbourg aura, en guiſe de dédommagement pour ſes prétentions en Bavière, quelque fief vacant dans l'Empire ; la cour impériale ne chicanera plus le Roi de Pruſſe pour la ſucceſſion des margraviats ; la France, la Ruſſie & le corps germanique garantiront le préſent traité. Thugut partit pour Vienne avec cette pièce ; il revint enſuite chargé d'une foule de propoſitions infidieuſes, dont le Prince Kaunitz l'avoit muni. Le Roi s'apperçut par la forme que prenoit cette négociation, qu'elle n'étoit pas de nature à pouvoir réuſſir ; il ne lui convenoit pas d'ailleurs de traiter avec Mr Thugut ; ainſi il l'envoya au couvent de Braunau, pour étaler ſes talens devant le Comte Finck & le Sieur de Hertzberg, ſes miniſtres, qui l'expédièrent infructueuſement pour Vienne quelques jours après. Tout ce qui s'étoit paſſé dans cette négociation fut communiqué aux miniſtres de la France & de la Ruſſie, afin que convaincus des procédés déſintéreſſés de la Pruſſe, ils ne ſe laiſſaſſent point prévenir par les fauſſes expoſitions que leur en feroient les miniſtres de Vienne. L'Impératrice Reine déſiroit ſincèrement la paix ; ſon fils l'Empereur, dont elle connoiſſoit l'ambition à la tête de ſes troupes, lui faiſoit craindre la perte ou l'affoibliſſement de ſon autorité ; mais elle étoit mal ſecondée par ſon Miniſtre le Prince Kaunitz, qui par des vues aſſez communes aux courtiſans s'attachoit plutôt à l'Empereur, dont

la jeuneſſe ouvroit une perſpective plus brillante à la famille de ce Miniſtre que l'âge avancé de l'Impératrice. Le ſort des choſes humaines eſt d'aller ainſi ; de petits intérêts décident des plus grandes affaires. L'Empereur, inſtruit de la négociation du Sr Thugut, en fut furieux ; il écrivit à ſa mère, que ſi elle vouloit faire la paix, il ne retourneroit jamais à Vienne, & s'établiroit à Aix-la-Chapelle, ou dans quelque lieu que ce pût être, plutôt que de s'approcher jamais de ſa perſonne. L'Impératrice avoit fait venir le grand Duc de Toſcane, qu'elle envoya auſſitôt à l'armée, pour qu'il adoucît l'Empereur ſon frère, & lui inſpirât des ſentimens plus pacifiques. L'effet de cette entrevue fut de brouiller les deux frères, qui juſqu'alors avoient vécu en très-bonne intelligence.

Après avoir rendu compte de cette négociation & de tout ce qui s'y rapporte, il eſt temps de reprendre la ſuite des opérations militaires de ces quatre armées qui s'obſervoient en Bohème. Du côté où le Roi commandoit la poſition de l'armée impériale avoit été exactement reconnue de Kœnigſgrætz juſqu'à la ville d'Arnau ; reſtoit à ſavoir ſi au delà il y avoit des troupes vers Hohenelbe & les hautes montagnes. Le Général Anhalt, qui, comme nous l'avons dit, étoit détaché au delà de la droite du camp aux villages de Pilnikau & de Kottwitz, eut ordre d'envoyer des partis vers Langenau, & de s'y porter lui-même, pour faire un rapport exact de ce qu'il au-

roit découvert. Il vit d'abord un camp fortifié derrière Neuſchloſs, & plus loin il ne trouva que deux bataillons campés ſur les hauteurs qui couronnent la ville de Hohenelbe. Ce fait bien conſtaté ſervit de baſe au nouveau projet que le Roi forma, en portant vivement l'armée de ce côté. Là on pouvoit forcer le paſſage de l'Elbe, que deux bataillons n'étoient pas en état de défendre. Cette entrepriſe exécutée, on devoit ſe flatter des ſuccès les plus brillans, ſurtout ſi le Prince Henri s'avançoit de Nimes ſur l'Iſer. Les deux armées pruſſiennes ſe prêtant la main, elles ſe trouvoient ſur le flanc & à dos de l'armée de l'Empereur, qui ne pouvoit ſe ſoutenir que par un combat, ou qui ſe trouvant forcé d'abandonner ſes retranchemens immenſes, ne trouvoit point de poſte aſſuré que derrière les étangs de Gitſchin, où même ſa poſition étoit tournable, ce qui l'auroit réduit à ſe réfugier à Pardubitz, où il étoit couvert par les étangs de Bohdanetz & le courant de l'Elbe. Ce projet, quelque beau qu'il fût, rencontroit de grandes difficultés dans l'exécution. La première étoit celle des chemins creux & des défilés qu'il falloit traverſer pour arriver à l'Elbe, & l'affreux embarras de traîner par ces chemins une artillerie nombreuſe ; la ſeconde, de fournir l'armée de vivres ; quand on auroit paſſé l'Elbe, on auroit mené le pain juſqu'à cinq milles au delà de ce fleuve ; le manque de chevaux auroit en troiſième lieu rendu un tranſport plus éloigné impoſſible. Tous ces obſtacles, qui ſe préſentoient à l'eſprit du Roi, lui firent

réſoudre d'aller au plus ſûr, & de cacher encore ſoigneuſement ce projet, qu'il n'abandonna pas cependant; il ne voulut donc point quitter ſon camp de Welſdorf avant d'avoir fourragé radicalement toute la contrée qui s'étend de l'Elbe à ſes frontières de Siléſie, d'autant plus que les Autrichiens avoient forcé les habitans de s'enfuir avec tout leur bétail au delà de l'Elbe; & le Roi gagnoit au moins par là qu'il étoit impoſſible que les Autrichiens tinſſent l'hiver un corps conſidérable ſur ſes frontières, & inquiétaſſent ſes troupes dans leurs quartiers. Dès que tous les fourrages furent conſumés, le Roi marcha avec l'armée & prit le camp de Burkerſdorf, proche de Sorr, où il y avoit 33 ans qu'il avoit gagné une bataille ſur les mêmes ennemis. Les Autrichiens ne firent pas ſortir un homme de leurs retranchemens à la pourſuite de ſon armée, & l'Empereur demeura immobile & dans ſon ancienne poſition derrière l'Elbe, ſans même chicaner l'arrière-garde au terrible défilé de Kowalkowitz, où elle étoit obligée de paſſer. Mr de Wunſch reprit ſon poſte du Raſchberg derrière Nachod. Le Prince de Pruſſe occupa le poſte de Sorr à portée de celui de Pilnikau, où commandoit le Prince héréditaire de Bronſwic. On envoya quelques bataillons à Trautenau, à Schazlar & à Landſhut, pour aſſurer les convois qui de là étoient plus près de l'armée. Tous ces mouvemens n'opérant aucun changement dans la poſition où étoit l'ennemi, l'on crut pouvoir exécuter le projet que le Roi avoit formé. A cette fin

le Prince héréditaire alla occuper avec ſon corps la hauteur des Dreyhæuſer ; le Prince de Pruſſe le remplaça avec ſon détachement en s'établiſſant à Pilnikau, & le Roi ſe campa avec 40 bataillons auprès du village de Léopold, de manière que ces trois corps communiquant enſemble, pouvoient ſe prêter la main au cas qu'un d'eux fût attaqué. Il étoit temps d'avancer, pour s'approcher d'avantage de Hohenelbe. Le Prince héréditaire couronna pour cet effet les montagnes qui vont de Schwarzthal à Langenau ; le Roi le joignit par ſa droite & remplit le terrain qui va de Lauterwaſſer à une hauteur à gauche, qui fut également occupée. Le Prince de Pruſſe garda ſa poſition de Pilnikau, d'où il pouvoit faire une fauſſe attaque ſur le corps des ennemis de Neuſchloſs, tandis que l'armée forceroit le paſſage de l'Elbe. Ce Prince ſe diſtingua à différentes repriſes par ſa vigilance & par ſes bonnes diſpoſitions. La réſerve fut placée à Wildſchutz, pour épauler le camp du Prince de Pruſſe, & la brigade de Luck fut deſtinée à garnir les défilés impraticables de Hermannſeiffen, de Mohren & des Dreyhæuſer. Cette brigade, chargée de mener le gros canon & les obuſiers à l'armée, employa trois jours pour les traîner de Trautenau à Hermannſeiffen, qui font une diſtance de trois milles. L'artillerie, qui avoit des voies larges, ne put jamais traverſer les chemins étroits qui étoient creuſés dans la roche vive ; on l'attendoit avec impatience ; mais elle n'arriva pas. Un temps auſſi précieux, perdu par des

ſoins inutiles, favoriſa ſi bien les Autrichiens, qu'ils purent s'établir avec toute leur armée & leur canon ſur les montagnes qui ſont en delà de Hohenelbe, & dès-lors il fallut renoncer au projet; car tout ce qu'il eſt permis de tenter contre un corps foible, devient téméraire ſi on le hazarde contre une armée nombreuſe, principalement quand elle ſe trouve placée dans un poſte preſque inexpugnable. Pour forcer ces troupes, il falloit avoir les obuſiers, ſeule artillerie dont on pût ſe ſervir contre les ennemis poſtés ſur des montagnes; & ces obuſiers n'y étoient point. Il falloit de plus paſſer l'Elbe ſur des ponts, & défiler devant un grand front, qui auroit écraſé les troupes avant qu'elles puſſent ſe mettre en bataille. Il falloit encore déloger le corps de Ziſkowitz des côteaux du Rieſengeburge, d'où il ſeroit tombé ſur le flanc des aſſaillans, ſi on ne lui avoit précédemment donné la chaſſe. La montagne où il étoit, s'appeloit Wilſchura, & cette expédition étoit un préalable. Il falloit auſſi que le Prince Henri coopérât à cette entrepriſe. Si tous ces empêchemens n'étoient ſurvenus, le projet étoit de chaſſer, comme je l'ai dit, Mr de Ziſkowitz de ſon poſte; d'établir enſuite 45 gros obuſiers derrière Hohenelbe, pour bombarder de là la partie des ennemis qui ſe trouvoit vis-à-vis de notre droite; de paſſer l'Elbe à un gué qu'on avoit découvert près d'un couvent de moines, & après avoir délogé l'ennemi de cette poſition, de s'établir entre Branna & Starkenbach, ſur le flanc des troupes qui campoient près de Neu-

ſchloſs, où les ennemis devoient s'aſſembler promptement pour attaquer les Pruſſiens dans un bon poſte, (ce qui demandoit du temps,) ou ils étoient dans la néceſſité d'abandonner tout le cours de l'Elbe à nos troupes victorieuſes.

Toutes les raiſons que nous venons d'alléguer ayant obligé de renoncer à ce plan hardi, il ne reſtoit qu'à conſumer par les fourrages tout ce pays dépourvu d'habitans, & à le réduire en une eſpèce de déſert, pour aſſurer la tranquillité des quartiers d'hiver, qu'on ne pouvoit prendre qu'en Siléſie. On fourragea comme de coutume, toujours ſur les bords de l'Elbe & ſous le canon des ennemis, ſans que l'Empereur & ſes troupes donnaſſent la moindre marque de vigueur; ſans qu'aucun d'eux ſe hazardât à paſſer la rivière, pour défendre le fourrage qu'on prenoit ſous leurs yeux à leurs malheureux cultivateurs. Quoique le pays fût abondant, le grand nombre de troupes qui s'y nourriſſoient, acheva bien vîte de conſumer les productions de la terre. Le Prince Henri manda au Roi qu'il manquoit de fourrages, & qu'il n'en trouveroit tout au plus que juſqu'à la moitié de Septembre. Les deux armées décampèrent donc à peu près le même jour. Le Roi quitta la poſition de Langenau & de Lauterwaſſer le 14 de Septembre, le Prince Henri ſon camp de Nimes deux jours plus tard. Ce Prince paſſa l'Elbe à Leutmeritz. Le Prince de Bernbourg, qui avoit les Saxons avec lui, ſe replia ſur Zittau & plaça ſes troupes ſur l'Eckartſberg; il y eut quelques

eſcarmouches à l'arrière-garde du Prince Henri, où les houſards d'Uſedom eurent occaſion de ſe diſtinguer. Le lecteur nous ſaura gré de ne lui point rapporter ces minuties & ces opérations de détail qui n'influent en rien ſur les grandes affaires. Du côté du Roi, ce prince pour alléger ſa retraite avoit eu la précaution de renvoyer d'avance ſon artillerie & ſes obuſiers de Hermannſeiffen à Wildſchutz. Les meſures furent ſi bien priſes, que l'ennemi tenta inutilement d'entamer le Prince héréditaire auprès de Schwarzthal, & qu'il lui laiſſa tranquillement reprendre ſon ancien camp des Dreyhæuſer. La colonne que le Roi conduiſoit, rencontra encore une vingtaine de canons embourbés dans les défilés de Léopold. Cet accident arrêta la marche de l'armée ; l'on garnit d'abord les hauteurs des troupes qui avoient la tête de la colonne. Elles repouſsèrent facilement quelques détachemens de pandours & de houſards venus de Neuſchloſs par Arenſdorf dans l'intention de harceler l'arrière-garde royale. Les canons furent traînés à force de bras ſur les hauteurs; quelques coups de canon diſſipèrent l'ennemi, & l'armée entra dans le camp de Wildſchutz, dont la réſerve, comme nous l'avons dit, occupoit les hauteurs, & le Prince de Pruſſe la gauche, de ſorte que depuis les Dreyhæuſer juſqu'à Pilnikau & Kottwitz l'armée formoit une ligne preſque contigüe. Tous ces différens mouvemens des Pruſſiens ne firent aucune impreſſion ſur l'armée impériale ; elle demeura immobile derrière l'Elbe. Après avoir donc épuiſé

de fourrages tous les environs, le Roi ſe replia ſur Trautenau. Cette marche ſe fit ſur trois colonnes ; il n'y eut de harcelée que celle que le Prince héréditaire conduiſoit. Ce Prince fit volte-face ; à ſon tour il attaqua l'ennemi, qui craignant un engagement ſérieux, ſe retira, après avoir perdu une centaine de morts, & quelques priſonniers qu'on fit ſur lui ; les Pruſſiens entrèrent dans leur camp, le corps du Prince héréditaire à droite ſur les hauteurs de Freyheit, & le corps du Prince de Pruſſe à gauche ſur les collines de la chapelle de Trautenau. Mr de Wurmſer, qui avec un tas de troupes légères ſe tenoit à Prauſnitz, eſſaya à différentes repriſes d'attaquer le poſte du Prince de Pruſſe ; toutes les fois qu'il attaqua, il fut repouſſé, ce qui fut dû aux bonnes diſpoſitions & à l'activité de ce Prince, conduite qui eût honoré tout autre militaire qui en auroit fait autant.

Les Pruſſiens ne pouvant rien entreprendre ſur les impériaux, étoient réduits à conſumer les vivres des contrées où ils pouvoient atteindre, & à décamper quand tout étoit mangé. On employa toute la prévoyance & toute la prudence convenable pour aſſurer ce mouvement. Les hauteurs qui ſont derrière l'Uppau furent garnies d'infanterie & de canons ; les poſtes avancés ſe replièrent ſur l'armée, & la retraite ſe fit avec tant d'ordre, que l'ennemi ne put entamer l'arrière-garde ; ſi l'on en excepte une légère pandourade, rien ne troubla les troupes dans leur marche, qu'elles continuèrent juſqu'à Trautenbach, où l'on

ſéjourna peu de jours. De là l'armée ſe replia ſur Schazlar, dont le poſte couvre toute la baſſe Siléſie. Mr de Wurmſer s'étoit préparé ce jour pour engager une affaire d'arrière-garde. Par précipitation il n'attendit pas que les Pruſſiens fuſſent en marche pour les attaquer, & engagea ſur notre gauche une affaire de poſte. La brigade de Keller, qui occupoit une hauteur de cette extrémité, ſe défendit vaillamment, & repouſſa l'ennemi, dont la perte fut de 400 hommes. Cela fait, les troupes ſe rendirent à l'endroit de leur deſtination. Le Prince héréditaire partit de Schazlar avec 10 bataillons ; il fut joint à Munſterberg par 30 eſcadrons de l'armée du Roi, avec leſquels il ſe mit en chemin pour la haute Siléſie, où il prit le commandement de tout le corps qui ſe trouvoit dans cette province. Il arriva à Troppau vers la fin de Septembre. Le renfort qu'il menoit dans la haute Siléſie, étoit calculé pour contre-balancer un détachement à peu près de la même force que l'Empereur envoyoit à Mr d'Ellerichſhauſen, & qui auroit donné aux impériaux une ſupériorité trop conſidérable ſur Mr de Stutterheim, ſi l'on n'y avoit pourvu à temps.

Cette campagne s'étoit bien vîte terminée ; on étoit à la fin de Septembre ; la ſaiſon des opérations militaires n'étoit point écoulée ; on devoit donc ſoupçonner que l'ennemi ne s'en tiendroit pas là, & qu'après avoir obſervé pendant la campagne une défenſive auſſi exacte que celle que nous avons rapportée, il couvoit encore quelque deſſein, & mé-

ditoit peut-être de faire une campagne d'hiver. Deux points principaux pouvoient être les objets d'une irruption pour les Autrichiens; l'un d'attaquer en force le corps du Prince héréditaire; l'autre de forcer les paſſages de la Luſace. Un Empereur jeune & ambitieux, à la tête de ſes troupes, qui brûloit de ſe ſignaler par quelque coup d'éclat, donnoit un air de vraiſemblance aux projets qu'on lui ſuppoſoit, ce qui méritoit aſſurément un examen réfléchi. Les tentatives que l'ennemi pouvoit méditer ſur la haute Siléſie, paroiſſoient les plus faciles; il avoit de gros magaſins à Olmutz & tout ce qui eſt néceſſaire pour le tranſport de ſes ſubſiſtances; de plus il ne falloit que chaſſer les Pruſſiens de Troppau, pour les forcer à abandonner l'Oppa & à ſe retirer vers Coſel & Neiſſe. Le deſſein de pénétrer en Luſace rencontroit plus de difficultés. Le Prince de Bernbourg y commandoit un corps de 20,000 hommes; les impériaux n'avoient point de magaſins à portée de la Luſace; les vivres étoient rares du côté de Schlukenau, Gabel, Rumbourg & Friedland, de ſorte que l'ennemi auroit eu de la peine à y amaſſer aſſez de ſubſiſtances pour un corps de troupes conſidérable; toutefois comme il pouvoit diſpoſer de tous les charrois de la Bohème, il auroit pu à grands frais & avec du temps former des magaſins dans cette partie, pour ſe préparer à une telle entrepriſe, très-difficile relativement au poſte de l'Eckartſberg. Moins on voyoit clair dans les vues de l'ennemi, plus il falloit ſe préparer pour tous les cas.

A cette intention Mr de Boſſe fut détaché avec 10 eſcadrons & 5 bataillons pour Lœwenberg & Greifenberg ; ſes ordres portoient d'obſerver le Général Alton, qui occupoit Friedland & Gabel, & au cas que ce Général voulût entamer le Prince de Bernbourg, de prendre l'ennemi à dos, & de ſe concerter en tout avec ce Prince. D'un autre côté le Prince Henri, qui campoit à Nœllendorf, envoya un détachement ſous le Général Mœllendorf à Bautzen, pour joindre le Prince de Bernbourg, au cas que les Autrichiens tournaſſent de ſon côté ; & ſuppoſé que cette expédition devînt plus ſérieuſe & qu'une partie de l'armée ennemie voulût pénétrer en Luſace, pour marcher à Lauban avec 20 bataillons & 30 eſcadrons, afin de couper les aſſaillans de leurs vivres. Lorſque le Général Mœllendorf quitta la Bohème pour ſe rendre à Bautzen, il fut attaqué par les Autrichiens, qui furent repouſſés avec une perte aſſez conſidérable. Le Major d'Anhalt, qui ſervoit ſous le Général Mœllendorf, ſe diſtingua beaucoup dans cette petite affaire.

Tant qu'on ne ſut point à quoi les ennemis ſe détermineroient, le Roi demeura à Schazlar ; mais ſitôt qu'on s'apperçut qu'ils ne faiſoient aucuns préparatifs vers la frontière de la Luſace pour amaſſer des magaſins, & que le corps qu'ils avoient ſur cette frontière étoit même inférieur à celui des Pruſſiens, il parut aſſez probable que la tranquillité ſe maintiendroit de ce côté-là pendant l'hiver. Dès-lors le Roi eut la liberté de tourner toutes ſes penſées vers

la haute Siléſie ; d'ailleurs le froid commençoit à ſe faire ſentir aſſez vivement dans les montagnes de la Bohème ; il geloit toutes les nuits ; les Autrichiens n'avoient aucun corps d'armée dans le voiſinage. Toutes ces conſidérations parurent ſuffiſantes pour lever le camp, & mettre les troupes qui devoient défendre la frontière en cantonnement entre Landſhut, Griſſau, Hirſchberg, Schmiedeberg & Friedland. Elles conſiſtoient en 20 bataillons & 30 eſcadrons, dont le Général Ramin avoit le commandement. Cette poſition étoit la même que le Roi avoit occupée en l'année 1759. Seize bataillons & quinze eſcadrons partirent à part, pour ſe rendre dans la haute Siléſie ; le Roi les joignit à Neiſſe, ſe mit à leur tête & marcha à Neuſtadt. Voici les raiſons de ce mouvement. Le Roi avoit toujours eu deſſein d'attirer la guerre en Moravie ; le Prince héréditaire occupoit Troppau ; les ennemis avoient Jægerndorf & pouvoient de là le couper de Neiſſe & de Coſel. C'étoit donc une néceſſité d'occuper Jægerndorf, pour aſſurer par cette poſition la chaîne des quartiers d'hiver derrière l'Oppa. On étoit obligé d'ailleurs de prendre des établiſſemens ſolides dans la haute Siléſie, pour ſe mettre en état de faire le printemps ſuivant les plus grands efforts en Moravie. Les troupes du Roi chaſsèrent ſans peine les Autrichiens de Jægerndorf, & l'on s'occupa dès-lors à fortifier la ville, la montagne & la chapelle, & les villages les plus expoſés aux inſultes de l'ennemi. Le Prince héréditaire en fit autant à Troppau, & ces deux

villes, par les fortifications qu'on y ajouta, devinrent de bonnes places à l'abri de toute inſulte. Dès la mi-Novembre ces ouvrages étant en aſſez bon état, le Roi ſe rendit à Breſlau, tant pour prendre des arrangemens pour la campagne prochaine, qu'afin de veiller aux négociations, qui commençoient à prendre une tournure aſſez intéreſſante.

N'ayant pas voulu rompre le récit d'une campagne ſtérile en grands événemens, nous croyons devoir reprendre maintenant le fil des affaires politiques. La cour de Péterſbourg étoit celle qui intéreſſoit le plus, parce que c'étoit d'elle uniquement dont on pouvoit attendre des ſecours réels. L'Impératrice de Ruſſie s'étoit engagée d'aſſiſter le Roi ſitôt que ſes différens avec la Porte ottomanne ſeroient vidés. Le Roi, qui voulut mettre l'Impératrice dans le cas d'accomplir ſa promeſſe, s'étoit par une ſuite de la bonne harmonie qui s'établiſſoit entre la France & la Pruſſe adreſſé au miniſtère de Verſailles, afin qu'il ſe chargeât de la médiation entre les Turcs & les Ruſſes, & les François avoient réuſſi à faire conſentir la Porte à s'accommoder avec ſes ennemis, en rendant les vaiſſeaux ruſſes qu'elle avoit pris aux Dardanelles, & à reconnoître le Chan des Tartares protégé par Catherine. A peine ces nouvelles arrivèrent-elles à Péterſbourg, que l'Impératrice, raſſurée ſur la tranquillité de ſes Etats, & flattée par l'ambition de prendre une part directe aux affaires d'Allemagne, ſe déclara ouvertement pour la Pruſſe. Ses miniſtres tant à Vienne qu'à

Ratiſbonne déclarèrent en ſubſtance : " Qu'elle " prioit l'Impératrice Reine de donner une ſatis- " faction entière aux princes de l'Empire à l'égard " de leurs griefs, & ſurtout des juſtes ſujets de " plainte que leur fourniſſoit l'uſurpation de la Ba- " vière, faute de quoi l'Impératrice de Ruſſie ſeroit " dans l'obligation de remplir ſes engagemens en- " vers S. M. pruſſienne, en lui envoyant le corps " de troupes auxiliaires qu'elle lui devoit ſelon la " teneur des traités." Cette déclaration fit l'effet d'un coup de foudre ſur la cour de Vienne. Cet événement inattendu troubla & dérangea ſa ſécurité; le Prince Kaunitz fut embarraſſé, n'ayant rien prévu. Joſeph, qui déſiroit ardemment la continuation de la guerre, profita du trouble & de la perplexité où il trouva l'Impératrice ſa mère, & lui fit ſigner un ordre pour augmenter ſon armée de 80,000 recrues; il s'écrioit qu'il falloit tout mettre en œuvre, épuiſer toutes les reſſources, pour rendre dans ce moment déciſif la maiſon d'Autriche plus formidable que jamais; il penſoit que les dépenſes une fois faites, rien ne pourroit arrêter la continuation de la guerre; mais l'Impératrice étoit dans des ſentimens tout oppoſés. Elle ſoupiroit après la fin de ces troubles; elle mettoit tout ſon eſpoir en la médiation de la France, qu'elle avoit demandée; ſes peuples, ſurchargés d'impôts, ne pouvoient point fournir les ſommes immenſes que les frais de la guerre exigeoient; les emprunts étrangers ne rempliſſoient point les attentes de la cour; enfin l'argent manquoit

à tel point, que ſouvent les ſoldats étoient ſans paye & manquoient des beſoins journaliers ; & les perſonnes les plus éclairées prévoyoient avec douleur un bouleverſement général de la monarchie, ſi on ne le prévenoit en ſe prêtant de bonne grâce aux propoſitions d'une paix raiſonnable. Déjà l'Impératrice avoit ſollicité, comme nous l'avons dit, la médiation de la France ; elle avoit de même imploré les bons offices de la cour de Ruſſie, & par un hazard ſingulier la dépêche de Vienne & la déclaration de Péterſbourg étant parties en même temps, arrivèrent à peu près le même jour au lieu de leur deſtination. Cela tourna à l'avantage du Roi, parce que ſi la demande des Autrichiens fût arrivée à Péterſbourg avant le départ de la déclaration, il eſt à préſumer que l'Impératrice de Ruſſie l'auroit ſupprimée. D'autre part le Roi, qui par ſes émiſſaires étoit informé de tout, ne demandoit pas mieux que de s'accommoder avec la cour de Vienne, pourvu toutefois qu'on maintînt les conſtitutions de l'Empire dans leur intégrité, & qu'on ne négligeât ni les intérêts de l'Electeur de Saxe, ni ceux du Prince de Deux-ponts, & qu'il fût à l'abri de toute chicane à l'égard de la ſucceſſion des margraviats ſur leſquels il avoit des droits inconteſtables ; & bien éloigné de s'oppoſer à la médiation de la France, ce prince enviſageoit la cour de Verſailles comme garante de la paix de Weſtphalie, & comme autant intéreſſée que la Pruſſe même à ne pas permettre que l'Empereur par ſon uſurpation de la Bavière ſe frayât un chemin,

ſoit

ſoit pour tomber ſur le Roi de Sardaigne en Italie, (ce qu'on craignoit fort à Turin,) ſoit pour pénétrer avec plus de facilité en Alſace & dans la Lorraine. L'Electeur de Saxe étoit couſin de Louis XVI, & le Prince de Deuxponts ſon protégé. Néanmoins ç'auroit été manquer de prudence que de confier entièrement les intérêts de la Pruſſe & de l'Allemagne à un miniſtère ſans vigueur, & qui n'ayant aucune volonté ferme, pouvoit le laiſſer ébranler par les machinations de la cour de Vienne. Pour prémunir Mr de Maurepas contre toute propoſition des Autrichiens directement oppoſée à la pacification de l'Allemagne, le Roi lui envoya un mémoire raiſonné, qui contenoit les motifs qui rendoient telle condition de paix acceptable, & telle autre au contraire non-admiſſible, avec un réſumé des articles principaux & indiſpenſables pour la paix générale. Cette pièce fit un effet ſi avantageux, que la France l'admit pour baſe de la négociation dont elle s'étoit chargée à Vienne. Mr de Breteuil, Ambaſſadeur de France à cette cour, éprouva de la part de l'Empereur des difficultés qui renaiſſoient à chaque propoſition qu'il mettoit en avant; mais cela n'empêcha pas l'Impératrice Reine d'admettre le projet de pacification tel que la France l'avoit minuté. Sur ces entrefaites le Prince Repnin arriva à Breſlau de la part de l'Impératrice de Ruſſie; il y parut plus ſous les dehors d'un miniſtre plénipotentiaire qui venoit dicter de la part de ſa cour des lois à l'Allemagne, que comme

un général deſtiné à conduire un corps auxiliaire à l'armée pruſſienne. Le Roi avoit propoſé à la cour de Péterſbourg d'employer le printemps ſuivant le corps des Ruſſes contre la Ludomerie & la Gallicie, où il y avoit peu de troupes ; de pénétrer en Hongrie, où l'approche des Ruſſes auroit fait révolter tous ceux de la religion grecque qui étoient répandus dans la Croatie, dans la Hongrie, dans le bannat de Témeſvar & dans la Tranſylvanie ; le Roi s'étoit même offert d'y joindre un corps de ſes troupes & d'abandonner toutes les richeſſes de ces provinces aux Ruſſes. Ce projet fut rejeté. Le corps que les Ruſſes devoient fournir ſelon le traité, conſiſtoit en 16,000 combattans ; l'on y mit un prix ſi énorme, qu'il ne pouvoit jamais s'évaluer par les ſervices qu'on en pouvoit attendre. Il en auroit coûté par an au Roi deux millions, & outre cela un ſubſide de 500,000 écus pour une guerre que la Ruſſie ne faiſoit point aux Turcs. Le Baron de Breteuil, Ambaſſadeur à la cour impériale, étoit flatté de devenir le pacificateur de l'Allemagne ; il ſe plaiſoit à ſe repréſenter qu'en ſuivant les traces de Claude d'Avaux, plénipotentiaire à la paix de Weſtphalie, ce lui ſeroit un acheminement pour monter aux premières dignités dans ſa patrie, & ſurtout au miniſtère des affaires étrangères. Il mit toute ſon activité en jeu & travailla avec tant de perſévérance, que vers la fin de Janvier il envoya à Breſlau au prince Repnin le plan de pacification générale, tel que le Roi l'avoit conçu, & qu'il avoit été approuvé par l'Impératrice Reine. Les conditions étoient telles que nous les

avons marquées. L'on communiqua ce projet de paix aux alliés de la Pruſſe ; les Saxons ſe récrièrent ; ils faiſoient monter leur prétention ſur les alleux de la Bavière à la ſomme de quarante millions de florins, & ils prévoyoient avec douleur, que s'ils en obtenoient ſix ce ſeroit beaucoup ; ils exigeoient de plus que l'Empereur renonçât à toutes les prétentions féodales qu'il prétend comme Roi de Bohème avoir ſur la Saxe & ſur la Luſace, & ſurtout ils s'étoient flattés de gagner quelque dédommagement en fonds de terre pour arrondir leur territoire. Le Prince de Deuxponts de ſon côté s'opiniâtroit à ſoutenir que la Bavière ne devoit être démembrée en aucune manière ; il s'offroit à céder une partie du haut Palatinat, pour conſerver le cercle de Burghauſen ; avec cela il ne conſentoit qu'avec une extrême répugnance aux dédommagemens que l'Electeur de Saxe avoit à prétendre. Pour contenter le déſir de ſes alliés, le Roi fit une nouvelle tentative, principalement relative à la Bavière & au cercle de Burghauſen, pour eſſayer s'il pourroit obtenir pour eux quelques conditions plus favorables de la cour de Vienne ; mais bien loin d'y acquieſcer, le Prince Kaunitz, effarouché des nouvelles demandes des Pruſſiens, répondit fièrement que le projet de pacification communiqué par l'Ambaſſadeur de France au Prince Repnin étoit l'*ultimatum* de la cour de Vienne, & que l'Impératrice étoit réſolue à ſacrifier juſqu'au dernier homme de ſon armée, plutôt que d'adhérer à de nouvelles conditions auſſi humiliantes & auſſi contraires à ſa

dignité que celles qu'on venoit de lui préſenter. Il n'y avoit rien que de fort naturel à demander la reſtitution entière d'une province envahie & uſurpée ; mais la France & la Ruſſie ne vouloient que la paix ; la première, pour ſe délivrer des ſollicitations de l'Empereur, qui lui demandoit des ſecours ; la ſeconde, pour ne point aſſiſter les Pruſſiens de ſes troupes. Elles agirent en conſéquence, & preſsèrent les Miniſtres pruſſiens de ne point former d'obſtacles nouveaux à la pacification générale. Le Roi, gêné par des puiſſances médiatrices qui méritoient les plus grands égards, n'eut pas la liberté d'aſſiſter ſes alliés avec le zèle qu'il ſentoit pour eux ; il ne pouvoit pas heurter de front en même temps l'Autriche, la France & la Ruſſie ; il voulut pourtant concerter avec cette dernière les meſures qui reſtoient à prendre ; ce qui recula d'un mois l'aſſemblée du congrès, parce qu'il falloit ce temps pour avoir la réponſe de Péterſbourg.

Nous emploîrons ce délai à mettre ſous les yeux du lecteur le précis des opérations militaires qui occupèrent les troupes pendant cet hiver. On ſe rappellera que nous avons laiſſé le Prince héréditaire dans la haute Siléſie, occupé à ſoutenir ſa poſition de Troppau & de Jægerndorf, donnant la chaſſe aux ennemis, tantôt du côté de Grætz, tantôt à Mæhriſch Oſtrau, tantôt vers Lichten. Les Autrichiens croyoient de leur côté que c'étoit une humiliation de laiſſer les Pruſſiens tranquillement les maîtres d'une partie de leur territoire ; ils auroient

voulu tout tenter pour les en déloger; mais ils prévoyoient qu'ils ne pourroient reprendre les villes de Troppau & de Jægerndorf ſans les ruiner & les brûler totalement. Ce moyen paroiſſant trop dur à l'Impératrice Reine, les généraux autrichiens imaginèrent qu'en coupant l'armée du Prince héréditaire de Neiſſe, (d'où ils ſuppoſoient fauſſement qu'elle tiroit ſes vivres,) ils obligeroient ce Prince à évacuer toute la haute Siléſie. Dans l'intention d'exécuter ce projet le Général Ellerichſhauſen, avec un renfort de 10,000 hommes qu'il avoit reçu de la Bohème, établit ſon quartier à Engelſberg, petite ville ſituée dans les gorges des montagnes, dont l'une aboutit à Branna proche de Jægerndorf, l'autre débouche à Hof, & la troiſième, qui paſſe par Zuckmantel & Ziegenhals, aboutit à cette plaine qui s'étend de Weidenau à Patſchkau, Neiſſe & Neuſtadt. Ce corps, environ de 15,000 hommes, placé avec cet avantage, donnoit différentes alarmes à nos quartiers; tantôt il fourrageoit près de Neiſſe, mais toujours repouſſé; tantôt il inquiétoit les environs de Jægerndorf, d'où le Général de Stutterheim, qui en avoit le commandement, le renvoya bien battu. Enfin las de ces échauffourrées, qui ne laiſſoient pas de fatiguer les troupes, le Prince héréditaire de Bronſwic réſolut de les alarmer à ſon tour. Il raſſembla ſes quartiers & fondit avec trois corps ſéparés ſur les poſtes de Branna, de Lichten & de l'Engelſberg. Les impériaux prirent la fuite auſſitôt que les Pruſſiens ſe

montrèrent ; le Prince leur prit 4 canons & 50 priſonniers ; mais leur terreur fut ſi grande, qu'ils s'éloignèrent des cantonnemens pruſſiens, & que les troupes de Troppau & de Jægerndorf purent jouir de quelque tranquillité. Alors Mr d'Ellerichſhauſen tourna ſon attention entière vers Zuckmantel & Ziegenhals, d'où il faiſoit journellement des incurſions dans le plat pays. Les troupes pruſſiennes de Neuſtadt & de Neiſſe s'oppoſoient à chaque moment aux déprédations que l'ennemi vouloit commettre ; ce qui occaſionna différentes eſcarmouches, où l'infanterie & la cavalerie pruſſiennes ſe diſtinguèrent également ; mais ce genre de petite guerre n'entre pas dans le plan des mémoires que nous nous ſommes propoſé d'écrire. Toutefois on réſolut de réprimer la témérité de ces ſortes d'entrepriſes ; il falloit du repos aux troupes pendant l'hiver, & elles avoient aſſez de temps pour ſe battre durant la ſaiſon des opérations de campagne. Pour amener les choſes à cette fin & couper le mal par ſes racines, on réſolut de déloger les Autrichiens de leur poſte de Zuckmantel, ſi la choſe étoit faiſable. Mr de Wunſch, qui ſe trouvoit avec dix bataillons dans le comté de Glatz, où juſqu'alors il étoit reſté déſœuvré, crut qu'il pourroit s'en éloigner pour peu de temps ſans trop hazarder par une courte abſence. Il laiſſa le Prince de Philippſthal avec deux foibles bataillons à Habelſchwerdt ; il arriva à Ziegenhals, dont il chaſſa les ennemis, & les pourſuivit dans des gorges que

forment les montagnes juſqu'à Zuckmantel ; mais ce poſte avoit été rendu inſoutenable pour les Pruſſiens, à cauſe des hauteurs qui le dominent, & que les Autrichiens avoient non ſeulement garnies de canons, mais encore retranchées par des ouvrages conſidérables, dont il étoit impoſſible de les expulſer ; il l'étoit même de les tourner, parce qu'on ne pouvoit gravir contre ces montagnes trop hautes, trop roides & trop eſcarpées. Mr de Wunſch, convaincu phyſiquement qu'il ne pouvoit rien entreprendre de ce côté-là ſur l'ennemi, & qu'un plus long ſéjour ne ſeroit qu'une perte de temps, s'achemina pour retourner à ſon ancien poſte auprès de Glatz. En paſſant Landeck il entendit une canonnade aſſez vive du côté de Habelſchwerdt ; il tourna auſſitôt de ce côté ; mais à peine eut-il fait quelque chemin, qu'il rencontra 250 ſoldats du régiment de Luck, qui s'étoient ouvert un paſſage, & qui lui apprirent que le Prince de Philippſthal avec le reſte du régiment s'étoit laiſſé ſurprendre par les Autrichiens. Bientôt Mr de Wunſch entendit une autre canonnade ; l'ennemi attaquoit une eſpèce de palanque ou de redoute dans laquelle le Général pruſſien avoit laiſſé 100 hommes pour la défendre. Les obuſiers autrichiens y mirent le feu, & le Capitaine Capeller, qui ſe ſignala par ſa belle réſiſtance, fut obligé de ſe rendre avant l'arrivée du ſecours, de ſorte que Mr de Wunſch ſe jeta avec tout ſon corps dans la fortereſſe de Glatz. Wurmſer & les impériaux, qui n'avoient aucune connoiſſance de cette

redoute, avoient eu deſſein de marcher droit à Glatz & de ſurprendre la ville. Leur projet ne pouvoit aucunement s'exécuter par ſurpriſe ; les ouvrages de cette fortereſſe ſont tels, qu'ils ne peuvent être inſultés, à moins que l'ennemi n'entreprenne un ſiége dans les formes. Mr de Wurmſer eut toutefois l'avantage de prendre quelques quartiers dans le comté, & il ſe flattoit bien que pour le déloger du domaine pruſſien, le Roi tireroit des troupes de la haute Siléſie, afin de les employer contre lui, & que par là le cordon de Troppau & de Jægerndorf & l'armée du Prince héréditaire ſe dégarniſſant, Mr d'Ellerichſhauſen auroit beau jeu, & trouveroit le moyen d'entreprendre avec ſuccès contre les Pruſſiens, & de nettoyer ces bords de l'Oppa qui donnoient tant de jalouſie aux impériaux ; mais les choſes tournèrent autrement que les Généraux ennemis ne l'imaginoient & ne le déſiroient. Le Roi ſe mit à la tête de quelques bataillons de ſa réſerve qui avoient hiverné à Breſlau, auxquels ſe joignirent les gardes du corps, les gendarmes, & le régiment d'Anhalt, avec leſquels il ſe rendit à Reichenbach, & Mr de Ramin envoya 4 bataillons au Général Anhalt, qui en avoit 4 ſous ſes ordres. Tout ce corps occupa Friedland & les retranchemens qu'on y avoit faits. Pour chaſſer l'ennemi de Wallenbourg le Général Leſtwitz ſe porta ſur Scharfeneck, & le Général Anhalt ſur Braunau. Les impériaux prirent la fuite de tous côtés ; à peine Mr d'Anhalt put-il attraper une cinquantaine de pandours. Dans le même temps que ces corps

avançoient, le Roi occupa Silberberg, pour être de là à portée de donner des ſecours où il ſeroit néceſſaire. Ce mouvement fit une telle impreſſion ſur les ennemis, qu'ils évacuèrent la ville de Habelſchwerdt & ſe ſauvèrent en Bohème. On avoit pourvu à tout; ſi l'on avoit laiſſé les impériaux tranquilles en Bohème ſur les frontières de la Saxe, toutes leurs troupes auroient reflué vers la Siléſie, & Mr de Wurmſer auroit été renforcé conſidérablement; afin donc que l'attention de l'ennemi fût diviſée & qu'il penſât plutôt à ſa ſureté qu'à inquiéter la Siléſie, Mr de Mœllendorf ramaſſa quelques troupes, partit de la Saxe, marcha à Brix, battit avec ſa cavalerie le parti qui lui étoit oppoſé, prit trois canons, 350 priſonniers, & le magaſin qui étoit dans la petite ville de Brix. La nuit il arriva qu'un bas officier du régiment de Wunſch déſerta, & pour ſe venger de ſon major il mena tout de ſuite les houſards autrichiens dans le même village, dont il enleva ce major & cinq drapeaux; tant il eſt vrai qu'un officier ne peut jamais être aſſez ſur ſes gardes pour éviter d'être ſurpris; une aventure pareille étoit arrivée quelques mois auparavant en Siléſie au régiment de Thadden, cantonné dans le village de Dieterſbach près de Schmiedeberg. Les houſards firent une fauſſe attaque ſur un poſte du régiment, tandis qu'une autre troupe pénétrant par un jardin & une grange dans la maiſon du commandeur, en enleva trois drapeaux, ayant été chaſſée avant de pouvoir emporter les autres. Ces traits ne font pas honneur au ſervice

pruſſien ; mais dans le grand nombre d'officiers qui compoſent cette armée, tous ne ſauroient être également éclairés & vigilans.

Pendant que la guerre ſe faiſoit ſans égard à la ſaiſon, le courrier que le Roi avoit envoyé avec ſon *ultimatum* revint de Péterſbourg, & les deux cours étant convenues ſur tous les articles qu'il contenoit, le Prince Repnin l'envoya à Mr de Breteuil à Vienne. Cet Ambaſſadeur manda que cette pièce avoit cauſé beaucoup de ſatisfaction à l'Impératrice Reine, & que l'on ſe propoſoit d'aſſembler un congrès pour mettre la dernière main à la pacification générale. La poſtérité pourra-t-elle croire que dans de pareilles circonſtances, lors même que la cour de Vienne paroiſſoit ſérieuſement dans l'intention de terminer la guerre, un Général Wallis avec 8 ou 10,000 hommes ſe ſoit préſenté tout à coup devant la ville de Neuſtadt, où le régiment de Pruſſe & le bataillon de Preuſs étoient en garniſon ; l'ennemi ne pouvant emporter la ville, y jeta tant de grenades royales d'une vingtaine d'obuſiers qu'il menoit avec lui, que le feu prit au bardeau dont la plupart des maiſons ſont couvertes, & que 240 habitations furent conſumées par les flammes ; mais la garniſon tint bon ; le Général Stutterheim, averti du mouvement des ennemis, les prit à dos vers Branitz ; les troupes cantonnées à Roſswalde vinrent ſur un flanc des Autrichiens, des détachemens de Neiſſe ſur l'autre. Wallis ne pouvant pas s'arrêter plus long-temps ſans expoſer tout ſon corps, ſe retira ſur Zuckmantel, & fut pourſuivi

& renvoyé juſques dans ſon repaire. Cette expédition, méditée par l'Empereur, avoit été preſcrite au Général Wallis. Ce prince ſuppoſant le Roi de Pruſſe ardent & d'une vivacité étourdie, croyoit qu'en aigriſſant ſon eſprit par la ruine d'une de ſes villes, il le rendroit plus renitent & plus difficile pour la négociation qui devoit s'entamer ; & que peut-être l'humeur qu'il en auroit, le porteroit à la rompre ; mais cette expédition des Autrichiens ne tourna pas à leur avantage.

Peu après le Prince Repnin reçut une dépêche de Mr de Breteuil, qui lui marquoit combien l'Impératrice Reine déſiroit impatiemment une ſuſpenſion d'armes ; le 4 Mars le Roi reçut ces nouvelles à Silberberg & donna ordre à ſes généraux de prendre des meſures avec ceux des ennemis, pour régler avec eux la trève qu'on avoit propoſée. Le 7 fut le terme marqué pour celle de la Bohème ; le 8 pour celle de la haute Siléſie & de la Moravie ; le 10 pour celle de la Saxe & de la Bohème. Ce terme arrivé, on mit les troupes dans des quartiers plus étendus, afin de leur procurer plus d'aiſance, & d'éviter ſurtout les maladies contagieuſes qui commençoient à régner ſur les frontières. Le Roi ſe rendit le 6 à Breſlau, pour conférer avec le Prince Repnin ; la ville de Teſchen fut agréée d'un commun accord pour le lieu des conférences, & le Roi nomma Mr de Riedeſel ſon Miniſtre plénipotentiaire à ce congrès. Arriva alors à Breſlau Mr de Terring-

Seefeld en qualité de Miniſtre de l'Electeur palatin; lui, le Prince Repnin, Mr de Riedeſel, Mr de Zinzendorf, Miniſtre de Saxe, & Mr de Hofenfels, Envoyé de Deuxponts, toute cette maſſe de négociateurs partit pour Teſchen, où ils furent joints par Mr de Breteuil, Ambaſſadeur & plénipotentiaire du Roi de France, & par Mr de Cobenzl, chargé d'un même emploi par l'Impératrice Reine. L'Impératrice vouloit ſincèrement la paix; mais quelque empreſſement qu'elle eût de la voir bientôt rétablie, elle n'avoit pu parvenir à inſpirer les mêmes ſentimens à l'Empereur ſon fils. Ce prince, comme nous l'avons dit précédemment, croyoit ſon honneur léſé, s'il ne ſoutenoit point avec fermeté une démarche que ſon ardeur lui avoit fait entreprendre. Dès que les Miniſtres ouvrirent leurs conférences à Teſchen, le Comte Cobenzl acquieſça purement & ſimplement au plan de pacification propoſé par la France; il ne fit aucune difficulté & parut auſſi content qu'on pouvoit le déſirer; on crut que cet ouvrage ſeroit promptement terminé, lorſque le Prince Repnin reçut un courrier de la part de Mr d'Aſſebourg, Miniſtre de l'Impératrice de Ruſſie à Ratiſbonne, lequel lui mandoit que l'Electeur palatin lui avoit déclaré qu'il ne pouvoit, ni ne vouloit donner aucune ſatisfaction à l'Electeur de Saxe, & qu'il aimoit mieux s'en tenir à ſon traité précédent fait avec la cour de Vienne, que de ſoumettre ſes intérêts aux déciſions du congrès de Teſchen. Mr de Breteuil & le

Prince Repnin le prirent tous deux ſur le haut ton, & s'armant de toute la dignité convenable à des plénipotentiaires d'auſſi grandes puiſſances, ils déclarèrent que toutes les parties contractantes ayant déjà adopté le plan de pacification qui leur avoit été propoſé, ils conſidéreroient déſormais comme ennemi celui des ſouverains qui voudroit contrevenir à ſon premier engagement. Alors le Comte de Cobenzl & le Palatin plièrent, & des courriers furent expédiés, qui partirent en hâte pour Vienne. Cela n'empêcha pas qu'on ne vît renaître d'autres difficultés, qui barroient à chaque pas le chemin aux médiateurs. Un jour c'étoient les Saxons, dont on ne pouvoit ſatisfaire les prétentions ; un autre c'étoit le Miniſtre de Deuxponts, qui pour faire briller ſon zèle demandoit pour ſon prince une augmentation d'appanage énorme, & ſoutenoit ſon ſyſtème favori, en prouvant que la Bavière étoit un duché indiviſible ; il fallut que le Roi s'en mêlât pour que les choſes n'allaſſent pas trop loin. Avec le ſecours des médiateurs il parvint, quoiqu'avec peine, à calmer la chaleur déplacée de ces deux Miniſtres ; l'on démontra au Saxon, que ſans la France, la Ruſſie & la Pruſſe, qui l'aſſiſtoient, ſon Electeur n'auroit pas retiré une obole de la cour de Vienne, quelques juſtes que fuſſent ſes prétentions ; qu'ainſi il agiroit raiſonnablement en ſe contentant de la ſomme qu'avec bien de la peine on lui faiſoit obtenir. On s'expliqua de même à peu près avec celui de Deuxponts, en lui rappelant qu'ayant perdu les trois quarts de la

Bavière, ſon prince devoit ſe trouver heureux qu'on lui en reſtituât les deux tiers. A peine avoit-on tranquilliſé ces deux Miniſtres, que l'Electeur palatin ſe remit ſur les rangs, pour produire de nouvelles chicanes. La France en fut fâchée, & le Miniſtre de Louis XV à Munich y parla ſur le ton que prenoit Louis XIV au milieu de ſes triomphes. Néanmoins ces altercations continuèrent à Teſchen, & furent pouſſées au point, que les plénipotentiaires mêmes commençoient à ſe défier du ſuccès de leur négociation. Déjà ſix ſemaines s'étoient écoulées infructueuſement; on étoit au 20 d'Avril, lorſqu'il arriva de Conſtantinople à Vienne un courrier avec la nouvelle de la paix conclue entre la puiſſance ottomanne & la Ruſſie. Il ne falloit pas moins qu'un événement auſſi important pour fléchir l'ame inquiète du jeune Empereur. Tant que les apparences de guerre entre la Ruſſie & la Porte avoient annoncé une rupture prochaine entre ces puiſſances, Joſeph n'avoit conſidéré la déclaration de la cour de Péterſbourg en faveur de la Pruſſe & de l'Empire que comme un ſimple diſcours, parce que la Ruſſie ſe trouvant aſſez occupée en Crimée à ſoutenir le Chan, ſon protégé, contre la puiſſance ottomanne, qui vouloit le détrôner, elle n'auroit ni la force, ni les moyens de ſoutenir efficacement la Pruſſe ; mais le rétabliſſement de la paix détruiſoit toutes les eſpérances dont l'Empereur s'étoit flatté ; il ne pouvoit pas ſe déguiſer que la Ruſſie ayant maintenant les bras libres, étoit maîtreſſe d'employer ſes forces

comme bon lui ſembleroit ; que par conſéquent elle pouvoit faire marcher un ſi puiſſant corps de troupes au ſecours du Roi, que la Pruſſe gagneroit par là une trop grande ſupériorité d'hommes, contre laquelle il ſeroit impoſſible aux troupes impériales de ſoutenir une campagne avec dignité, & à plus forte raiſon ſi la guerre venoit à traîner en longueur. La paix des Ruſſes doit donc proprement ſervir d'époque pour dater l'ouverture du congrès aſſemblé à Teſchen. Dès ce moment les machines de l'Empereur s'arrêtèrent, l'Electeur palatin & ſon plénipotentiaire ſe tinrent dans un ſilence reſpectueux ; le Comte de Cobenzl devint plus liant, & abandonnant ſes propoſitions vagues, il s'expliqua rondement & nettement ſur les matières qu'il traitoit avec les médiateurs. Toutes ces circonſtances favorables avancèrent ſi promptement cet ouvrage, qu'en moins de quinze jours tout le monde étant d'accord, la paix fut conclue & ſignée le 13 Mai, jour de la naiſſance de l'Impératrice Reine.

Nous nous contenterons d'en rapporter les articles principaux, ſavoir : que l'Empereur rendroit toute la Bavière & le haut Palatinat à l'Electeur palatin, à l'exception du cercle de Burghauſen ; que la ſucceſſion de ces Etats ſeroit aſſurée au Prince de Deux-ponts, ainſi qu'à toutes les branches collatérales qui avoient les mêmes droits ; que l'Electeur de Saxe obtiendroit pour dédommagement la ſomme de 6 millions de florins, payable en termes annuels de

500,000 florins; que l'Empereur renonceroit en faveur de la Saxe au fief de Schœnbourg, enclavé dans cet électorat; qu'à l'égard de la ſucceſſion des margraviats de Bareuth & d'Anſpach, qui devoient retomber à la Pruſſe, l'Empereur reconnoiſſoit la légitimité de ces droits, & promettoit de ne plus s'oppoſer à cette réunion; que de ſon côté le Roi de Pruſſe renonçoit à ſes prétentions ſur Juliers & Bergue en faveur de la branche de Sulzbach, moyennant le renouvellement de la garantie que la France lui avoit donnée de la Siléſie par le traité de 1741; que le Duc de Mecklenbourg obtiendroit le droit *de non appellando*, pour l'indemniſer de ſes prétentions; & enfin que le préſent traité ſeroit garanti par la Ruſſie, par la France & par tout le corps germanique. A peine le traité fut-il ſigné, que les Pruſſiens par bon procédé évacuèrent tout de ſuite ce qu'ils occupoient de poſſeſſions autrichiennes.

Telle fut la fin de ces troubles de l'Allemagne; tout le monde s'attendoit à une ſuite de quelques campagnes avant de les voir terminer; mais ce ne fut qu'un mélange bizarre de négociations, & d'entrepriſes militaires, qu'il ne faut attribuer qu'aux deux factions qui diviſoient la cour impériale, dont l'une gagnoit le deſſus pour quelque temps & bientôt étoit réprimée par l'autre. Les officiers étoient dans des incertitudes perpétuelles, & perſonne ne ſavoit ſi l'on étoit en paix ou en guerre; ſituation déſagréable qui continua juſqu'au jour que la paix fut ſignée à Teſchen.

à Teſchen. Il parut que les troupes pruſſiennes avoient de l'avantage ſur leurs ennemis toutes les fois qu'elles pouvoient combattre en règle, & que les impériaux l'emportoient pour les ruſes, les ſurpriſes & les ſtratagèmes qui ſont proprement du reſſort de la petite guerre.

Fait à Potſdam ce 20 Juin 1779.

FREDERIC.

CORRESPONDANCE

DE

L'EMPEREUR
ET DE L'IMPERATRICE REINE
AVEC LE ROI,

AU SUJET DE

LA SUCCESSION DE LA BAVIERE.

Copie d'une Lettre de la propre main de l'Empereur au Roi de Pruſſe, écrite d'Olmutz, le 13 Avril 1778.

MONSIEUR MON FRERE,

SI j'ai différé juſqu'à ce moment-ci de remplir une promeſſe mutuellement contractée entre nous, tant à Neiſſe qu'à Neuſtadt, de nous écrire directement, c'eſt que préparé à tous les événemens, je voulois attendre que je fuſſe moi-même éloigné de la capitale, & par conſéquent de tout ce qui peut reſſentir fineſſe & politique, pour communiquer à V. M. mes idées, que je crois plus analogues à nos vrais intérêts que toute brouillerie que nous pourrions avoir enſemble. Je les ai rédigées dans le projet de convention ci-joint, que j'ai l'honneur de lui envoyer. Je n'y ajoute aucune réflexion, bien certain qu'il ne lui en échappera aucune dont l'objet peut être ſuſceptible. En même temps je fais charger Cobenzl des pleins pouvoirs néceſſaires, pour que ſi V. M. adopte ce projet; l'on puiſſe d'abord procéder à la ſignature, & ſi elle déſiroit quelque changement ou explication ſur des acceſſoires, je la prie de me les faire connoître par ſa réponſe directement. Elle peut compter

d'avance que je ne m'y refuſerai pas, ſi je le puis ; ainſi que naturellement tout ſera dit, ſi cela ne lui convenoit en façon quelconque.

Je ſerois vraiment charmé de raffermir par là de plus en plus une bonne intelligence qui ſeule doit & peut faire le bonheur de nos Etats, qui avoit déjà ſi heureuſement & avantageuſement commencé, qui de ma part étoit d'abord fondée ſur la haute eſtime & conſidération que le génie & les talens ſupérieurs de V. M. m'avoient ſu inſpirer, qu'une connoiſſance perſonnelle avoit augmentée, & que je ſouhaite vraiment de perpétuer par des aſſurances & témoignages réitérés d'une amitié ſincère avec laquelle je ſerai toujours

De Monſieur mon Frère

Et Couſin

Le très-affectionné Frère & Couſin

JOSEPH.

Projet de Convention qui s'eſt trouvé joint à la Lettre.

Sa Majeſté l'Impératrice Reine apoſtolique & Sa Majeſté le Roi de Pruſſe ont vu avec une vraie peine que les affaires de la ſucceſſion de Bavière prenoient une tournure ſi critique & ſi embarraſſante, que non ſeulement il y avoit tout à craindre préſentement pour la tranquillité de l'Allemagne, mais qu'auſſi

on devoit appréhender dans l'avenir les ſuites les plus fâcheuſes de conjonctures de la même eſpèce; & Leurs dites Majeſtés étant animées l'une & l'autre du déſir ſincère d'écarter autant que poſſible tout ce qui pourroit altérer la bonne intelligence & l'amitié qui ſubſiſtent entr'elles, ainſi que le repos général de l'Empire germanique, elles ſont entrées à ce ſujet dans un concert amiable, & ſur les éclairciſſemens & aſſurances données d'une part par Sa Majeſté l'Impératrice Reine, & ſuivies de l'autre des déclarations de Sa Majeſté le Roi de Pruſſe, elles ont dans cet eſprit de conciliation chargé leurs Miniſtres reſpectifs, munis de leurs pleins pouvoirs, de conclure & arrêter une convention de la teneur ſuivante :

1. Reconnoît Sa Majeſté pruſſienne la validité de la convention faite le 3 Janvier de l'année courante entre Sa Majeſté l'Impératrice Reine apoſtolique & Son Alteſſe ſéréniſſime électorale palatine, ainſi que la légitimité de l'état de poſſeſſion des diſtricts de la Bavière, occupés en conſéquence par Sa Majeſté impériale apoſtolique.

2. Et attendu que dans cette convention les deux parties contractantes ſe ſont expreſſément réſervé la faculté de faire entr'elles une convention ultérieure ſur l'échange à régler d'après les convenances réciproques, ſoit des diſtricts qui ſont tombés en partage à Sa Majeſté impériale & apoſtolique & à la maiſon d'Autriche, ſoit de la totalité du pays, ou ſeulement de quelques parties; promet Sa Majeſté pruſſienne de laiſſer exécuter paiſiblement les é-

changes en queſtion, bien entendu néanmoins que les acquiſitions à faire ne puiſſent porter ſur aucun pays immédiatement limitrophe des Etats actuels de Sa Majeſté pruſſienne.

3. En revanche reconnoît S. M. I. & apoſtolique d'avance la validité de l'incorporation des pays d'Anſpach & Bareuth à la primogéniture de l'électorat de Brandebourg, & promet de ſon côté,

4. De laiſſer conſommer paiſiblement tout échange qui pourroit être fait de ces pays d'après les convenances de Sa Majeſté pruſſienne, bien entendu néanmoins que les acquiſitions à faire ne puiſſent porter ſur aucun pays immédiatement limitrophe des Etats actuels de Sa Majeſté l'Impératrice Reine de Hongrie & de Bohème.

Réponſe de la propre main du Roi à l'Empereur, datée de Schœnwalde le 14 *Avril* 1778.

Monsieur mon Frere,

J'ai reçu avec toute la ſatisfaction poſſible la lettre que V. M. I. a eu la bonté de m'écrire. Je n'ai ni miniſtre ni ſcribe avec moi ; ainſi V. M. I. voudra bien ſe contenter de la réponſe d'un vieux ſoldat, qui lui écrit avec probité & avec franchiſe ſur un des ſujets les plus importans que la politique ait fournis depuis long-temps. Perſonne plus que moi ne déſire de maintenir la paix & la bonne harmonie

entre les puiſſances de l'Europe ; mais il y a des bornes à tout, & il ſe trouve des cas ſi épineux, que la bonne volonté ne ſuffit pas ſeule pour maintenir les choſes dans le repos & la tranquillité. Que V. M. me permette de lui expoſer nettement l'état de la queſtion de nos affaires actuelles. Il s'agit de ſavoir ſi un Empereur peut diſpoſer ſelon ſa volonté des fiefs de l'Empire ? Si l'on prend l'affirmative, tous ces fiefs deviennent des Timariots, qui ne ſont qu'à vie, & dont le Sultan diſpoſe après la mort du poſſeſſeur. Or c'eſt ce qui eſt contraire aux lois, aux coutumes & aux uſages de l'Empire romain. Aucun prince n'y donnera les mains ; chacun provoquera au droit féodal, qui aſſure ces poſſeſſions à ſes deſcendans, & perſonne ne conſentira à cimenter lui-même le pouvoir d'un deſpote qui tôt ou tard le dépouillera lui & ſes enfans de ſes poſſeſſions immémoriales. Voilà donc ce qui a fait crier tout le corps germanique contre la façon violente dont la Bavière vient d'être envahie. Moi, comme membre de l'Empire & comme ayant rappelé la paix de Weſtphalie par le traité de Hubertſbourg, je me trouve directement engagé à ſoutenir les immunités, les libertés & les droits du corps germanique, les capitulations impériales, par leſquelles on limite le pouvoir du chef de l'Empire, afin de prévenir les abus qu'il pourroit faire de ſa prééminence. Voilà, Sire, au vrai l'état des choſes. Mon intérêt perſonnel n'y eſt pour rien ; mais je ſuis perſuadé que V. M. me regarderoit elle-même comme un homme lâche

& indigne de ſon eſtime, ſi je ſacrifiois baſſement les droits, immunités & priviléges que les Electeurs & moi avons reçus de nos ancêtres. Je continue à lui parler avec la même franchiſe. J'aime & j'honore ſa perſonne. Il me ſera certainement dur de combattre contre un prince doué d'excellentes qualités, & que j'eſtime perſonnellement. Voici donc ſelon mes foibles lumières des idées que je ſoumets aux vues ſupérieures de V. M. I. Je confeſſe que la Bavière ſelon le droit de convenance peut convenir à la maiſon impériale ; mais comme d'ailleurs tout autre droit lui eſt contraire dans cette poſſeſſion, ne pourroit-on pas par des équivalens ſatisfaire le Duc de Deux-ponts ? Ne pourroit-on pas trouver de quoi indemniſer l'Electeur de Saxe ſur les alleux de la ſucceſſion de Bavière ? Les Saxons font monter leurs prétentions à 37 millions de florins ; mais ils en rabattroient bien quelque choſe en faveur de la paix. C'eſt, Sire, à de telles propoſitions, en n'oubliant pas le Duc de Mecklenbourg, que V. M. I. me verroit concourir avec joie, parce qu'elles ſeroient conformes à ce que demandent mes devoirs & la place que j'occupe. J'aſſure à V. M. que je ne m'expliquerois pas avec mon frère avec plus de franchiſe que j'ai l'honneur de lui parler. Je la prie de faire ſes réflexions ſur tout ce que je prends la liberté de lui repréſenter ; car voilà le fait dont il s'agit. La ſucceſſion d'Anſpach y eſt tout-à-fait étrangère. Nos droits ſont ſi légitimes, que perſonne ne peut nous les rendre litigieux. C'eſt ce van Swieten qui m'en parla,

il y a je crois quatre à ſix ans, & qui me dit que la cour impériale ſeroit bien aiſe s'il y avoit quelque troc à propoſer, parce que j'ôterois à ſa cour la ſupériorité de voix dans le cercle de Franconie, & qu'on ne voudroit pas de mon voiſinage près d'Egra en Bohème. Je lui répondis qu'on pouvoit ſe tranquilliſer encore, parce que le Margrave d'Anſpach ſe portoit bien, & qu'il y avoit tout à parier qu'il me ſurvivroit. Voilà tout ce qui s'eſt paſſé ſur cette matière, & V. M. I. peut être perſuadée que je lui dis la vérité. Quant au dernier mémoire que j'ai reçu du Prince Kaunitz, ledit Prince paroît avoir eu de l'humeur en le dreſſant. La réponſe ne pourra arriver ici que dans huit jours. J'oppoſe mon flegme à ſes vivacités, & j'attends ſurtout ce que V. M. I. aura la bonté de décider ſur les ſincères repréſentations que je prends la liberté de lui faire, étant avec la plus haute eſtime & avec la plus haute conſidération,

Monſieur mon Frère,

De Votre Majeſté Impériale

Le bon Frère & Couſin

FREDERIC.

S'il m'eſt arrivé de manquer au cérémonial, j'en fais mes excuſes à V. M. I.; mais foi d'honneur, à 40 milles à la ronde il n'y a perſonne qui puiſſe m'inſtruire.

Lettre de la propre main de l'Empereur adreſſée au Roi.
De Littau le 16 *Avril* 1778.

MONSIEUR MON FRERE,

Dans ce moment je viens de recevoir la lettre de V. M. Je la vois dans une erreur de fait, & qui change entièrement ſa longue tirade, mais ſurtout la queſtion ; cela m'engage donc pour le bien de l'humanité à la lui éclaircir par cette lettre. Dans tout ce qui s'eſt fait en Bavière, ce n'eſt point l'Empereur qui agit, mais l'Electeur de Bohème & l'Archiduc d'Autriche, qui comme Co-Etat a fait reconnoître ſes droits, & s'eſt arrangé par une convention libre & amicale avec ſon Co-Etat & voiſin, l'Electeur palatin, devenu ſeul héritier des Etats de la Bavière. Le droit de s'entendre & arranger avec ſon voiſin ſans l'aveu d'un tiers a toujours paru juſqu'à préſent un droit inconteſtable à quiconque n'eſt pas dépendant, & par conſéquent tous les princes de l'Empire l'ont toujours exercé de droit & de fait.

Quant aux prétentions ſur l'allodial de la cour de Saxe & du Duc de Mecklenbourg, dont elle veut bien me parler, il me paroît que c'eſt une affaire litigieuſe à décider devant qui il compète, ou à arranger uniquement avec l'héritier, qui eſt l'Electeur palatin, ſelon les pactes de famille.

Pour S. M. l'Impératrice Reine, je crois pouvoir aſſurer que le droit de regrédience dont elle a touché quelque choſe dans la réponſe qu'elle a donnée, elle pourra même ne plus le faire valoir, en faveur des autres héritiers allodiaux & pour leur faire plaiſir.

Pour le Duc de Deuxponts, il eſt prouvé qu'il n'a aucun droit, tant que l'Electeur palatin exiſte, & il lui eſt libre d'accéder ou non à la convention qui s'eſt faite, & quoiqu'il ait autoriſé préalablement l'Electeur à s'arranger en ſon nom & au nom de tous ſes héritiers avec S. M. l'Impératrice ſur la ſucceſſion de Bavière, ſes droits reſteront néanmoins intactes, & S. M. ne ſe croira point obligée vis-à-vis de lui à ſa convention, & par conſéquent dans le cas de faire de nouveaux arrangemens, ou de procéder par la voie légale que ſon bon droit lui donne, vis-à-vis du Duc de Deuxponts, lorſqu'il ſera dans le cas de ſuccéder à l'Electeur palatin. Par les raiſons ci-alléguées, qui ſont toutes des faits prouvés, je crois que V. M. ſera convaincue entièrement que le mot de deſpotiſme dont elle ſe ſert, & que j'abhorre pour le moins autant qu'elle, eſt de trop, & que l'Empereur n'a fait autre choſe dans toute cette occurrence, que de promettre à un chacun qui ſe plaindra à lui en bonne forme & lui fera connoître ſes droits, de lui adminiſtrer prompte juſtice, tout comme S. M. l'Impératrice Reine n'a fait que faire valoir ſes droits & les conſtater par une convention libre; & elle ſaura par conſéquent, avec tous les moyens qu'elle

a, défendre ſes poſſeſſions. Voilà le vrai état de la queſtion, qui ſe réduit à ſavoir ſi quelque loi d'Empire empêche un Electeur de faire avec ſon voiſin un arrangement & une convention ſans l'intervention des autres, qui leur convient mutuellement, ou non. J'attendrai avec tranquillité ce qu'il lui plaira de me répondre, ou de faire. J'ai appris tant de choſes vraiment utiles déjà de V. M., que ſi je n'étois pas citoyen, & ſi quelques millions d'êtres qui par là en ſouffriroient cruellement, ne me touchoient, je lui dirois preſque que je ne ſerois pas fâché qu'elle m'apprît encore à être général. Néanmoins elle peut compter que le maintien de la paix, & ſurtout avec elle, que j'honore & aime vraiment, eſt mon ſincère déſir, & que 400,000 braves gens ne devroient point être employés à s'égorger mutuellement, & cela pourquoi ? & à quoi bon ? & ſans en prévoir ſurtout de part ni d'autre des fruits qui les puiſſent valoir. Voilà mes ſincères réflexions ; j'oſe les communiquer à V. M. avec toute la cordialité & franchiſe poſſible, étant avec la plus haute & parfaite conſidération,

Monſieur mon Frère,

De Votre Majeſté

Le bon Frère & Couſin

JOSEPH.

Lettre de la propre main du Roi à l'Empereur. De Schœnwalde le 18 Avril 1778.

MONSIEUR MON FRERE,

Les marques d'amitié que V. M. I. daigne me donner, me ſont d'un prix ineſtimable, car certainement perſonne ne la conſidère, & ſi elle me permet de le dire, n'aime plus ſa perſonne que je ne le fais. Si des cauſes imprévues donnent lieu à des diverſités d'opinions ſur des matières politiques, cela n'altère en rien les ſentimens que mon cœur lui a voués. Puis donc que V. M. I. veut que je lui parle avec ma franchiſe ordinaire ſur les matières épineuſes qui ſont maintenant l'objet principal de nos occupations, je ſuis prêt à la ſatisfaire, à condition toutefois qu'elle aura la même indulgence pour ma ſincérité qu'elle a bien voulu avoir juſqu'ici. Je la prie d'avance de ne pas croire, que ſéduit par une folle ambition, j'aie la démence de vouloir m'ériger en arbitre des ſouverains. Les paſſions vives ſont amorties & ne ſont pas de ſaiſon à mon âge, & ma raiſon a ſu preſcrire des bornes à la ſphère de mon activité. Si je m'intéreſſe aux événemens récens de la Bavière, c'eſt que cette affaire eſt compliquée avec l'intérêt de tous les princes de l'Empire, au nombre deſquels je ſuis compté. Qu'ai-je donc fait? j'ai examiné les lois, les conſtitutions germaniques, l'article de la paix de Weſtphalie relatif à la Bavière,

& j'ai comparé le tout à l'événement qui vient d'arriver, pour voir ſi ces lois & ces traités pouvoient ſe concilier avec cette priſe de poſſeſſion, & je confeſſe qu'au lieu des rapports que je déſirois d'y trouver, je n'ai rencontré que des contradictions. Pour en détailler plus clairement mes remarques à V. M. I. qu'elle agrée que je me ſerve d'une comparaiſon : je ſuppoſe donc que la branche des Landgraves de Heſſe à préſent régnante fût ſur le point de s'éteindre, & que l'Electeur de Hanovre par un traité ſigné avec le dernier de ces Princes, s'emparât de la Heſſe ſous prétexte de ſon conſentement ; les Princes de Rheinfels, qui ſont de la même famille, réclameroient ſans doute cet héritage, parce qu'un poſſeſſeur de fief n'en eſt que l'uſufruitier, & que ſelon toutes les lois féodales il ne peut tranſiger, ni diſpoſer de ſes poſſeſſions ſans le conſentement des agnats, c'eſt à dire des Princes de Rheinfels, & devant tous les tribunaux de juſtice l'Electeur de Hanovre ſeroit repris de s'être mis par les armes en poſſeſſion d'un bien litigieux, & il perdroit ſa cauſe avec dépens. Autre eſt le cas de ſucceſſion d'une famille éteinte, de laquelle les héritiers ont droit de prendre poſſeſſion, ainſi qu'il s'eſt fait en Saxe à la mort des Ducs de Merſebourg, de Naumbourg & de Zeitz. Telles ont été juſqu'ici les lois & les coutumes du St Empire romain.

J'en viens actuellement au droit de regrédience dont il eſt fait mention dans le manifeſte que la cour impériale a publié. Je me ſouviens encore qu'en l'année

l'année 1740 le Roi de Pologne fit valoir ce droit, pour autoriſer les prétentions qu'il formoit ſur la Bohême du chef de la reine ſon épouſe, & je me rappelle que les miniſtres autrichiens d'alors réfutèrent vivement les argumens que les miniſtres de Saxe déduiſoient de ce droit, que ceux d'Autriche perſévérèrent conſtamment à trouver invalide & inadmiſſible : or ſe peut-il qu'un droit ſoit mauvais en un temps & devienne bon dans un autre ? J'avoue à V. M. I. qu'il me paroît que cela implique contradiction. V. M. I. ajoute dans ſa lettre à l'égard du Prince de Deuxponts, qu'on pourroit s'accommoder avec lui à la mort de l'Electeur de Bavière : elle m'enhardit aſſez pour que j'ajoute, & pourquoi pas à préſent ? Car effectivement ce ſeroit conſerver les germes de nouveaux troubles & de nouvelles diviſions, quand rien n'empêche de les prévenir dès à préſent. Qu'elle ne trouve pas mauvais que j'ajoute encore un mot à l'égard de l'Electeur de Saxe, qu'on veut aſſigner à l'Electeur palatin ; mais il faudroit donc achever de dépouiller ce dernier, ſi l'on vouloit ſatisfaire l'autre. Ne trouveroit-on pas d'autres expédiens pour le contenter ? Je crois que la choſe en vaudroit la peine ; il faudroit les articuler ces expédiens, ils ſerviroient de points fixes ſur leſquels on pourroit négocier.

Enfin, Sire, puiſque V. M. I. m'enhardit, puiſqu'elle ſouffre qu'on lui diſe la vérité, puiſqu'elle eſt ſi digne de l'entendre, elle ne déſapprouvera pas

qu'en lui ouvrant mon cœur, je jette en avant quelques idées qui peuvent ſervir de matière de conciliation. Je crois toutefois qu'une diſcuſſion de cette nature exige qu'on la traite par des miniſtres. C'eſt à elle à décider ſi elle veut charger de ſes ordres à ce ſujet le Comte de Cobenzl, ou qui elle jugera à propos de nommer, pour accélérer un ouvrage auſſi avantageux à l'humanité. Je confeſſe que c'eſt un chaos difficile à débrouiller; mais les difficultés doivent plutôt encourager que rebuter. Si on ne peut les vaincre, l'humanité exige au moins qu'on l'eſſaye, & ſi l'on veut ſincèrement la paix, il faut la cimenter d'une façon durable. Que V. M. I. ſoit perſuadée d'ailleurs que je ne confonds jamais les affaires & ſa perſonne. Elle a la bonté de me badiner. Non, Sire, vous n'avez pas beſoin de maître. Vous jouerez tel rôle que vous voudrez, parce que le ciel vous a doué des plus rares talens. Qu'elle ſe rappelle que Lucullus n'avoit jamais commandé d'armée lorſque le ſénat romain l'envoya dans le Pont. A peine y fut-il arrivé que pour ſon coup d'eſſai il battit Mithridate. Que V. M. I. remporte des victoires, je ſerai le premier à l'applaudir; mais j'ajoute, que ce ne ſoit pas contre moi. Je ſuis avec tous les ſentimens de la plus parfaite eſtime & de la plus haute conſidération,

Monſieur mon Frère,

De Votre Majeſté Impériale

Le bon Frère & Couſin

FREDERIC.

Lettre de l'Empereur. De Kœnigſgrætz, le 19 Avril 1778.

MONSIEUR MON FRERE,

La lettre amicale que V. M. vient de m'écrire me touche ſenſiblement, & ſi la haute conſidération & j'oſe le dire la vraie amitié que j'ai toujours eue pour ſa perſonne, pouvoit augmenter, certainement elle ſeroit bien faite pour cela. Je vais donner part à S. M. l'Impératrice Reine des intentions remplies d'humanité qu'elle contient, & qui ſont dignes d'un auſſi grand homme qu'elle. Je puis d'avance l'aſſurer que S. M. a déjà donné & donnera encore à Cobenzl les inſtructions néceſſaires, pour recevoir & ſe prêter à toutes les propoſitions conciliatoires qui ſeront décentes & poſſibles, tant à ce que S. M. ſe doit à elle-même qu'à ſon état, afin d'éloigner, tant pour ce moment que pour les occaſions à venir, le fléau de la guerre entre nos Etats reſpectifs. Quelque difficile que cela paroiſſe, ſi l'on veut bien, cela pourra réuſſir, & nous aurons par là acquis tous deux une gloire bien plus réelle que ne ſeroient toutes les victoires; & les bénédictions de tous nos ſujets, la conſervation de tant d'hommes, ſeront les plus beaux trophées qu'on pourroit acquérir; & il n'appartient à en ſentir la valeur qu'à ceux qui comme elle apprécient le prix de rendre les hommes heureux.

V. M. en me parlant des moyens pour conſerver la paix, paroît vouloir faire la guerre à ma raiſon par les complimens trop flatteurs qu'elle me fait, & qui devroient me tourner la tête, ſi je ne connoiſſois tout ce qui me manque en expérience, en talens. Eloigné par caractère de toute vanité & du plaiſir d'être prôné, je lui avouerai néanmoins que je ne puis être inſenſible à l'eſtime & à l'approbation d'un bon juge comme elle. Je la prie de vouloir bien être perſuadée des ſentimens de la plus haute & parfaite conſidération & ſincère amitié que je lui ai voués perſonnellement pour la vie, étant,

Monſieur mon Frère,

De Votre Majeſté

Le bon Frère & Couſin

JOSEPH.

Lettre de la propre main du Roi à l'Empereur. De Schœnwalde le 20 *Avril* 1778.

Monsieur mon Frere,

Rien ne peut être plus glorieux pour V. M. I. que la réſolution qu'elle daigne prendre d'eſſayer à conjurer l'orage qui ſe prépare, & qui menace tant de peuples innocens. Les ſuccès, Sire, que les plus illuſtres guerriers ont ſur leurs ennemis, ſe partagent entre bien des têtes, qui par leur valeur & leur con-

duite y concourent. Mais les bienfaits des ſouverains envers l'humanité leur ſont uniquement attribués, parce qu'ils tiennent à la bonté de leur caractère, comme à l'élévation de leur génie. Il n'eſt aucune eſpèce de réputation à laquelle V. M. I. n'ait droit de prétendre, ſoit que ce ſoit des traits de valeur, ſoit que ce ſoit des actes de modération. Je la crois également capable des uns comme des autres, & V. M. I. peut être perſuadée que j'agirai rondement, & me prêterai de bonne foi à tous les moyens de conciliation que l'on pourra propoſer, d'une part pour prévenir l'effuſion de ſang innocent, & de l'autre, Sire, par les ſentimens d'admiration que j'ai pour votre perſonne, & dont les profondes impreſſions ne s'effaceront jamais de mon cœur. Que V. M. I. ſoit perſuadée que ſi je me ſuis hazardé à lui ouvrir les ſentimens que j'ai pour ſa perſonne, c'eſt l'expreſſion pure & ſimple de la vérité. L'on m'accuſe d'être plus ſincère que flatteur, & je ſuis incapable de dire ce que je ne penſe pas. C'eſt en attendant ce qu'il plaira à V. M. I. de régler pour l'importante négociation dont il s'agit, que je la prie de me croire avec tous les ſentimens de la plus parfaite eſtime & de la plus haute conſidération,

Monſieur mon Frère,

De Votre Majeſté Impériale

Le bon Frère & Couſin

FREDERIC.

Copie de la Lettre du Miniſtre de Ruſſie à Vienne, le Prince de Gallizin au Roi.

SIRE,

S. M. l'Impératrice Reine m'a confié la réſolution qu'elle vient de prendre de dépêcher vers V. M. l'Envoyé Mr Thugut, chargé d'une lettre pour elle, ainſi que d'ouvertures tendantes à arrêter les progrès de la méſintelligence ſurvenue entre les deux cours. Elle m'a requis de le munir d'un paſſeport ſous le nom de quelqu'un qui eſt attaché au ſervice de mon auguſte ſouveraine, ainſi que d'une lettre pour Votre Majeſté.

J'ai d'autant moins héſité de me rendre à ſes ordres & à ſa volonté, que je ſuppoſe que la commiſſion dont Mr Thugut eſt chargé, ſera agréable à Votre Majeſté.

Rien n'égaleroit mon bonheur, ſi après avoir ſervi d'inſtrument à acheminer l'action la plus héroïque du règne de V. M., celle de rendre la paix à l'Allemagne à la tête de ſes puiſſantes armées, j'oſois encore me flatter que V. M. daignera agréer les hommages que je porte à cette occaſion à ſes pieds, & les ſentimens du plus profond reſpect avec lequel je ſuis, Sire, de Votre Majeſté

le très-humble, très-obéiſſant

& très-ſoumis ſerviteur

Vienne, le 12 Juillet 1778.

DEMETRY PRINCE GALLIZIN.

Réponſe de S. M. au Prince de Gallizin à Vienne.

Du Camp devant Jaromirs le 17 Juillet 1778.

MONSIEUR LE PRINCE DE GALLIZIN,

Indépendamment de ce que la dernière négociation avec la cour de Vienne a été rompue, je ne ſuis pas ſi éloigné de la paix, que ſi la cour de Vienne vouloit faire des propoſitions acceptables, & qui puſſent ſe concilier avec le maintien du ſyſtème du corps germanique, je ne fuſſe toujours très-diſpoſé à les recevoir ; & ſi Mr Thugut eſt chargé de quelque propoſition, je ne ſaurois refuſer, pour le bien de l'humanité, de l'entendre, & de faire un dernier effort pour concilier ces troubles. Sur ce je prie Dieu qu'il Vous ait, Mr le Prince de Gallizin, en ſa ſainte & digne garde.

Copie de la Lettre de S. M. l'Impératrice Reine, envoyée par le Sr Thugut.

MONSIEUR MON FRERE ET COUSIN,

Par le rappel du Baron Riedeſel & par l'entrée des troupes de V. M. en Bohème je vois avec une extrême ſenſibilité l'éclat d'une nouvelle guerre. Mon âge & mes ſentimens pour la conſervation de

la paix ſont connus de tout le monde, & je ne ſaurois lui en donner une preuve plus réelle que par la démarche que je fais. Mon cœur maternel eſt juſtement allarmé de voir à l'armée deux de mes fils & un beau-fils chéri. Je fais ce pas ſans en avoir prévenu l'Empereur mon fils; & je lui demande même pour tout le monde le ſecret, quel qu'en ſoit le ſuccès. Mes vœux tendent à faire renouer & terminer la négociation, dirigée juſqu'à cette heure par S. M. l'Empereur, & rompue à mon plus grand regret. C'eſt le Baron Thugut, muni d'inſtructions & d'un plein pouvoir, qui lui remettra celle-ci en main propre. Souhaitant ardemment qu'elle puiſſe remplir nos vœux, conformément à notre dignité & ſatisfaction, je la prie de vouloir répondre avec les mêmes ſentimens aux vifs déſirs que j'ai de rétablir notre bonne intelligence pour toujours, pour le bien du genre humain, & même de nos familles, étant de Votre Majeſté

La bonne Sœur & Couſine

MARIE THERESE.

Copie d'un Poſtſcrit à la Lettre ci-deſſus de l'Impératrice Reine.

Le 12.

C'eſt dans ce moment qu'arrivent les nouvelles du 8 & du 9 de l'armée, qui m'annoncent ſon arrivée vis-à-vis de nous. Je m'empreſſe d'autant plus à expédier ceci, crainte de quelque accident qui chan-

geroit la ſituation préſente. Je compte après le départ de Thugut expédier un courrier à l'Empereur, pour empêcher par là peut-être quelques pas précipités, ce que je ſouhaite de bon cœur. Je ſuis

De Votre Majeſté

La bonne Sœur & Couſine

MARIE THERESE.

Copie du Plein Pouvoir de la propre main de l'Impératrice Reine, dont l'Original a été rendu au Sr Thugut, à Welſdorf le 17 *Juillet* 1778.

Plein pouvoir pour le Baron de Thugut, afin de conclure avec S. M. le Roi de Pruſſe une convention, ſelon les intentions que je lui ai confiées. Le 12 Juillet 1778.

MARIE THERESE.

Copie des Propoſitions de Sa Majeſté l'Impératrice Reine.

1. L'Impératrice gardera de ſes poſſeſſions actuelles en Bavière une étendue de pays d'un million de revenus & rendra le reſte à l'Electeur palatin.

2. Elle conviendra inceſſamment avec l'Electeur palatin d'un échange à faire de gré à gré de ces poſſeſſions contre quelqu'autre partie de la Bavière, dont le revenu n'ira pas au delà d'un million, &

qui n'avoiſinera pas Ratiſbonne, ni n'aura l'inconvénient de couper la Bavière en deux, comme les poſſeſſions actuelles.

3. Elle réunira ſes bons offices à ceux de S. M. le Roi de Pruſſe pour ménager ſans délai un arrangement juſte & équitable entre l'Electeur palatin & l'Electeur de Saxe relativement aux prétentions de ce dernier ſur l'alleu de Bavière.

Copie des Additions du Roi aux Propoſitions ci-deſſus.

4. L'Impératrice ne voudra-t-elle pas relâcher de ſes droits ſur quelques fiefs de la Saxe, dont elle prétend la ſuzeraineté en qualité de Reine de Bohème ?

5. Ne pourra-t-on pas accommoder le Duc de Mecklenbourg par quelque petit fief de l'Empire ?

6. Eſt-ce que l'on conviendra encore de régler la ſucceſſion de Bareuth & d'Anſpach ſelon qu'on l'avoit ſtipulé dans le traité, en y ajoutant que l'Electeur de Saxe ſe fera rendre l'hommage éventuel des deux margraviats, & que le Roi de Pruſſe recevra également l'hommage de la Luſace ?

7. Lèvera-t-on le blocus de la ville de Ratiſbonne, où la diète de l'Empire eſt raſſemblée ?

Voilà à peu près des points dont il faudroit convenir, pour pouvoir ſigner des préliminaires.

Copie de la Réponſe du Roi à la Lettre ci-deſſus.

Ce 17 Juillet 1778.

MADAME MA SOEUR,

Mr Thugut m'a rendu la lettre dont Votre Majeſté Impériale & Royale a voulu le charger pour moi. Perſonne ne le connoît ici, ni ne ſaura qu'il y a été. Il étoit digne du caractère de Votre Majeſté Impériale & Royale de donner des marques de magnanimité & de modération dans une affaire litigieuſe, après avoir ſoutenu la ſucceſſion de ſes pères avec une fermeté héroïque. Le tendre attachement que Votre Majeſté Impériale marque pour l'Empereur ſon fils & pour des Princes remplis de mérite, doit lui attirer les applaudiſſemens de toutes les ames ſenſibles, & cela augmente, s'il ſe peut, la haute conſidération que j'ai pour ſa perſonne ſacrée. Mr de Thugut a minuté quelques points, pour ſervir de baſe à une ſuſpenſion d'armes. J'ai dû y ajouter quelques articles, mais dont en partie l'on étoit déjà convenu, & d'autres qui je crois ne rencontreront guères de difficultés. En attendant, Madame, que la réponſe arrive, je ménagerai ſi bien mes démarches, que Votre Majeſté Impériale n'aura rien à craindre pour ſon ſang, & pour un Empereur que j'aime, & que je conſidère, quoique nous ſoyons dans des principes différens à l'égard des affaires

d'Allemagne. Mr Thugut va partir inceſſamment pour Vienne, & je crois que dans ſix ou ſept jours il pourra être de retour. En attendant je fais venir des Miniſtres, pour mettre la dernière main à cette négociation, au cas que Votre Majeſté Impériale & Royale daigne agréer quelques articles néceſſaires que j'ai ajoutés, pour que les préliminaires puiſſent être ſignés. Je ſuis avec la plus haute conſidération,

Madame ma Sœur,

De Votre Majeſté Impériale & Royale

Le bon Frère & Couſin

FREDERIC.

Copie d'une ſeconde Lettre de Sa Majeſté l'Impératrice Reine envoyée ſous ſimple couvert du Prince Gallizin, ſans Lettre de ce Miniſtre.

Ce 22 Juillet 1778.

MONSIEUR MON FRERE ET COUSIN,

Thugut eſt arrivé hier fort tard, & m'a remis la lettre de Votre Majeſté du 17 de ce mois. J'y ai vu à ma grande ſatisfaction ſes ſentimens conformes aux miens pour la paix, & tout ce qu'elle veut me dire d'obligeant. Ayant informé l'Empereur de l'expédition de Thugut, je vais lui communiquer tout de ſuite ce qu'il m'a rapporté. Je m'empreſ-

ſerai, dès que je ſerai en état, de lui donner tous les éclairciſſemens qu'elle me demade. En attendant je ſuis avec toute l'eſtime,

Monſieur mon Frère et Couſin,

Bonne Sœur & Couſine

MARIE THERESE.

Copie de la Réponſe du Roi à la Lettre ci-deſſus.

Ce 25 Juillet 1778.

MADAME MA SOEUR,

La lettre que Votre Majeſté Impériale & Royale a eu la bonté de m'écrire, m'eſt bien parvenue. J'attendrai, Madame, ce qu'elle & ſon auguſte fils jugeront à propos de décider ſur la ſituation actuelle des affaires, & je dois prévoir des ſuites heureuſes de leur ſageſſe & de leur modération. Je réitère encore à Votre Majeſté Impériale & Royale l'aſſurance que je lui ai donnée précédemment, que je compaſſerai ſi bien mes démarches, qu'elle pourra être ſans inquiétude ſur le ſort des perſonnes qui à bon droit lui ſont chères & précieuſes. Rien de déciſif ne ſe paſſera avant, Madame, que Votre Majeſté Impériale & Royale n'ait jugé à propos de me faire tenir ſa réponſe. Je ſuis avec toute l'admiration & la plus haute conſidération,

Madame ma Sœur,

De Votre Majeſté Impériale et Royale

Le bon Frère & Couſin

FREDERIC.

Copie d'une Lettre du Roi à Sa Majeſté l'Impératrice Reine.

Ce 28 Juillet 1778.

MADAME MA SOEUR,

Quelque éloignement que j'aie d'importuner Votre Majeſté Impériale & Royale par mes lettres, j'ai cru cependant devoir dans les conjonctures actuelles lui préſenter quelques idées qui me ſont venues touchant la pacification générale de l'Allemagne. Je les ai crues les plus propres à concilier promptement les préſens démêlés. Je les ſoumets aux lumières ſupérieures de Votre Majeſté Impériale, la priant, ſuppoſé même qu'elle ne dût pas les agréer, de les attribuer uniquement à la ſincérité avec laquelle j'entre dans ſes vues pacifiques, & au déſir de ſauver tant de peuples innocens des malheurs & des fléaux que la guerre attire inévitablement après elle. Je ſuis avec les ſentimens de la plus haute conſidération,

Madame ma Sœur,

De Votre Majeſté Impériale et Royale

Le bon Frère & Couſin

FREDERIC.

Copie des Propoſitions annexées à la Lettre ci-deſſus pour un nouveau Plan général de Conciliation.

1. Sa Majeſté l'Impératrice Reine reſtituera à l'Electeur palatin tout ce qu'elle a occupé en Bavière & dans le haut Palatinat. Ce prince lui cédera en retour le diſtrict de Burghauſen depuis Paſſau le long de l'Inn juſqu'au confluent de la Salza, & le long de la Salza juſqu'aux frontières de Salzbourg, près de Wildſhut ; le reſte du diſtrict de Burghauſen, ainſi que la rivière de l'Inn, devant reſter à la maiſon palatine. Par ce moyen la cour de Vienne obtiendroit ſans conteſtation une province grande & fertile, qui arrondiroit ſi bien l'Autriche, qui eſt bordée d'une belle rivière, & qui contient la forteresſe de Schardingen avec d'autres villes conſidérables. La Bavière ne ſeroit pas coupée en deux, & la ville de Ratiſbonne, ainſi que la diète, reſteroient libres.

2. Si la cour de Vienne avoit de la répugnance à indemniſer la maiſon palatine par quelque ceſſion en pays, elle pourroit le faire en quelque façon, quoique d'une manière nullement proportionnée à cette ceſſion, en renonçant à ſes féodalités, ou droits de ſuzeraineté, dans le haut palatinat & en Saxe, & en payant un million d'écus à l'Electeur de Saxe. Par ces deux derniers articles la cour de Vienne ſatisferoit l'Electeur de Saxe ſur ſes prétentions allodiales, à la place de l'Electeur palatin, libéreroit celui-ci de cette obligation, & indemniſeroit en quelque façon

la maiſon palatine de la perte du diſtrict de Burghauſen. On pourroit ajouter pour la ſatisfaction de l'Electeur de Saxe, la petite principauté de Mindelheim, comme un franc alleu, & le petit diſtrict de Rothenberg, appartenant au haut Palatinat, mais enclavé dans le territoire de Nurnberg. Toutes les conſidérations d'équité, d'honneur & d'intérêt exigent que l'échange des diſtricts occupés en Bavière, la ſatisfaction de la maiſon palatine & de celle de Saxe, en général l'arrangement de la ſucceſſion de Bavière, ne ſoient pas renvoyés à une négociation & diſcuſſion particulière, mais qu'on règle le tout dès à préſent, avec la concurrence de S. M. le Roi de Pruſſe, comme ami & allié de ces deux maiſons. On pourroit leur propoſer ce plan & les inviter à y accéder, dès que L. M. I. en ſeroient d'accord avec S. M. le Roi de Pruſſe ; & on a tout lieu d'eſpérer qu'elles ne s'y refuſeront pas, vu la nature du plan & des circonſtances.

3. Dès que la ſucceſſion de Bavière ſeroit ainſi arrangée, Sa Majeſté Impériale, ainſi que l'Electeur de Saxe, renonceroient à toutes prétentions ultérieures ſur la Bavière & le haut Palatinat, & on aſſureroit expreſſément la ſucceſſion de ces deux pays ſans exception aux Princes palatins de Deuxponts, après l'extinction de la ligne préſente de Sulzbach.

4. Les fiefs devenus vacans à l'Empire par la mort du dernier Electeur de Bavière, ſeroient conférés à l'Electeur palatin, & après lui à la ligne de Deuxponts.

5. Sa

5. Sa Majeſté l'Empereur voudra bien conférer un de ces petits fiefs aux Ducs de Mecklenbourg, ou bien leur donner le privilége *de non appellando* dans tout leur duché, pour les indemniſer de leurs prétentions ſur une partie du landgraviat de Leuchtenberg.

6. Leurs Majeſtés l'Empereur & l'Impératrice Reine voudront bien renoncer aux droits de féodalité ou autres que la couronne de Bohème pourroit avoir dans les pays d'Anſpach & Bareuth, & s'engager à ne jamais mettre aucune oppoſition à ce que les pays d'Anſpach & Bareuth puiſſent être incorporés à la primogéniture de l'électorat de Brandebourg. Si S. M. le Roi de Pruſſe & l'Electeur de Saxe pouvoient convenir de faire un échange des pays d'Anſpach & Bareuth contre les margraviats de la haute & baſſe Luſace, & de quelques autres diſtricts ſelon leur convenance, Leurs Majeſtés Impériales & Royales n'y ſeroient aucunement contraires, & elles renonceroient plutôt dans le cas exiſtant à tout droit de féodalité, de réverſion, d'achat, ou autres droits qu'elles pourroient avoir ſur la Luſace entière, ou ſur quelques parties de ce pays, de ſorte que S. M. le Roi de Pruſſe & ſes héritiers & ſucceſſeurs puſſent poſſéder ce pays libre de toutes prétentions de la part de la maiſon d'Autriche.

Ce plan paroît conforme à l'équité, aux circonſtances, & au plus grand avantage de la maiſon

d'Autriche. Si l'on pouvoit s'accorder là-deſſus, il ne ſeroit pas difficile de le rédiger en forme d'articles préliminaires, ou de traité définitif.

Copie d'une troiſième Lettre de Sa Majeſté l'Impératrice Reine.

Ce 1 d'Août.

MONSIEUR MON FRERE ET COUSIN,

Le Baron Thugut alloit partir pour ſe rendre auprès de V. M., lorſqu'il me parvint ſa lettre du 28 de Juillet, accompagnée d'un nouveau plan général de conciliation. Je l'avois chargé de tous ces éclairciſſemens qu'elle auroit pu ſouhaiter, & des propoſitions réciproques de ma part qui me paroiſſoient pouvoir amener un arrangement entre nous. Mais celles que V. M. vient de me faire à mon grand regret, changent ſi fort l'état des choſes, qu'il n'eſt pas poſſible que je puiſſe lui en dire ma penſée tout de ſuite. Je tâcherai de le faire le plutôt que poſſible, & c'eſt pour l'en prévenir, que je lui adreſſe la préſente, en la priant d'être perſuadée de la conſidération avec laquelle je ſuis,

Monſieur mon Frère et Couſin,

De Votre Majeſté

Bonne Sœur & Couſine

MARIE THERESE.

Copie de la Réponſe du Roi à la Lettre ci-deſſus.

Ce 5 d'Août 1778.

MADAME MA SOEUR ET COUSINE,

Je viens de recevoir la lettre que Votre Majeſté Impériale & Royale a eu la bonté de m'écrire. Je ſens, Madame, que des choſes de cette importance demandent une mûre délibération. J'attendrai donc avec patience les réſolutions que Votre Majeſté Impériale & Royale aura priſes & qu'elle daignera me communiquer par Mr de Thugut, en l'aſſurant des ſentimens de la plus haute conſidération avec leſquels je ſuis à jamais,

Madame ma Sœur et Couſine,

De Votre Majeſté Imperiale et Royale

Le bon Frère & Couſin

FREDERIC.

Copie d'une quatrième Lettre de Sa Majeſté l'Impératrice Reine.

Ce 6 d'Août.

MONSIEUR MON FRERE ET COUSIN,

J'ai annoncé à V. M. par ma lettre du 1 que je lui ferois tenir le plutôt que poſſible ma penſée ſur

la propoſition d'un nouveau plan général de conciliation. En conſéquence Thugut eſt chargé de lui faire une contre-propoſition de ma part, pour terminer tout d'un coup les malheurs d'une guerre cruelle & deſtructive. Je me rapporte à ce que Thugut lui expoſera, & je ſuis avec toute la conſidération,

Monſieur mon Frère et Couſin,

De Votre Majeſté

Bonne Sœur & Couſine

MARIE THERESE.

Copie de la Contre-propoſition, dont il eſt queſtion dans la Lettre ci-deſſus.

L'Impératrice Reine n'étant pas animée de vues d'agrandiſſement, & ne déſirant principalement que le maintien de ſa dignité, de ſa conſidération politique & de l'équilibre en Allemagne, Sa ſuſdite Majeſté déclare qu'elle eſt diſpoſée & déterminée à reſtituer tout ce qu'elle a fait occuper par ſes troupes en Bavière & dans le haut Palatinat, & à délier l'Electeur palatin des engagemens qu'il a pris avec elle par la convention du 3 de Janvier, ſous la condition *ſine qua non* qu'il plaiſe à S. M. Pruſſienne de s'engager en due forme, pour elle & ſes ſucceſſeurs, de ne pas réunir les deux margraviats de Bareuth & d'Anſpach à la primogéniture de ſa maiſon, auſſi long-temps qu'il y exiſtera des princes puînés, ainſi

qu'il eſt ſtatué dans la ſanction pragmatique établie dans la maiſon de Brandebourg, & qui étant confirmée par les Empereurs & l'Empire, a obtenu force de loi publique. Comme au moyen d'un tel arrangement toute la ſucceſſion de Bavière ſeroit remiſe dans ſon état primitif, la diſcuſſion & le jugement des prétentions des autres parties intéreſſées à ladite ſucceſſion ſeroient renvoyées aux voies ordinaires de juſtice preſcrites par les lois & la conſtitution de l'Empire, conformément à ce que S. M. Pruſſienne dès le commencement avoit propoſé elle-même.

Copie de la Réponſe du Roi à la Lettre ci-deſſus.

Ce 10 d'Août 1778.

MADAME MA SOEUR ET COUSINE,

Mr Thugut m'a rendu la lettre que V. M. Impériale & Royale a eu la bonté de m'écrire. Il m'a décliné les propoſitions dont il étoit chargé, & comme elles n'étoient pas conciliantes, il remarqua l'éloignement que je témoignois pour les accepter. Il me dit qu'il y avoit peut-être des moyens qui reſtoient encore pour pacifier les troubles de l'Allemagne, & qu'il avoit été chargé par V. M. Impériale & Royale d'en faire les ouvertures. Sur quoi je lui ai propoſé de s'aboucher avec mes Miniſtres, pour eſſayer ſi cette dernière tentative réuſſira mieux que les précédentes. V. M. Impériale & Royale

me rendra au moins le témoignage, que ſi cette œuvre ſalutaire ne parvient pas à une heureuſe fin, ce ne ſera pas ma faute. Je ſuis avec la plus haute conſidération,

Madame ma Sœur et Couſine,

De Votre Majeſté Impériale et Royale

Le bon Frère & Couſin

FREDERIC.

PIÈCES AUTHENTIQUES

De la Négociation de Braunau, laquelle après celle de Welſdorf entre le Roi & le Sr de Thugut, a eu lieu audit Couvent de Braunau entre le Sr de Thugut & les deux Miniſtres Pruſſiens le Comte de Finckenſtein & le Sr de Hertzberg ; mais ne dura auſſi que depuis le 13 juſqu'au 15 Août, où elle fut rompue *.

* Ces pièces ſont déjà imprimées à la ſuite d'un mémoire qui ſert à leur éclairciſſement ſous le titre : *Déclaration ultérieure de S. M. le Roi de Pruſſe aux Etats de l'Empire, au mois d'Octobre* 1778 ; mais comme cet écrit eſt devenu rare, on croit bien faire de réimprimer ici ces pièces, qui jettent un jour ſi lumineux ſur toute l'affaire de Bavière.

PIÈCES AUTHENTIQUES.

No. 1. *Propoſition de Sa Majeſté l'Impératrice Reine, que Mr de Thugut a remiſe au Roi, au Camp de Welſdorf en Bohème, le* 11 *Août* 1778, *& enſuite aux Miniſtres Pruſſiens à Braunau. Comme le Sr de Thugut avoua lui-même qu'elle avoit été déclinée par le Roi à Welſdorf, il ne fit que la réitérer; mais elle fut miſe de côté, & il fit tout de ſuite la propoſition contenue ſous No.* 2.

CETTE propoſition eſt la même qui ſe trouve à la page 260; c'eſt pourquoi on l'a omiſe ici, & on n'en rapporte que la rubrique.

No. 2. *Propoſitions de Sa Majeſté l'Impératrice Reine, que Mr de Thugut a remiſes au Miniſtère du Roi dans la première Conférence tenue au Couvent de Braunau en Bohème le* 13 *Août* 1778.

1. L'Impératrice Reine borneroit les avantages qui doivent lui revenir de ſa prétention ſur la ſucceſſion de Bavière & de ſa convention avec l'Electeur

palatin, à l'acquiſition d'un revenu d'un ſeul million de florins.

2. L'Electeur palatin & la maiſon palatine en retour céderoient à l'Impératrice Reine, & reſpectivement échangeroient avec elle, la partie de la Bavière & du haut palatinat renfermée dans la délimitation ci-deſſous expliquée.

La ligne de démarcation commenceroit auprès de Kufſtein dans le Tyrol; elle ſuivroit le cours de l'Inn juſqu'à Waſſerbourg; de là elle ſeroit continuée vers Landſhut à Lanckwat, enſuite à Perbing, Donauſtauf, Nittenau, Neubourg, Retz juſqu'à Waldmunchen le long du grand chemin qui conduit à Toms en Bohème.

Cette ceſſion ſe feroit en la manière ſuivante. L'on feroit une évaluation exacte de tous les revenus de cette étendue de pays. Cette évaluation ſeroit faite ſur les lieux *d'après les comptes originaux de la recette générale exiſtans dans les dépôts de Munich*; elle ſeroit réglée & vérifiée par une commiſſion compoſée d'un commiſſaire de l'Impératrice Reine, d'un autre de l'Electeur palatin, & d'un troiſième nommé par le Duc de Deuxponts.

Cette évaluation faite, il en ſeroit *prélevé un million de florins pour le préciput que l'Impératrice Reine ſe ſeroit réſervé*, & Sa ſuſdite Majeſté compenſeroit exactement & fidellement tout l'excédent par la ceſſion qu'elle feroit à l'Electeur palatin d'autres poſſeſſions d'un revenu égal, & de telle autre manière

dont les trois commiſſaires ci-deſſus mentionnés librement & de plein gré conviendroient entr'eux.

L'Impératrice Reine céderoit nommément à l'Electeur palatin tout ce qu'elle poſsède dans le cercle de Souabe, en cas que les revenus de la nouvelle acquiſition qu'elle feroit en Bavière & dans le haut Palatinat, déduction faite de ſon préciput d'un revenu d'un million de florins, fuſſent trouvés égaux aux revenus des ſuſdites poſſeſſions en Souabe, dont l'évaluation ſeroit également conſtatée par l'exhibition des comptes originaux de la recette. Si les revenus de la nouvelle acquiſition en Bavière ſe trouvoient être moindres, les ceſſions que l'Impératrice Reine feroit en Souabe, y ſeroient proportionnées, & ſi les revenus de l'acquiſition en Bavière & dans le haut Palatinat excédoient le préciput de l'Impératrice Reine enſemble avec les revenus des poſſeſſions autrichiennes dans le cercle de Souabe, S. ſuſdite M. dédommageroit également avec exactitude & fidélité l'Electeur palatin, ſoit par d'autres ceſſions d'un revenu égal dans les Pays-bas, *ſoit en ſe chargeant d'une partie proportionnée des dettes de la Bavière*, ſoit en telle autre manière dont les trois commiſſaires ci-deſſus mentionnés librement & de plein gré ſe ſeroient accordés entr'eux.

3. S. M. l'Impératrice Reine s'engageroit, pour elle & ſes héritiers, de ne faire aucune oppoſition à la réunion des deux margraviats de Bareuth & d'Anſpach à la primogéniture de l'électorat de Brandebourg, & ſi S. M. le Roi de Pruſſe trouvoit à pro-

pos de faire un échange des pays de Bareuth & d'Anſpach contre la haute & la baſſe Luſace, l'Impératrice Reine non ſeulement n'y apporteroit point d'obſtacle, mais faciliteroit plutôt cet échange en ce qui dépendroit d'elle, & nommément par la renonciation qu'elle feroit à ſes droits de féodalité, de réverſion & autres ſur la haute & baſſe Luſace.

4. L'on traiteroit auſſi dans la préſente négociation ſur la ſatisfaction à procurer à l'Electeur de Saxe de la part de l'Electeur palatin relativement à ſes prétentions allodiales, par l'entremiſe des bons offices réunis de S. M. l'Impératrice Reine & de S. M. le Roi de Pruſſe.

5. Pour faciliter l'arrangement ſur les prétentions allodiales de l'Electeur de Saxe, l'Impératrice Reine renonceroit à ſes droits de féodalité & autres qu'elle a ſur quelques fiefs en Saxe.

6. S. M. l'Impératrice Reine réuniroit ſes voix à celle de S. M. le Roi de Pruſſe pour faire conférer par l'Empereur & l'Empire au Duc de Mecklenbourg un des petits fiefs vacans.

No. 3. *Réponſe du Miniſtère Pruſſien aux Propoſitions que Mr de Thugut a portées au Roi de la part de S. M. l'Impératrice Reine.*

Ces propoſitions conſiſtent dans une alternative, dont la première partie porte : que S. M. l'Impératrice Reine voudroit reſtituer tout ce qu'elle a fait occuper en Bavière & dans le haut Palatinat, &

délier l'Electeur palatin de la convention du 3 Janvier, ſous la condition que le Roi de Pruſſe s'engage de ne pas réunir les deux margraviats de Bareuth & d'Anſpach à la primogéniture de ſa maiſon auſſi long-temps qu'il y exiſteroit des princes puînés, ainſi qu'il étoit ſtatué dans la ſanction pragmatique de la maiſon de Brandebourg, qui étant confirmée par l'Empereur & l'Empire, avoit obtenu force de loi publique.

Cette propoſition eſt inadmiſſible, par les raiſons qui ont déjà ſouvent été alléguées & détaillées dans les conférences de Berlin. La ſucceſſion aux margraviats d'Anſpach & de Bareuth appartient inconteſtablement à la maiſon de Brandebourg ſeule ; il n'appartient qu'à cette maiſon ſeule de régler l'ordre de ſa ſucceſſion, & cet ordre a été réglé par le conſentement unanime de tous les membres de la ſuſdite maiſon. La prétendue ſanction pragmatique n'eſt autre choſe que le teſtament de l'Electeur Albert I, qui a été fait par cet Electeur & a été confirmé à ſa demande par l'Empereur Fréderic III. Il a donc auſſi pu être changé & a été changé par ſes ſucceſſeurs, du conſentement unanime de membres de la maiſon de Brandebourg. La confirmation impériale, qui n'eſt qu'une formalité ordinaire, ne ſauroit avoir force qu'en faveur des parties intéreſſées, qui ſont les ſeuls princes de Brandebourg, & qui y ont renoncé. Elle ne ſauroit être réclamée par un autre Etat de l'Empire non intéreſſé à cet ordre de ſucceſſion, qui par la même raiſon n'a auſſi aucun droit

d'y intervenir, ni d'en diſpenſer. On peut dire la même choſe de l'Empire, dont la concurrence à la ſuſdite confirmation de Fréderic III ne conſiſte que dans le ſimple énoncé de cette confirmation, qu'elle avoit été faite du conſentement de l'Empire. Par toutes ces raiſons S. M. le Roi de Pruſſe ne ſauroit jamais admettre aucune parité ni compenſation entre l'ordre réglé de la ſucceſſion inconteſtable de ſa maiſon aux margraviats d'Anſpach & de Bareuth, & la prétention non fondée de la maiſon d'Autriche ſur la ſucceſſion de Bavière, qui n'appartient qu'à la maiſon palatine, comme on a prouvé l'un & l'autre point de la manière la plus évidente. L'équité ne permet pas d'attribuer le refus de la ſuſdite propoſition au déſir d'un agrandiſſement injuſte & dangereux pour les voiſins. Le Roi a donné des preuves aſſez convaincantes de ſon déſintéreſſement dans tout le cours de la négociation précédente, en n'inſiſtant que ſur les intérêts de ſes alliés, ſans chercher aucun avantage particulier. Sa Majeſté eſt d'ailleurs trop perſuadée des hautes lumières & des ſentimens élevés de S. M. l'Impératrice Reine, pour pouvoir s'imaginer que cette auguſte Princeſſe veuille envier & conteſter d'avance à la maiſon de Brandebourg une ſucceſſion légitime, mais incertaine & éloignée, ni qu'elle puiſſe y attacher le maintien de ſa dignité, de ſa conſidération politique, & de l'équilibre en Allemagne.

L'obſervation par laquelle on finit la première propoſition, ſeroit bonne, & conforme à la juſtice & aux intentions du Roi, ſi l'arrangement propoſé pou-

voit être concilié avec les droits inconteſtables de la maiſon de Brandebourg. *Cet arrangement eſt auſſi énoncé d'une manière, que s'il pouvoit en être queſtion, il reſteroit encore douteux ſi ſous le nom des parties intéreſſées la cour de Vienne ne voudroit pas revenir à ſes prétentions & les faire valoir d'une autre manière également préjudiciable.*

Le ſecond membre de l'alternative propoſée par Mr de Thugut ſe réduit à un nouvel arrangement, ſelon lequel l'Impératrice Reine voudroit acquérir la partie de la Bavière & du haut Palatinat qui eſt exprimée dans le ſecond article des ſuſdites propoſitions. On n'a qu'à comparer avec la carte géographique de Bavière la démarcation énoncée dans cet article, pour voir d'un coup d'œil combien cette acquiſition ſeroit immenſe & dangereuſe pour tout l'Empire, & combien l'arrangement propoſé ſeroit préjudiciable à la maiſon palatine, & anéantiroit toute ſon exiſtence politique. La cour de Vienne couperoit la Bavière par une ligne tranſverſale depuis le Tyrol juſqu'à la Bohème ; elle obtiendroit non ſeulement toute la baſſe Bavière, ſur laquelle elle forme des prétentions, mais auſſi une grande partie de la haute Bavière, ſur laquelle elle n'en a formé aucune juſqu'ici ; elle emporteroit ſinon la partie la plus grande de la Bavière & du haut Palatinat, du moins la plus fertile, la plus riche & la plus peuplée, contenant les rivières du Danube, de l'Iſer, de l'Inn & de la Salza, avec les riches ſalines de Reichenhall, & elle ne laiſſeroit à la maiſon palatine que la partie

la plus mauvaiſe de ces deux duchés, qui ne conſiſte qu'en bois & en ſable, qui ne peut ſe ſoutenir ſans le ſecours de l'autre partie & en ſeroit toujours dépendante, & qui reſteroit pourtant chargée d'un fardeau immenſe de dettes. La partie de la Bavière dont on demande la ceſſion, & dont le prix principal conſiſte dans la contiguité & les qualités intrinsèques, ne ſauroit jamais être compenſée par des équivalens éloignés, éparpillés, & d'une qualité fort inférieure à tous égards. En général toute la méthode propoſée d'acquérir la partie de la Bavière qu'on demande, & ſurtout l'excédent de la prétention autrichienne par une évaluation en revenus & par des équivalens, eſt auſſi nouvelle que préjudiciable par ſes conſéquences. D'abord la cour de Vienne n'a aucun droit fondé ſur aucune partie de la Bavière ; ſi elle en avoit, elle l'auroit ſur une *partie déterminée de pays*, mais non ſur *un million de revenus*. Si dans les pourparlers de la négociation précédente il a été queſtion d'un certain revenu, on n'a pas ſongé d'accorder à la cour de Vienne un *préciput* ; mais on a toujours offert des territoires *déterminés*, & on a demandé des équivalens en territoires *déterminés*, en admettant pour le bien de la paix des équivalens moindres que les pays cédés, & en ſuppoſant ainſi que la cour de Vienne gagneroit par là le préciput de revenus qu'elle a en vue. Pour ſentir de quelle dangereuſe conſéquence ſeroit pour la maiſon palatine l'évaluation des pays à céder par les revenus actuels, on n'a qu'à conſidérer que la Bavière

eſt

eſt juſqu'ici notoirement le pays le plus mal adminiſtré de toute l'Allemagne, de ſorte qu'un diſtrict qui rapporte à préſent un million de revenus, en rapporteroit bientôt le double & le triple à la cour de Vienne, & la maiſon palatine y perdroit ce que la maiſon d'Autriche y gagneroit.

Si l'on vouloit auſſi renvoyer l'évaluation & l'échange en queſtion à une commiſſion à établir entre les commiſſaires de l'Impératrice Reine, de l'Electeur palatin & du Duc de Deuxponts, le ſort de la maiſon palatine, & ſurtout celui du Duc de Deuxponts, ſeroit expoſé à des événemens éloignés & incertains, dont on ſent aiſément les ſuites ſans les détailler ici, & le Roi perdroit par là tout le but de ſon intervention.

Le même renvoi de l'arrangement général de la ſucceſſion de Bavière ne permettroit pas d'arranger dans la négociation préſente la ſatisfaction de l'Electeur de Saxe, que Mr de Thugut a propoſée dans le quatrième article, & en général l'arrangement qu'il vient de propoſer, mettroit la maiſon palatine entièrement hors d'état de contribuer à la ſatisfaction de celle de Saxe.

Quand on voudra peſer avec équité & ſans prévention toutes les conſidérations qu'on vient d'alléguer en précis, on ne ſauroit trouver étrange que Sa Majeſté ne puiſſe pas donner les mains à ces propoſitions, & à un arrangement qui démembreroit d'une manière énorme l'important duché de Bavière; qui

anéantiroit preſque la maiſon palatine, & la privéroit de la plus grande & de la plus précieuſe partie de ſon patrimoine inconteſtable ; arrangement auquel par ces raiſons le Duc de Deuxponts ne conſentiroit jamais, comme il l'a déclaré poſitivement ; qui enlèveroit les moyens de procurer à la maiſon de Saxe une ſatisfaction raiſonnable ſur ſes prétentions allodiales ; qui procureroit à la maiſon d'Autriche ſans aucun titre valable un agrandiſſement exorbitant ; qui renverſeroit ainſi tout l'équilibre du pouvoir en Allemagne ; qui affecteroit par ſes conſéquences la liberté & la ſureté de tout l'Empire & de ſon ſyſtème, & par ſes ſuites auſſi celle du Roi ; & ſeroit par là & à tous égards directement contraire à la dignité & aux intérêts les plus eſſentiels de S. M., ainſi qu'aux engagemens qu'elle a pris, & au but qu'elle s'eſt propoſé en intervenant dans l'affaire de Bavière.

Le Roi rend juſtice aux ſentimens de S. M. l'Impératrice Reine, & il eſt perſuadé que ſes diſpoſitions pour la conſervation de la paix ſont auſſi pures & auſſi ſincères que les ſiennes ; mais S. M. regrette que les propoſitions qu'on a faites en ſon nom ne répondent pas à un but ſi ſalutaire.

Dans la précédente négociation le Roi a offert pour le bien de la paix de s'employer à procurer à S. M. l'Impératrice Reine, par un arrangement général de la ſucceſſion bavaroiſe, la ceſſion de deux diſtricts de la Bavière conſidérables & avantageuſement ſitués pour arrondir la Bohème & l'Autriche,

contre des équivalens en pays très-médiocres. Dans la préſente négociation S. M. a fait offrir un de ces diſtricts contre un équivalent très-peu conſidérable en argent & en ceſſion de droits de nulle valeur, ſans exiger qu'il ſoit donné en pays ; & elle croit avoir donné par là des preuves éclatantes de la plus grande modération, & de ſon déſir ſincère de complaire à Leurs Majeſtés impériales & de contribuer à leur ſatisfaction ; mais comme toutes ces propoſitions n'ont pas été acceptées, S. M. ne ſauroit s'empêcher de s'en dédire & d'attendre qu'un changement de principes amène une négociation plus heureuſe & plus efficace.

No. 4. *Note que le Baron de Thugut a remiſe au Miniſtère du Roi le* 15 *Août* 1778, *après qu'on lui avoit remis la Réponſe du Roi aux Propoſitions de l'Impératrice Reine.*

Le Baron de Thugut eſt ſenſiblement affligé de ce que la rupture dont la préſente négociation à peine commencée eſt menacée, paroît éloigner de nouveau la fin ſi déſirable des malheurs qu'a entraînés la méſintelligence ſurvenue entre les deux cours. Pour ne laiſſer rien manquer du côté de ſon zèle, & pour conſtater la droiture des déſirs pacifiques de l'Impératrice Reine, il a l'honneur de déclarer d'après les intentions que S. M. lui a confiées, que le but principal de S. ſuſdite M., dans les limites qui ont été propoſées pour la ceſſion & re-

ſpectivement échange en Bavière, n'a point été une vue d'agrandiſſement, mais plutôt celle d'une communication & d'une liaiſon convenable entre ſes différens Etats, laquelle d'ailleurs paroiſſoit pouvoir être obtenue, ſans préjudice de la maiſon palatine, au moyen de la compenſation exacte & fidelle qui a été offerte de tout ce qui ſurpaſſeroit un revenu d'un million de florins; qu'en conſéquence de cela, ſi pour la ceſſion & reſpectivement l'échange en Bavière, un projet de limites comme celui qui ſe trouve marqué ſur la carte ci-jointe *, eſt jugé acceptable, il pourſuivra avec plaiſir la négociation ſur le pied de l'évaluation propoſée, & ſi une telle évaluation, malgré la facilité & l'exactitude qui ſemble devoir en réſulter pour les compenſations, eſt abſolument jugée inadmiſſible, il écrira à Vienne pour demander des ordres, & pour être autoriſé ſur des équivalens qu'on pourra offrir d'après le principe dont la cour de Berlin juſqu'à préſent eſt convenue elle-même, qu'il eſt juſte qu'il revienne à S. M. l'Impératrice Reine un avantage raiſonnable de ſes droits ſur la ſucceſſion de Bavière & de ſa convention avec l'Electeur palatin. Braunau le 15 Août 1778.

* Cette nouvelle ligne de démarcation que Mr de Thugut propoſa en remettant cette note, alloit de Kufftein le long de l'Inn par Waſſerbourg, Muldorff, Marckt, Pfarrkirchen, Oſterhoven, Deckendorf, Vichtach & Waldmunchen juſqu'aux frontières de Bohème. Elle étoit marquée comme la première avec de l'encre rouge ſur une carte de Homann & on en a tiré une copie.

No. 5. *Réponſe du Miniſtère du Roi à la Note du Baron de Thugut.*

Le miniſtère du Roi a examiné, avec le zèle le plus ſincère pour le rétabliſſement de la bonne intelligence entre les deux cours, la note que Mr le Baron de Thugut vient de lui remettre, après avoir reçu la réponſe de S. M. aux nouvelles propoſitions de S. M. l'Impératrice Reine. Il regrette de ne trouver rien dans cette note qui puiſſe apporter un changement à la réponſe ſuſdite. Quoique l'étendue du territoire qu'on y demande, ſoit moindre que celle des propoſitions précédentes, elle embraſſe toujours une partie du Danube, tout le courant des rivières de l'Inn & de la Salza, la moitié du diſtrict de Straubing & tout le diſtrict fertile & conſidérable de Burghauſen, avec les ſalines de Reichenhall, qui ſont abſolument néceſſaires à la Bavière, & trop importantes pour pouvoir être compenſées par quelque objet que ce ſoit.

L'évaluation des territoires de Bavière d'après les revenus préſens ne ſauroit jamais avoir lieu, ſans tourner à un profit exorbitant de la maiſon d'Autriche, & à une perte trop grande de la maiſon palatine, par les raiſons qu'on a déjà alléguées, que ces pays adminiſtrés au plus mal juſqu'ici, produiroient à une meilleure adminiſtration en peu de temps un ſurplus trop grand pour pouvoir ſervir à évaluer le prix du pays même, & à le proportionner au prix

d'un autre pays dont les revenus ont été pouſſés au degré dont il eſt ſuſceptible.

Le principe ſuppoſé : que S. M. l'Impératrice Reine doit, par une ſuite de ſes droits ſur la ſucceſſion de Bavière & de ſa convention avec l'Electeur palatin, prélever un million de revenus ſur l'échange en queſtion, eſt une ſuppoſition que la cour de Berlin n'a jamais reconnue & ne pourra jamais admettre, non plus qu'une reconnoiſſance des droits de la maiſon d'Autriche ſur la Bavière. On a fait voir dans la réponſe précédente, qu'on mettoit l'avantage de S. M. l'Impératrice Reine dans la qualité intrinsèque des pays qu'elle obtiendroit par l'échange, ſans compter que l'avantage qui réſulte de la contiguité & de l'arrondiſſement, eſt déjà aſſez grand. Si le million de florins devoit être prélevé de la portion de la Bavière diminuée qu'on demande dans la dernière note, ſurtout ſi elle étoit évaluée ſelon le revenu préſent, l'équivalent de la maiſon palatine ſeroit tellement diminué, qu'il ſeroit réduit à peu de choſe.

Enfin tout renvoi des échanges à faire & en général de l'arrangement final de la ſucceſſion de Bavière ſans la concurrence du Roi, eſt contraire au but que S. M. s'eſt propoſé dans ſon intervention, & à celui d'un accommodement ſtable & ſolide, qu'on doit ſuppoſer aux deux cours.

Quand on réunit toutes ces conſidérations, on trouvera que les mêmes obſtacles qui ont rendu inadmiſſibles les précédentes propoſitions de la cour

de Vienne, s'oppoſent auſſi au nouveau projet de Mr le Baron de Thugut. S. M. l'Impératrice Reine obtiendroit toujours par cet arrangement, non une ſimple ligne de communication entre ſes Etats, laquelle ſubſiſte déjà aſſez indépendamment de cette acquiſition, mais plutôt un agrandiſſement trop conſidérable, gratuit & dépourvu de titres. On ne ſauroit donc que ſe référer à la première réponſe qui a été donnée ce matin à Mr le Baron de Thugut, & attendre qu'un changement de principes amène des circonſtances plus favorables pour le ſuccès d'une négociation future. Braunau le 15 Août 1778.

CONSIDÉRATIONS

SUR

L'ÉTAT PRÉSENT DU CORPS POLITIQUE DE L'EUROPE.

CONSIDÉRATIONS

SUR

L'ÉTAT PRÉSENT DU CORPS POLITIQUE
DE L'EUROPE.

CONSIDÉRATIONS

SUR

L'ÉTAT PRÉSENT DU CORPS POLITIQUE DE L'EUROPE*.

JAMAIS les affaires publiques n'ont plus mérité l'attention de l'Europe qu'à préſent. Après la fin des grandes guerres, la ſituation des empires change, et leurs vues politiques changent en même temps : de nouveaux projets ſe font, de nouvelles alliances ſe traitent, & chacun en particulier prend les arrangemens qu'il croit les plus propres à l'exécution de ſes deſſeins ambitieux.

* FREDERIC II a compoſé cette pièce comme Prince royal dans l'année 1736; elle fait voir quelles vaſtes connoiſſances il avoit déjà acquiſes alors. Il exiſte une correſpondance qu'il a entretenue avec le Maréchal & Miniſtre d'Etat de *Grumbkow* depuis 1732 juſqu'à la mort de ce général en 1739 ſur toutes les affaires du temps, dans laquelle le Miniſtre lui fit part de tout ce qui ſe paſſoit dans le gouvernement, & le Prince royal lui répondit par les réflexions les plus fines & les plus juſtes.

S'il eſt digne de la curioſité d'un homme raiſonnable de pénétrer dans les ſecrets des cœurs, d'en approfondir les abymes & de découvrir les effets dans leurs cauſes ; il eſt néceſſaire qu'un prince, pour peu qu'il figure dans l'Europe, ait l'œil ſur la conduite des cours, qu'il ſoit informé des vrais intérêts des royaumes, & que ſa prévoyance arrache, pour ainſi dire, à la politique des miniſtres des cours les deſſeins que leur ſageſſe prépare, & que leur diſſimulation cache aux yeux du public.

Comme un habile mécanicien ne ſe contenteroit pas de voir l'extérieur d'une montre, qu'il l'ouvriroit, qu'il en examineroit les reſſorts & les mobiles, ainſi un habile politique s'applique à connoître les principes permanens des cours, les reſſorts de la politique de chaque prince, les ſources des événemens; il ne donne rien au hazard ; ſon eſprit tranſcendant prévoit l'avenir, & pénètre par l'enchaînement des cauſes juſques dans les ſiècles les plus reculés ; en un mot, il eſt de la prudence de tout connoître, pour pouvoir tout juger & tout prévenir.

Vu l'état léthargique de pluſieurs princes de l'Europe, j'ai cru qu'il ne ſeroit pas hors de propos de faire un expoſé de la ſituation préſente où ſe trouve ce corps politique : non point que j'aye la préſomption de me croire plus éclairé qu'une infinité de miniſtres, dont les vaſtes connoiſſances & la longue routine des affaires me paroîtront toujours reſpectables & infiniment ſupérieures à mes foibles lumi-

ères ; mais ſimplement pour communiquer mes idées au public, & lui faire part de mes penſées.

Si mes raiſonnemens ſe trouvent juſtes, on en pourra profiter, & voilà tout ce que je demande ; s'ils ſe trouvent peu conſéquens & faux, on n'a qu'à les rejeter : du moins me ſerai-je amuſé en les faiſant.

Pour avoir une idée juſte de ce qui ſe paſſe à préſent en Europe, il faudra prendre les choſes de plus haut, & remonter juſqu'à la ſource des affaires.

A la fin de la campagne de l'année 1735 les négociations entre les cours de Vienne & de Verſailles prirent leur commencement ; les opérations de guerre furent ſuſpendues, & les intérêts des deux cours, au lieu d'être décidés par l'épée, le furent par la plume. Ni l'Eſpagne ni le Roi de Sardaigne n'accédèrent d'abord à cette négociation, & il eſt à remarquer que ce ne fut qu'après la chute du Sr Chauvelin que l'Eſpagne y ſouſcrivit.

La guerre s'étoit faite d'une manière beaucoup moins vive au Rhin, qu'on ne la faiſoit en Italie. L'Empereur avoit, pour ainſi dire, extorqué la déclaration de guerre faite par les Etats de l'Empire en l'année 1733 à Ratiſbonne : l'élection de Pologne, troublée par les troupes campées ſur les confins de la Siléſie & prêtes à entrer dans ce royaume, avoit cauſé une ſciſſion parmi les évêques & les palatins, dont le plus grand nombre embraſſoit les intérêts de Staniſlas. Ces déſordres n'intéreſſoient en aucune manière les provinces d'Allemagne. L'Empereur s'étoit aſſez témérairement

obligé, par un traité ſecret avec la Ruſſie & la Saxe, à placer l'Electeur Auguſte II ſur le trône électif de Pologne : les miniſtres impériaux n'ayant peut-être pas prévu les ſuites de cette démarche, & contre l'avis du Prince Eugène, ſe fondant ſur le caractère pacifique du Cardinal Miniſtre, avoient engagé trop légèrement leur maître dans une affaire de cette conſéquence : l'Empereur s'étoit mêlé lui ſeul avec la Ruſſie, & ſans la participation de l'Empire, dans les troubles de la Pologne ; c'étoit à lui ſeul à s'en tirer.

La France, qui d'un autre côté avoit travaillé avec toute la prudence poſſible depuis la mort du Duc Régent à rétablir ſes affaires dérangées, y avoit ſi bien réuſſi, que ſes finances étoient dans le plus bel ordre du monde, ſes magaſins pourvus de toutes les choſes néceſſaires, & ſes troupes dans l'état où elle les pouvoit déſirer. Avec ces avantages ſa ſituation ſe trouvoit ſi heureuſe, qu'elle ſe voyoit en paſſe de profiter de tous les événemens.

La mort d'Auguſte I lui fourniſſoit un prétexte ſpécieux pour ſe mêler des affaires de la Pologne, & pour exécuter, ou bien pour ébaucher les vaſtes projets que la politique avoit conçus & mûrement digérés. La France ne négligea rien ; elle prépara les événemens, elle ſe mit en état d'agir avec ſuccès, elle lia ſes alliances tant avec l'Eſpagne qu'avec la Sardaigne ; par des pratiques ſourdes elle diſpoſa quelques princes d'Allemagne à une eſpèce de neutralité ; elle endormit les puiſſances maritimes ; après quoi elle publia le manifeſte de ſa conduite,

& attaqua l'Empereur, qui étoit en quelque façon l'agreſſeur, vu les troubles qu'il avoit fomentés en Pologne, & que ſes armées étoient prêtes à ſoutenir, s'il ne s'étoit vu lui-même aſſailli.

L'Empereur, qui ſe voyoit ſur le point d'être attaqué de tous côtés, remua toutes ſes machines pour entraîner l'Empire à courir la même fortune : tous les plus habiles négociateurs furent employés de la part du miniſtère de Vienne, pour inviter l'Empire à déclarer la guerre à la France. Les vues de l'Empereur étoient premièrement de tirer du ſecours de l'Empire ; en ſecond lieu, de diviſer les forces de la France, qui l'ayant déjà attaqué en Italie, n'auroit pas manqué de l'y accabler. Il eſt bon de remarquer en paſſant, que ſi l'Empire ne s'étoit point mêlé de cette guerre, elle auroit été plutôt terminée. L'Empereur auroit perdu en Italie ce que les alliés ont conquis ; mais on n'auroit pu démembrer la Lorraine de l'Empire, ſans donner lieu à de nouvelles brouilleries, & ſans exciter un nouvel embraſement.

La guerre ſe fit très-nonchalamment en Allemagne, d'un côté parce que la politique de la cour de Verſailles ne vouloit point donner d'ombrage aux puiſſances maritimes, qui ſe ſeroient indubitablement déclarées en faveur de l'Empereur, ſi elles avoient vu ſes affaires à l'extrémité ; & d'un autre côté, par une complication de raiſons différentes, dont chaque campagne en fourniſſoit de particulières, & qui mettoient l'Empereur hors d'état d'agir vigoureuſement ſur le Rhin.

En Italie les Eſpagnols s'emparoient du royaume de Naples & de la Sicile, tandis que les François avec les troupes piémontoiſes s'emparoient du Milanois & de preſque toute la Lombardie : & comme c'étoit une clauſe du traité des trois couronnes alliées de partager les dépouilles de l'Empereur en Italie, ces puiſſances ſe donnoient tous les mouvemens imaginables pour mettre en exécution leurs vaſtes deſſeins ; mais j'oſe aſſurer que ce qui contribua le plus aux heureux ſuccès des alliés, ce fut le mauvais état dans lequel ſe trouvoient toutes les provinces de l'Empereur. La raiſon de la chute des plus grands empires a toujours été la même ; elle s'eſt toujours trouvée dans la foibleſſe de la conſtitution des Etats. La décadence de l'empire romain trouva ſon période marqué dans le temps qu'il n'y eut plus d'ordre parmi les troupes, que la diſcipline fut anéantie & qu'on négligea les précautions que la prudence dicte pour la ſureté des Etats. La perte que l'Empereur vient de faire en Italie eſt fondée ſur les mêmes principes. Point d'armée pour fermer le paſſage à l'ennemi, point de magaſins, ni de troupes ſuffiſantes pour garder les fortereſſes, point de généraux habiles pour défendre les places. Enfin l'Empereur au bout de trois campagnes perdit ce qu'il n'avoit acquis que par huit années de guerre conſécutives.

On s'imagineroit qu'après tant de défaites ce ſeroit à l'Empereur à ſolliciter la paix ; mais qu'on ne s'y trompe point, & qu'on apprenne à mieux connoître

connoître l'eſprit pacifique & déſintéreſſé du Cardinal Miniſtre : que ceci ſoit dit à l'honneur de la France & en témoignage de ſa modération : ces vainqueurs chargés de lauriers, & apparemment fatigués de leurs victoires, offrent la paix à l'Empereur leur ennemi vaincu.

Il eſt à préſumer que Mr de Villars aura communiqué ſon ſyſtème au Cardinal, tel qu'on le trouve dans ſes mémoires, & que le Cardinal ayant adopté les idées de ce grand homme, aura pris pour principe d'établir une union parfaite & ſtable entre l'Empereur & la France, à l'imitation du triumvirat d'Auguſte, d'Antoine & de Lépide. On ſait que ce triumvirat s'étoit cimenté par des proſcriptions. Auſſi la France, par le premier article des préliminaires, ſe trouve-t-elle en poſſeſſion du duché de Lorraine démembré de l'Empire.

L'Empereur, pour faire la paix, dépouille ſon gendre de ſes Etats héréditaires. Le ſacrifice paroît aſſez grand pour exiger par une eſpèce de réaction une reconnoiſſance proportionnée : mais pour continuer la comparaiſon, il eſt à préſumer que la France avec le temps jouera le rôle d'Auguſte. La ſimple conſidération de cet événement auroit peu d'utilité, ſi elle n'étoit accompagnée de quelques réflexions que le ſujet même fournit. D'abord on voit par rapport aux François un ſyſtème de politique bien lié, uniforme, & qui ne varie jamais. Lorſqu'ils firent la paix d'Utrecht, leur but étoit de recommencer la guerre, non tout de

ſuite, à cauſe que leur réputation étoit perdue, que leurs finances étoient épuiſées & qu'ils n'avoient pas encore amené les événemens au point de maturité qu'ils ſouhaitoient ; mais ils n'en avoient pas moins dans l'eſprit d'épier le moment où ils pourroient attaquer l'Empereur avec avantage.

Or il régnoit un préjugé dans le monde qui portoit un préjudice infini aux deſſeins de la France ; ce préjugé déſavantageux avoit pour fondement une ancienne erreur, qui s'étant perpétuée, n'en acquéroit que plus de poids ; on ſe diſoit tout bas à l'oreille que la France aſpiroit à la monarchie univerſelle ; en quoi cependant on lui faiſoit grand tort. Cette ſeul idée avoit arrêté tous les magnifiques projets de Louis XIV & n'avoit pas peu contribué à rabaiſſer ſa puiſſance ; il falloit néceſſairement déraciner un préjugé ſi pernicieux & en effacer juſqu'à la mémoire.

La fortune qui préſide au bonheur de la France, ou pour parler ſelon le ſtyle des prêtres, l'ange gardien qui veille à ſon agrandiſſement, contribua à détruire une opinion ſi préjudiciable aux intérêts de la France.

Louis XIV, dont l'ambition avoit ſi ſouvent fait trembler l'Europe, après avoir éprouvé ſur la fin de ſon règne les révolutions de la fortune, termina ſa glorieuſe carrière. L'empire tomba en tutelle, & le gouvernement ſe reſſentit de la foibleſſe de ſon monarque & de tous les malheurs inſéparablement attachés aux minorités. Le Duc Régent,

prince éclairé, & qui avec toutes les qualités qui font les charmes de la ſociété & la fortune des particuliers, n'avoit pas aſſez de cette fermeté abſolument néceſſaire à ceux auxquels le gouvernement des empires eſt confié, embrouilla les affaires intérieures du royaume par ces fameuſes actions qui ruinèrent preſque tous les particuliers, dont l'argent n'entra que dans les caiſſes du Roi & dans celles de quelques commis de Law. Le Duc de Bourbon devint Régent du royaume après la mort du Duc d'Orléans; mais ce ne fut qu'une régence paſſagère : le Cardinal de Fleury lui fut ſubſtitué, & prenant le timon des affaires, il ne répara pas ſeulement les finances & les pertes internes du royaume; il fit plus; par ſon habileté, par la ſoupleſſe de ſon eſprit & par les apparences d'une modération extrême, il s'acquit la réputation de Miniſtre juſte & pacifique. Pour connoître les profondeurs & la ſageſſe de ſa conduite, il eſt néceſſaire de remarquer que rien n'attire plus la confiance des hommes qu'un caractère généreux & déſintéreſſé : le Cardinal ſoutint ſi bien ce caractère, que l'Europe, ou plutôt l'univers entier ſe perſuada qu'il étoit tel. Les voiſins de la France dormoient en paix auprès d'un ſi bon voiſin, & les miniſtres dont la politique étoit la plus renommée avoient mis au nombre de leurs principes invariables, que tant que le Cardinal vivroit, (vu ſon caractère & ſon grand âge,) on pourroit être tranquille ſur les entrepriſes de la France. C'étoit-là le chef-d'œuvre du Cardinal & en quoi ſa politique peut être préférée à celle

des Richelieu & des Mazarin. Ce Miniſtre habile ayant conduit les choſes au point où il les déſiroit, fit éclater tout à coup ſes deſſeins. Le manifeſte du Roi très-Chretien ſoutint encore les profondes impreſſions que le caractère juſte du Cardinal avoit faites ſur les eſprits; il contenoit en ſubſtance : *Que ce n'étoit point par des vues d'intérêt ou d'ambition que le Roi prenoit les armes, que S. M. ſe contentoit de poſſéder un royaume floriſſant & de régner ſur un peuple fidelle, & que ſes intentions n'étoient point de reculer les bornes de ſa domination.* Cependant les ſuites ont fait voir que l'amour de la paix uniquement a obligé S. M. d'accepter la Lorraine, & de débarraſſer l'Allemagne d'une province qui à la vérité lui avoit appartenu depuis un temps immémorial, mais qui lui étoit à charge, vu ſa ſituation peu convenable & iſolée. D'ailleurs, pour établir la paix ſur un fondement ſolide, il falloit néceſſairement que la Lorraine fût cédée à la France, parce qu'elle auroit pu fournir de fréquens ſujets de brouilleries, & que de plus on devoit indemniſer la France des frais de la guerre; ce qui bien conſidéré, met en évidence que le Roi a entièrement rempli les engagemens poſitifs qu'il avoit pris par ſon manifeſte.

Lorſqu'on voudra donner la même attention à la conduite qu'a tenue l'Eſpagne, on verra que le traité de Vienne * (ou bien le traité de Succeſſion) n'étoit

* (*Corps Diplom. par Dumont. Tome VIII.* 1731. *Part. ſec. pag.* 107.)

Art. V. En vertu de la renonciation faite par S. M. I. dans les deux précédens articles, le Roi Catholique cède à ſon tour, & en

point un ouvrage ſolide, & que le Roi d'Eſpagne, en renonçant aux Etats de la ſucceſſion ſitués en Italie, n'y renonçoit qu'autant qu'il n'étoit pas en état de les recouvrir.

Je n'avance rien que je ne ſois en état de prouver. Le traité de Séville * ſi fameux entre l'Eſpagne &

ſon nom, & en celui de ſes héritiers, deſcendans mâles & femelles, tous les droits ſans exception quelconque en général & en particulier ſur les royaumes, provinces & domaines leſquels Sa Majeſté impériale a poſſédés effectivement en Italie ou en Flandre, & qui ont autrefois appartenu à la monarchie d'Eſpagne ; entre leſquels eſt le marquiſat de Final, cédé à la république de Gênes par Sa Majeſté impériale en 1713, & à préſent dûment occupé : ſur le ſujet duquel actes ſolennels de renonciation ont été expédiés en la plus dûe forme, qu'on aura ſoin de publier, & en lieux congrus on en paſſera l'acte, qui ſera remis à Sa Majeſté impériale & aux parties intéreſſées. Sa Majeſté catholique renonce pareillement au droit de réverſion à la couronne d'Eſpagne, qu'elle s'eſt réſervé ſur le royaume de Sicile, à toutes autres actions, prétentions, ſous le prétexte deſquelles pourroit être inquiétée Sa Majeſté impériale, ou ſes héritiers, ſucceſſeurs, directement ou indirectement, non ſeulement dans les ſuſdits royaumes ou provinces, mais auſſi dans tous les autres domaines qu'il poſſède actuellement en Flandre, en Italie, ou ailleurs.

* *(Extrait du Traité de Séville conclu entre Leurs M. T. C. & Britannique & Cath. le 9 Nov. 1729.)*

Ce traité que les Anglois nomment la ſource de leurs larmes, conſiſtant en douze articles, & deux articles ſecrets, 1. Confirme les traités précédens, & contient l'amniſtie de part & d'autre. 2. Règle le contingent des ſecours réciproques en hommes, vaiſſeaux & argent. 3. Déroge au traité de Vienne conclu en 1725 entre l'Empereur & l'Eſpagne. 4. Conſerve le commerce françois & anglois tant en Europe qu'aux Indes ſur l'ancien pied. 5. Promet la réparation

l'Angleterre, découvre aſſez les intentions de l'Eſpagne, & ſuffit pour mettre en évidence que toutes les conquêtes d'Italie ne ſont qu'une ſuite des principes invariables que cette couronne regarde comme la baſe de ſa politique.

Qu'on ne s'imagine point que ce traité de Séville ſoit ici tiré par les cheveux ; il ne faut que quelques

des dommages faits de part & d'autre. 6. Ordonne la commiſſion & la nomination des commiſſaires pour examiner les pertes & dommages qu'on a ſoufferts de part & d'autre. 7. Parle des commiſſaires de France pour de pareilles recherches. 8. Preſcrit la durée de cette commiſſion, ſavoir trois ans. 9. N B. Comme le plus remarquable, il eſt en ces termes :

" On effectuera dès à préſent l'introduction des garniſons dans les " places de Livourne, Porto-Ferrajo, Parme & Plaiſance, au " nombre de 6,000 hommes des troupes de Sa Majeſté catholique " & à ſa ſolde, leſquelles ſerviront pour la plus grande aſſurance " & conſervation de la ſucceſſion immédiate deſdits Etats en fa- " veur du ſéréniſſime Infant Don Carlos, & pour être en état de " réſiſter à toute entrepriſe & oppoſition qui pourroit être ſuſci- " tée au préjudice de ce qui a été réglé ſur ladite ſucceſſion."

10. On donne la conduite que ceſdites troupes doivent tenir dans ces places. 11. Fait promettre au Roi d'Eſpagne de retirer ſes troupes, dès que tout ſera en ordre & en tranquillité. 12. Contient la garantie deſdits Etats à l'Infant Don Carlos, tant reprochée aux Anglois. 13. Renvoie à un accord particulier qui doit être fait entre les parties contractantes, concernant la manutention deſdites garniſons. 14. Invite les Etats généraux à accéder à ce traité.

Les deux articles ſecrets expliquent les avantages du commerce des Anglois dans les Indes occidentales, & ſurtout le fameux traité d'Aſſiento. Signé

W. Stanhope, *Brancas.* *Marq. de la Gaz.*
à préſent Lord Harrington. *D. Joſeph Patinho.*
B. Kecke.

conſidérations pour y faire entrevoir comme à travers une gaze les intentions de l'Eſpagne.

La politique d'envahir a établi pour principe, que le premier pas pour la conquête d'un pays eſt d'y avoir pied, & c'eſt ce qu'il y a de plus difficile; le reſte ſe décide par le ſort des armes, & par le droit du plus fort.

Sous quel prétexte l'Eſpagne auroit-elle pu introduire des troupes en Italie, ſi le traité de Séville ne lui avoit donné cette facilité ? Comment auroit-elle pu ſans troupes penſer à la conquête du Milanois, du Mantouan, du royaume de Naples, de la Sicile ? Il falloit donc avoir un pied dans le pays; il falloit y avoir des troupes, pour les augmenter ſelon l'occurrence; il falloit avoir des places pour former des magaſins, & c'étoit à quoi le traité de Séville étoit indiſpenſablement néceſſaire. L'Eſpagne avoit donc bien penſé à ſes intérêts en le faiſant, & on a pu voir que ſes deſſeins n'étoient pas ſi bornés qu'on auroit cru peut-être; j'ai donc eu raiſon, en parlant de la conduite de l'Eſpagne, de ne point paſſer ſous ſilence le traité de Séville.

Il me reſte à préſent à développer la conduite de la cour impériale : on aura dû remarquer en elle beaucoup de confiance en ſes forces dans l'affaire de Pologne (quoique à la vérité elle ait voulu faire ſemblant de ne s'en point mêler *). On aura pu

* Il eſt notoire que les miniſtres de l'Empereur ont agi de concert en tout avec ceux de la Ruſſie, qu'il avoit un corps de 17,000 hommes campé aux frontières de la Pologne, qu'il avoit corrompu

remarquer de même cette hauteur inſupportable avec laquelle elle affecta de traiter non ſeulement ſes inférieurs, mais auſſi ſes égaux. On aura pu découvrir facilement que ſa politique a pour but d'établir le deſpotiſme, & la ſouveraineté de la maiſon d'Autriche dans l'Empire ; ce qui n'eſt pas ſi facile, vu la puiſſance de beaucoup d'électeurs, qu'on ne ſauroit abaiſſer aiſément. Cependant imbue de préjugés ſuperſtitieux, & encouragée par une orgueilleuſe témérité, la maiſon d'Autriche a toujours voulu accoutumer à ſon joug les ſouverains d'Allemagne : le miniſtère travaille ſur ce plan, qui eſt tranſmis aux ſucceſſeurs de l'Empire, & ces princes auſſi ignorans que ſuperſtitieux ſe bercent vainement d'une chimère ambitieuſe, que l'injuſtice de la choſe devroit leur faire déteſter.

Nous n'avons pas beſoin de remonter juſqu'aux temps de l'Empereur Ferdinand I & Ferdinand II, pour trouver des témoignages de l'ambition déméſurée de cette cour : quatre événemens arrivés de nos jours nous en feront un beau commentaire.

On remarquera premièrement que l'Empereur à l'inſu de l'Empire avoit fait une alliance avec l'Impératrice de Ruſſie, pour mettre Auguſte II ſur le trône de Pologne. Il falloit donc que la guerre à laquelle cette alliance donna lieu, fût

le Prince Lubomirſky, qu'on nomme le Prince botté, qui fut l'auteur de la ſciſſion de ceux qui paſsèrent de Varſovie dans un village nommé Praga, & que c'eſt à l'inſtigation de l'Empereur que les troupes ruſſiennes ſont entrées en Pologne.

vidée par l'Empereur, & non par l'Empire, qui ne participoit en rien aux démarches de l'Empereur. Cependant on a vu que par ſes intrigues la cour de Vienne a trouvé moyen de mêler l'Empire dans la guerre, qui n'impliquoit directement que l'Empereur & la Ruſſie; en quoi l'Empereur a donné manifeſtement atteinte à l'article IV * de ſa capitulation.

L'Empereur a péché ſecondement contre l'article VI † de ſa capitulation, en ce que contre les lois

* *Art. IV. pag.* 32. Nous devons & voulons dans toutes les délibérations ſur les affaires qui concernent l'Empire, ſurtout celles qui ſont exprimées dans *l'Inſtrumentum Pacis*, que les électeurs & princes jouiſſent du droit de ſuffrage, & que rien ne puiſſe être entrepris, ni conclu, ſans leur libre conſentement. Nous devons & voulons pendant notre règne vivre en paix avec les puiſſances chrétiennes qui ſont nos voiſins, ne point leur donner occaſion d'avoir des conteſtations avec l'Empire. Nous éviterons d'impliquer l'Empire dans des guerres étrangères. Nous nous abſtiendrons entièrement de tout ſecours dont il pourroit réſulter du dommage à l'Empire, de toute diſpute, guerre, ſoit dans, ſoit hors de l'Empire, ſous quelque prétexte que ce ſoit, à moins que cela n'arrive par le conſentement des électeurs, princes & états donné dans une diète, ou au grè des électeurs.

† *Art. VI. pag.* 41. Nous devons & voulons en qualité d'Empereur élu Roi des Romains, pour ce qui regarde les affaires de l'Empire, avant d'en avoir obtenu le conſentement des électeurs, princes ou états, dans une diète : comme l'intérêt de l'Etat demande quelquefois de la célérité & de la promptitude, nous devons & voulons obtenir ce conſentement à un temps marqué, & cela dans une aſſemblée collégiale, & non par des déclarations particulières, juſqu'à ce qu'on puiſſe parvenir à une diète générale;

fondamentales de l'Empire il a appelé le ſecours des puiſſances étrangères en Allemagne, l'Impératrice de Ruſſie lui ayant envoyé un corps de 10,000 hommes au Rhin.

On verra en troiſième lieu que le traité entamé avec la France, & dont les préliminaires ont été ſignés ſans la confirmation de l'Empire, porte une atteinte & un préjudice à l'article VI * de la capitulation impériale.

L'Empereur a fait en quatrième lieu une infraction contre l'article X † de ſa capitulation, en ce qu'il a aliéné le duché de Lorraine, qui étant un fief de l'Empire, ne ſauroit ſelon les conſtitutions fondamentales de l'Empire être ſéparé, ou retranché

comme cela ſe pratique dans les autres affaires qui concernent la ſureté de l'Empire. S'il arrivoit que nous fiſſions quelque alliance à l'égard de nos terres particulières, cela n'arrivera qu'autant que cela ne portera aucun préjudice à l'Empire, ni ne ſera oppoſé au contenu de l'*Inſtrumentum Pacis*.

* Voyez à la fin de la note précédente.

† *Art. X. pag.* 59. De plus nous devons & voulons ni donner, troquer, aliéner, ni moleſter par des impôts, rien de ce qui appartient à l'Empire, ſans la volonté & le conſentement des électeurs, princes & états : mais nous devons & voulons nous abſtenir de tout ce qui pourroit donner occaſion à quelque exemption ou retranchement de quelques parties de l'Empire : nous voulons ſurtout nous abſtenir de tous priviléges ou immunités exorbitantes & nous appliquer au contraire avec beaucoup de ſoin à acquérir de nouveau & à conſerver enſuite les principautés engagées ou aliénées, les terres confiſquées ou tombées par voie illégitime en des mains étrangères.

du corps germanique ſans le conſentement formel de la diète & des Etats.

On pourroit encore reprocher à l'Empereur la guerre qu'il a déclarée aux Turcs, & les ſubſides qu'il a exigés de l'Empire au ſujet de cette guerre ; mais cela m'engageroit dans de trop grands détails, & j'ai encore quelques réflexions plus importantes à faire.

Nous avons jugé à préſent des cauſes par leurs événemens : il nous reſte encore à juger des événemens que nous avons à attendre par les cauſes que nous pouvons pénétrer.

Il ne s'agit pas ſimplement d'approfondir les ſecrets de la politique & de porter un regard profane juſque dans le ſanctuaire des miniſtres ; il faut encore obſerver les voies différentes que ſuivent les miniſtres pour parvenir à leurs fins. Rien ne fait mieux connoître le caractère des cours que de remarquer les façons différentes dont leur politique agit ſur les mêmes ſujets ; leurs paſſions, leurs fineſſes, leurs ruſes, leurs vices & leurs bonnes qualités, tout s'y découvre.

Pour bien juger des miniſtres de l'Empereur & de ceux de France, mettons leur conduite en parallèle, & voyons comment dans les affaires de la Pologne ils ont tenu des routes différentes ; nous y verrons une expreſſion de mœurs qui n'eſt pas de peu d'utilité pour les grands hommes qui ſavent en faire uſage.

L'Empereur, ſelon l'alliance qu'il avoit faite avec

la Ruſſie, devoit placer la couronne de Pologne ſur la tête d'Auguſte, Electeur de Saxe; il n'imagina point de meilleur moyen d'y réuſſir que les voies de fait. Ses armées ſe tinrent aux confins de la Pologne, tandis que les troupes ruſſiennes firent une invaſion ſur les terres de la république & s'approchèrent à peu de diſtance de Varſovie. Ainſi à Vienne on ne connoiſſoit que la violence qui pût ouvrir à Auguſte les barrières du trône des Sarmates.

Le miniſtère françois, plus humain mais plus ruſé, penſa d'une manière différente : il n'employa que la force d'un métal ſéducteur pour élever Staniſlas à la dignité ſuprême. Le miniſtre de l'Empereur à Varſovie éclatoit en menaces; celui de France n'employoit que les paroles flatteuſes & les careſſes; l'un vouloit intimider les eſprits, l'autre vouloit les gagner par ſa douceur. L'un comme un lion furieux tomboit ſur ſa proie, l'autre comme une ſirène charmoit par ſa voix tous ceux qui l'approchoient. Enfin les François par leurs artifices & leurs intrigues ſe rendirent maîtres des cœurs, tandis que les impériaux effrayèrent les poltrons; mais comme en Pologne le nombre de ceux qui craignent excède infiniment le nombre de ceux qui ſont au deſſus de la crainte, il n'eſt pas étonnant que Staniſlas ne ſe ſoit point ſoutenu ſur le trône.

Toutefois ne nous méfions pas tant de ceux qui n'exécutent leurs projets que par les moyens que leur hauteur & qu'un eſprit altier leur dicte; ils ſe deſ-

ſervent eux-mêmes, en ce qu'ils ſe rendent odieux ; leur violence eſt un antidote qui guérit du venin que leurs deſſeins ambitieux pourroient communiquer. Mais défions-nous plutôt de ceux qui par de ſourdes pratiques, par des manières flatteuſes, par une douceur ſimulée veulent nous entraîner dans l'eſclavage : ils nous jettent un hameçon dont le fer eſt caché ſous une amorce ſéduiſante, mais qui nous trompe en nous privant de la liberté, lorſque notre prudence s'y laiſſe ſurprendre.

Comme il eſt certain que tout doit avoir une raiſon de ſon exiſtence, & qu'on trouve la cauſe des événemens dans d'autres événemens qui leur ſont antérieurs, il faut auſſi que tout fait politique ſoit la ſuite d'un fait politique qui l'a précédé, & qui a, pour ainſi dire, préparé ſa naiſſance. Appliquons-nous ſelon ce ſyſtème à découvrir dans les événemens récens, & dans les vaſtes projets des cours de Vienne & de Verſailles, ce que l'union étroite des deux plus puiſſans princes de l'Europe ſemble nous préparer.

Il eſt évident que les vues de la cour impériale tendent à rendre l'Empire héréditaire dans la maiſon d'Autriche. C'eſt à cette fin qu'elle a fait la pragmatique Sanction, qu'elle a ſollicité tous les princes d'Allemagne, qu'elle a inſéré un article dans la pacification, & qu'elle a fait une infinité de traités particuliers ; tant il eſt vrai que la maiſon d'Autriche ſouhaiteroit d'ôter avec le temps à l'Empire le droit d'élection, de cimenter la puiſſance arbi-

traire dans ſa race, & de changer en monarchique le gouvernement démocratique qui de temps immémorial a été celui de l'Allemagne. Comme le ſyſtème du miniſtère impérial eſt aſſez ſimple, il n'eſt point difficile de l'expoſer au jour ; mais celui de la cour de Verſailles eſt plus compoſé, & il exigera de nous plus d'étendue & plus de détail.

Le principe permanent des princes eſt de s'agrandir autant que leur pouvoir le leur permet ; & quoique cet agrandiſſement ſoit ſujet à des modifications différentes & variées à l'infini, ou ſelon la ſituation des Etats, ou ſelon la force des voiſins, ou ſelon que les conjonctures ſont heureuſes, le principe n'en eſt pas moins invariable, & les princes ne s'en départent jamais : il y va de leur prétendue gloire ; en un mot, il faut qu'ils s'agrandiſſent.

La France eſt bornée à l'occident par les monts Pyrénées, qui la ſéparent de l'Eſpagne, & qui forment une eſpèce de barrière que la nature même a poſée. L'océan ſert de bornes au côté ſeptentrional de la France, la mer Méditerranée & les Alpes au midi ; mais du côté de l'orient elle n'a d'autres limites que celles de ſa modération & de ſa juſtice. L'Alſace & la Lorraine, démembrées de l'Empire, ont reculé les bornes de la domination de la France juſqu'au Rhin. Il ſeroit à ſouhaiter que le Rhin pût continuer à faire la liſière de leur monarchie. Pour cet effet il ſe trouveroit un petit duché de Luxembourg à envahir, un petit électorat de Trèves à acquérir par quelque traité, un duché

de Liége par droit de bienſéance, les places de la Barrière, la Flandre & quelques bagatelles ſemblables devroient être néceſſairement compriſes dans cette réunion ; & il ne faudra à la France que le miniſtère de quelque homme modéré & doux, qui prêtant, s'il m'eſt permis de m'exprimer ainſi, ſon caractère à la politique de ſa cour, & qui rejetant toutes les ruſes & tous les détours de ſes artifices ſur le compte des miniſtres ſubalternes, conduiſe à l'abri de dehors reſpectables ſes deſſeins à une heureuſe iſſue.

La France ne ſe précipite en rien. Conſtamment attachée à ſon plan, elle attend tout des conjonctures; il faut, pour ainſi dire, que les conquêtes viennent s'offrir à elle naturellement ; elle cache tout ce qu'il y a d'étudié dans ſes deſſeins, & il ſemble, à n'en juger que par les apparences, que la fortune la favoriſe avec un ſoin tout particulier. Ne nous y trompons point : la fortune, le hazard ſont des mots qui ne ſignifient rien de réel. La véritable fortune de la France c'eſt la pénétration, la prévoyance de ſes miniſtres, & les bonnes meſures qu'ils prennent. Voyez avec quel ſoin le Cardinal ſe charge de la médiation entre l'Empereur & le Turc. L'Empereur en reconnoiſſance de ce ſervice ne peut faire moins que de céder à Louis XV ſes droits ſur le Luxembourg. Ce duché, ſelon toutes les apparences, doit être une des premières acquiſitions qui ſuivront la Lorraine ; car comme la France a eu des égards en toute choſe pour les

arrangemens que l'Empereur a cru devoir prendre, il ſemble que la juſtice exige de ſemblables égards du côté de l'Empereur pour les arrangemens de la France : ce n'eſt qu'un flux & reflux de reconnoiſſance, que la politique de ces princes ſait rendre utile à leur grandeur.

Quant aux autres pays que la France pourroit conquérir, il eſt de ſa prudence de ne point trop ſe hâter, afin de s'affermir dans ſes anciennes conquêtes & de ne point effaroucher ſes voiſins : un trop grand fracas de ſuccès pourroit réveiller les puiſſances maritimes, qui dorment à préſent dans les bras de la ſécurité & au ſein de l'indolence.

J'entrevois encore dans ce qui peut entrer dans le ſyſtème de la France des projets plus grands & plus vaſtes que ceux dont j'ai parlé ; & le moment que la providence a marqué pour l'exécution de ces grands deſſeins, ſemble être celui du décès de Sa Majeſté impériale. Quel temps plus propre pour donner des lois à l'Europe ? quelles conjonctures plus heureuſes pour pouvoir tout oſer ?

Tous les Electeurs ſe trouvent à préſent déſunis par les intérêts qui les partagent ; les uns cherchant des avantages particuliers ſe jeteront dans les bras de la France & ſacrifieront l'intérêt commun ; d'autres diſputeront entr'eux à qui aura l'Empire ; d'autres ſe déchireront pour la ſucceſſion de l'Empereur ; d'autres, enflés par les eſpérances que leur donnent de grandes alliances, porteront partout le flambeau

flambeau de la guerre, le trouble & la confuſion ; & ceux qui pourroient s'oppoſer à la force majeure de l'ennemi commun, n'entreprendront rien, & abandonneront leur deſtinée au haſard.

De plus, par le dernier traité de pacification la France s'engage à la garantie de la pragmatique Sanction ; cela l'oblige à ſe mêler indiſpenſablement des affaires d'Allemagne après la mort de l'Empereur ; & ce qui en cette occaſion rendra les démarches de la France beaucoup plus dangereuſes que dans d'autres, c'eſt qu'elles auront une apparence plauſible de juſtice, & que leurs violences même auront un dehors d'équité.

Remarquons encore avec quel ſoin la France écarte les puiſſances maritimes de cette garantie. Croit-on que ce ſoit ſans deſſein qu'on les éloigne des affaires ? Pourroit-on s'imaginer que quelque penſée frivole d'orgueil y auroit donné lieu ? & ſeroit-il poſſible de ſe figurer qu'un miniſtre qui a donné juſque dans ſes moindres démarches des marques d'une prudence conſommée, qu'un pareil miniſtre, dis-je, ait des vues ſi peu étendues ? Rendons juſtice à la politique françoiſe ; elle n'eſt jamais ſi bornée qu'on pourroit le croire.

Il ſeroit poſſible qu'on fût bien aiſe de procurer du repos aux miniſtres anglois, qui ſont aſſez occupés par les brouilleries inteſtines du royaume ; & avec cela on eſt bien aiſe de ne point mêler les puiſſances maritimes dans les traités ſecrets des

deux cours contractantes, afin que le cas de la ſucceſſion venant à exiſter, ces puiſſances n'ayent aucun prétexte quelconque de ſe mêler des troubles d'Allemagne.

On pouſſe les précautions plus loin encore. On paye des ſubſides aux cours de Suède & de Danemarck, ou pour les contenir ſimplement, ou pour qu'elles ſoient en état de s'oppoſer à ceux qui voudront prendre des meſures contraires aux intentions & aux arrangemens de la cour de France.

Autant la politique de la cour de France eſt excellente, autant faut-il avouer auſſi qu'elle eſt favoriſée par un concours de certaines circonſtances. Tous les princes dont la grandeur & la puiſſance pouvoient lui donner de l'ombrage, ſe trouvent déſunis. Il ne reſte à la France qu'à ne point laiſſer éteindre le feu de la diſcorde, & à l'attiſer plutôt. Et en quoi la France a un avantage infiniment plus grand encore, c'eſt qu'elle n'a preſque perſonne en tête, dont la profondeur d'eſprit, la hardieſſe & l'habileté, puiſſent lui être dangereuſes; à cet égard elle acquiert moins de gloire que n'en acquirent les Henri IV & les Louis XIV.

Que diroit Richelieu, que diroit Mazarin, s'ils reſſuſcitoient de nos jours ? Ils ſeroient fort étonnés de ne plus trouver de Philippe III & IV en Eſpagne, plus de Cromvel & de Roi Guillaume en Angleterre, plus de Prince d'Orange en Hollande, plus d'Empereur Ferdinand en Allemagne, & preſque plus de vrais Allemands dans le St Empire:

plus d'Innocent II à Rome, plus de Tilly, plus de Montécuculi, de Marlborough, d'Eugène à la tête des armées ennemies ; de voir enfin un abâtardiſſement ſi général parmi tous ceux à qui eſt confiée la deſtinée des hommes dans la paix & à la guerre, qu'ils ne s'étonneroient point qu'on pût vaincre & tromper les ſucceſſeurs de ces grands hommes. Autrefois les François étoient obligés de combattre contre toute l'Europe, liguée & conjurée contr'eux, & c'étoit à leur valeur ſeule qu'ils devoient leurs conquêtes ; à preſent ils doivent leurs plus beaux ſuccès à leurs négociations, & c'eſt moins à leur force qu'à la foibleſſe de leurs ennemis qu'on peut attribuer le cours triomphant de leurs proſpérités. Il n'y a pas de meilleur moyen de ſe faire une idée juſte & exacte des choſes qui arrivent dans le monde que d'en juger par comparaiſon, de choiſir dans l'hiſtoire des exemples, d'en faire le parallèle avec les faits qui arrivent de nos jours, & d'en remarquer les rapports & les reſſemblances. Rien de plus digne de la raiſon humaine, de plus inſtructif, & de plus capable d'augmenter nos lumières.

L'eſprit des hommes eſt le même dans tous les pays & dans tous les ſiècles ; ils ont à peu près les mêmes paſſions ; leurs inclinations ne diffèrent preſque en rien ; ils ſont quelquefois plus furieux, quelquefois moins, ſelon qu'un malheureux démon d'ambition & d'injuſtice leur communique ſon ſouffle infecté & contagieux. Certaines époques ſe ſont diſtinguées, parce que les paſſions des hommes

y ont été plus agitées & ſouvent récompenſées. Telle eſt celle des conquêtes de Cyrus parmi les Perſes, la bataille de Salamine & de Platée parmi les Grecs, le règne de Philippe & d'Alexandre le grand chez les Macédoniens, les guerres civiles de Sylla, les triumvirats, le règne d'Auguſte & des premiers Céſars chez les Romains. En un mot l'amour des arts & la fureur de la guerre ont parcouru tout le monde, & ont toujours produit les mêmes effets dans tous les endroits où ils ont établi leur domicile. La raiſon en eſt ſimple. L'eſprit de l'homme, & les paſſions qui le gouvernent, ſont toujours les mêmes; il faut donc néceſſairement qu'il en réſulte toujours les mêmes effets. Tout ce que je viens de dire des arts & de la guerre, ſe trouve encore plus vrai à l'égard de la politique des grandes monarchies; elle a toujours été la même; leur principe fondamental a conſtamment été d'envahir tout pour s'agrandir ſans ceſſe, & leur ſageſſe a conſiſté à prévenir les artifices de leurs ennemis, & à jouer au plus fin.

Examinons à préſent les procédés de Philippe de Macédoine envers les Grecs, & voyons ſi nous n'y trouverons pas quelques traits de la politique françoiſe: parcourons enſuite quelques événemens de l'hiſtoire romaine, & le lecteur verra s'il ne s'y trouve point, je ne dis pas une reſſemblance, mais une conformité entière avec les événemens qui ſont arrivés récemment en Europe & avec ceux dont nous avons fait entrevoir l'aurore. La république

des Grecs ne ſe ſoutenoit que par l'étroite union qui lioit les différentes petites républiques enſemble : les villes de Sparte & d'Athènes ſe diſtinguoient cependant de toutes les autres ; c'étoient elles qui donnoient le branle aux délibérations, & aux grandes choſes qui s'exécutoient, & les petites républiques n'étoient que dépendantes de celles-là. Si Philippe avoit attaqué cette ligue entière, il auroit trouvé des ennemis redoutables, qui non ſeulement lui auroient réſiſté, mais qui même auroient pu faire de ſes propres Etats le théâtre de la guerre. Que fit la politique de ce prince pour vaincre cette république ? Elle ſema la diſſention & la jalouſie parmi ces petites villes alliées, elle cimenta leur déſunion, elle corrompit les orateurs, elle prit le parti des plus foibles, pour les ſoutenir contre les plus puiſſans, & ceux-ci abattus, les autres furent bientôt à ſa diſcrétion.

Que fait la politique de la France pour parvenir à la monarchie univerſelle ? Ne voyez-vous pas avec quelle fineſſe elle sème la diviſion parmi les princes de l'Empire, ſon adreſſe à gagner l'amitié des ſouverains dont elle a le plus de beſoin, comme elle ſait artificieuſement ſoutenir les intérêts des petits princes contre les plus puiſſans ? Admirez le tour qu'elle a pris pour ſaper le pouvoir des puiſſances maritimes, ſon habileté à les intimider à propos, ſa ſoupleſſe à les amuſer de bagatelles, tandis qu'elle frappe les grands coups. Qu'on voie

en même temps la plupart des princes de l'Europe, auſſi inſenſés que les Grecs, qui plongés dans une ſécurité léthargique, négligèrent de ſe réunir avec leurs voiſins pour prévenir un malheur certain & leur ruine infaillible.

Jetez encore un moment les yeux ſur l'artifice des François qui amuſent les puiſſances du nord par des ſubſides, afin de laiſſer ceux qui ne ſont point gagnés comme abandonnés à leurs propres reſſources, & jugez ſi ce ne ſont pas les ſuites d'une politique ſemblable à celle de Philippe de Macédoine. Qu'on me permette de pouſſer cette comparaiſon plus loin. On verra que l'hiſtoire de Philippe fournit plus d'un événement conforme à ceux de nos jours & digne de la politique de Verſailles.

Ce Roi de Macédoine avoit déjà gagné les Thébains, les Olynthiens & les Meſſéniens; il réduiſit enſuite les Athéniens, affoiblis & peu en état de lui réſiſter, à lui céder les villes d'Amphipolis & de Potidée, qui lui ſervirent de barrières. Ayant auſſi la Phocide & les Thermopyles, il tenoit comme la clef de la Grèce, & il lui étoit facile de l'attaquer toutes les fois qu'il le jugeoit convenable à ſes intérêts.

L'hiſtoire de France nous fournit un exemple qu'il n'eſt pas poſſible de lire ſans ſe ſouvenir du trait de l'hiſtoire ancienne que je viens de citer. On comprend bien que c'eſt de l'acquiſition de l'Al-

ſace & de Straſbourg dont je veux parler. Ces Etats aliénés de l'Allemagne, en étoient autrefois comme les Thermopyles ou comme le boulevard, & la Lorraine qui vient d'être envahie récemment, répond à la Phocide par rapport à ſa ſituation. Une manière d'envahir ſi reſſemblante à celle du Roi Philippe découvre, ce me ſemble, aſſez clairement une conformité de deſſein parfaite : Philippe ne s'en tint pas aux Thermopyles, il paſſa outre. Je me rappelle à cette occaſion ce qu'un ſage diſoit à un Roi d'Epire en voyant les préparatifs immenſes qu'on faiſoit pour la guerre : *pourquoi*, demandoit-il à ce prince, *amaſſez-vous toutes ces armes & ce bagage ? Pour conquérir l'Italie, répondit Pyrrhus. Mais l'Italie conquiſe, Seigneur, où allons-nous ? Alors, cher Cynéas, nous nous rendons maîtres de la Sicile ; de là il ne faut qu'un bon vent, & Carthage tombe entre nos mains ; nous traverſerons enſuite les déſerts de la Lybie ; l'Arabie & l'Egypte ne pourront nous réſiſter, la Perſe & la Grèce ſeront également aſſujetties.* Ce prince n'avoit pas de moindre projet que d'établir ſa domination ſur tout l'univers ; ſon langage étoit celui de l'ambition, & l'ambition penſe & agit toujours de même : je n'en dis pas d'avantage.

Quant aux Grecs, ils n'enviſageoient que d'une manière ſuperficielle les progrès de Philippe, & ils s'imaginoient follement que la mort de ce Prince les débarraſſeroit d'un ennemi dangereux, duquel

ils avoient tout à craindre. C'eſt préciſément le langage qu'on tient à préſent en Europe : on ſe flatte que la mort de l'habile politique françois mettra fin à la politique françoiſe, qu'un autre miniſtre lui ſuccédant, il n'aura pas les mêmes vues, les mêmes deſſeins. Enfin on s'amuſe de petites eſpérances, qui ſont ordinairement les conſolations des ames foibles & des petits génies. Qu'on me permette de rappeler ici le reproche que Démoſthène faiſoit à ſes Athéniens dans ſa première Philippique. Voici ſes paroles : " Philippe eſt " mort, dira l'un ; non, répondra l'autre, mais il " eſt malade . . . Eh ! qu'il meure, ou qu'il vive, " que vous importe ? quand vous ne l'aurez plus, " bientôt, Athéniens, vous vous ſerez fait un au- " tre Philippe, ſi vous ne changez pas de conduite ; " car il eſt devenu ce qu'il eſt, non pas tant par ſes " propres forces que par votre négligence."

Il me reſte encore quelques réflexions à faire ſur les points où la conduite des Romains répond parfaitement à celle de nos Romains modernes, je veux dire les François. Que l'on conſidère l'attention extrême que les Romains avoient à ſe mêler de toutes les affaires du monde : ils affectoient même de décider toutes les querelles des princes. Rome étoit le tribunal de l'univers, & les rois & les princes avoient reconnu (je ne ſais comment) la ſouveraineté de ce tribunal ; ils remettoient le jugement de leur cauſe au peuple romain, de tous les peuples

le plus puiſſant & le plus fier. Le ſénat, accoutumé à juger en dernier reſſort de la fortune des princes, s'érigeoit en arbitre ſouverain de tous leurs différens. C'eſt par ce moyen qu'ils ſe rendirent les maîtres de la Grèce, qu'ils acquirent l'héritage d'Eumène, Roi de Pergame, & ce fut encore par cette voie que l'Egypte fut réduite au nombre des provinces romaines.

On va voir que la France en a fait tout autant : mais ce que les Romains n'ont jamais fait, Louis XIV l'a oſé. Il a érigé un tribunal de réunion, qui ſous prétexte de la recherche d'anciennes dépendances, réduiſoit des provinces entières ſous le joug de ſon obéiſſance.

Il eſt temps à préſent de parler de la ſucceſſion de Charles II, dernier Roi d'Eſpagne, & du teſtament ſubſtitué ou tronqué par lequel le ſang françois a empiété ſur les droits de celui d'Eſpagne : des intrigues par leſquelles la France a voulu relever le parti du Prétendant en Angleterre, & faire ce Prince Roi de la Grande Bretagne : & pour alléguer des exemples plus récens, qu'on faſſe attention à l'envoi de Don Carlos en Italie, aux menées de la France dans les troubles de la Pologne. Je pourrois citer encore le droit d'arbitrage que la France s'arroge dans les conteſtations de Juliers & de Bergue, entre le Roi de Pruſſe & le Palatin de Sulzbach : cette affaire ne devroit proprement toucher que l'Empire, ſi par la paix de Weſtphalie

le Roi très-Chrétien n'avoit trouvé moyen de s'en mêler. On pourra voir ci-deſſous tout ce qui en eſt dit dans ce traité *. Il n'y a pas juſqu'aux démêlés de la ville de Genève dont la France ne ſe ſoit mêlée; ſoit par corruption ou par d'autres voies, les Genevois ſe ſont jetés entre ſes bras. La guerre que l'Empereur fait en Hongrie ne ſe terminera pas non plus, ſans qu'il y ſoit parlé de la France; & les Corſes apprendront dans peu de ces mêmes François quel doit être leur ſort. Enfin, a-t-on des différens ? la France les décide. Veut-on faire la guerre ? la France eſt de la partie. S'agit-il de régler les articles de la paix ? la France donne la loi & s'érige en arbitre ſouveraine de l'univers.

Voilà les faits que j'ai cru pouvoir mettre en parallèle avec ceux que j'ai choiſis dans l'hiſtoire romaine : je les rapporte impartialement & ſans qu'aucune autre raiſon me détermine que l'amour de la vérité.

Je n'ajouterai à tout ceci qu'une ſeule remarque : elle roulera ſur une conformité de génie entre les négociateurs des Romains & les François. Lorſ-

* *(Art. IV. de l'Inſt. de la Paix de Weſtphalie, §. 57)*

Et comme l'affaire de la ſucceſſion de Juliers entre les intéreſſés pourroit dans la ſuite du temps exciter de grands troubles dans l'Empire, ſi on ne les prévient point, on eſt convenu que la paix faite, cette cauſe ſera accommodée par les voies ordinaires devant ſa Majeſté impériale, ou par une compoſition amiable, ou par quelque autre voie légitime, ſitôt que faire ſe pourra.

que la France eſt parvenue à ſon but & qu'elle n'a plus beſoin de certains ménagemens, on remarquera dans ſes négociateurs une fierté & une arrogance extrême; ſouples lorſqu'ils recherchent l'aſſiſtance des princes, & d'une hauteur inſupportable lorſque l'intérêt ne requiert plus les ſecours de ces mêmes princes. Il eſt néceſſaire de ſe rappeler l'ambaſſade que les Romains envoyèrent à Antiochus, Roi de Syrie, pour le détourner d'attaquer Ptolémée & Cléopatre, qui en qualité de Rois d'Egypte étoient alliés du peuple romain. Popilius, ſimple citoyen romain, fut chargé de cette commiſſion; il demanda à Antiochus en termes aſſez fiers une réponſe cathégorique ſur ce qu'il lui avoit propoſé. Ce Roi ſe trouvant à la tête d'une armée, & prêt à fondre ſur l'Egypte, étonné d'une pareille propoſition, balança de répondre: Popilius, avec une baguette qu'il tenoit entre ſes mains, trace un cercle autour du Roi, & lui ordonne de répondre avant d'en ſortir. Qu'on remarque la hauteur & la manière abſolue dont l'Ambaſſadeur de France s'y eſt pris dans les affaires de Genève. Qu'on jette les yeux ſur le mémoire * que Mr de Fénelon a préſenté aux Etats généraux à la Haye touchant la ſucceſſion de Juliers; qu'on ſe rappelle les diſputes puériles † entre cet Ambaſſadeur &

* A la fin de ce traité.

† Cette diſpute venoit de ce qu'à un feſtin que donnoient les Etats généraux ſe trouvèrent Mrs les Ambaſſadeurs de France & d'Angleterre; l'Anglois porta la ſanté de l'Empereur ou celle

celui d'Angleterre ſur une préſéance auſſi ſingulière que nouvelle, & on pourra découvrir à tant de traits reſſemblans, des deſſeins auſſi ambitieux chez ces modernes que chez les anciens ; des vues auſſi étendues chez les uns que chez les autres ; enfin un rapport exact entre la conduite de la France & celle de Philippe, Roi de Macédoine, ainſi qu'entre la France & la république romaine.

Il eſt facile de remarquer par ce qu'on vient de voir que le corps politique de l'Europe eſt dans une ſituation violente ; il eſt comme hors de ſon équilibre & dans un état où il ne peut reſter long-temps ſans riſquer beaucoup. Il en eſt comme du corps humain, qui ne ſubſiſte que par le mélange de quantités égales d'acides & d'alcalis ; dès qu'une de ces deux matières prédomine, le corps s'en reſſent & la ſanté en eſt conſidérablement altérée. Et ſi cette matière augmente encore, elle peut cauſer la deſtruction totale de la machine. Ainſi dès que la politique & la prudence des princes de l'Europe perd de vue le maintien d'une juſte balance entre les puiſſances dominantes, la conſtitution de tout ce corps politique s'en reſſent : la violence ſe trouve d'un côté, la foibleſſe de l'autre ; chez l'un le déſir de tout envahir, chez l'autre l'impoſſibilité de l'em-

de la proſpérité des Etats généraux : Mr de Fénelon dit que c'étoit à lui à porter cette ſanté : la choſe alla fort loin. On appelle cette diſpute la guerre du Buffet. Cette hiſtoire eſt généralement connue.

pêcher ; le plus puiſſant impoſe des lois ; le plus foible eſt dans la néceſſité d'y ſouſcrire ; enfin tout concourt à augmenter le déſordre & la confuſion : le plus fort, comme un torrent impétueux, ſe déborde, entraîne tout, & expoſe ce malheureux corps aux révolutions les plus funeſtes.

Ce ſont là en peu de mots les conſidérations que m'a fournies l'état préſent de l'Europe. Si quelque puiſſance trouve que je me ſuis expliqué avec trop de liberté, elle doit ſavoir que le fruit conſerve toujours un goût de terroir, & que né dans un pays libre, il m'eſt permis de m'énoncer avec une noble hardieſſe, & avec une ſincérité incapable de feindre, que la plupart des hommes ne connoiſſent point, & qui paroîtra peut-être criminelle à ceux qui, nés dans la ſervitude, ont été élevés dans l'eſclavage.

Après avoir repaſſé la conduite des politiques de l'Europe, après avoir développé le ſyſtème des cours ſelon l'étendue de mes lumières, & fait voir les dangereuſes ſuites de l'ambition de quelques princes ; j'oſe pouſſer la ſonde plus avant dans la plaie de ce corps politique ; je pourſuivrai le mal juſques dans ſes racines, & je m'efforcerai d'en découvrir les cauſes les plus cachées. Si mes réflexions ont le bonheur de parvenir aux oreilles de quelques princes, ils y trouveront des vérités qu'ils n'auroient jamais appriſes par la bouche de leurs courtiſans & de leurs flatteurs : peut-être ſeront-

ils même étonnés de voir ces vérités ſe placer auprès d'eux ſur le trône. Qu'ils apprennent donc que leurs faux principes ſont la ſource la plus empoiſonnée des malheurs de l'Europe. Voici l'erreur de la plupart des princes. Ils croient que Dieux a créé exprès, & par une attention toute particulière pour leur grandeur, leur félicité & leur orgueil, cette multitude d'hommes dont le ſalut leur eſt commis, & que leurs ſujets ne ſont deſtinés qu'à être les inſtrumens & les miniſtres de leurs paſſions déréglées. Dès que le principe dont on part eſt faux, les conſéquences ne peuvent être que vicieuſes à l'infini : & de là cet amour déréglé pour la fauſſe gloire, de là ce déſir ardent de tout envahir, de là la dureté des impôts dont le peuple eſt chargé, de là la pareſſe des princes, leur orgueil, leur injuſtice, leur inhumanité, leur tyrannie, & tous ces vices qui dégradent la nature humaine. Si les princes ſe défaiſoient de ces idées erronées & qu'ils vouluſſent remonter juſqu'au but de leur inſtitution, ils verroient que ce rang dont ils ſont ſi jaloux, que leur élévation n'eſt que l'ouvrage des peuples ; que ces milliers d'hommes qui leur ſont commis, ne ſe ſont point faits eſclaves d'un ſeul homme, afin de le rendre plus formidable & plus puiſſant ; qu'ils ne ſe ſont point ſoumis à un citoyen, pour être les martyrs de ſes caprices & les jouets de ſes fantaiſies : mais qu'ils ont choiſi celui d'entr'eux qu'ils ont cru le plus juſte pour les gouverner, le meilleur pour leur

ſervir de père, le plus humain pour compâtir à leurs infortunes & les ſoulager, le plus vaillant pour les défendre contre leurs ennemis ; le plus ſage, afin de ne les point engager mal à propos dans des guerres deſtructives & ruineuſes : enfin l'homme le plus propre à repréſenter le corps de l'Etat, & en qui la ſouveraine puiſſance pût ſervir d'appui aux lois & à la juſtice, & non de moyen pour commettre impunément les crimes & pour exercer la tyrannie.

Ce principe ainſi établi, les princes éviteroient conſtamment les deux écueils qui de tout temps ont cauſé la ruine des empires & bouleverſé le monde, ſavoir l'ambition déméſurée, & la lâche négligence des affaires. Au lieu de projeter ſans ceſſe des conquêtes, ces dieux de la terre ne travailleroient qu'à aſſurer le bonheur de leur peuple, ils emploîroient toute leur application à ſoulager les miſérables & à rendre leur domination douce & ſalutaire : il faudroit que leurs bienfaits fiſſent déſirer d'être né leur ſujet ; qu'il régnât une généreuſe émulation entr'eux, à qui ſurpaſſeroit les autres en bonté & en clémence ; qu'ils ſentiſſent que la vraie gloire des princes ne conſiſte point à opprimer leurs voiſins, point à augmenter le nombre de leurs eſclaves, mais à remplir les devoirs de leurs charges & à répondre en tout à l'intention de ceux qui les ont revêtus de leur pouvoir, & de qui ils tiennent la grandeur ſuprême.

Ces monarques devroient ſonger que l'ambition & la vaine gloire ſont des vices qu'on punit griévement chez les particuliers, & qu'on abhorre toujours dans un prince.

D'un autre côté les princes ayant ſans ceſſe leur devoir devant les yeux, ne négligeroient point leurs affaires, comme des occupations indignes de leur grandeur; ils ne commettroient point aveuglément le ſalut de leur peuple aux ſoins d'un miniſtre, qui peut être ſuborné, qui peut manquer de talens, & qui preſque toujours eſt moins intéreſſé que le maître au bien public. Les princes veilleroient eux-mêmes ſur les démarches de leurs voiſins; ils auroient une attention extrême à pénétrer leurs projets, & à prévenir leurs entrepriſes: ils ſe précautionneroient par de bonnes alliances contre la politique de ces eſprits remuans qui ne ceſſent d'envahir, & qui ſemblables au cancer rongent & conſument tout ce qu'ils touchent. La prudence reſſerreroit les liens d'amitié & les alliances que formeroient de pareils princes; la ſageſſe ſeroit leur conſeil & feroit avorter les deſſeins de leurs ennemis; ils préféreroient un travail aſſidu & qui auroit toujours pour but l'utilité publique, à la vie fainéante & voluptueuſe des cours.

En un mot, c'eſt un opprobre & une ignominie de perdre ſes Etats: & c'eſt une injuſtice & une rapacité criminelle de conquérir ceux ſur leſquels on n'a aucun droit légitime.

ESSAI

ESSAI

SUR

LES FORMES DE GOUVERNEMENT,

ET SUR

LES DEVOIRS DES SOUVERAINS.

Lettre de la propre main du Roi, par laquelle en 1781 il envoya au Miniſtre d'Etat de Hertzberg ſon petit Livre ſur les Formes du Gouvernement & ſur les Devoirs des Souverains.

Voici quelques réflexions ſur le gouvernement, que je vous confie ; elles ont été imprimées dans ma maiſon ; elles ne ſont pas faites pour le public, & reſteront entre vos mains. Je ſuis, &c.

FREDERIC.

Réponſe du Miniſtre d'Etat de Hertzberg au Roi.

SIRE,

Votre Majeſté m'a donné, à ma plus reſpectueuſe reconnoiſſance, une marque très-précieuſe de ſa bienveillance, en me confiant ſes réflexions ſur les formes du gouvernement & ſur les devoirs des ſouverains. Cet excellent livret ne ſortira pas de mes mains ſelon ſes gracieux ordres, quoiqu'il mérite d'être le manuel de tous les ſouverains, & qu'il ne laiſſera pas de l'être un jour. Ils y trouveroient un idéal, auquel il leur paroîtra difficile d'atteindre, mais dont Votre Majeſté a pourtant donné un exemple au deſſus de toute exception. Elle a donné en même temps par ſon règne une preuve

déciſive en faveur du gouvernement monarchique, & ce ſera bientôt la forme de gouvernement favorite de la plupart des nations, depuis que V. M. a inſpiré aux Monarques ſes contemporains le goût de gouverner par eux-mêmes, & de marcher ſur ſes traces à l'immortalité.

J'ai toujours été porté en mon particulier pour la monarchie, & je ſuis très-perſuadé que les ſujets & les particuliers peuvent y exercer des vertus patriotiques avec plus d'effet réel, quoique avec moins d'éclat, que dans d'autres formes de gouvernement. Je regarderai conſtamment comme mon plus grand bonheur, d'être né & d'avoir vécu ſous le règne de V. M., & je ne ceſſerai d'être juſqu'au dernier moment de mon exiſtence avec le plus reſpectueux dévouement,

SIRE, de Votre Majeſté
le plus humble, plus obéiſſant &
plus ſoumis ſerviteur,

Berlin, le 26 Janvier 1781.

HERTZBERG.

ESSAI

SUR LES

FORMES DE GOUVERNEMENT.

NOUS trouvons, en remontant à l'antiquité la plus reculée, que les peuples dont la connoiſſance nous eſt parvenue, menoient une vie paſtorale, & ne formoient point de corps de ſociété : ce que la Genèſe rapporte de l'hiſtoire des patriarches, en eſt un témoignage ſuffiſant. Avant le petit peuple juif, les Egyptiens devoient être de même diſperſés dans ces contrées que le Nil ne ſubmergeoit pas ; & ſans doute il s'eſt écoulé bien des ſiècles avant que ce fleuve dompté permît aux régnicoles de ſe raſſembler par bourgades. Nous apprenons par l'hiſtoire grecque le nom des fondateurs des villes, & celui des légiſlateurs qui les premiers les raſſemblèrent en corps : cette nation fut long-temps ſauvage, comme le furent tous les habitans de notre globe. Si les annales des Etruſques, des Samnites, des Sabins, &c. nous étoient parvenues, nous apprendrions aſſurément que ces peuples vivoient iſolés par familles, avant de s'être raſſemblés & réunis. Les Gaulois formoient déjà des aſſociations du temps que Jules-Céſar les dompta. Mais il paroît

que la Grande Bretagne n'étoit pas perfectionnée à ce point, lorſque ce conquérant y paſſa pour la première fois avec les troupes romaines. Du temps de ce grand homme les Germains ne pouvoient ſe comparer qu'aux Iroquois, aux Algonquins, & pareilles nations ſauvages ; ils ne vivoient que de la chaſſe, de la pêche, & du lait de leurs troupeaux. Un Germain croyoit s'avilir en cultivant la terre ; il employoit à ces travaux les eſclaves qu'il avoit faits à la guerre : auſſi la forêt d'Hercynie couvroit-elle preſque entièrement cette vaſte étendue de pays qui compoſe maintenant l'Allemagne. La nation ne pouvoit pas être nombreuſe, faute de nourriture ſuffiſante ; & c'eſt là ſans doute la véritable cauſe de ces émigrations prodigieuſes des peuples du ſeptentrion, qui ſe précipitoient vers le midi, pour chercher des terres toutes défrichées & un climat moins rigoureux.

On eſt étonné quand on ſe repréſente le genre humain vivant ſi long-temps dans un état d'abrutiſſement & ſans former de ſociété ; & l'on recherche avidement quelle raiſon a pu le porter à ſe réunir en corps de peuple. Sans doute que les violences & les pillages d'autres hordes voiſines ont fait naître à ces peuplades iſoleés l'idée de ſe joindre à d'autres familles, pour aſſurer leurs poſſeſſions par leur mutuelle défenſe. De là ſont nées les lois, qui enſeignent aux ſociétés à préférer l'intérêt général au bien particulier. Dès-lors perſonne, ſans craindre de châtiment, n'oſa s'emparer du bien d'autrui ;

perſonne n'oſa attenter ſur la vie de ſon voiſin ; il fallut reſpecter ſa femme & ſes biens comme des objets ſacrés : & ſi la ſociété entière ſe trouvoit attaquée, chacun devoit accourir pour la ſauver. Cette grande vérité, qu'il faut agir envers les autres comme nous voudrions qu'ils ſe comportaſſent envers nous, devient le principe des lois, & du pacte ſocial ; de là naît l'amour de la patrie, enviſagée comme l'aſile de notre bonheur. Mais comme ces lois ne pouvoient ni ſe maintenir ni s'exécuter ſans un ſurveillant qui s'en occupât ſans ceſſe, ce fut l'origine des magiſtrats que le peuple élut & auxquels il ſe ſoumit. Qu'on s'imprime bien que la conſervation des lois fut l'unique raiſon qui engagea les hommes à ſe donner des ſupérieurs, puiſque c'eſt la vraie origine de la ſouveraineté. Ce magiſtrat étoit le premier ſerviteur de l'Etat. Quand ces ſociétés naiſſantes avoient à craindre de la part de leurs voiſins, le magiſtrat armoit le peuple, & voloit à la défenſe des citoyens.

Cet inſtinct général des hommes qui les anime à ſe procurer le plus grand bonheur poſſible, donna lieu à la formation des différens genres de gouvernement. Les uns crurent qu'en s'abandonnant à la conduite de quelques ſages, ils trouveroient ce bonheur ; de là le gouvernement ariſtocratique : d'autres préférèrent l'oligarchie : Athènes & la plupart des républiques grecques choiſirent la démocratie. La Perſe & l'Orient plioient ſous le deſpotiſme. Les Romains eurent quelque temps des rois ; mais

las des violences des Tarquins, ils tournèrent la forme de leur gouvernement en ariſtocratie. Bientôt fatigué de la dureté des patriciens, qui l'opprimoient par des uſures, le peuple s'en ſépara, & ne retourna à Rome qu'après que le ſénat eut autoriſé les tribuns que ce peuple avoit élus pour le ſoutenir contre la violence des grands; depuis il devint preſque le dépoſitaire de l'autorité ſuprême. On appeloit tyrans ceux qui s'emparoient avec violence du gouvernement, & qui ne ſuivant que leurs paſſions & leurs caprices pour guides, renverſoient les lois, & les principes fondamentaux que la ſociété avoit établis pour ſa conſervation.

Mais quelque ſages que fuſſent les légiſlateurs, & les premiers qui raſſemblèrent le peuple en corps, quelque bonnes que fuſſent leurs inſtitutions, il ne s'eſt trouvé aucun de ces gouvernemens qui ſe ſoit ſoutenu dans toute ſon intégrité. Pourquoi ? Parce que les hommes ſont imparfaits, & que leurs ouvrages le ſont par conſéquent; parce que les citoyens, pouſſés par des paſſions, ſe laiſſent aveugler par l'intérêt particulier, qui toujours bouleverſe l'intérêt général; enfin parce que rien n'eſt ſtable dans ce monde. Dans les ariſtocraties, l'abus que les premiers membres de l'Etat font de leur autorité, eſt pour l'ordinaire cauſe des révolutions qui s'enſuivent. La démocratie des Romains fut bouleverſée par le peuple même; la maſſe aveuglée de ces plébéïens ſe laiſſa corrompre par des citoyens ambitieux, qui enſuite les aſſervirent, & les privèrent

de leur liberté. C'eſt le ſort auquel l'Angleterre doit s'attendre, ſi la chambre baſſe ne préfère pas les véritables intérêts de la nation à cette corruption infame qui l'avilit. Quant au gouvernement monarchique, on en a vu bien des eſpèces différentes. L'ancien gouvernement féodal, qui étoit preſque général en Europe il y a quelques ſiècles, s'étoit établi par les conquêtes des barbares. Le général qui menoit une horde, ſe rendoit ſouverain du pays conquis, & il partageoit les provinces entre ſes principaux officiers : ceux-là à la vérité étoient ſoumis au ſuzerain, & lui fourniſſoient des troupes s'il en demandoit : mais comme quelques-uns de ces vaſſaux devinrent auſſi puiſſans que leur chef, cela formoit des Etats dans l'Etat. C'étoit une ſource de guerres civiles, dont réſultoit le malheur de la ſociété générale. En Allemagne ces vaſſaux ſont devenus indépendans ; ils ont été opprimés en France, en Angleterre, & en Eſpagne. La ſeule image qui nous reſte de cet abominable gouvernement, ſubſiſte encore dans la république de Pologne. En Turquie le ſouverain eſt deſpotique, il peut commettre impunément les cruautés les plus révoltantes ; mais auſſi lui arrive-t-il ſouvent, par une viciſſitude commune chez les nations barbares, ou par une juſte rétribution, qu'il eſt étranglé à ſon tour. Pour le gouvernement vraiment monarchique, il eſt le pire ou le meilleur de tous, ſelon qu'il eſt adminiſtré.

Nous avons remarqué que les citoyens n'ont accordé la prééminence à un de leurs ſemblables, qu'en faveur des ſervices qu'ils attendoient de lui : ces ſervices conſiſtent à maintenir les lois, à faire exactement obſerver la juſtice, à s'oppoſer de toutes ſes forces à la corruption des mœurs, à défendre l'Etat contre ſes ennemis. Le magiſtrat doit avoir l'œil ſur la culture des terres ; il doit procurer l'abondance des vivres à la ſociété, encourager l'induſtrie & le commerce : il eſt comme une ſentinelle permanente qui doit veiller ſur les voiſins & ſur la conduite des ennemis de l'Etat. On demande que ſa prévoyance & ſa prudence forment à temps les liaiſons, & choiſiſſent les alliés les plus convenables aux intérêts de ſon aſſociation. On voit par ce court expoſé quel détail de connoiſſances chacun de ces articles exige en particulier. Il faut joindre à cela une étude approfondie du local du pays que le magiſtrat doit gouverner, & bien connoître le génie de la nation ; parce qu'en péchant par ignorance, le ſouverain ſe rend auſſi coupable que par les péchés qu'il auroit commis par malice : les uns ſont des défauts de pareſſe, les autres des vices du cœur ; mais le mal qui en réſulte eſt le même pour la ſociété.

Les princes, les ſouverains, les rois ne ſont donc pas revêtus de l'autorité ſuprême, pour ſe plonger impunément dans la débauche & dans le luxe : ils ne ſont pas élevés ſur leurs concitoyens, pour que leur orgueil ſe pavanant dans la repréſentation,

inſulte avec mépris à la ſimplicité des mœurs, à la pauvreté, à la miſère : ils ne ſont point à la tête de l'Etat, pour entretenir auprès de leurs perſonnes un tas de fainéans dont l'oiſiveté & l'inutilité engendrent tous les vices. La mauvaiſe adminiſtration du gouvernement monarchique provient de bien des cauſes différentes, qui ont leur ſource dans le caractère du ſouverain. Ainſi un prince adonné aux femmes ſe laiſſera gouverner par ſes maîtreſſes & par ſes favoris, leſquels abuſant du pouvoir qu'ils ont ſur ſon eſprit, ſe ſerviront de cet aſcendant pour commettre des injuſtices, protéger des gens perdus de mœurs, vendre des charges, & autres infamies pareilles. Si le prince, par fainéantiſe, abandonne le gouvernail de l'Etat en des mains mercenaires, je veux dire à ſes miniſtres : alors l'un tire à droite, l'autre à gauche, perſonne ne travaille ſur un plan général, chaque miniſtre renverſe ce qu'il a trouvé établi, quelque bonne que ſoit la choſe, pour devenir créateur de nouveautés, & pour réaliſer ſes fantaiſies, ſouvent au détriment du bien public : d'autres miniſtres qui remplacent ceux-là, ſe hâtent de bouleverſer à leur tour ces arrangemens, avec auſſi peu de ſolidité que leurs prédéceſſeurs, ſatisfaits de paſſer pour inventeurs. Ainſi cette ſuite de changemens & de variations ne donne pas aux projets le temps de pouſſer racine. De là naiſſent la confuſion, le déſordre, & tous les vices d'une mauvaiſe adminiſtration Les prévaricateurs ont une excuſe toute

prête : ils couvrent leur turpitude par ces changemens perpétuels ; & comme ces ſortes de miniſtres ſe contentent de ce que perſonne ne recherche leur conduite, ils ſe gardent bien d'en donner l'exemple en ſéviſſant contre leurs ſubalternes. Les hommes s'attachent à ce qui leur appartient : l'Etat n'appartient pas à ces miniſtres ; ils n'ont donc pas ſon bien véritablement à cœur, toute s'exécute avec nonchalance, & avec une eſpèce d'indifférence ſtoïque, d'où réſulte le dépériſſement de la juſtice, des finances, & du militaire. De monarchique qu'il étoit, ce gouvernement dégénère en une véritable ariſtocratie, où les miniſtres & les généraux dirigent les affaires ſelon leur fantaiſie : alors on ne connoît plus de ſyſtème général ; chacun ſuit ſes idées particulières, & le point central, le point d'unité eſt perdu. Comme tous les reſſorts d'une montre conſpirent au même but, qui eſt celui de meſurer le temps, les reſſorts du gouvernement devroient être montés de même, pour que toutes les différentes parties de l'adminiſtration concouruſſent également au plus grand bien de l'Etat, objet important qu'on ne doit jamais perdre de vue. D'ailleurs, l'intérêt perſonnel des miniſtres & des généraux fait pour l'ordinaire qu'ils ſe contrecarrent en tout, & que quelquefois ils empêchent l'exécution des meilleures choſes, parce que ce ne ſont pas eux qui les ont propoſées. Mais le mal arrive à ſon comble, ſi des ames perverſes parviennent à perſuader au ſouverain que ſes intérêts ſont différens

de ceux de ſes ſujets : alors le ſouverain devient l'ennemi de ſes peuples ſans ſavoir pourquoi ; il devient dur, ſévère, inhumain par mal-entendu ; car le principe dont il part étant faux, les conſéquences le doivent être néceſſairement. Le ſouverain eſt attaché par des liens indiſſolubles au corps de l'Etat : par conſéquent il reſſent par répercuſſion tous les maux qui affligent ſes ſujets ; & la ſociété ſouffre également des malheurs qui touchent ſon ſouverain. Il n'y a qu'un bien, qui eſt celui de l'Etat en général. Si le prince perd des provinces, il n'eſt plus en état comme par le paſſé d'aſſiſter ſes ſujets : ſi le malheur l'a forcé de contracter des dettes, c'eſt aux pauvres citoyens à les acquitter : en revanche, ſi le peuple eſt peu nombreux, s'il croupit dans la miſère, le ſouverain eſt privé de toute reſſource. Ce ſont des vérités ſi inconteſtables, qu'il n'eſt pas beſoin d'appuyer davantage là-deſſus.

Je le répète donc, le ſouverain repréſente l'Etat : lui & ſes peuples ne forment qu'un corps, qui ne peut être heureux qu'autant la concorde les unit. Le prince eſt à la ſociété qu'il gouverne, ce que la tête eſt au corps : il doit voir, penſer, & agir pour toute la communauté, afin de lui procurer tous les avantages dont elle eſt ſuſceptible. Si l'on veut que le gouvernement monarchique l'emporte ſur le républicain, l'arrêt du ſouverain eſt prononcé ; il doit être actif & intègre, & raſſembler toutes ſes forces pour fournir la carrière qui lui

eſt ouverte. Voici l'idée que je me fais de ſes devoirs.

Il doit ſe procurer une connoiſſance exacte & détaillée de la force & de la foibleſſe de ſon pays, tant pour les reſſources pécuniaires, que pour la population, les finances, le commerce, les lois, & le génie de la nation qu'il doit gouverner. Les lois, ſi elles ſont bonnes, doivent être exprimées clairement, afin que la chicane ne puiſſe pas les tourner à ſon gré, pour en éluder l'eſprit, & décider de la fortune des particuliers arbitrairement & ſans règle : la procédure doit être auſſi courte qu'il eſt poſſible, afin d'empêcher la ruine des plaideurs, qui conſumeroient en faux frais ce qui leur eſt dû juſtement & de bon droit. Cette partie du gouvernement ne ſauroit être aſſez ſurveillée, pour mettre toutes les barrières poſſibles à l'avidité des juges & des avocats. On retient tout le monde dans ſon devoir par des viſites qui ſe font de temps à autre dans les provinces ; quiconque ſe croit léſé, oſe porter ſes plaintes à la commiſſion, & les prévaricateurs doivent être ſévèrement punis ; il eſt peut-être ſuperflu d'ajouter que les peines ne doivent jamais paſſer le délit, que la violence ne doit jamais être employée au lieu des lois, & qu'il vaut mieux qu'un ſouverain ſoit trop indulgent que trop ſévère. Comme tout particulier qui n'agit pas par principes, a une conduite inconſéquente, il importe encore plus qu'un magiſtrat qui veille au bien des peuples, agiſſe d'après un ſyſtème

arrêté de politique, de guerre, de finance, de commerce, & de lois. Par exemple, un peuple doux ne doit point avoir des lois ſévères, mais des lois adaptées à ſon caractère. La baſe de ces ſyſtèmes doit toujours être relative au plus grand bien de la ſociété ; les principes doivent être adaptés à la ſituation du pays, à ſes anciens uſages (s'ils ſont bons), au génie de la nation. Par exemple, en politique c'eſt un fait connu que les alliés les plus naturels, & par conſéquent les meilleurs, ſont ceux dont les intérêts concourent avec les nôtres, & qui ne ſont pas ſi proches voiſins, qu'on puiſſe être engagé dans quelque diſcuſſion d'intérêt avec eux. Quelquefois des événemens bizarres donnent lieu à des combinaiſons extraordinaires. Nous avons vu, de nos jours, des nations de tout temps rivales, & même ennemies, marcher ſous les mêmes bannières ; mais ce ſont des cas qui arrivent rarement, & qui ne ſerviront jamais d'exemples. Ces ſortes de liaiſons ne peuvent être que momentanées, au lieu que le genre des autres, contractées par un intérêt commun, peut ſeul être durable. Dans la ſituation où l'Europe eſt de nos jours, où tous les princes ſont armés, parmi leſquels il s'élève des puiſſances prépondérantes, en état d'écraſer les foibles, la prudence exige qu'on s'allie avec d'autres puiſſances, ſoit pour s'aſſurer des ſecours en cas d'attaque, ſoit pour réprimer les projets dangereux de ſes ennemis, ſoit pour ſoutenir, à l'aide de ces alliés, de juſtes prétentions contre ceux qui vou-

droient s'y oppoſer. Mais ceci ne ſuffit pas : il faut avoir chez ſes voiſins, ſurtout chez ſes ennemis, des oreilles & des yeux ouverts qui rapportent fidellement ce qu'ils ont vu & entendu. Les hommes ſont méchans ; il faut ſe garder ſurtout d'être ſurpris, parce que tout ce qui ſurprend effraie & décontenance, ce qui n'arrive jamais quand on eſt préparé, quelque fâcheux que ſoit l'événement auquel on doit s'attendre. La politique européenne eſt ſi fallacieuſe, que le plus aviſé peut devenir dupe, s'il n'eſt pas toujours alerte & ſur ſes gardes.

Le ſyſtème militaire doit être également aſſis ſur de bons principes, qui ſoient ſûrs, & reconnus par l'expérience. On doit connoître le génie de la nation, de quoi elle eſt capable, & juſqu'où l'on oſe riſquer ſes entrepriſes en la menant à l'ennemi. Dans nos temps il nous eſt interdit d'employer à la guerre les uſages des Grecs & des Romains. La découverte de la poudre à canon a changé entièrement la façon de faire la guerre. Maintenant c'eſt la ſupériorité du feu qui décide de la victoire : les exercices, les réglemens, & la tactique ont été refondus, pour les conformer à cet uſage ; & récemment, l'abus énorme des nombreuſes artilleries qui appeſantiſſent les armées, nous force également d'adopter cette mode, tant pour nous ſoutenir dans nos poſtes, que pour attaquer l'ennemi dans ceux qu'il occupe, au cas que d'importantes raiſons l'exigent. Tant de raffinemens

nouveaux

nouveaux ont donc ſi fort changé l'art de la guerre, que ce ſeroit de nos jours une témérité impardonnable à un général, en imitant les Turenne, les Condé, les Luxembourg, de riſquer une bataille en ſuivant les diſpoſitions que ces grands généraux ont faites de leur temps. Alors les victoires ſe remportoient par la valeur & par la force : maintenant l'artillerie décide de tout, & l'habileté du général conſiſte à faire approcher ſes troupes de l'ennemi, ſans qu'elles ſoient détruites avant de commencer à l'attaquer. Pour ſe procurer cet avantage, il faut qu'il faſſe taire le feu de l'ennemi par la ſupériorité de celui qu'il lui oppoſe. Mais ce qui reſtera éternellement ſtable dans l'art militaire, c'eſt la *caſtramétrie*, ou l'art de tirer le plus grand parti poſſible d'un terrain pour ſon avantage. Si de nouvelles découvertes ſe ont encore, ce ſera une néceſſité que les généraux de ces temps-là ſe prêtent à ces nouveautés, & changent à notre tactique ce qui exige correction. Il eſt des Etats qui par leur local, & par leur conſtitution, doivent être des puiſſances maritimes ; telles ſont l'Angleterre, la Hollande, la France, l'Eſpagne, le Danemarck : ils ſont environnés de la mer, & les colonies éloignées qu'ils poſſèdent, les obligent d'avoir des vaiſſeaux pour entretenir la communication & le commerce entre la mère-patrie & ces membres détachés. Il eſt d'autres Etats, comme l'Autriche, la Pologne, la Pruſſe, & même la Ruſſie, dont les uns pourroient ſe paſſer de marine, & les autres commettroient

une faute impardonnable en politique s'ils diviſoient leurs forces, en voulant employer ſur mer des troupes dont ils ont un beſoin indiſpenſable ſur terre. Le nombre des troupes qu'un Etat entretient, doit être en proportion des troupes qu'ont ſes ennemis ; il faut qu'il ſe trouve en même force, ou le plus foible riſque de ſuccomber. On objectera peut-être que le prince doit compter ſur les ſecours de ſes alliés. Cela ſeroit bon, ſi les alliés étoient tels qu'ils devroient être ; mais leur zèle n'eſt que tiédeur, & l'on ſe trompe à coup ſûr, ſi l'on compte ſur d'autres que ſur ſoi-même. Si la ſituation des frontières permet de les défendre par des fortereſſes, il ne faut rien négliger pour en conſtruire, & ne rien épargner pour les perfectionner. La France en a donné l'exemple, & elle en a ſenti l'avantage en différentes occaſions.

Mais, ni la politique, ni le militaire ne peuvent proſpérer, ſi les finances ne ſont pas entretenues dans le plus grand ordre, & ſi le prince lui-même n'eſt économe & prudent. L'argent eſt comme la baguette des enchanteurs, par le moyen de laquelle ils opéroient des miracles. Les grandes vues politiques, l'entretien du militaire, les meilleures intentions pour le ſoulagement des peuples, tout cela demeure engourdi, ſi l'argent ne le vivifie. L'économie du ſouverain eſt d'autant plus utile pour le bien public, que s'il ne ſe trouve pas avoir des fonds ſuffiſans en réſerve, ſoit pour fournir aux frais de la guerre ſans charger ſes peuples d'impôts

extraordinaires, ſoit pour ſecourir les citoyens dans des calamités publiques, toutes ces charges tombent ſur les ſujets, qui ſe trouvent ſans reſſource dans des temps malheureux, où ils ont ſi grand beſoin d'aſſiſtance. Aucun gouvernement ne peut ſe paſſer d'impôts; ſoit républicain, ſoit monarchique, il en a un égal beſoin. Il faut bien que le magiſtrat, chargé de toute la beſogne publique, ait de quoi vivre; que les juges ſoient payés, pour les empêcher de prévariquer; que le ſoldat ſoit entretenu, afin qu'il ne commette point de violence, faute d'avoir de quoi ſubſiſter; il faut de même que les perſonnes prépoſées au maniement des finances ſoient aſſez bien payées pour que le beſoin ne les oblige pas d'adminiſtrer infidellement les deniers publics. Ces différentes dépenſes demandent des ſommes conſidérables; ajoutez-y encore quelque argent mis annuellement de côté pour les cas extraordinaires. Voilà cependant ce qui doit être néceſſairement pris ſur le peuple. Le grand art conſiſte à lever ces fonds ſans fouler les citoyens. Pour que les taxes ſoient égales & non arbitraires, l'on fait des cadaſtres, qui, s'ils ſont dreſſés avec exactitude, proportionnent les charges ſelon les moyens des individus; cela eſt ſi néceſſaire, que ce ſeroit une faute impardonnable en finance, ſi les impôts mal-adroitement répartis dégoûtoient le cultivateur de ſes travaux; il doit, ayant acquitté ſes droits, pouvoir encore vivre avec une certaine aiſance lui & ſa famille. Bien loin d'opprimer les

pères nourriciers de l'Etat, il faut les encourager à bien cultiver leurs terres ; c'eſt dans cette culture que conſiſte la véritable richeſſe du pays. La terre fournit les comeſtibles les plus néceſſaires, & ceux qui la travaillent, ſont, comme nous l'avons déjà dit, les vrais pères nourriciers de la ſociété. On m'oppoſera peut-être que la Hollande ſubſiſte, ſans que ſes champs lui rapportent la centième partie de ce qu'elle conſomme. Je réponds à cette objection que c'eſt un petit Etat, chez lequel le commerce ſupplée à l'agriculture ; mais plus un gouvernement eſt vaſte, plus l'économie rurale a beſoin d'être encouragée. Une autre eſpèce d'impôts qu'on lève ſur les villes, ce ſont les acciſes : elles veulent être maniées avec des mains adroites, pour ne point charger les comeſtibles les plus néceſſaires à la vie, comme le pain, la petite bière, la viande, &c. ; ce qui retomberoit ſur les ſoldats, ſur les ouvriers, & ſur les artiſans ; d'où il s'enſuivroit, pour le malheur du peuple, que la main-d'œuvre rehauſſeroit de prix ; par conſéquent les marchandiſes deviendroient ſi chères, qu'on en perdroit le débit étranger. C'eſt ce qui arrive maintenant en Hollande & en Angleterre. Ces deux nations ayant contracté des dettes immenſes dans les dernières guerres, ont créé de nouveaux impôts pour en payer les intérêts ; mais comme leur mal-adreſſe en a chargé la main-d'œuvre, ils ont preſque écraſé leurs manufactures. De là la cherté en Hollande étant augmentée, ces républicains font fabriquer

leurs draps à Verviers & à Liége, & l'Angleterre a perdu un débit conſidérable de ſes laines en Allemagne. Pour obvier à ces abus, le ſouverain doit ſouvent ſe ſouvenir de l'état du pauvre peuple, ſe mettre à la place d'un payſan & d'un manufacturier, & ſe dire alors : ſi j'étois né dans la claſſe de ces citoyens dont les bras ſont le capital, que déſirerois-je du ſouverain ? Ce que le bon ſens alors lui indiquera, ſon devoir eſt de le mettre en pratique. Il ſe trouve des provinces, dans la plupart des Etats de l'Europe, où les payſans attachés à la glèbe ſont ſerfs de leurs gentilſhommes : c'eſt de toutes les conditions la plus malheureuſe & qui révolte le plus l'humanité. Aſſurément aucun homme n'eſt né pour être l'eſclave de ſon ſemblable : on déteſte avec raiſon un pareil abus, & l'on croit qu'il ne faudroit que vouloir pour abolir cette coutume barbare ; mais il n'en eſt pas ainſi, elle tient à d'anciens contrats faits entre les poſſeſſeurs des terres & les colons. L'agriculture eſt arrangée en conſéquence des ſervices des payſans : en voulant abolir tout d'un coup cette abominable geſtion, on bouleverſeroit entièrement l'économie des terres, & il faudroit en partie indemniſer la nobleſſe des pertes qu'elle ſouffriroit en ſes revenus.

Enſuite s'offre l'article des manufactures & du commerce, non moins important. Pour qu'un pays ſe conſerve dans une ſituation floriſſante, il eſt de toute néceſſité que la balance du commerce lui ſoit avantageuſe : s'il paye plus pour les importations qu'il ne gagne par les exportations, il faut néceſſairement

qu'il s'appauvriſſe d'année en année. Qu'on ſe figure une bourſe où il y a cent ducats : tirez-en journellement un, & n'y remettez rien, vous conviendrez qu'au bout de cent jours la bourſe ſera vide. Voici les moyens d'obvier à cette perte : faire manufacturer toutes les premières matières qu'on poſſède, faire travailler les matières étrangères, pour y gagner la main-d'œuvre, & travailler à bon marché, pour ſe procurer le débit étranger. Quant au commerce, il roule ſur trois points : ſur le ſuperflu de vos denrées que vous exportez ; ſur celles de vos voiſins qui vous enrichiſſent en les vendant ; & ſur les marchandiſes étrangères que vos beſoins exigent & que vous importez. C'eſt ſur ces productions que nous venons d'indiquer, que doit ſe régler le commerce d'un Etat ; voilà de quoi il eſt ſuſceptible par la nature des choſes. L'Angleterre, la Hollande, la France, l'Eſpagne, le Portugal ont des poſſeſſions aux deux Indes, & des reſſources plus étendues pour leur marine marchande que les autres royaumes : profiter des avantages qu'on a, & ne rien entreprendre au delà de ſes forces, c'eſt le conſeil de la ſageſſe.

Il nous reſte à parler des moyens les plus propres pour maintenir invariablement l'abondance des vivres dont la ſociété a un beſoin indiſpenſable pour demeurer floriſſante. Le premier eſt d'avoir ſoin que les terres ſoient bien cultivées ; de défricher tous les terrains qui ſont capables de rapport ; d'augmenter les troupeaux, pour gagner d'autant plus de lait, de beurre, de fromage, & d'engrais ; d'avoir enſuite un

relevé exact de la quantité des différentes eſpèces de grains gagnés dans de bonnes, dans de médiocres, & dans de mauvaiſes années ; d'en décompter la conſommation ; & par ce réſultat de s'inſtruire de ce qu'il y a de ſuperflu, dont l'exportation doit être permiſe ; ou de ce qui manque à la conſommation, & que le beſoin demande qu'on ſe procure. Tout ſouverain attaché au bien public eſt obligé de ſe pourvoir de magaſins abondamment fournis, pour ſuppléer à la mauvaiſe récolte & pour prévenir la famine. Nous avons vu en Allemagne, dans les mauvaiſes années de 1771 & de 1772, les malheurs que la Saxe & les provinces de l'Empire ont ſoufferts, parce que cette précaution ſi utile avoit été négligée. Le peuple broyoit l'écorce des chênes, qui lui ſervoit d'aliment : cette miſérable nourriture accéléra ſa mort ; nombre de familles périrent ſans ſecours, c'étoit une déſolation univerſelle ; d'autres pâles, blêmes, & décharnés, s'expatrièrent pour chercher des ſecours ailleurs ; leur vue excitoit la compaſſion, un cœur d'airain y auroit été ſenſible. Quels reproches leurs magiſtrats ne devoient-ils pas ſe faire, d'être les ſpectateurs de ces calamités, ſans y pouvoir porter de remède ?

Nous paſſons maintenant à un autre article, auſſi intéreſſant peut-être. Il eſt peu de pays où les citoyens ayent les mêmes opinions ſur la religion ; elles diffèrent ſouvent entièrement ; il en eſt qu'on appelle ſectes : la queſtion s'élève alors, faut-il que tous les citoyens penſent de même ? ou peut-on permettre à

chacun de penſer à ſa guiſe ? De ſombres politiques vous diront : tout le monde doit être de la même opinion, pour que rien ne diviſe les citoyens ; le théologien ajoute : quiconque ne penſe pas comme moi, eſt damné, & il ne convient pas que mon ſouverain ſoit un roi de damnés : il faut donc les détruire dans ce monde pour qu'ils proſpèrent d'autant mieux dans l'autre. On répond à cela que jamais ſociété ne penſera de même ; que chez les nations chrétiennes la plupart ſont anthropomorphites ; que chez les catholiques le grand nombre eſt idolâtre, parce qu'on ne me perſuadera jamais qu'un manan ſache diſtinguer le culte de *latrie* & d'*hyperdulie* ; il adore de bonne foi l'image qu'il invoque. Voilà donc nombre d'hérétiques dans toutes les ſectes chrétiennes : de plus, chacun croit ce qui lui paroît vraiſemblable. On peut contraindre un pauvre miſérable à prononcer un certain formulaire, auquel il refuſe ſon conſentement intérieur ; ainſi le perſécuteur n'a rien gagné. Mais ſi l'on remonte à l'origine de la ſociété, il eſt tout à fait évident que le ſouverain n'a aucun droit ſur la façon de penſer des citoyens. Ne faudroit-il pas être en démence pour ſe figurer que des hommes ont dit à un homme leur ſemblable : nous vous élevons au deſſus de nous, parce que nous aimons l'eſclavage, & nous vous donnons la puiſſance de diriger nos penſées à votre volonté ? Ils ont dit au contraire : nous avons beſoin de vous pour maintenir les lois auxquelles nous voulons obéir, pour nous gouverner ſagement, pour nous défendre ; du reſte, nous exi-

geons de vous que vous reſpectiez notre liberté. Voilà la ſentence prononcée, elle eſt ſans appel, & même cette tolérance eſt ſi avantageuſe aux ſociétés où elle eſt établie, qu'elle fait le bonheur de l'Etat. Dès que tout culte eſt libre, tout le monde eſt tranquille ; au lieu que la perſécution a donné lieu aux guerres civiles les plus ſanglantes, les plus longues, & les plus deſtructives. Le moindre mal qu'attire la perſécution, eſt de faire émigrer les perſécutés : dans certaines provinces de France la population a ſouffert & ſe reſſent encore de la révocation de l'édit de Nantes.

Ce ſont là en général les devoirs qu'un prince doit remplir : afin qu'il ne s'en écarte jamais, il doit ſe rappeler ſouvent qu'il eſt homme ainſi que le moindre de ſes ſujets : s'il eſt le premier juge, le premier général, le premier financier, le premier miniſtre de la ſociété, ce n'eſt pas pour qu'il repréſente, mais afin qu'il rempliſſe les devoirs que ces noms lui impoſent. Il n'eſt que le premier ſerviteur de l'Etat, obligé d'agir avec probité, avec ſageſſe, & avec un entier déſintéreſſement, comme ſi à chaque moment il devoit rendre compte de ſon adminiſtration à ſes citoyens. Ainſi il eſt coupable s'il prodigue l'argent du peuple, le produit des impôts, en luxe, en faſte, en débauches ; lui qui doit veiller aux bonnes mœurs, les gardiennes des lois ; qui doit perfectionner l'éducation nationale, & non la pervertir par de mauvais exemples. C'eſt un objet des plus importans que la conſervation des bonnes mœurs dans leur intégrité : le ſouverain peut y contribuer beaucoup en diſtin-

guant & récompenſant les citoyens qui ont fait des actions vertueuſes, en témoignant du mépris pour ceux dont la dépravation ne rougit plus de ſes déréglemens. Le prince doit déſapprouver hautement toute action déſhonnête ; & refuſer des diſtinctions à ceux qui ſont incorrigibles. Il eſt encore un objet intéreſſant qu'il ne faut pas perdre de vue, & qui, s'il étoit négligé, porteroit un préjudice irréparable aux bonnes mœurs ; c'eſt quand le prince diſtingue trop des perſonnes qui, ſans mérite, poſsèdent de grandes richeſſes. Ces honneurs prodigués mal-à-propos confirment le public dans le préjugé vulgaire, qu'il ſuffit d'avoir du bien pour être conſidéré. Dès-lors l'intérêt & la cupidité ſecouent le frein qui les retenoit ; chacun veut accumuler des richeſſes ; on emploie les voies les plus iniques pour les acquérir ; la corruption gagne, elle s'enracine, elle devient générale ; les hommes à talens, les hommes vertueux ſont mépriſés, & le public n'honore que ces bâtards de Midas dont la grande dépenſe & le faſte l'éblouiſſent. Pour empêcher que les mœurs nationales ne ſe pervertiſſent juſqu'à cet horrible excès, le prince doit être ſans ceſſe attentif à ne diſtinguer que le mérite perſonnel, & à ne témoigner que du mépris pour l'opulence ſans mœurs & ſans vertus. Au reſte, comme le ſouverain eſt proprement le chef d'une famille de citoyens, le père de ſes peuples, dans toutes les occaſions il doit ſervir de dernier refuge aux malheureux, tenir lieu de père aux orphelins, ſecourir les veuves, avoir des entrailles pour le dernier

miſérable comme pour le premier courtiſan, & répandre des libéralités ſur ceux qui privés de tout ſecours, ne peuvent trouver d'aſſiſtance que dans ſes bienfaits.

Voilà, ſelon les principes que nous avons établis au commencement de cet Eſſai, l'idée exacte qu'on doit ſe former des devoirs d'un ſouverain, & de la ſeule manière qui peut rendre bon & avantageux le gouvernement monarchique. Si bien des princes ont une conduite différente, il faut l'attribuer à ce qu'ils ont peu réfléchi ſur leur inſtitution, & ſur les devoirs qui en dérivent. Ils ont porté une charge dont ils ont méconnu le poids & l'importance, ils ſe ſont fourvoyés faute de connoiſſances. Car dans nos temps l'ignorance fait commettre plus de fautes que la méchanceté. Cette eſquiſſe du ſouverain paroîtra peut-être aux cenſeurs l'archétype des Stoïciens, l'idée du ſage qu'ils avoient imaginé, qui n'exiſta jamais, & dont le ſeul Marc-Aurèle approcha le plus. Nous ſouhaitons que ce foible eſſai puiſſe former des Marc-Aurèles; ce ſeroit la plus belle récompenſe à laquelle nous puſſions nous attendre, & qui feroit en même temps le bien de l'humanité. Nous devons cependant ajouter à ceci, qu'un prince qui fourniroit la carrière laborieuſe que nous avons tracée, ne parviendroit pas à une perfection entière, parce qu'avec toute la bonne volonté poſſible, il pourroit ſe tromper dans le choix de ceux qu'il emploîroit à l'adminiſtration des affaires; parce qu'on pourroit lui repréſenter les choſes ſous un faux jour,

que ſes ordres ne ſeroient pas exécutés ponctuellement, qu'on voileroit des iniquités de façon qu'elles ne parviendroient pas à ſa connoiſſance, que des employés durs & entiers mettroient trop de rigueur & de hauteur dans leur geſtion ; enfin, parce que dans un pays étendu le prince ne ſauroit être partout. Tel eſt donc & ſera le deſtin des choſes d'ici-bas, que jamais on n'atteindra au degré de perfection qu'exige le bonheur des peuples, & qu'en fait de gouvernement, comme pour toute autre choſe, il faudra ſe contenter de ce qui eſt le moins défectueux.